

NI PATRIE NI FRONTIERES

Traductions et débats

**« Chaque femme doit se
demander : Pourquoi suis-je
l'esclave de l'homme ? »**

VOLTAIRINE DE CLEYRE

Mariage, famille et morale sexuelle

Voltaire de Cleyre

Lindsey German

Arturo Peregalli

**Actualité : Mouvement anti-guerre aux Etats-Unis...
Fonctionnement d'ATTAC... Néo-réformisme et paradis fiscaux...
Limites de l'antisionisme (2)... Luites paysannes et Mouvement des
sans-terre au Brésil... Principes du verbalisme radical**

Novembre 2002 — N° 2

Edito

Dans sa partie thématique, ce numéro est principalement consacré à la question de la famille et du mariage, à travers les textes de Voltairine de Cleyre, Lindsey German et Arturo Peregalli. En les découvrant, le lecteur décèlera rapidement les différences d'approches entre marxistes et libertaires sur ces questions sensibles, Voltairine de Cleyre étant certainement celle qui prend le plus de risques en exposant ses conceptions personnelles. Si cette militante anarchiste et féministe américaine est morte en 1910, ses écrits sont toujours d'une brûlante actualité, comme en témoignent, par exemple, « Le mariage est une mauvaise action » mais aussi « De l'action directe ». Ces deux textes sont précédés d'un article de Chris Crass qui situe la place de Voltairine de Cleyre dans l'histoire de la tradition politique américaine.

Le mariage est une mauvaise action est une conférence donnée dans le cadre d'un débat contradictoire. Contrairement à ce que le titre pourrait suggérer, Voltairine de Cleyre ne se livre pas ici à une plaisante polémique anticléricale ou à une défense légère du libertinage ; elle nous offre une réflexion philosophique originale à la fois sur l'évolution de l'humanité et sur le rôle de la liberté individuelle.

Loin d'être datées, ou dépassées, les réflexions de Voltairine sont fort utiles. D'abord parce que le féminisme révolutionnaire des années 60 et 70 a pratiquement disparu, notamment en France où le PS et les Verts ont réussi à réduire la lutte des femmes à de minables histoires de quotas pour accéder à la mangeoire électorale, ou à des débats psy superficiels, comme en témoigne la multiplication des émissions télévisées consacrées à la vie privée. Ces débats aboutissent, selon les cas, à infantiliser, culpabiliser, ou criminaliser tous les hommes (tous incapables d'effectuer la moindre tâche domestique, tous harceleurs impénitents, ou tous violeurs) et renvoient les femmes à des « solutions » individuelles : elles sont censées résoudre seules les problèmes de leur couple, de leurs enfants, de leurs compagnons ou maris, etc. Une telle façon de poser les problèmes ne peut que renforcer les rancœurs et les haines, la « guerre des sexes » en pleine expansion.

Les textes de Voltairine sont également toujours actuels parce qu'ils expriment une saine révolte, révolte si décriée aujourd'hui par les médias et intellectuels français de tout bord, révolte qui relie la libération des femmes à la lutte contre l'exploitation. Voltairine paya très cher son opposition radicale au système capitaliste et son combat n'a rien à voir avec celui des Chiennes de garde, dernier avatar du féminisme mondain. Cette femme anarchiste a toujours vécu et combattu aux côtés des ouvriers, et n'a jamais cherché la moindre position de pouvoir. On est à des kilomètres de toutes ces petites et grandes bourgeoises qui parodent sur les plateaux télé.

De l'action directe s'adresse à un public américain et puise ses exemples dans l'histoire du Nouveau Continent. (A ce titre, d'ailleurs, ce texte aurait pu parfaitement prendre place dans le prochain numéro de *Ni patrie ni frontières* qui portera sur les questions nationales.) Voltairine tente de convaincre ses compatriotes que l'action directe n'est pas une spécificité anarchiste, et est pratiquée par toutes les tendances politiques, voire même par la plupart des individus à un moment ou l'autre de leur vie. Mais elle plaide aussi pour une transformation sociale radicale, aux Etats-Unis comme dans le monde entier.

Excellente pédagogue, Voltairine part du vécu de ses lecteurs ou de son auditoire, des faits historiques qu'ils connaissent, pour les amener à une réflexion plus générale sur le rôle de la violence dans l'histoire. Loin d'opposer de façon dogmatique ou caricaturale action politique (légale/parlementaire/gouvernementale) et action directe (illégal/extra-parlementaire/populaire), elle montre finement quels liens s'établissent entre ces formes d'action et pourquoi l'action directe est indispensable. On notera au passage qu'elle considère que les esclaves noirs n'avaient pas un désir suffisant de liberté, sinon ils auraient suivi ceux qui prônaient la révolte armée contre l'esclavage. On peut certes contester la validité historique d'une telle affirmation, mais elle a le mérite de mettre l'accent sur la responsabilité individuelle des hommes et des femmes dans l'oppression et l'exploitation qu'ils subissent.

Dans *La famille aujourd'hui*, Lindsey German décrit le rôle économique de la famille et son évolution contradictoire sous le « capitalisme tardif » en puisant ses exemples dans les sociétés britannique et américaine.

Arturo Peregalli, militant marxiste italien, décédé l'année dernière, s'est intéressé, entre autres, à l'évolution des *positions du Parti communiste italien sur les femmes, entre 1945 et 1970*. En dehors du fait que son article très vivant fourmille d'informations concrètes, il montre bien comment les partis staliniens ont toujours eu une position extrêmement conservatrice sur l'émancipation des femmes et à quel point ces appareils ont contribué à entretenir leur soumission vis-à-vis du Parti et des hommes en général.

Chirs Crass, militant anarchiste, présente une discussion entre plusieurs militants du *mouvement antiguerre aux Etats-Unis*. Son texte est suivi d'une interview destinée à expliciter certains points. Quelles que soient nos divergences, l'essentiel est ailleurs : aux Etats-Unis aussi une fraction de la population ne partage absolument pas l'idéologie de ses dirigeants, comme l'ont bien montré les dernières manifs antiguerre dans ce pays.

Les luttes paysannes et le mouvement des sans-terre au Brésil a été écrit en 2000 par Maxwell Teixeira da Paula et publié dans le N°8 de l'*Oiseau Tempête*. A l'heure où le Brésil vient d'élire un président « de gauche », il est important de revenir sur l'une des questions essentielles pour le peuple brésilien : celle de la terre. A travers plusieurs descriptions très concrètes, ce texte démonte les processus de récupération et de bureaucratisation qui se mettent en place chaque fois que les exploités tentent de remettre en cause l'ordre existant. Et il décrit le jeu trouble du PT depuis des années, mise au point nécessaire face à ceux qui cherchent encore une fois à nous faire prendre des vessies pour des lanternes, après Castro, Guevara, Allende, Torrijos, Chavez, Ortega, Marcos... La liste des espoirs déçus et trahis est longue en Amérique du Sud, depuis quarante ans.

Les deux textes de Nicolas, du Cercle social, sur *Les paradis fiscaux, le néoréalisme et le rôle de l'Etat* et *L'idéologie et le fonctionnement d'ATTAC* ont été publiés dans la revue *Maira* et se trouvent également sur le site. Ces deux articles exposent très concrètement les contradictions de l'organisation altermondialiste, sans tomber dans la polémique sectaire ni les imprécations.

Principes du verbalisme radical de Guy Fargette démonte et épingle quelques mécanismes élémentaires, mais pernicious, chez les « révolutionnaires de la phrase » et les « bavards d'arrière-salles de café ».

Bonne lecture !

SOMMAIRE

Editorial.....

VOLTAIRINE DE CLEYRE, anarchiste et féministe

Chris Crass : *Sur Voltairine de Cleyre*.....

Voltairine de Cleyre : *De l'action directe*.....

FAMILLE ET MARIAGE

Voltairine de Cleyre : *Le mariage*.....

Lindsey German : *La famille aujourd'hui*

Arturo Peregalli : *Le Parti communiste italien et les femmes (1945-1972)*
suivi de Sandro Saggiaro : *En mémoire d'Arturo et d'une Bibliographie*
.....

ACTUALITE

Chris Crass : *Discussion avec des militants anti-guerre aux Etats-Unis*.....

Entretien avec Chris Crass

Nicolas (Cercle social) : *Les paradis fiscaux*.....

Nicolas (Cercle social) : *L'idéologie et le fonctionnement d'ATTAC*

Maxwell de Teixeira : *Sur le mouvement des sans-terre au Brésil...*

DEBATS

Yves Coleman : *Quelques précisions à propos de ce bulletin*.....

Guy Fargette : *Principes du verbalisme radical*.....

Courrier des lecteurs et réactions au premier numéro.....

Yves Coleman : *Limites de l'antisionisme (2)*.....

Je n'ai rencontré les membres de Kropot et de Bibliolib.net que dans le cyberspace, mais je me permets de passer l'encart ci-dessous pour ce site libertaire qui a reproduit les traductions d'Emma Goldman parues dans le numéro 1 de *Ni patrie ni frontières* et nous a gentiment consacré plusieurs pages de réclame. Qu'ils en soient remerciés ! (Y.C.)

PUB POUR BIBLIOLIB

« Bibliolib est pauvre... mais plein de bonne volonté:

— Si vous avez des ouvrages (livres, brochures, journaux, etc.) en double, ou plus l'usage...

Pensez à nous...

— Si un texte vous semble avoir sa place ici : photocopiez-le et envoyez-le à...

Bibliolib — 14, Allée des Manades — 13200 Arles (France)

« **Bibliolib** a pour ambition d'offrir un éventail de textes d'origine anarchiste et libertaire sur un même lieu, quelles qu'en soient les origines et les dates, les "écoles" ou les chapelles, voire les sectes... A la rigueur ce peut être des textes non anarchistes, mais qui interrogent l'anarchisme... A chacun d'en faire sa provende, de la manière qui lui est propre.

« L'équipe **Kropot** ne s'est pas donné mandat d'indiquer ce qu'est l'Anarchie. Le sait-elle même ? Quant à l'anarchisme, il n'a pas attendu l'équipe Kropot pour s'interroger...

« Il n'y a (et il n'y aura) donc que fort peu de commentaires de la part de l'équipe Kropot. Son seul rôle, celui qu'elle s'est donné, c'est de proposer ICI les textes épars. Point barre. ChacunE d'entre nous a des engagements divers, voire contradictoires, qui pourraient faire barrage à votre rencontre avec les textes. Il peut y avoir débat entre nous sur la pertinence de tel ou tel texte, ce qui rend malgré tout subjectif.

Mais qu'y a-t-il d'autre de réel hors la subjectivité, hein mon vieux Bakounine ? Les questions seules nous rassemblent. C'est ça, le génie de l'anarchie :o)) C'est pourquoi tous les membres de l'équipe Kropot s'appellent... Kropot. Le terme "Équipe" fait plus référence à une association fluctuante de libres individualités qu'à un team. Est Kropot... qui veut être Kropot (le temps d'un texte, d'un scan, ou plus si affinités de nos égoïsmes). »

Traditions politiques américaines et défi libertaire

A propos de Voltairine de Cleyre

Par Chris Crass

De 1890 à 1910, Voltairine de Cleyre fut l'une des anarchistes les plus populaires et les plus connues aux Etats-Unis. Ecrivaine et conférencière prolifique, elle s'intéressa à de nombreuses questions : la religion, la libre-pensée, le mariage, la sexualité des femmes durant l'époque victorienne, le rôle de la criminalité et de la punition dans la société, l'abolition des prisons, la pensée anarchiste et ses rapports avec les traditions américaines, l'anticapitalisme et la lutte des classes, le mouvement pour le droit de vote des femmes et leur libération.

Les différentes contributions de Voltairine de Cleyre à la pensée politique américaine ont été largement ignorées ou marginalisées. Si le mouvement anarchiste actuel sait que Voltairine de Cleyre a été une figure marquante de la tradition libertaire, ses écrits et ses discours n'ont pas bénéficié d'une grande audience depuis le déclin du mouvement anarchiste américain qui a commencé durant la Première Guerre mondiale et s'est accéléré dans les années 20, suite aux « raids de Palmer »⁽¹⁾, au procès et à l'exécution de Sacco et Vanzetti, et à toute une série d'expulsions, d'emprisonnements et d'assassinats qui ont réduit au silence certaines des voix les plus puissantes de la tradition révolutionnaire⁽²⁾ de ce pays.

Dans les années 60 et 70⁽³⁾, le renouveau des mouvements libertaires aux Etats-Unis provoqua un regain d'intérêt pour l'histoire de l'anarchisme. En 1978, un professeur d'histoire à l'université de Princeton, Paul Avrich, publia le premier de six livres consacré à l'anarchisme américain. Il s'agissait d'une biographie intitulée *An American Anarchist. The Life of Voltairine de Cleyre (Une anarchiste américaine. La Vie de Voltairine de Cleyre)*. Les essais de Voltairine de Cleyre, rassemblés et publiés par Emma Goldman et Alexandre Berkman en 1914, furent republiés et diffusés dans les milieux anarchistes, humanistes et féministes. Dans la préface de son livre, Avrich écrit : « Libre-penseuse, féministe et anarchiste, Voltairine de Cleyre est toujours aussi actuelle soixante-dix ans plus tard (...). Elle critiqua toujours de façon éloquente le pouvoir politique incontrôlé, la soumission de l'individu, la déshumanisation des travailleurs et la dévalorisation de la culture ; sa vision d'une société libertaire, décentralisée, fondée sur la coopération volontaire et l'entraide, peut inspirer les nouvelles générations d'idéalistes et de réformateurs sociaux⁽⁴⁾. »

Lorsque l'on se penche sur les idées et la vie de Voltairine de Cleyre, on est forcément amené à s'intéresser au mouvement anarchiste au tournant du XX^e siècle. On découvre alors que les théories politiques de Voltairine de Cleyre puisaient dans des traditions importantes qui ont conduit au développement de la pensée et du mouvement anarchiste aux Etats-Unis. La pensée anarchiste a toujours connu de multiples tendances. Voltairine de Cleyre croyait en ce qu'elle-même et d'autres ont appelé « l'anarchisme sans adjectifs ». A l'époque, on trouvait déjà plusieurs écoles de pensée concurrentes qui divergeaient surtout à propos des questions économiques et des stratégies de changement social.

Les deux tendances les plus importantes étaient les anarchistes individualistes (anarchistes philosophes ou anarchistes scientifiques) et les anarcho-communistes (socialistes libertaires ou anarchistes sociaux). Selon Voltairine de Cleyre, les deux tendances avaient apporté une contribution positive et riche d'enseignements ; les anarchistes devaient donc s'unir autour de leurs conceptions anti-autoritaires communes et laisser le champ libre à l'expérimentation en ce qui concerne les idées économiques et les méthodes d'agitation et d'organisation. Si certains furent convaincus par ces arguments, le mouvement resta cependant divisé sur ces questions. Dans ses propres écrits et au cours de son évolution théorique, Voltairine de Cleyre conçut sa propre synthèse, qui s'ajouta à ses autres contributions originales dans d'autres domaines. Avant d'exposer les conceptions politiques de Voltairine de Cleyre, il nous faut d'abord expliquer brièvement ce que représentaient l'anarchisme individualiste et l'anarcho-communisme aux Etats-Unis.

Dans son travail pionnier sur l'anarchisme américain, Eunice Minette Schuster s'est attachée à décrire l'évolution de la pensée anarchiste depuis la période coloniale jusqu'à la publication de son livre *Native American Anarchism : A Study of Left-Wing Individualism (L'anarchisme américain autochtone : une étude de l'individualisme de gauche)*, en 1932, ouvrage qui étudiait l'anarchisme d'origine purement américaine. Elle relate donc l'évolution spécifique de l'anarchisme individualiste de Thoreau ⁽⁵⁾ jusqu'aux époux Heywood ⁽⁶⁾ et à Benjamin Tucker ⁽⁷⁾.

Thoreau, personnage fondamental pour tous les courants de la pensée politique américaine, « était un anarchiste dans le sens où il croyait en la souveraineté de l'individu et en la coopération volontaire », écrit Schuster. Et elle poursuit : « Il considérait que l'individu primait, qu'il était libre de vivre et d'agir selon ses meilleurs instincts, à la fois rationnels et émotionnels. Seules les relations de "bon voisinage" devaient exiger de lui un effort. La liberté et la justice étaient pour lui les valeurs essentielles. » Elle cite ensuite Thoreau : « Le meilleur gouvernement est celui qui ne gouverne rien. Lorsque les hommes seront prêts (pour une telle idée), tel sera le gouvernement qu'ils auront ⁽⁸⁾ ». *Walden*, le livre de Thoreau, ses essais sur John Brown ⁽⁹⁾, l'esclavage, et son étude classique sur la désobéissance civile constituent une des pierres angulaires de la pensée politique américaine et ces textes ont influencé la gauche radicale pendant des décennies.

L'individualisme anarchiste des époux Heywood était centré sur le droit de l'individu à décider de ses relations sexuelles et maritales, à avoir accès au contrôle des naissances et à l'éducation sexuelle. Ils étaient également partisans de l'abolition de l'esclavage, négation de la liberté individuelle. Les Heywood furent arrêtés de multiples fois et contraints de payer des amendes à cause des lois Comstock ⁽¹⁰⁾ qui interdisaient toute propagande sur le contrôle des naissances, considérée « obscène » — y compris par la poste. Les Heywood étaient tous deux originaires de la Nouvelle-Angleterre et, durant toute leur vie, ils défendirent l'idée que la liberté individuelle (telle qu'elle s'exprime dans les notions d'autonomie et d'indépendance dans la Déclaration d'indépendance) devait être élargie et défendue contre la force coercitive de l'État et des lois qui soumettaient les femmes, les esclaves africains et les Indiens ⁽¹¹⁾.

Benjamin Tucker est certainement l'anarchiste individualiste le plus connu, et celui dont les écrits ont été les plus lus à l'époque. Il publiait le journal *Liberty*. Selon lui, l'individualisme anarchiste plongeait ses racines dans le développement de la pensée politique américaine qui a toujours mis l'accent sur les droits des individus. Il expliquait qu'il n'était rien d'autre qu'un « intrépide démocrate jeffersonien ⁽¹²⁾ ».

Tucker et les anarchistes individualistes croyaient également que l'on pouvait étudier de façon scientifique la société. Selon eux, la science permettrait d'apprendre comment organiser celle-ci afin de développer au maximum la liberté et l'égalité. Le thème de la science et de la société intéressait des cercles très larges : le taylorisme et le fordisme ⁽¹³⁾ voulaient imposer un management scientifique pour augmenter au maximum la productivité des ouvriers et la marge de profit des patrons ; les socialistes et communistes européens souhaitaient gérer l'économie de façon scientifique afin que les bénéfices du travail reviennent à tous ; les partisans du darwinisme social ⁽¹⁴⁾ prétendaient que la science avait déterminé ceux qui étaient aptes et inaptes pour la vie sociale et déterminé les hiérarchies entre les classes et entre les races. L'espoir dans le potentiel de la science était aussi partagé par de nombreux anarcho-communistes — en particulier par son principal théoricien, Pierre Kropotkine, qui était aussi un savant.

Pour les anarchistes individualistes, la frontière américaine était un facteur important dans le développement de la démocratie. Ils auraient sans doute approuvé en grande partie l'historien Frederick Jackson Turner qui développa la « thèse de la frontière » à propos de la culture politique américaine. « L'individualisme de la frontière a dès le départ promu l'idée de la démocratie » écrit Turner ⁽¹⁵⁾. Les anarchistes individualistes croyaient en la propriété privée. Ils pensaient que les hommes et les femmes avaient le droit d'accéder au produit de leur travail et qu'ils devaient pouvoir conclure entre eux des contrats libres pour commercer et même s'embaucher les uns les autres. Ils prônaient une économie inspirée par le laissez-faire mais pensaient aussi que chaque être humain avait droit à la propriété et que celle-ci devrait être partagée à peu près équitablement. Ce point est la principale source de divergence avec les autres anarchistes. Selon ces derniers, les anarchistes individualistes définissent la propriété à partir d'une vision idéalisée du passé américain, qui remonte à une époque où l'on distribuait des terres aux familles pour qu'elles les cultivent et où l'État était faible, ce qui explique l'importance du thème de la frontière.

Voltaire de Cleve fut influencée par Tucker et les anarchistes individualistes au début de son évolution politique. Elle fut attirée par leurs idées anti-autoritaires et l'importance qu'ils accordaient à la

liberté personnelle. Elle écrivit pour la revue *Liberty* et pour d'autres publications anarchistes individualistes. Mais elle se mit rapidement à critiquer leur acceptation de la propriété privée et leur manque de conscience de classe. Elle vivait à Philadelphie, l'un des principaux centres industriels du pays et apprenait l'anglais aux ouvriers immigrés. Ses liens directs avec les travailleurs, ainsi que le fait qu'elle-même ait vécu dans la pauvreté toute sa vie la poussèrent à rejeter le capitalisme et la propriété privée comme des institutions qui asservissaient les gens. Si elle continua à écrire pour des publications anarchistes individualistes et à apprécier leurs contributions, elle milita surtout avec les anarcho-communistes.

A la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, le niveau de l'immigration aux Etats-Unis grimpa en flèche. Le besoin d'une main-d'œuvre bon marché dans les usines des grandes villes poussa des centaines de milliers d'immigrés à venir chercher du travail en Amérique. Nombre d'entre eux amenèrent avec eux les idées socialistes et anarchistes européennes et le mouvement anarchiste américain grossit au fur et à mesure que ces immigrés rejoignaient ses rangs.

Les anarchistes individualistes n'ont jamais eu d'influence significative et n'ont pas réussi à produire un mouvement social — beaucoup d'entre eux se méfiaient des mouvements de masse parce qu'ils croyaient que ces mouvements limitaient la liberté de l'individu. Si une grande partie des anarcho-communistes étaient nés aux Etats-Unis, beaucoup étaient aussi des immigrés. C'est à cette époque que le mouvement ouvrier progressa également à pas de géant dans le pays et encore une fois les immigrés furent en grande partie responsables de ce développement.

Les idées révolutionnaires importées aux Etats-Unis par de nombreux immigrants effrayèrent la classe dominante — ce qui motiva en grande partie le retour de bâton contre les immigrés. Le Know Nothing Party ⁽¹⁶⁾ se développa au début du XIX^e siècle comme une organisation nataliste et hostile à l'immigration. Ce groupe utilisait la violence et l'intimidation contre les immigrants. Son slogan favori était « L'Amérique aux Américains ! ». Dans un de ses textes il souligne le danger que les immigrants font courir aux institutions politiques américaines : « Jamais les espoirs, les inquiétudes, les doutes et les peurs qui agitent les partis politiques dans ce pays n'ont autant pesé sur leur avenir proche ... jamais une menace aussi grande n'a pesé sur les démagogues et les politicards ⁽¹⁷⁾ ». Le Know Nothing Party se développa après l'arrivée des « quarante-huitards », ces réfugiés politiques qui avaient fui l'Europe après que la révolution de 1848 eut échoué sur le continent. Schuster écrit qu'à Louisville, dans le Kentucky, des membres du Know Nothing Party attaquèrent des « quarante-huitards » allemands à coups de pierres et de matraques pour les empêcher de voter aux élections. Des Allemands furent violemment pris à partie par la foule et certains d'entre eux tués ⁽¹⁸⁾. Le mouvement des Know Nothings annonçait la violence dirigée contre les immigrants en général et les révolutionnaires en particulier. Theodore Roosevelt, avant et pendant sa présidence, attaqua les immigrés radicaux et affirma que les immigrés devaient être assimilés, si nécessaire par la force, et transformés en de véritables Américains ; ils devaient rejeter leur langue et leur culture et adopter la culture anglaise et anglo-saxonne des Etats-Unis. Dans son livre *True Americanism (Le véritable américanisme)* Roosevelt écrit : (l'immigré) « doit apprendre que la vie en Amérique est incompatible avec toute forme d'anarchie, quelle qu'elle soit » ; le contrôle de l'immigration est nécessaire pour écarter « les individus malsains de toutes les races — pas seulement les criminels, les idiots et les pauvres, mais les anarchistes comme Most et O'Donovan/et/ Rossa (19) ». Ces deux/trois anarchistes étaient nés en Europe et prônaient la révolution pour abattre le capitalisme et la propriété privée. Most était une figure dirigeante dans le mouvement anarcho-communiste et critiquait sévèrement Tucker et les individualistes. Comme Most, beaucoup d'anarcho-communistes étaient des immigrants : il existait des journaux en yiddish, en italien, en allemand, en espagnol et en finlandais — et bien sûr des publications en langue anglaise. Dans les réunions et manifestations anarchistes et ouvrières de l'époque, les orateurs s'adressaient à la foule en différentes langues. Le flux de l'immigration donna naissance à un mouvement anarchiste multiculturel. Ce mouvement n'entretenait pas de liens étroits avec les « traditions politiques américaines » dont se revendiquaient les individualistes. Ses idées avaient mûri au cours des conflits en Europe et dans les centres industriels des Etats-Unis. Il avait une grande conscience de classe et prônait l'action directe : grèves, sabotage, boycott, marches, meetings et parfois repréailles contre les patrons et les politiciens (20).

Voltaire de Cleyre fusionna l'apport des deux tendances de l'anarchisme dans sa contribution unique à la pensée politique. Elle était parfaitement consciente des antagonismes de classe et voulait détruire le capitalisme et l'état, mais elle souhaitait aussi faire le lien entre le mouvement anarchiste en général et la

tradition démocratique américaine. Dans son essai *L'Anarchisme et les traditions politiques américaines* ⁽²¹⁾, elle affirme que les libertés individuelles définies dans la Déclaration d'indépendance et le Bill of Rights ⁽²²⁾ contribuent à poser les fondations de la liberté humaine. Selon elle, ce qui a miné la démocratie aux États-Unis, c'est la peur de la liberté qu'éprouvèrent la classe dirigeante et les grands propriétaires fonciers ; en effet, ceux-ci conçurent une Constitution qui retira aux gens le pouvoir de contrôler leur propre vie. Les dirigeants politiques ont créé l'Etat parce qu'ils croyaient que la liberté ne pouvait naître que de l'ordre. Les anarchistes, pensent, eux, que « La liberté est la mère et non la fille de l'ordre ⁽²³⁾. » En établissant un lien entre la pensée anarchiste et la pensée politique américaine, Voltairine de Cleyre s'attaqua directement au préjugé très répandu selon lequel l'anarchisme était une philosophie d'origine étrangère, qui ignorait ce qu'est la démocratie et un gouvernement constitutionnel. Née aux États-Unis et ayant toujours écrit en anglais, Voltairine de Cleyre pouvait s'adresser à un public différent et sa position personnelle remettait en cause le stéréotype « anarchiste = étranger ». Les écrits de Voltairine de Cleyre et ses discours combinaient le combat pour la liberté politique et les droits individuels des anarchistes individualistes avec les stratégies anti-capitalistes des anarcho-communistes, fondées sur la conscience et l'organisation du prolétariat. Elle essaya également d'introduire ses propres conceptions politiques féministes dans le mouvement anarchiste — qui n'avait pas encore élaboré de réponse à la prétendue « question des femmes ». Dans la biographie qu'il lui a consacré, Paul Avrich écrit : « Toute la vie de Voltairine de Cleyre exprimait sa révolte contre le système de la domination masculine qui, comme toute autre forme de tyrannie et d'exploitation, s'opposait à son esprit anarchiste. » Elle écrivit : « Toute femme doit se demander : Pourquoi suis-je l'esclave de l'Homme ? Pourquoi prétend-on que mon cerveau n'est pas l'égal du sien ? Pourquoi ne me paie-t-on pas autant que lui ? Pourquoi mon mari contrôle-t-il mon corps ? Pourquoi a-t-il le droit de s'approprier mon travail au foyer et de me donner en échange ce que bon lui semble ? Pourquoi peut-il me prendre mes enfants ? Les déshériter alors qu'ils ne sont pas encore nés ? Toute femme doit se poser ces questions ⁽²⁴⁾. »

Voltairine de Cleyre écrivit des articles et donna des conférences sur des sujets comme « Le sexe esclave », « L'amour dans la liberté », « Le mariage est une mauvaise action », « Le procès des femmes contre l'orthodoxie ». Elle défendait l'indépendance économique des femmes, le contrôle des naissances, l'éducation sexuelle et le droit des femmes à conserver leur autonomie dans leurs relations amoureuses — y compris le droit d'avoir leur propre chambre afin de conserver leur indépendance, ce qu'elle réussit à faire toute sa vie, malgré sa pauvreté. Des femmes comme Voltairine de Cleyre et Emma Goldman ont défié le pouvoir patriarcal dans la société... et aussi dans le mouvement anarchiste. A travers leurs idées et leurs activités militantes elles ont permis à la pensée anarchiste d'intégrer les expériences des femmes. Selon l'essayiste anarchiste Elaine Leeder, les femmes anarchistes ont apporté de nouvelles dimensions au mouvement car elles « croyaient que les changements sociaux devaient se produire dans les sphères économiques et politiques mais qu'ils devaient aussi affecter les dimensions personnelles et psychologiques de la vie. Elles pensaient que les changements dans les aspects personnels de la vie (famille, enfants, sexualité) relevaient de l'activité politique. Au début du XX^e siècle, les femmes ont apporté une nouvelle dimension à la théorie anarchiste ⁽²⁵⁾. »

La politique féministe de Voltairine de Cleyre ne remit pas seulement en cause les hommes (anarchistes) mais aussi les femmes qui luttèrent pour obtenir le droit de vote à son époque. Voltairine de Cleyre et Emma Goldman condamnèrent les actions et les conceptions des suffragettes car, selon elles, le droit de vote n'aboutirait jamais à l'égalité politique pour les femmes. Regardez les ouvriers, disaient Voltairine et Emma, ils ont le droit de vote mais se sont-ils libérés de la misère, de la pauvreté, de l'exploitation par les patrons ? Tant que l'inégalité économique dominera la société, l'égalité n'aura aucun sens. De plus, comme Emma Goldman l'écrivit dans son essai sur « Le droit de vote des femmes », les femmes doivent gagner l'égalité aux côtés des hommes. « Tout d'abord en se faisant respecter comme des personnes et en n'étant plus considérées comme des marchandises sexuelles. Ensuite en refusant que qui que ce soit ait des droits sur leur corps ; en refusant d'avoir des enfants, si elles ne le désirent pas ; en refusant de servir Dieu, l'Etat, la société, leur mari, leur famille, etc . En rendant leur vie plus simple, plus profonde et plus riche (...). C'est seulement de cette manière, pas au moyen d'un bulletin de vote, que les femmes se libéreront, deviendront une force respectée, une force pour l'amour véritable, pour la paix, pour l'harmonie ; une force offrant un feu divin et donnant la vie ; une force qui créera des hommes et des femmes libres ⁽²⁶⁾. »

Voltairine de Cleyre et d'autres femmes anarchistes ont réussi à rapprocher le féminisme et l'anarchisme. Ce progrès théorique a eu un impact considérable sur les deux mouvements, et continue à influencer leur développement.

La vie et l'œuvre de Voltairine de Cleyre ont beaucoup à nous offrir aujourd'hui. Elle a réalisé une synthèse fructueuse entre l'anarchisme individualiste et l'anarchiste communiste. Sa thèse selon laquelle l'anarchie puise ses racines dans la tradition démocratique américaine questionne à la fois notre conception de l'anarchisme et celle de la démocratie. Sa politique féministe a apporté de nouveaux outils pour concevoir l'égalitarisme et la libération des femmes. Si Voltairine de Cleyre vivait aujourd'hui, je suis persuadé qu'elle comprendrait comment la domination blanche et l'impérialisme ont façonné la division raciale de l'Amérique. Comme bien d'autres anarchistes et féministes de son époque, Voltairine de Cleyre n'a en effet produit aucune analyse de la question raciale, et cette lacune explique pourquoi ses théories soulèvent peu d'intérêt aujourd'hui ⁽²⁷⁾.

Voltairine de Cleyre a su parfaitement dévoiler les contradictions entre les idéaux de l'égalité et de la démocratie, d'un côté, et les pratiques réelles de la société américaine, de l'autre. En défendant la nécessité d'un changement social radical et une politique égalitaire fondée sur la coopération ainsi que les principes anarchistes et féministes, Voltairine de Cleyre nous oblige à examiner d'un œil critique la réalité sociale et nous pousse à réfléchir à ce que pourrait être une autre société.

Libertaire, Chris Crass milite au sein du groupe Food Not Bombs (De la bouffe, pas des bombes) à San Francisco.

1. Palmer, Alexander Mitchell (1872-1936). Juriste, député démocrate et ministre de la Justice qui mena une vigoureuse campagne contre la gauche radicale et déclencha la Grande Peur des Rouges (*Red Scare*) de 1919-1920. Il s'appuya sur la loi contre l'espionnage de 1917 et la loi contre la sédition de 1918 pour lancer une campagne extrêmement violente contre les organisations de gauche et tous les éléments contestataires ou révolutionnaires. Il fit expulser ou exiler Emma Goldman ainsi que plusieurs centaines d'anarchistes. Le 2 janvier 1920 ; il organisa des descentes de police (qui devinrent célèbres sous le nom de *Palmer Raids*) dans 33 villes en même temps, emprisonnant des milliers de personnes sans la moindre inculpation pendant des mois, sous prétexte de l'imminence d'un « complot bolchevik ». Toute ressemblance avec les méthodes du gouvernement Bush après les attentats du 11 septembre 2001 et la diabolisation de l'islam (qui remplace aujourd'hui le communisme) est purement fortuite... (*N.d.T.*).

2. Dans ce texte j'ai traduit le mot anglais *radical* tantôt par révolutionnaire tantôt par gauche radicale (*N.d.T.*).

3. James J. Farrell, *The Spirit of the Sixties : The Making of Postwar Radicalism*, Routledge Press, 1997. L'auteur souligne l'émergence de ce qu'il appelle une « politique personnaliste » combinant des idées provenant du catholicisme social, de l'anarchisme communautaire, du pacifisme radical et de la psychologie humaniste. Il montre l'importance de la pensée et des stratégies anarchistes dans l'organisation et les actions des mouvements des années 50 et 60. Son étude porte principalement sur l'Action catholique ouvrière, les beatniks, les mouvements pour les droits civiques et étudiants, l'impact de la guerre du Vietnam, et l'influence de tous ces éléments sur la pensée et la vie politique américaines.

4. Cité page XIX in Paul Avrich, *An American Anarchist : The Life of Voltairine de Cleyre*, Princeton University Press, 1978. Les recherches et les écrits d'Avrich ont grandement contribué à stimuler l'intérêt pour l'histoire et la pensée anarchistes. Ses livres sur la tragédie de Haymarket ou le procès de Sacco et Vanzetti, et ses études sur des militants libertaires moins connus offrent des pistes de réflexion à ceux qui voudront s'interroger davantage sur le passé de l'anarchisme et les leçons que les mouvements actuels pour la justice sociale peuvent en tirer.

5. Thoreau et l'anarchisme (à venir)

6. Angela et Ezra Heywood prônaient l'amour libre et firent tout pour « provoquer » les puritains et la justice. Suite à l'adoption du Comstock Act en 1873, Ezra Heywood fut condamné à deux reprises à deux ans de travaux forcés. La première fois il fut grâcié par le Président des Etats-Unis, la seconde il effectua la presque totalité de sa peine (à 61 ans !) et mourut peu après.

7. Benjamin Ricketson Tucker (1854-1939). Traducteur de Bakounine et Proudhon, ses écrits économiques et philosophiques exercèrent une certaine influence sur le mouvement anarchiste américain avant la Première Guerre mondiale.

8. Eunice Minette Schuster, *Native American Anarchism : A Study of Left-Wing Individualism*, publié en 1932, réédité en 1983, Loompanics Unlimited, p. 47 et 51.

9. John Brown (1800-1859) Abolitionniste américain qui en 1859 tenta de s'emparer avec vingt et une autres personnes d'un arsenal à Harpers Ferry, en Virginie-Occidentale pour y prendre des armes en vue de libérer les esclaves du Sud. Fait prisonnier, il fut pendu et son procès eut un grand retentissement.

10. Anthony Comstock (1844-1915) mena pendant quarante ans une campagne contre l' « obscénité » et fut à l'origine de lois draconiennes visant notamment l'acheminement, par courrier, de matériel pornographique ; lois dont s'inspire encore le Communications Decency Act voté sous Clinton en 1996 ! (N.d.T.)

11. P. 88-92, *ibid.* Il existe aussi un livre intitulé *Free Love and Anarchism* qui porte sur les Heywood et décrit leur conflit avec Comstock, leur lutte pour le contrôle des naissances et la libération de la femme.

12. P. 88, *ibid.* (Jefferson, Thomas (1743-1826). Troisième président des États Unis, il rédigea la Déclaration d'Indépendance en 1776. N.d.T.)

13. Taylorisme et fordisme. F.W. Taylor, ingénieur américain, voulait améliorer la productivité de la machine et prétendait soulager le travail de l'ouvrier. En fait, il mit au point un système perfectionné de chronométrage des gestes et des mouvements qui ne fit que renforcer sa pénibilité. De plus, le taylorisme augmenta la parcellisation des tâches et l'absence de contrôle des travailleurs sur ce qu'ils produisent, accroissant la déshumanisation des usines. Henry Ford (1863-1947) lutta toute sa vie contre les syndicats et fut un chaud partisan de la productivité. En échange, il défendit la participation aux bénéfices de l'entreprise, la vente à crédit et même des hauts salaires pour ses employés ! (N.d.T.)

14. Le darwinisme social a toujours été puissant aux États-Unis puisqu'il donne une caution pseudo-scientifique à la discrimination raciale, fondement de la société américaine (N.d.T.).

15. Frederick Jackson Turner, essai réédité dans *From Many, One : Readings in American Political and Social Thought*, sous la direction de Richard. C. Sinopoli, Georgetown Press, 1997.

16. Le Know Nothing Party était un parti anti-immigrés et anti-catholiques né en 1849 et fondé par des protestants. D'abord clandestin, il se donna des structures publiques sous le nom d'American Party et influença jusqu'à 43 députés dans le Congrès élu en 1855. Mais son influence diminua rapidement. (N.d.T.)

17. Know Nothing Party, *The Silent Scourge* in *From Many, One*, sous la direction de Sinopoli, voir note 16.

18. E.M. Schuster, *Native American Anarchism*, p. 124, note 121.

19. Theodore Roosevelt, *True Americanism* dans *From Many, One, ibid.*, p. 197, 198. Théodore Roosevelt devint le 26^e président des États-Unis après l'assassinat de McKinley par un anarchiste, en 1901. Pendant la présidence Roosevelt, la loi anti-anarchiste sur l'immigration fut adoptée : elle empêchait tout individu qui prône le renversement du gouvernement d'entrer en Amérique. La Cour suprême déclara que cette loi était constitutionnelle. (Most, Johann, orateur et journaliste, fut le plus important dirigeant anarchiste avant la Première Guerre mondiale. O'Donovan/ Rossa ??? N.d.T.)

20. Les actes de violence commis par les anarchistes ont été grossièrement exagérés et utilisés pour installer la peur, dans l'opinion, de l'anarchiste fou, lanceur de bombes. Néanmoins il est vrai que des actes de violence ont été commis par des anarchistes aux États-Unis, comme par exemple la tentative d'assassinat du patron sidérurgiste Henry Frick par Alexandre Berkman après que Frick eut ordonné aux gros bras de l'Agence Pinkerton d'attaquer les piquets de grève. Berkman condamna plus tard de tels actes, et en général le mouvement anarchiste partage son avis. La tactique de l'action directe non violente est la plus souvent utilisée, y compris aujourd'hui.

21. Ce texte paraîtra dans le N° 3 de *Ni patrie ni frontières*.

22. Le Bill of Rights désigne les dix premiers amendements de la Constitution américaine. Ce texte est censé garantir, entre autres, la liberté d'expression, de religion et de réunion (N.d.T.).

23. Voltairine de Cleyre, « L'anarchisme et les traditions américaines ».

24. Paul Avrich, *ibid.*, p. 158.

25. Elaine Leeder, « Let Our Mothers Show the Way », p. 143 dans l'anthologie *Reinventing Anarchy Again*, sous la direction de Howard J. Ehrlich, 1996, AK Press, p. 143. Cet essai illustre bien l'importance de Voltairine de Cleyre encore aujourd'hui pour le mouvement anarchiste. Au début du XX^e siècle, ses idées sont étonnamment semblables à celles du mouvement féministe des années 60 et 70 : le personnel est politique et le politique est personnel.

26. Emma Goldman, « Woman Suffrage », in *From Many, One, ibid.*

27. Le mouvement féministe contemporain a beaucoup écrit sur ce sujet. Durant toute l'histoire du mouvement féministe, les féministes de couleur ont lutté pour être écoutées. Cf. notamment le livre de Paula Giddings *When and Where I Enter : The Impact of Black Women on Sex and Race in America* ou celui de Cherrie Moraga et Gloria Anzualda : *This Bridge Called My Back : Writings by Radical Women of Color*, qui constitua une avancée de la pensée féministe en 1981.

Les écrits de bell hooks permettent de comprendre comment les notions de race, de classe et de genre s'entremêlent et comment toutes les formes de domination doivent être combattues simultanément. Le mouvement anarchiste continue à manquer d'analyses solides sur l'impérialisme, le colonialisme, l'esclavage et l'hégémonie des Blancs. Cependant les anarchistes de couleur sont en train de développer une telle critique et ils ont contribué à obliger un mouvement majoritairement blanc à s'intéresser au racisme, aux privilèges réservés aux Blancs et aux mécanismes de la suprématie blanche.

Voltaire de Cleyre

DE L'ACTION DIRECTE

« Vous pourriez, en prenant seulement votre voiture, vous rendre chez moi et me tuer sans déboursier d'autres frais qu'un peu d'essence ; cependant, si vous voulez absolument dépenser mille dollars, je vous propose une autre solution : je vous descends d'un coup de revolver et ensuite je donnerai l'argent à ceux qui se battent pour une société libre où il n'y aura plus ni assassins ni présidents, ni mendiants ni sénateurs. »

Réponse de Voltairine de Cleyre au sénateur Joseph R. Hawley qui avait offert une prime de 1000 dollars à quiconque tuerait un anarchiste.

Du point de vue de celui qui pense être capable de discerner la route toute droite menant au progrès humain, si tant est qu'il doit y avoir un progrès ; du point de vue de celui qui discerne un tel chemin sur la carte de son esprit, qui s'efforce de l'indiquer aux autres, et de le leur montrer comme il le voit ; du point de vue de celui qui, en faisant cela, a choisi des expressions claires et simples à ses yeux pour communiquer ses pensées aux autres —, pour un tel individu, il apparaît regrettable et confus pour l'esprit que l'expression « action directe » ait soudain acquis, aux yeux de la majorité des gens, un sens limité, qui n'est pas du tout inclus dans ces deux mots, et que ceux qui pensent comme lui ne lui ont certainement jamais donné.

Cependant, il arrive souvent que le progrès joue avec ceux qui se croient capables de lui fixer des et des limites. Fréquemment des noms, des phrases, des slogans, des mots d'ordre ont été retournés, mis cul par dessus tête, détournés, déformés à la suite d'événements incontrôlables par ceux qui utilisaient ces expressions correctement/dans leur sens originel ; et ceux qui persistaient à défendre leur interprétation, et insistaient pour qu'on les écoute, ont finalement découvert que la période où se développait l'incompréhension et les préjugés annonçait seulement une nouvelle étape de recherche et de compréhension plus approfondie.

J'ai tendance à penser que c'est ce qui se passera avec le malentendu actuel concernant l'action directe. A travers la mécompréhension, ou la déformation délibérée, de certains journalistes de Los Angeles, à l'époque où les McNamara (1) plaidèrent coupables, ce malentendu a acquis soudain dans l'esprit du peuple le sens d' « attaques violentes contre la vie et la propriété » des personnes. De la part des journalistes, cela relevait soit d'une ignorance crasse, soit d'une malhonnêteté totale. Mais cela a poussé pas mal de gens à se demander ce qu'est vraiment l'action directe.

Qu'est-ce que l'action directe ?

En réalité, ceux qui la dénoncent si violemment, découvriront, s'ils réfléchissent un peu, qu'ils ont eux-mêmes, à plusieurs reprises, pratiqué l'action directe, et qu'ils le feront encore.

Toute personne qui a pensé, ne serait-ce qu'une fois dans sa vie, qu'elle a le droit d'affirmer quelque chose, et a pris son courage à deux mains ; toute personne qui s'est exprimée, seule ou en commun avec d'autres partageant ses convictions, a pratiqué l'action directe. Il y a une trentaine d'années, je me souviens que l'Armée du Salut pratiquait vigoureusement l'action directe pour défendre la liberté de ses membres de s'exprimer en public, de se rassembler et de prier. On les a arrêtés, verbalisés et emprisonnés des centaines et des centaines de fois, mais ils ont continué à chanter, prier et défiler, jusqu'à ce que finalement ils obligent leurs persécuteurs à les laisser tranquilles. Les Industrial Workers of the World (2) mènent à présent le même combat, et ont, dans plusieurs cas, obligé les représentants du gouvernement à les laisser tranquilles, en utilisant la même tactique de l'action directe.

Toute personne qui a eu un projet, et l'a effectivement mené à bien, ou qui a exposé son plan devant d'autres et a emporté leur adhésion pour qu'ils agissent tous ensemble, sans demander poliment aux autorités compétentes de le concrétiser à leur place, eh bien toute personne qui a agi ainsi a pratiqué l'action directe. Toutes les expériences qui font appel à la coopération relèvent essentiellement de l'action directe.

Toute personne qui a, une fois dans sa vie, eu à régler un litige avec quelqu'un et est allé droit vers les personnes concernées pour le régler, soit en agissant de façon pacifique soit par d'autres moyens, a pratiqué l'action directe. Les grèves et les campagnes de boycott en sont un bon exemple ; beaucoup se souviendront de l'action des ménagères de New York qui ont boycotté les bouchers et obtenu que baisse le prix de la viande : en ce moment même, un boycott du beurre est en train de s'organiser face à la hausse des prix décidée par les fabricants de beurre.

Ces actions ne sont généralement pas le produit du raisonnement de quelqu'un sur les mérites de l'action directe ou indirecte, mais résultent des efforts spontanés de ceux qui se sentent opprimés par une situation donnée.

En d'autres termes, tous les êtres humains sont, la plupart du temps, de fervents partisans du principe de l'action directe, quand ils ne la pratiquent pas. Cependant la plupart des gens n'exercent ni activité politique ni action directe. Ils interviennent sur les deux plans en même temps, sans y réfléchir profondément. Seul un nombre limité d'individus conçoivent l'action politique dans telle ou telle circonstance spécifique, mais personne, absolument personne, n'a jamais été incapable de concevoir l'action directe.

La majorité de ceux qui font profession de réfléchir sont des opportunistes ; ils penchent tantôt vers l'action directe, tantôt vers l'action indirecte, mais sont surtout prêts à utiliser n'importe quel moyen dès lors qu'une occasion se présente. En d'autres termes, ceux qui affirment que le fait d'élire un bon gouverneur est néfaste et ridicule sont aussi ceux qui, sous la pression de certaines circonstances, considèrent qu'il est indispensable de voter pour que tel individu occupe un poste à un moment particulier. Certains croient qu'en général la meilleure façon pour les êtres humains d'obtenir ce qu'ils veulent est d'utiliser la méthode indirecte : en faisant élire et en portant au pouvoir quelqu'un qui donnera force de loi à ce qu'ils désirent ; mais ce sont les mêmes qui parfois, dans des conditions exceptionnelles, prôneront que l'on se mette en grève ; et, comme je l'ai déjà dit, la grève est une forme d'action directe. Ou bien ils agiront comme l'ont fait les agitateurs du Socialist Party (3) (organisation qui désormais s'oppose vigoureusement à l'action directe) l'été dernier, lorsque la police tentait d'interdire leurs meetings. Ils sont allés en force aux lieux de réunion, prêts à prendre la parole à n'importe quel prix, et ils ont fait reculer les forces de l'ordre. Même si cette attitude était illogique de leur part, puisqu'ils se sont opposés aux exécutés légaux de la volonté majoritaire, leur action constituait un parfait exemple d'action directe.

Ceux qui, par l'essence de leur conviction, sont attachés à l'action directe sont seulement... mais qui donc ? Les non-violents, précisément ceux qui ne croient pas du tout en la violence ! Ne vous méprenez pas : je ne pense pas du tout que l'action directe soit synonyme de violence. L'action directe peut aboutir à la violence la plus extrême mais elle peut également être aussi pacifique que les eaux paisibles de Shiloh (4). Non, les vrais non-violents peuvent seulement croire en l'action directe, jamais en l'action politique. La base de toute action politique est la coercition ; même lorsque l'Etat fait de bonnes choses, il repose finalement sur les matraques, les fusils, ou les prisons, car son pouvoir peut y avoir recours.

Quelques exemples dans l'histoire américaine

De nos jours, n'importe quel écolier américain a entendu parler de l'action directe de certains non-violents, dans le cadre de son programme d'histoire. Le premier exemple qui vient à l'esprit est celui des quakers (5) qui se sont installés au Massachusetts. Les puritains (6) accusèrent les quakers de « troubler les hommes en leur prêchant la paix ». En effet, les quakers refusaient de payer des impôts ecclésiastiques, de porter les armes, de prêter allégeance à tout gouvernement. En agissant ainsi, ils ont pratiqué l'action directe, mais de façon passive. Aussi, les puritains, qui eux étaient des partisans de l'action politique, ont fait voter des lois pour empêcher les quakers d'entrer sur leur territoire, les exiler, leur infliger des amendes, des peines de prison, des mutilations et finalement les pendre. Les quakers ont continué à arriver en Amérique (ce qui était cette fois une forme positive d'action directe) ; et les livres d'histoire nous rappellent que, après la pendaison de quatre quakers, et le de Margaret Brewster (7) attachée à un chariot à travers les rues de Boston, « les puritains renoncèrent à faire taire les nouveaux missionnaires » et que la « ténacité des quakers et leur non-violence finirent par triompher ».

Autre exemple d'action directe, qui appartient aux débuts de l'histoire coloniale : cette fois, il ne s'agit pas d'un conflit pacifique, mais de la révolte de Bacon (8). Tous nos historiens défendent l'action des

rebelles dans cette affaire, car ils avaient raison. Et pourtant il s'agissait d'une action directe violente contre une autorité légalement constituée. Pour ceux qui ont oublié les détails de cet événement, laissez-moi vous rappeler que les planteurs de Virginie craignaient une attaque générale des Indiens, et avec raison. Etant des partisans de l'action politique, ils demandèrent, ou plutôt leur dirigeant Bacon demanda que le gouverneur lui accorde le droit de recruter des volontaires pour se défendre. Le gouverneur craignait — justement — qu'une compagnie d'hommes armés ne constitue une menace pour lui-même. Il refusa donc d'accorder cette permission à Bacon. A la suite de quoi, les planteurs eurent recours à l'action directe. Ils levèrent des volontaires sans autorisation et combattirent victorieusement contre les Indiens. Le gouverneur décréta que Bacon était un traître mais le peuple était de son côté, si bien que le gouverneur eut peur de le traduire en justice. Finalement, la situation s'envenima tellement que les rebelles mirent le feu à Jamestown. Si Bacon n'était pas mort, bien d'autres événements se seraient produits. Bien sûr, la répression fut terrible, comme cela se passe habituellement lorsqu'une révolte s'effondre d'elle-même ou est écrasée. Cependant, pendant sa brève période de succès, cette révolte corrigea nombre d'abus. Je suis persuadée que, à l'époque, les partisans de l'action politique à tout prix, après que les réactionnaires furent revenus au pouvoir, ont dû s'exclamer : « Regardez tous les maux que provoque l'action directe ! Faites attention, notre colonie a fait un bond d'au moins vingt-cinq ans en arrière » ; ils oubliaient que, si les colons n'avaient pas recouru à l'action directe, les Indiens auraient pris leurs scalps un an plus tôt, au lieu que nombre d'entre eux soient pendus par le gouverneur un an plus tard.

Dans la période d'agitation et d'excitation qui précède une révolution, on assiste à toutes sortes d'actions directes, de la plus pacifique à la plus violente ; je crois que presque tous ceux qui étudient l'histoire des Etats-Unis trouvent que ces actions constituent la partie la plus intéressante de l'histoire, celle qui s'imprègne le plus facilement dans leur mémoire.

Parmi les actions pacifiques, on peut citer notamment les accords de non-importation, les ligues pour porter des vêtements fabriqués dans la colonie et les « comités de correspondance » (10). Comme les hostilités se développaient inévitablement, l'action directe violente prit elle aussi de l'ampleur ; par exemple, on détruisit les timbres fiscaux, ou les cargaisons de thé, on interdit le débarquement des cargaisons de thé, on les plaça dans des locaux humides, on les jeta dans les eaux du port, comme à Boston, ou on obligea un propriétaire d'une cargaison de thé à mettre le feu à son propre bateau, comme à Annapolis. Toutes ces actions sont décrites dans nos manuels d'histoire, et aucun auteur ne les condamne, ni ne présente des excuses, bien qu'il s'agisse à chaque fois d'actions directes contre des autorités légalement constituées et contre le droit de propriété. Si je cite ces exemples et d'autres de même nature, c'est pour souligner deux points à l'intention de ceux qui répètent certains mots comme des perroquets : premièrement, les hommes ont toujours eu recours à l'action directe ; et deuxièmement, ceux qui la condamnent aujourd'hui sont également ceux qui l'approuvent d'un point de vue historique.

George Washington dirigeait la Ligue des planteurs de Virginie contre l'importation ; un tribunal lui aurait certainement « enjoint » de ne pas créer une telle organisation et, s'il avait insisté, on lui aurait infligé une amende pour offense à la Cour.

La Guerre de Sécession

Lorsque le grand conflit entre le Nord et le Sud s'intensifia, ce fut encore l'action directe qui précéda et précipita l'action politique. Et je ferai remarquer que l'on n'engage, ni même n'envisage, jamais aucune action politique, tant que les esprits n'ont pas été réveillés par des actes de protestation directe contre les conditions existantes.

L'histoire du mouvement abolitionniste et de la Guerre de Sécession nous offre un énorme paradoxe, même si nous savons bien que l'histoire n'est qu'une chaîne de paradoxes. Sur le plan politique, les États esclavagistes étaient les plus chauds partisans d'une plus grande liberté politique, de l'autonomie de chaque Etat contre toute intervention de la Fédération ; sur le plan politique, les États non esclavagistes voulaient un Etat centralisé et fort, Etat que les Sécessionnistes condamnaient avec raison parce qu'il allait donner naissance à des formes de pouvoir de plus en plus tyranniques. Et c'est ce qui arriva. Depuis la fin de la guerre de Sécession, le pouvoir fédéral s'est de plus en plus mêlé des affaires locales de chaque Etat. Les esclaves salariés, dans leurs luttes actuelles, se retrouvent continuellement en conflit avec ce pouvoir centralisé contre lequel les propriétaires d'esclaves d'antan protestaient (le mot de liberté

à la bouche mais la tyrannie au cœur). D'un point de vue éthique, ce sont les États non esclavagistes qui, sur un plan général, prônaient la plus grande liberté pour les hommes, tandis que les sécessionnistes défendaient le principe de l'esclavage. Mais cette position éthique juste était très abstraite : en effet, la majorité des Nordistes, qui n'avaient jamais côtoyé d'esclaves noirs, pensaient que cette forme d'exploitation était probablement une erreur ; mais ils n'étaient pas pressés de la faire disparaître. Seuls les abolitionnistes, qui ne représentaient qu'une petite minorité, avaient une véritable éthique : à leurs yeux seul importait l'abolition de l'esclavage — ils ne se souciaient pas de la sécession ni de l'union entre les États américains. C'était pour eux un problème si essentiel qu'un grand nombre étaient favorables à la dissolution de l'Union ; ils pensaient que le Nord devait en prendre l'initiative afin que les Nordistes puissent ne plus être accusés de maintenir les Noirs prisonniers de leurs chaînes.

Bien sûr, toutes sortes de gens ayant toutes sortes d'idées voulaient abolir l'esclavage : des quakers comme Whittier (*) (les quakers furent les premiers partisans de l'abolition de l'esclavage, pratiquement dès leur arrivée en Amérique) ; des politiciens modérés qui voulaient racheter tous les esclaves pour résoudre le problème rapidement ; et puis des gens extrêmement violents qui croyaient en la violence et menèrent toutes sortes d'actions radicales.

En ce qui concerne les politiciens, pendant trente ans ils essayèrent de conclure toutes sortes de compromis, de maintenir l'ordre établi, alors que la situation exigeait des actes, ou au moins une parodie d'action. Mais « les étoiles dans leur course combattirent contre Sisera », le système s'effondra de l'intérieur et, sans éprouver le moindre remords, les partisans de l'action directe agrandirent les fissures de l'édifice esclavagiste.

Parmi les différentes expressions de la révolte directe mentionnons l'organisation du « chemin de fer souterrain ». La plupart de ceux qui y participèrent soutenaient les deux formes d'action (directe et politique) ; cependant, même si, d'un point de vue théorique, ils pensaient que la majorité avait le droit d'édicter et d'appliquer des lois, ils n'y croyaient pas totalement. Mon grand-père avait fait partie de ce réseau clandestin et aidé de nombreux esclaves à rejoindre le Canada. C'était un homme très respectueux de la loi, dans la plupart des domaines, même si j'ai souvent pensé qu'il la respectait parce qu'il n'avait pas souvent affaire avec elle ; ayant toujours mené la vie d'un pionnier, la loi était généralement assez loin de lui, mais l'action directe était, par contre, un impératif pour lui. Quoi qu'il en soit, et aussi respectueux de la loi fut-il, il n'éprouvait aucun respect pour les lois esclavagistes, même si elles avaient été votés à une majorité de 500 pour cent. Et il violait consciemment toutes ces lois qui l'empêchaient d'agir.

Parfois, le bon fonctionnement du « chemin de fer souterrain » exigeait l'usage de la violence, et on l'utilisait. Je me souviens qu'une vieille amie me raconta qu'elle et sa mère avaient surveillé leur porte toute la nuit, pendant qu'un esclave recherché se cachait dans leur cave. Toutes deux avaient beau être des descendantes de quakers et sympathiser avec leurs idées, elles avaient un fusil à portée de main, sur la table. Heureusement, elles n'eurent pas besoin de tirer, ce soir-là.

Lorsque la loi sur les esclaves évadés fut votée avec le soutien de certains politiciens du Nord qui voulaient offrir une énième chance aux propriétaires d'esclaves, les partisans de l'action directe décidèrent de libérer les esclaves qui avaient été repris. Ils récupérèrent des esclaves à Shadrac (11) et à Jerry (sous la direction du fameux Gerrit Smith (12) dans ce dernier cas) ; beaucoup d'actions réussirent et certaines échouèrent. Cependant les politiciens continuèrent leurs manœuvres et tentèrent d'adoucir les choses. Les partisans de la paix à tout prix, les plus légalistes, dénoncèrent les abolitionnistes, un peu de la même façon que des gens comme William D. Haywood (13) et Frank Bohn (14) sont dénoncés par leur propre parti aujourd'hui.

John Brown

L'autre jour, j'ai lu dans le quotidien Daily Socialist de Chicago une lettre du secrétaire du Socialist Party de Louisville au secrétaire national. M. Dobbs demandait que l'on remplace Bohn, qui devait venir parler dans sa ville, par un orateur plus sûr et plus sain. Pour expliquer sa démarche, il citait un passage de la conférence de Bohn : « Si les McNamara avaient défendu correctement les intérêts de la classe ouvrière, ils auraient eu raison, de même que John Brown (15) aurait eu raison s'il avait réussi à libérer les esclaves. Pour John Brown, comme pour les McNamara, l'ignorance était leur seul crime. »

Et M. Dobbs de faire le commentaire suivant. « Nous nous élevons fermement contre de tels propos. Cette comparaison entre la révolte ouverte — même si elle était erronée — de John Brown d'un côté, et les méthodes clandestines et meurtrières des McNamara de l'autre, est le fruit d'un raisonnement creux qui conduit à des conclusions logiques très dangereuses. »

M. Dobbs ignore certainement ce que furent la vie et les actions de John Brown. Ce partisan convaincu de la violence aurait traité avec mépris quiconque aurait essayé de le faire passer pour un agneau. Et une fois qu'une personne croit en la violence, c'est à elle de décider quelle est la façon la plus efficace de l'appliquer, en fonction des conditions concrètes et de ses moyens. John Brown n'hésita jamais à utiliser des méthodes conspiratrices. Ceux qui ont lu l'Autobiographie de Frederick Douglas (16) et les Souvenirs de Lucy Colman (17) savent que John Brown avait prévu d'organiser une série de camps fortifiés dans les montagnes de la Virginie-Occidentale, de la Caroline du Nord et du Tennessee, d'envoyer des émissaires secrets parmi les esclaves pour les inciter à venir se réfugier dans ces camps, et ensuite réfléchir aux mesures et aux conditions nécessaires pour fomenter la révolte chez les Noirs. Ce plan échoua surtout parce que les esclaves eux-mêmes ne désiraient pas assez fortement la liberté.

Plus tard, lorsque les politiciens, toujours soucieux de ne rien faire, votèrent la loi Kansas-Nebraska qui laissait les colons décider seuls de la légalité de l'esclavage, les partisans de l'action directe, dans les deux camps, envoyèrent des colons dans ces territoires et ceux-ci s'affrontèrent. Les partisans de l'esclavage arrivèrent les premiers ; ils rédigèrent une constitution qui reconnaissait l'esclavage et une loi punissant de mort toute personne qui aiderait un esclave à s'échapper ; mais les Free Soilers (18), qui arrivèrent un peu plus tard parce qu'ils venaient d'États plus éloignés, rédigèrent une seconde constitution, et refusèrent de reconnaître les lois de leurs adversaires. John Brown se trouvait parmi eux et utilisa la violence, en agissant tantôt ouvertement tantôt clandestinement. C'était un voleur de chevaux et un assassin aux yeux des politiciens décents, favorables à la paix sociale. Et il ne fait pas le moindre doute qu'il vola des chevaux, sans prévenir personne de son intention de les dérober, et qu'il tua des partisans de l'esclavage. Il se battit et réussit à s'en tirer un bon nombre de fois avant qu'il tente de s'emparer du Ferry de Harper (19). S'il n'utilisa pas la dynamite, c'est seulement parce qu'elle n'était pas encore une arme très répandue à l'époque. Il attenta à la vie de beaucoup plus de gens que les deux militants condamnés par M. Dobbs pour leurs méthodes meurtrières. Pourtant les historiens n'ont jamais compris la portée des actions de John Brown. On sait qu'il était un homme violent, qu'il avait du sang sur les mains, qu'il fut condamné et pendu pour haute trahison ; pourtant c'était une âme forte et belle, désintéressée, qui ne pouvait supporter que quatre millions d'hommes soient traités comme des animaux. John Brown pensait que faire la guerre à cette injustice était un devoir sacré qu'il accomplissait sur l'ordre de Dieu — car cet homme très religieux appartenait à l'Eglise presbytérienne.

C'est grâce aux actions de ce genre de précurseurs du changement social, qu'il s'agisse d'actions pacifiques ou guerrières, que la Conscience Humaine, la conscience des masses, s'éveille au besoin du changement. Il serait absurde de prétendre qu'aucun résultat positif n'a jamais été obtenu par l'action politique traditionnelle ; parfois de bonnes choses en résultent. Mais jamais tant que la révolte individuelle, puis la révolte des masses ne l'imposent. L'action directe est toujours l'élément précurseur, déclencheur, à travers lequel la grande masse des indifférents prend conscience que l'oppression est intolérable.

Les luttes actuelles contre l'esclavage salarié

Nous subissons maintenant l'oppression dans ce pays — et pas seulement ici mais dans toutes les parties du monde qui jouissent des bienfaits fort contrastés de la civilisation. Et de même que pour l'ancien esclavage, le nouvel esclavage doit être combattu à la fois par l'action directe et par l'action politique. Une fraction de la population américaine (probablement bien moins importante que le nombre de ceux qui assistent à des meetings de masse) produit la richesse matérielle qui permet à tous de vivre ; exactement de la même façon que quatre millions d'esclaves noirs entretenaient la foule de parasites qui les commandaient. Aujourd'hui ce sont les travailleurs agricoles et les ouvriers d'industrie.

A travers des institutions qu'aucun d'eux n'a créées, mais qu'ils trouvent en place lorsqu'ils viennent au monde, ces travailleurs, la partie la plus indispensable de toute la structure sociale, sans le travail desquels personne ne pourrait ni manger, ni s'habiller, ni se loger, ces travailleurs, disais-je, sont justement ceux qui disposent du moins de nourriture, de vêtements et des pires logements — sans parler

des autres avantages que la société est censée leur dispenser, comme l'éducation et l'accès aux plaisirs artistiques.

Ces ouvriers ont, d'une façon ou d'une autre, joint leurs efforts pour que leur condition s'améliore ; en premier lieu par l'action directe, en second lieu par l'action politique. Nous avons des groupes comme le Grange (20), la Farmers' Alliance (21), les coopératives, les Knights of Labor (22), les syndicats et les Industrial Workers of the World. Tous ont organisé les travailleurs pour alléger le poids que faisaient peser leurs maîtres sur leurs épaules, pour des prix meilleur marché, des conditions de travail un peu meilleures, et une journée de travail un peu plus courte ; ou contre une réduction de salaire, la détérioration des conditions de travail ou l'allongement de la durée du travail. Aucun de ces groupes, à part les IWW, n'a essayé d'envisager une solution radicale de la guerre sociale, solution pourtant inévitable tant que perdureront les conditions sociales et juridiques actuelles. Ces organisations regroupent des gens ordinaires, aux aspirations ordinaires, et elles ont entrepris de faire ce qu'il leur semblait possible et raisonnable de faire. Ces militants ne se sont pas engagés sur un programme politique particulier lorsqu'ils ont créé ces groupes, mais ils se sont associés pour mener une action directe, décidée par eux-mêmes, qu'elle soit positive ou défensive.

Certes, parmi ces organisations, il y avait et il y a des militants qui voyaient au-delà des revendications immédiates ; qui pensaient que le développement continu des forces qui opèrent maintenant devait amener des conditions auxquelles il est impossible que la vie continue de se soumettre et contre lesquelles, par conséquent, elle protestera et protestera violemment ; que la vie n'aura pas d'autre choix que de protester ; que la vie devra protester ou mourir ; et puisqu'il n'est pas dans la nature de la vie de se rendre sans combattre, elle ne mourra pas. Il y a vingt-deux ans, j'ai rencontré des militants de la Farmer's Alliance qui m'ont dit cela, des Knights of Labor qui m'ont dit cela, des syndicalistes qui m'ont dit cela. Ils voulaient lutter pour des objectifs plus larges que ceux que proposés par leurs organisations ; mais ils devaient aussi accepter leurs camarades de travail comme ils étaient, et essayer de les inciter à lutter pour ce que ceux-ci voyaient. Et ce qu'ils voyaient c'étaient des prix plus bas, des salaires plus élevés, des conditions de travail moins dangereuses ou moins tyranniques, une semaine de travail moins longue. A l'époque où sont nés ces mouvements, les travailleurs agricoles ne pouvaient pas comprendre que leur lutte se rapprochait du combat des ouvriers des usines ou des transports ; et ces derniers ne saisissaient pas non plus quels étaient leurs points communs avec le mouvement des paysans. D'ailleurs, même aujourd'hui, peu d'entre eux le comprennent. Ils doivent encore apprendre qu'il existe une lutte commune contre ceux qui se sont appropriés les terres, les capitaux et les machines.

Malheureusement les grandes organisations paysannes se sont engagées dans une course stupide au pouvoir politique. Elles ont réussi à prendre le pouvoir dans certains États, mais les tribunaux ont déclaré que les lois qu'elles avaient votées n'étaient pas constitutionnelles, et toutes leurs conquêtes politiques ont été enterrées. A l'origine leur programme était de construire leurs propres hangars, et d'y stocker les produits, de les tenir à l'écart du marché jusqu'à ce qu'ils puissent échapper aux spéculateurs. Ils voulaient aussi organiser des échanges de services et imprimer des billets de crédit pour les produits déposés afin de payer ces échanges. Si ce programme d'aide mutuelle directe avait fonctionné, il aurait montré, dans une certaine mesure, au moins pour un temps, comment l'humanité peut se libérer du parasitisme des banquiers et des intermédiaires. Bien sûr, ce projet aurait fini par être liquidé, à moins que sa vertu exemplaire ne bouleverse tellement l'esprit des hommes qu'il leur donne envie de mettre fin au monopole légal de la terre et des capitaux ; mais au moins ce projet aurait eu un rôle éducatif fondamental. Malheureusement, ce programme se dirigea dans une autre direction et se désintégra surtout à cause de sa futilité.

Les Knights of Labor sont eux aussi devenus pratiquement insignifiants, non pas parce qu'ils n'ont pas eu recours à l'action directe, ni parce qu'ils se sont mêlés de politique, mais parce qu'il s'agissait d'une masse d'ouvriers trop hétérogène pour réussir à combiner leurs efforts de façon efficace.

Pourquoi les patrons ont peur des grèves

Les syndicats ont atteint une taille bien plus imposante que celle des Knights of Labor et leur pouvoir a continué à croître, lentement mais sûrement. Certes cette croissance a connu des fluctuations, des reculs, de grandes organisations ont été créées puis ont disparu. Mais dans l'ensemble, les syndicats constituent un pouvoir en plein développement. Cela est arrivé parce que, malgré leur manque de ressources, ils ont

offert, à une certaine section des travailleurs, un moyen pour unir leurs forces, frapper directement leurs maîtres et obtenir ainsi une petite partie de ce qu'ils voulaient — de ce qu'ils devaient essayer d'obtenir étant donné leur situation. La grève est leur arme naturelle, celle qu'ils se sont forgée eux-mêmes. Neuf fois sur dix, les patrons ont peur de la grève, même si, bien sûr, il arrive que certains s'en réjouissent, mais c'est plutôt rare. Les patrons savent qu'ils peuvent gagner contre les grévistes, mais ils ont peur que leur production s'interrompe. La plupart des patrons n'éprouvent aucune crainte d'un vote qui exprimerait « la conscience de classe » des électeurs ; vous pouvez parler du socialisme, ou de n'importe quel autre programme, dans d'innombrables endroits, y compris à la Chambre des députés ; mais le jour où vous commencez à parler de syndicalisme, attendez-vous à perdre votre boulot ou au moins à ce que l'on vous menace et que l'on vous ordonne de vous taire. Pourquoi ? Ce n'est nullement parce que le patron est assez intelligent pour comprendre que l'action politique n'est qu'un miroir aux alouettes où l'ouvrier se laisse prendre, ni parce qu'il pense que le socialisme politique est en train de devenir un mouvement petit-bourgeois, pas du tout. Le patron sait que le socialisme est une très mauvaise chose — mais il sait aussi que le socialisme n'est pas pour demain. Par contre, si tous ses ouvriers se syndiquent, il sera immédiatement en péril. Ses ouvriers auront l'esprit rebelle, il devra dépenser de l'argent pour améliorer les conditions de travail dans son usine, il sera obligé de garder des gens qu'il n'aime pas et, en cas de grève, ses machines ou ses locaux seront peut-être endommagés.

On dit souvent, et on le répète parfois jusqu'à la nausée, que les patrons ont une « conscience de classe », qu'ils sont solidement soudés pour défendre leurs intérêts de classe, et qu'ils sont prêts à subir toute sorte de pertes individuelles plutôt que de trahir leurs fameux intérêts communs. Cela n'est absolument pas vrai. La majorité des hommes d'affaire sont exactement comme la plupart des ouvriers : ils se préoccupent beaucoup plus de leur pertes ou de leurs gains personnels que des pertes (ou des victoires) de leur classe. Et quand un syndicat menace un patron, c'est à son portefeuille qu'il s'en prend.

Toute grève est synonyme de violence

Maintenant chacun sait qu'une grève, quelle que soit sa taille, est synonyme de violence. Quelle que soit la préférence morale des grévistes pour des méthodes pacifiques, ils savent que leur action ne sera pas pacifique. Lorsque les employés du télégraphe font grève, ils coupent des câbles et des pylônes, et des jaunes bousillent les instruments de travail parce qu'ils ne savent pas les utiliser. S'il s'agit de sidérurgistes, ils devront s'affronter physiquement aux briseurs de grève, casser des carreaux, saboter des gauges et endommager des rouleaux qui coûtent très cher et détruire des tonnes et des tonnes de matières premières. Si ce sont des mineurs, ils détruiront des pistes et des ponts et feront sauter des installations. S'il s'agit de couturières, un incendie d'origine inconnue éclatera, des pierres voleront à travers une fenêtre apparemment inaccessible ou une brique sera lancée sur la tête d'un patron. S'il s'agit d'une grève des trolleys, les rails seront arrachés ou des barricades seront édifiées avec des voitures incendiées et des, des wagons retournés ou des barrières volées, des automobiles écrasées, brûlées et des moteurs allumés. S'il s'agit de cheminots, des moteurs « mourront », des locomotives démarreront sans conducteur, des chargements dérailleront et des trains seront arrêtés. S'il s'agit d'une grève du bâtiment, on dynamitera des constructions. Et toujours, à chaque fois, tout le temps, des combats éclateront entre d'un côté les briseurs de grève et les jaunes et, de l'autre, les grévistes et leurs sympathisants, entre le Peuple et la Police.

Pour les patrons une grève sera synonyme de lampes torches, de fil de fer barbelé, de routes barrées, de policiers et d'agents provocateurs, de kidnappings violents et d'expulsions, et ils inventeront tous les moyens possibles pour se protéger directement, sans compter l'ultime recours à la police, aux milices, au procureur de l'Etat et aux troupes fédérales.

Tout le monde sait cela. Tout le monde sourit lorsque les responsables des syndicats protestent en affirmant que leurs organisations sont pacifiques et respectent les lois, parce que tout le monde sait qu'ils mentent. Ils savent que l'on utilise la violence, à la fois ouvertement et clandestinement, et ils savent les grévistes n'ont pas d'autre moyen, s'ils ne veulent pas capituler immédiatement. Et les travailleurs comprennent ceux qui ont recours à la violence parce que des mécréants destructeurs les y poussent, mécréants qui le font par calcul inné. Les gens généralement comprennent que les grévistes agissent ainsi parce qu'ils sont poussés par la dure logique d'une situation qu'ils n'ont pas créée, mais qui les force à mener ces attaques pour renforcer leur lutte pour vivre, sinon ils seront obligés de tomber tout droit dans

la misère jusqu'à ce que la mort leur tombe dessus, à l'hospice, dans la rue ou sur le bord d'une rivière. Telle est l'horrible alternative devant laquelle se trouvent les ouvriers ; et c'est ce qui fait d'eux les êtres les plus humains — des hommes qui font un détour pour soigner un chien blessé, ou ramener chez eux un chiot et le nourrir, ou qui font un écart pour ne pas écraser un ver de terre — et ces mêmes personnes ont recours à la violence contre leurs congénères. Ils savent, parce que la réalité leur a appris cette leçon, qu'il s'agit de la seule façon de gagner, si tant est qu'ils puissent gagner quelque chose. Et il m'a toujours semblé que l'une des choses les plus ridicules qu'une personne puisse dire ou faire, lorsqu'un gréviste lui demande de l'aide parce qu'il doit faire face à une situation matérielle délicate, la pire chose qu'elle puisse lui répondre est « Vous n'avez qu'à mieux voter aux prochaines élections ! » alors que celles-ci auront lieu dans six mois, un an voire deux ans.

Malheureusement les gens qui savent le mieux comment la violence est utilisée dans les conflits syndicaux ne s'avancent pas pour dire : « Tel jour, à tel endroit, telle action spécifique a été entreprise, et telles et telles concessions ont été accordées ou tel patron a capitulé. » Agir ainsi mettrait en danger leur liberté et leur pouvoir de continuer le combat. C'est pourquoi ceux qui sont les mieux informés doivent se taire tandis que les ignorants parlent d'abondance. Seuls les faits et non les discours peuvent éclaircir leur position.

Les arguments des adversaires de l'action directe

Et ces temps-ci ce n'est pas le baratin qui manque. Des orateurs et des journalistes, convaincus que je crois en l'action politique et que je pense que seule l'action politique peut permettre aux ouvriers de remporter la bataille, ces gens donc ont dénoncé ce qu'ils appellent l'action directe (ils veulent dire en fait les conspirations violentes) parce qu'elles causeraient des dommages incalculables. Un certain Oscar Ameringer, par exemple, a récemment déclaré à Chicago que la bombe de 1886 avait fait reculer le mouvement pour la journée de huit heures d'un quart de siècle. D'après lui ce mouvement aurait été victorieux si la bombe n'avait pas été lancée. A mon avis ce monsieur commet une grave erreur.

Personne ne peut mesurer l'effet positif ou négatif d'une action, en termes de mois ou d'années. Personne ne peut démontrer que la journée de huit heures aurait pu devenir obligatoire 25 ans auparavant. Nous savons que les législateurs de l'Illinois ont voté une loi pour la journée de 8 heures en 1871 et que ce texte est resté lettre morte. Que l'action directe des ouvriers aurait pu imposer cette loi, personne ne peut le démontrer. Mais on peut affirmer que des facteurs beaucoup plus puissants que la bombe de Haymarket ont joué un rôle.

D'un autre côté, si l'influence négative de la bombe a été si puissante, alors nous devrions nous attendre à ce que les conditions de travail et l'exercice des activités syndicales soient bien plus difficiles à Chicago que dans les villes où rien d'aussi grave ne s'est produit. Eh bien, c'est le contraire. Même les conditions des travailleurs sont déplorables, elles bien moins mauvaises à Chicago que dans d'autres grandes villes, et le pouvoir des syndicats y est plus développé que dans n'importe quelle autre ville, excepté San Francisco. Donc si l'on veut absolument tirer des conclusions à propos de la bombe de Haymarket, on doit tenir compte de ces faits. En ce qui me concerne, je ne pense pas que cet événement ait joué un rôle important dans l'évolution du mouvement ouvrier.

Et il en sera de même avec la campagne actuelle contre la violence. Rien n'a fondamentalement changé. Deux hommes ont été emprisonnés pour ce qu'ils ont fait (il y a vingt-quatre ans leurs semblables ont été pendus pour ce qu'ils n'avaient pas fait) et quelques autres seront peut-être incarcérés. Mais les forces de la vie continueront à se révolter contre leurs chaînes économiques. Cette révolte ne faiblira pas, peu importe le parti qui remportera ou perdra les élections, jusqu'à ce qu'ils brisent ces chaînes.

Comment pourrions-nous briser nos chaînes ?

Les politiciens nous racontent que seule l'action électorale du parti de la classe ouvrière pourra atteindre un tel résultat ; qu'une fois élus ils entreront en possession des sources de la vie et des machines ; que ceux qui aujourd'hui possèdent les forêts, les mines, les terres, les canaux, les usines, les entreprises et qui commandent aussi au pouvoir militaire à leur botte, eh bien que ces gens-là abdiqueront demain leur pouvoir sur le peuple lorsqu'ils auront perdu les élections.

Et en attendant ce jour béni ?

En attendant soyez pacifiques, travaillez bien, obéissez aux lois, faites preuve de patience et menez une existence frugale (comme Madero le conseilla aux paysans mexicains après les avoir vendus à Wall Street). Si certains d'entre vous sont dans une misère noire, ne vous révoltez pas contre votre situation, cela risquerait de « faire reculer le parti ».

Action politique et action directe

J'ai déjà dit que parfois l'action politique obtient quelques résultats positifs — et d'ailleurs pas toujours sous la pression des partis ouvriers. Mais je suis convaincue que les résultats positifs sont contredits par les résultats négatifs ; de même que je suis convaincue que, si l'action directe a parfois des conséquences négatives, celles-ci sont largement compensées par les conséquences positives de l'action directe.

Presque toutes les lois qui ont été originellement conçues pour le bénéfice des ouvriers sont devenues une arme entre les mains de leurs ennemis, ou bien sont restées lettre morte, à moins que le prolétariat, à travers ces organisations, n'ait imposé directement leur application. En fin de compte, c'est toujours l'action directe qui a le rôle moteur. Prenons par exemple la loi antitrust censée bénéficier au peuple en général et à la classe ouvrière en particulier. Il y environ deux semaines, 250 dirigeants syndicaux ont été cités en justice. La société Illinois Central les accusait en effet d'avoir formé un trust en déclenchant une grève.

Mais la foi aveugle en l'action indirecte, en l'action politique, a des conséquences bien plus graves que celles que je viens de citer. Elle détruit tout sens de l'initiative, elle écrase l'esprit de révolte individuelle, elle apprend aux gens à se reposer sur quelqu'un d'autre afin qu'il fasse pour eux ce qu'ils devraient faire pour eux-mêmes ; et enfin elle fait passer pour naturelle l'idée absurde selon laquelle il faudrait encourager la passivité des masses jusqu'au jour où le parti ouvrier gagnera les élections ; alors, par la seule magie d'un vote majoritaire, cette passivité se transformera tout à coup en énergie. En d'autres termes, on veut nous faire croire que des gens qui ont perdu l'habitude de lutter pour eux-mêmes en tant qu'individus, qui ont accepté toutes les injustices en attendant que leur parti acquière la majorité ; eh bien que ces gens-là vont tout à coup se métamorphoser en de véritables bombes humaines, rien qu'en entassant leurs bulletins dans les urnes !

Les sources de la vie, toutes les richesses naturelles de la terre, tous les outils nécessaires pour une production coopérative doivent devenir accessibles à tous. Le syndicalisme doit élargir et approfondir ses objectifs, sinon il disparaîtra ; et la logique de la situation forcera graduellement les syndicalistes à en prendre conscience. Le problème des ouvriers ne peut être résolu seulement en tabassant des jaunes, tant que des cotisations élevées et d'autres restrictions limitent les adhésions au syndicat et poussent les gens à devenir des jaunes. Les syndicats ne se développeront pas en combattant pour des salaires plus élevés mais en luttant pour une semaine de travail plus courte, ce qui permettra d'augmenter le nombre des membres, d'accepter tous ceux qui veulent adhérer au syndicat. Si les syndicats veulent gagner des batailles, tous les ouvriers doivent s'allier et agir ensemble, agir rapidement (sans en avertir les patrons à l'avance) et profiter de leur liberté d'agir ainsi à chaque fois. Et lorsque les syndicats regrouperont tous les ouvriers, aucune conquête ne sera permanente, à moins qu'ils se mettent en grève pour tout obtenir — ni une augmentation de salaire, ni une amélioration secondaire, mais toutes les richesses naturelles de la nature. Et qu'ils procèdent à l'expropriation directe et totale !

Le pouvoir des ouvriers ne réside pas dans la force de leur vote, mais dans leur capacité de paralyser la production. C'est une grande erreur de supposer que les salariés constituent la majorité des électeurs. Les salariés sont à un endroit aujourd'hui, à un autre demain, et cela empêche un grand nombre d'entre eux de voter ; un grand pourcentage des salariés dans ce pays sont des étrangers qui n'ont pas le droit de voter. La preuve la plus évidente que les dirigeants socialistes le savent parfaitement est qu'ils affadissent leur propagande sur tous les points pour gagner le soutien de la classe capitaliste, du moins des petits entrepreneurs. Leur presse affirme que des spéculateurs de Wall Street leur ont assuré qu'ils sont prêts à acheter des actions de Los Angeles à un administrateur socialiste aussi bien qu'à un administrateur capitaliste. Leurs journaux prétendent que l'administration actuelle de Milwaukee a été favorable aux petits investisseurs ; leurs articles assurent leurs lecteurs de cette ville qu'ils n'ont pas besoin d'aller acheter dans les grands magasins — ils peuvent se rendre chez Machin sur Milwaukee Avenue, qui les

servira aussi bien qu'une succursale du grand capital. En clair, ils essaient désespérément de gagner le soutien et de prolonger la vie de cette petite-bourgeoisie que l'économie socialiste fera disparaître, parce que nos socialistes savent qu'ils ne pourront pas obtenir une majorité sans les voix de cette classe sociale.

Au mieux, un parti ouvrier pourrait, en admettant que ses députés restent honnêtes, former un solide groupe parlementaire qui conclurait des alliances ponctuelles avec tel ou tel autre groupe afin d'obtenir quelques réformes politiques ou économiques.

Mais lorsque la classe ouvrière sera regroupée dans une seule grande organisation syndicale, elle pourra montrer à la classe possédante, en cessant brusquement le travail dans toutes les entreprises, que toute la structure sociale repose sur les ouvriers ; que les biens des patrons n'ont aucune valeur sans l'activité des travailleurs ; que des protestations comme les grèves sont inhérentes à ce système fondé sur la propriété privée et qu'elles se reproduiront tant que ce système ne sera pas aboli. Et, après l'avoir montré dans les faits, les ouvriers exproprieront tous les possédants.

« Mais le pouvoir militaire, objectera le partisan de l'action politique, nous devons d'abord obtenir le pouvoir politique, sinon l'armée sera utilisée contre nous ! »

Contre une véritable grève générale, l'armée ne peut rien. Oh, bien sûr, si vous avez un socialiste dans le genre de Briand au pouvoir, il sera prêt à déclarer que les ouvriers sont des fonctionnaires et à essayer de les faire travailler contre leurs propres intérêts. Mais contre le solide mur d'une masse d'ouvriers immobiles, même un Briand se cassera les dents.

En attendant, tant que la classe ouvrière internationale ne se réveillera pas, la guerre sociale se poursuivra, malgré toutes les déclarations hystériques de tous ces gens bien intentionnés qui ne comprennent pas que la vie et ses nécessités puissent s'exprimer ; malgré tous les que ces dirigeants timides ont fait ; malgré toutes les revanches qu'ont pu prendre les réactionnaires ; malgré tout l'argent que les politiciens retirent d'une telle situation. Cette guerre sociale se poursuivra parce que la Vie crie son besoin de vivre et que la Propriété lui dénie le droit de vivre, et que la Vie ne se soumet pas.

Et qu'elle ne se soumettra pas.

Cela durera tant que l'humanité ne se libérera pas elle-même pour chanter l'Hymne à l'Homme de Swinburne

« Gloire à l'Homme dans ses plus beaux exploits

Car l'Homme est le maître de toutes choses. »

** Les intertitres sont du traducteur.*

1. McNamara
2. IWW (Industrial Workers of the World) ou Wobblies.
3. Socialist Party
4. Shiloh
5. Quakers
6. Puritains
7. Margaret Brewster
8. Révolte de Bacon
9. Comités de correspondance
10. Whittier quaker
11. Sisera
12. Shadrac
13. Gerrit Smith
14. William D. Haywood
15. Frank Bohn
16. Frederick Douglas
17. Lucy Colman
18. Free Soilers
19. Harpers Ferry, arsenal que tenta de prendre John Brown et qui marqua la fin de son combat.
20. Grange
21. Farmer's Alliance
22. Knights of Labor

Voltaire de Cleyre :

« Le mariage est une mauvaise action »

(Cette conférence présente le point de vue négatif sur le mariage, dont le côté positif a été défendu par la Dr Henrietta P. Westbrook sous le titre « Le mariage est une bonne action ». Les deux conférences ont été prononcées dans les locaux de la Radical Liberal League, à Philadelphie le 28 avril 1907.)

Laissez-moi tout d'abord éclaircir deux points, dès le départ. Ainsi, lorsque la discussion débutera, nous pourrons nous concentrer sur l'essentiel.

- 1) Comment peut-on distinguer entre une bonne et une mauvaise action ?
- 2) Quelle est ma définition du mariage ?

Relativité des actes et des besoins*

D'après ma compréhension du puzzle de l'univers, aucun acte n'est, à mon avis, totalement juste ou totalement mauvais. Le jugement que l'on porte sur un acte est relatif et il dépend de l'évolution sociale des êtres humains qui progressent consciemment mais très lentement par rapport au reste de l'univers. Le bien et le mal sont des conceptions sociales ; attention, je ne dis pas qu'il s'agit de conceptions humaines. Les mots de bien et de mal ont certainement été inventés par des hommes ; mais les conceptions du bien et du mal, qu'elles soient obscures ou qu'elles soient très claires, ont été conçues avec plus ou moins d'efficacité par des êtres sociaux intelligents. La définition du Bien, entérinée par la conduite des êtres qui vivent en société, est la suivante : est considéré comme juste le comportement qui sert le mieux les besoins d'une société donnée.

Mais qu'est-ce qui détermine ces besoins ? Dans le passé, ces besoins étaient surtout déterminés par la réaction inconsciente de la structure (sociale ou individuelle) à la pression du milieu. Jusqu'à récemment, je pensais encore comme Huxley (1), Von Hartman (2) et mon professeur Lum (3). Selon eux, les besoins sont entièrement déterminés par les réactions des hommes à leur milieu naturel ; la conscience peut choisir d'obéir ou de s'opposer à ce milieu, mais elle n'a aucune voix dans le cours du développement social : si elle décide de s'y opposer, elle ne fait que provoquer sa propre ruine, mais ne modifie pas l'idéal inconsciemment déterminé.

Conscience et évolution

Ces dernières années, j'en suis arrivée à la conclusion que la conscience prend une part de plus en plus importante dans l'orientation des problèmes sociaux ; si elle est pour le moment une voix mineure, et le restera encore longtemps, elle représente cependant un pouvoir qui menace de renverser les vieux processus et les vieilles lois, et de les remplacer par d'autres pouvoirs et d'autres idéaux. Je ne connais pas de perspective plus fascinante que celle du rôle de la conscience dans l'évolution présente et à venir. Cependant, ce n'est pas l'objet de notre réflexion aujourd'hui. Je n'en parle que parce qu'elle détermine ce qui constitue notre conception actuelle du bien-être, mais je maintiens que le vieil idéal a été considérablement modifié par la réaction inconsciente contre les choses superflues produites par la tendance inconsciente vers un certain objectif.

La question devient alors : quel est l'idéal croissant de la société humaine, idéal inconsciemment signalé et inconsciemment discerné et éclairé ?

D'après tous les indicateurs du progrès, cela me semble être la liberté de l'individu ; une société dont l'organisation économique, politique sociale et sexuelle assurera et augmentera constamment l'éventail d'être à ses différentes unités ; dont la solidarité et la continuité dépendront de l'attraction libre de ses composantes, et en aucun cas ne reposera sur l'obligation, quelles qu'en soient les formes. Si vous n'acceptez pas que telle est la tendance sociale actuelle, vous ne serez sans doute pas d'accord avec le

reste de ma démonstration. Car il serait trop facile de prouver que le maintien des vieilles divisions de la société en classes, chacune d'elles accomplissant des fonctions spécialisés — prêtres, militaires, salariés, capitalistes, domestiques, nourrices, etc. — que ce maintien, donc, est en accord avec la force croissante de la société, donc que le mariage est une bonne action.

Ma position, le point de départ à partir duquel je mesurerai une bonne ou une mauvaise action, est la suivante : la tendance sociale actuelle s'oriente vers la liberté de l'individu, ce qui implique la réalisation de toutes les conditions nécessaires à l'avènement de cette liberté.

Second point : quelle est ma définition du mariage ?

Ma position sur le mariage

Il y a quinze ou dix-huit ans, alors que je n'étais pas encore sortie du couvent depuis assez longtemps pour avoir oublié ses enseignements, et que je n'avais pas encore assez vécu ni fait assez d'expériences pour fabriquer mes propres définitions, je considérais que le mariage était « un sacrement de l'Eglise » ou bien « une cérémonie civile patronnée par l'Etat », grâce à laquelle un homme et une femme étaient unis pour la vie, ou jusqu'à ce qu'un tribunal prononce leur séparation. Avec toute l'énergie d'une libre-penseuse néophyte, je critiquais le mariage religieux parce qu'un prêtre n'a aucun droit d'intervenir dans la vie privée des individus, ; je condamnais l'expression « jusqu'à ce que la mort nous sépare », parce qu'il s'agissait d'une promesse immorale qui rend une personne esclave de ses sentiments actuels et détermine tout son avenir ; je dénonçais la misérable vulgarité des cérémonies religieuse et civile, parce qu'elles mettaient les relations intimes entre deux individus au centre de l'attention publique.

Je défends toujours ces positions. Rien n'est plus vulgaire à mes yeux que le prétendu sacrement du mariage ; il est une insulte à la délicatesse parce qu'il proclame aux oreilles du monde entier une affaire strictement privée. Ai-je besoin de rappeler, par exemple, la littérature indigne d'être imprimée et qui pourtant le fut, concernant le mariage d'Alice Roosevelt, lorsque la prétendue « princesse américaine » fut l'objet de commentaires aux quatre coins du pays, parce que le monde entier devait être informé de son futur mariage avec Mr. Longworth !

Contre toute relation permanente

Mais aujourd'hui ce n'est ni au mariage civil ni au mariage religieux que je me réfère, lorsque j'affirme que le mariage est une mauvaise action. La cérémonie elle-même n'est qu'une forme, un fantôme, une coquille vide. Par mariage, j'entends son contenu réel, la relation permanente entre un homme et une femme, relation sexuelle et économique qui permet de maintenir la vie au foyer et la vie familiale actuelle. Je me moque de savoir s'il s'agit d'un mariage polygame, polyandre or monogame. Cela m'est indifférent qu'il soit célébré par un prêtre, un magistrat, en public ou en privé, ou qu'il n'y ait pas le moindre contact entre les époux. Non, ce que j'affirme c'est qu'une relation de dépendance permanente nuit au développement de la personnalité, et c'est cela que je combats. Maintenant, mes opposants savent sur quel terrain je me situe.

Dans le passé, il m'est arrivé de plaider de façon effusive et sincère pour l'union exclusive entre un homme et une femme, tant qu'ils restent unis par les liens de l'amour. Et j'ai défendu aussi l'idée que cette union devrait être dissoute lorsque l'un ou l'autre le désirerait. A cette époque je parlais de façon extrêmement enthousiaste des liens de l'amour et seulement de ceux-là.

Aujourd'hui, je préfère un mariage fondé uniquement sur des considérations financières à un mariage fondé sur l'amour. Non pas parce que je m'intéresse le moins du monde à la pérennité du mariage, mais parce que je me soucie de la pérennité de l'amour. Et je crois que la façon la plus facile, la plus sûre et la plus pratique de tuer l'amour est le mariage — le mariage tel que je l'ai défini. Je pense que la seule façon de préserver l'amour dans la condition extatique qui lui vaut de bénéficier d'une appellation spécifique — sinon ce sentiment relève du désir ou de l'amitié —, la seule façon, disais-je, de préserver l'amour est de maintenir la distance. Ne jamais permettre que l'amour soit souillé par les mesquineries indécentes d'une communion intime permanente. Mieux vaut mépriser tous les jours votre ennemi que mépriser la personne que vous aimez.

Je suppose que ceux qui ne connaissent pas les raisons de mon opposition aux formes légales et sociales vont s'exclamer : « Alors, vous voulez donc en finir avec toute relation entre les sexes ? Vous

souhaitez que la terre ne soit plus peuplée que des nonnes et de moines ? » Absolument pas. Je ne m'inquiète pas de la repopulation de la Terre, et je ne verserais aucune larme si l'on m'apprenait que le dernier être humain vient de naître. Mais je ne prêche pas pour autant l'abstinence sexuelle totale. Si les avocats du mariage devaient simplement plaider contre l'abstinence, leur tâche serait aisée. Les statistiques de la folie, et en général de toutes sortes d'aberrations, constitueraient à elles seules un solide élément à charge. Non, je ne crois pas que l'être humain moralement le plus élevé soit un être sans sexualité, ni celui qui extirpe ses passions avec violence, que cette violence soit dictée par la religion ou la science.

Je souhaiterais que les gens considèrent leurs instincts normaux, d'une façon normale, c'est-à-dire qu'ils ne soient ni gloutons ni abstinentes, qu'il n'exaltent pas leurs vertus au-delà de leur utilité véritable, ni qu'ils les dénoncent comme les servantes du Mal, deux attitudes très répandues en ce qui concerne la passion sexuelle. En bref, je souhaiterais que les hommes et les femmes organisent leurs vies de telle façon qu'ils pourront être toujours, à toute époque, des êtres libres, sur ce plan comme sur d'autres. Chaque individu doit fixer les limites de l'abstinence ou de l'indulgence, ce qui est normal pour l'un étant excessif pour l'autre, et ce qui excessif à une période de l'existence étant normal à une autre. En ce qui concerne les effets de la satisfaction normale d'un appétit normal sur la population, je contrôlerais ces effets de manière consciente, comme ils le sont déjà, dans une certaine mesure, aujourd'hui, et ils le seront de plus en plus, au fur et à mesure que progresseront nos connaissances. Le taux de natalité en France et aux Etats-Unis (chez les Américains nés en Amérique) montre le développement d'un tel contrôle conscient des naissances.

Le mariage est contraire à l'épanouissement de l'individu

« Mais, diront les avocats du mariage, qu'est-ce qui, dans le mariage, interfère avec le livre développement de l'individu ? Que signifie le libre développement de l'individu s'il n'est pas l'expression de la masculinité et de la féminité ? Qu'y a-t-il de plus essentiel pour ces deux facteurs que d'être parents et d'éduquer des enfants ? Le fait que l'éducation d'un enfant dure de 15 à 20 ans n'est-il pas l'élément essentiel qui détermine l'existence d'un foyer permanent ? »

Ce type d'argumentation est avancé par les partisans du mariage ayant l'esprit scientifique. Ceux qui ont l'esprit religieux invoquent la volonté de Dieu, ou d'autres raisons métaphysiques. Je ne répondrai pas à ces derniers. Je m'intéresserai aujourd'hui seulement à ceux qui prétendent que, l'Homme étant le dernier maillon de l'évolution, les nécessités de chaque espèce qui déterminent des relations sociales et sexuelles entre espèces alliées façonneront et détermineront ces relations chez l'Homme ; selon eux, si, chez les animaux supérieurs, la durée de l'apprentissage détermine la durée de la conjugalité, alors l'une des plus grandes réussites de l'Homme est d'avoir considérablement étendu la durée de l'apprentissage, et donc de s'être fixé pour idéal une relation familiale permanente.

Ce n'est que l'extension consciente de ce que l'inconscient, ou peut-être l'adaptation semi-consciente, a déjà déterminé pour les animaux supérieurs, et en partie chez les espèces sauvages. Si les gens sont raisonnables, sensibles et contrôlent leurs instincts (de toute façon, certains se contrôleront quelles que soient les circonstances), le mariage ne permet-il pas d'atteindre ce grand objectif de la fonction sociale élémentaire, qui est en même temps une exigence essentielle pour le développement individuel, mieux qu'aucun autre mode de vie ? Malgré toutes ses imperfections, n'est-ce pas le meilleur mode de vie que l'on ait trouvé jusqu'à présent ?

En essayant de prouver la thèse inverse, je ne m'intéresserai pas aux échecs patents du mariage. Cela ne m'intéresse pas de démontrer que de nombreux mariages échouent ; les archives des tribunaux le prouvent abondamment. Mais de même qu'une hirondelle ne fait pas le printemps, le nombre de divorces ne prouve pas que le mariage, en lui-même, est une mauvaise chose, il démontre seulement qu'un nombre important d'individus commettent des erreurs. Cet argument inattaquable n'est pas un argument contre l'indissolubilité du mariage mais contre le mariage lui-même.

Aujourd'hui, je m'intéresserai aux mariages heureux — les mariages au sein desquels, quelles que soient les frictions, l'homme et la femme ont passé beaucoup de moments agréables ensemble ; des mariages où la famille a vécu grâce au travail honnête, décentement payé (dans les limites du système du salariat) du père, et préservée par le souci d'économie et les soins de la mère ; où les enfants ont reçu une bonne éducation et où ils ont démarré dans la vie sans problème, et où leurs parents ont continué à vivre

sous le même toit pour finir leur vie ensemble, chacun étant assuré que l'autre représente un(e) ami(e) qui lui sera fidèle jusqu'à la mort. Telle est, d'après moi, le meilleur type de mariage qui puisse exister, et je sais qu'il s'agit plus souvent d'un doux rêve que d'une réalité. Mais parfois ce rêve réussit à se réaliser. Je maintiens néanmoins que, du point de vue de l'objectif de la vie, c'est-à-dire du libre développement de l'individu, ceux qui ont réussi leur mariage ont mené une vie moins réussie que ceux qui ont eu une vie moins heureuse.

L'instinct de reproduction

En ce qui concerne le premier point (le fait que l'éducation des parents serait l'une des nécessités fondamentales de l'expression de soi), je pense que c'est ici que la conscience va bouleverser les méthodes de la vie. La vie, qui opère inconsciemment, cherchait aveuglément à se préserver par la reproduction, par la reproduction multiple. L'esprit est simplement bousculé par la productivité d'un seul brin de blé, d'un poisson, d'une reine des abeilles ou d'un homme. On est scandalisé** par le gâchis incroyable de l'effort reproductif ; par la pitié impuissante pour les petites choses, l'infinitude de ces petites vies, qui doivent naître, souffrir et mourir, parce qu'elles n'ont rien à manger ou qu'elles servent de proies pour d'autres créatures, et tout cela dans un seul but : afin que, au sein d'une multitude, une petite minorité survive et perpétue l'espèce ! L'homme, en guerre contre la nature et qui n'en est pas encore maître, a obéi au même instinct et, en procrétant de façon prolifique, il a poursuivi sa guerre.

Pour le patriarche hébreu de l'Antiquité comme pour le pionnier américain, une grande famille était synonyme de force, de richesse et un moyen de poursuivre sa conquête des forêts et des terres vierges. C'était sa seule ressource contre l'anéantissement. C'est pourquoi l'instinct de reproduction a été l'un des moteurs déterminants de l'action humaine.

Tout instinct obéit à une loi : il survit longtemps après que le besoin qu'il a créé a cessé d'exister, et cette loi agit de façon perverse. La façon habituelle de tenir compte d'une telle survie depuis que cette chose existe est une part essentielle de la structure, qui n'est pas obligée de rendre des comptes à elle-même ni d'être satisfaite. Je suis persuadée, néanmoins, que plus la conscience se développe, ou, en d'autres termes, plus nous devenons conscients des conditions de la vie et de nos relations dans ce cadre, de leurs nouvelles exigences et de la meilleure façon de les satisfaire, plus rapidement les instincts de la volonté seront dissociés de la structure.

Comment se présente la guerre contre la nature aujourd'hui ? Pourquoi, au prix de quelle catastrophe planétaire, sommes-nous certains de la conquérir ? La conscience ! La puissance du cerveau ! La volonté de domination ! L'invention, la découverte, la maîtrise des forces cachées. Nous ne sommes plus obligés d'utiliser la méthode aveugle d'une propagation illimitée de l'espèce pour fournir à l'humanité des chasseurs, des pêcheurs, des bergers, des agriculteurs et des éleveurs. Par conséquent, le besoin initial qui a créé l'instinct de reproduction prolifique a disparu ; cet instinct est voué à disparaître, et il est en train de mourir, mais il disparaîtra plus rapidement si les hommes comprennent de mieux en mieux la situation globale.

Plus les cerveaux ont une production prolifique, plus les idées s'étendent, se multiplient et conquièrent de pouvoir, plus la nécessité d'une reproduction abondante décline. Tel est mon premier point. Donc l'épanouissement de l'individu n'implique plus d'avoir de nombreux enfants, ni même d'en avoir un seul. Je ne veux pas dire que, bientôt, plus personne ne voudra avoir d'enfants, et je ne prophétise pas le suicide de l'espèce humaine. Simplement, je pense que moins il y aura d'hommes et de femmes qui naîtront, plus il y aura de chances que ceux-ci survivent, se développent et réalisent de choses. En fait, la confrontation entre ces différentes tendances a déjà amené la conscience sociale actuelle à prendre cette direction.

La reproduction et les autres besoins

Supposons que la majorité des hommes désirent encore, ou allons plus loin, admettons que la majorité désirent encore se reproduire de façon limitée, la question est maintenant la suivante : ce besoin est-il essentiel au développement de l'individu ou existe-t-il d'autres besoins tout aussi impérieux ? S'il existe d'autres besoins aussi impérieux, doit-on les prendre autant en compte lorsque l'on veut décider de la meilleure manière de conduire sa vie ? S'il n'existe pas d'autres besoins aussi impératifs, peut-on encore

discuter pour savoir si le mariage est le meilleur moyen d'assurer l'épanouissement de l'individu ? En répondant à ces questions, je pense qu'il sera utile de distinguer entre la majorité et la minorité.

Pour une minorité l'éducation des enfants sera le besoin dominant de leur vie et pour une majorité cela constituera seulement un besoin parmi d'autres. Et qu'en est-il des autres besoins ? Les autres appétits physiques et spirituels ? Le désir de manger, de s'habiller et de se loger après le goût de chaque individu ; le désir d'association sexuelle et pas en vue de la reproduction ; les désirs artistiques ; le désir de savoir, avec ses milliers de ramifications, qui emportera peut-être l'âme des profondeurs du concret jusqu'aux hauteurs de l'abstraction ; le désir de faire, c'est-à-dire d'imprimer sa volonté sur la structure sociale, qu'il s'agisse d'un mécanicien, d'un, d'un, d'un traducteur de rêves, — quelle que soit l'activité personnelle.

Le désir de se nourrir, se loger et se vêtir, ce désir devrait toujours reposer sur le pouvoir de chaque individu de se procurer les choses par soi-même. Mais le repli sur soi est tel que, au bout de quelques années d'existence commune, l'interdépendance rend chaque partenaire impuissant. Lorsque les circonstances détruisent leur belle combinaison, l'homme en est généralement moins affecté, la femme terriblement plus. Elle n'a fait qu'une seule chose dans une sphère isolée, et même si elle a peut-être appris à bien la faire (ce qui n'est pas du tout sûr, parce que la méthode d'entraînement n'est absolument pas satisfaisante), cela ne lui a pas donné la confiance nécessaire pour gagner sa vie de façon indépendante. Elle est surtout timide, incapable de s'occuper des conditions de la lutte. Elle est passée à côté du monde de la production, elle ne le connaît absolument pas. D'un autre côté, quelle sorte de métier est-ce pour elle que de devenir l'employée de maison d'une autre femme qui la dominera ? Les conditions de travail et la rémunération des services domestiques sont telles que n'importe quel esprit indépendant préférerait être esclave dans une usine : au moins l'esclavage est limité à une quantité d'heures fixe.

Quant aux hommes, je vais vous citer une anecdote : il y a quelques jours de cela, un syndicaliste très combatif m'a déclaré, apparemment sans éprouver la moindre honte, que sans sa femme il vivrait comme un vagabond et un ivrogne, tout simplement parce qu'il n'est pas capable de tenir une maison ; et à ses yeux le principal mérite de leur accord mutuel est que son épouse s'occupe bien de son estomac. Jamais je n'aurais pensé que quelqu'un puisse admettre se trouver dans un tel état d'impuissance, mais cet homme m'a sans doute dit la vérité.

Eh bien, ce type d'aveu est une des plus graves objections au mariage, comme à toute autre condition qui produit des résultats semblables. En choisissant sa position économique dans la société, on devrait toujours veiller à ce qu'elle permette de laisser l'individu debout — de façon à ce qu'il reste une personne entière, ayant toutes ces capacités pour produire et se protéger elle-même, un être qui soit centré sur lui-même.

L'hypocrisie sexuelle des femmes

En ce qui concerne l'appétit sexuel, en dehors de la reproduction, les avocats du mariage prétendent, et avec de bonnes raisons, qu'il procure une satisfaction normale à un appétit normal. Selon eux, il constitue un garde-fou physique et moral contre les excès et leurs conséquences, les maladies. Nous avons sans cesse la preuve douloureuse que le mariage n'est pas très efficace sur ce plan-là. Quant à ce qu'il pourrait accomplir, il est presque impossible de le savoir ; car l'ascétisme religieux a tellement implanté le sentiment de la honte dans l'esprit humain, à propos du sexe, que le premier instinct, lorsqu'il est soumis à la discussion, semble démentir à son sujet.

C'est particulièrement le cas avec les femmes. La majorité des femmes souhaitent créer l'impression qu'elles sont dépourvues de désir sexuel et pensent se décerner le plus beau compliment lorsqu'elles déclarent : « Personnellement, je suis très froide ; je n'ai jamais éprouvé une telle attraction. » Parfois elles disent la vérité mais le plus souvent il s'agit d'un mensonge — mensonge issu des enseignements pernicieux diffusés par l'Eglise pendant des siècles. Une personne normalement développée comprendra qu'elle ne se rend pas hommage à elle-même en se déniait le droit d'exister complètement, pour elle-même ou par elle-même ; il est certain que lorsqu'une telle déficience existe vraiment, d'autres qualités peuvent se développer, qualités peut-être d'une plus grande valeur. En général, cependant, quels que soient les mensonges des femmes, une telle déficience n'existe pas. Habituellement, les êtres jeunes et sains des deux sexes désirent avoir de telles relations. Le mariage est-il donc la meilleure réponse à ce besoin humain ?

Les effets catastrophiques de la vie commune

Supposons qu'ils se marient, disons à vingt ans, ou quelques années plus tard, ce qui est généralement le cas puisque c'est l'âge où l'appétit sexuel est le plus actif ; les deux partenaires (et pour le moment je mets de côté la question des enfants) se trouveront trop et trop souvent en contact et rapidement ils ne savoureront plus la présence de l'autre. L'irritation commencera. Les petits détails de la vie en commun amèneront le mépris. Ce qui était autrefois une joie exceptionnelle deviendra un fait accompli, et détruira toute délicatesse. Souvent cela devient une torture physique pour l'un des partenaires (le plus souvent la femme) tandis que cela procure encore un peu de plaisir à l'autre, et ce pour une raison simple : les corps, tout comme les âmes, se développent rarement, voire, jamais de façon parallèle.

Et ce manque de parallélisme est le plus grave argument que l'on puisse présenter contre le mariage. Même si deux personnes sont parfaitement et constamment adaptées l'une à l'autre, rien ne prouve qu'elles continueront à l'être durant le reste de leur existence. Et aucune période n'est plus décevante, en ce qui concerne le développement futur, que l'âge dont je viens de parler. L'âge où les désirs et les attractions physiques sont les plus forts est aussi le moment où ces mêmes désirs obscurcissent ou réfrènent d'autres éléments de la personnalité.

Les terribles tragédies de l'antipathie sexuelle, qui produisent le plus souvent de la honte, ne seront jamais dévoilées. Mais elles ont causé d'innombrables meurtres sur cette terre. Et même dans les foyers où l'on a maintenu l'harmonie et où tout est apparemment pacifique, le climat familial est tel principalement à cause de la résignation et de l'auto-négation soit de l'homme soit de la femme. L'un des partenaires accepte de s'effacer presque totalement pour préserver la famille et le respect de la société.

Même si ces phénomènes, cette dégradation physique sont horribles, rien n'est plus terrible que la dévastation des âmes. Lorsque la période de l'attraction physique prédominante se termine et que les tendances de chaque âme commencent à s'affirmer de plus en plus ouvertement, rien n'est plus horrible que de se rendre compte que l'on est lié à quelqu'un, que l'on va vivre jusqu'à sa mort avec quelqu'un dont on sent que l'on s'éloigne chaque jour de plus en plus. « Pas un jour de plus ensemble ! » affirment les partisans de l'union libre. Je trouve de tels slogans encore plus absurdes que les discours de ceux qui croient en la sainteté du mariage. Les liens existent, les liens de la vie commune, l'amour du foyer que l'on a construit ensemble, les habitudes d'association et de dépendance ; ce sont de vraies chaînes, qui tiennent prisonniers les deux partenaires, et dont il n'est pas facile de se débarrasser. Ce n'est ni au bout d'un jour ou d'un mois, mais seulement après une longue hésitation, une longue lutte et des souffrances, des souffrances très éprouvantes, que la séparation se produira. Et souvent elle ne se produit même pas.

Deux exemples

Un chapitre de la vie de deux hommes récemment décédés illustrera mon propos. Ernest Crosby a fait un mariage, je suppose heureux, avec une femme à l'esprit et aux sentiments conservateurs. A l'âge de 38 ans, alors qu'il occupait le poste de juge à la cour internationale au Caire, il est devenu révolutionnaire. Mais sa conception de l'honneur l'a obligé à continuer d'assurer des fonctions sociales qu'il méprisait ! Pour citer l'un de ses amis, Leonard Abbot, « il était comme prisonnier dans son palais, servi par des domestiques et des laquais. Et à la fin il est devenu l'esclave de ses biens ». Si Crosby n'avait pas été lié par les liens du mariage et des relations familiales avec quelqu'un qui avait des conceptions de la vie et de l'honneur très différentes des siennes, le bilan de sa vie n'aurait-il pas été plus positif ? Comme son maître à penser Tolstol, sa vie contredisait ses oeuvres parce qu'il était marié avec une femme qui ne s'était pas développée parallèlement à lui.

Le second exemple est celui de Hugh O. Pentecost. A partir de 1887, quelles que soient ses tendances spéciales, Pentecost sympathisa avec la lutte du mouvement ouvrier, s'opposant à l'oppression et à toutes les formes de persécution. Cependant, sous l'influence de ses relations familiales, et parce qu'il sentait qu'il devait atteindre un plus grand confort matériel et un meilleur standing social que ce que pouvait lui apporter la position de conférencier révolutionnaire, il consentit à partir d'un certain moment à devenir la marionnette de ceux qu'il avait si sévèrement condamnés, à devenir procureur. Et pire encore : il prétendit avoir été trompé lorsqu'il avait commis la plus belle action de sa vie en protestant contre l'exécution des anarchistes de Chicago en 1886. Que l'influence familiale ait pesé sur lui, je l'ai appris de sa propre

bouche ; il s'agit d'une répétition, à petite échelle, de la trahison de Benedict Arnold qui pour l'amour de sa femme aux idées conservatrices laissa toute l'infamie peser sur lui. Je ne suis pas ici en train d'excuser son attitude, de brandir le vieil argument de la tentation d'Eve, mais ce facteur a certainement joué un rôle. J'ai évoqué le cas de ces deux hommes parce que ce sont des hommes publics ; mais chacun de nous connaît de tels exemples chez des personnes beaucoup moins célèbres, et souvent c'est la femme dont les aspirations spirituelles sont avilies par les liens du mariage.

Et ce n'est qu'un aspect du problème. En effet, que penser de l'individu conservateur qui se trouve lié à quelqu'un qui offense constamment tous ses principes ? Les gens ne pensent pas, ne peuvent pas penser et éprouver les mêmes sentiments au même moment, sur une longue période ; c'est pourquoi les moments où ils nouent des liens devraient être peu fréquents et ne pas être contraignants.

L'éducation des enfants

Mais revenons à la question des enfants. Dans la mesure où il s'agit d'un désir normal, ne peut-il être satisfait sans le sacrifice de la liberté individuelle que requiert le mariage ? Je ne vois aucune raison pour que ce soit impossible. Un enfant peut être élevé aussi bien par une seule, deux ou plusieurs personnes ; la découverte de la vie sera bien plus agréable si elle a lieu dans une atmosphère de liberté et de force indépendante que dans un climat de répression et de mécontentement cachés. Je n'ai aucune solution satisfaisante à offrir aux différentes questions que pose l'éducation des enfants ; mais les partisans du mariage sont dans le même cas que moi.

Par contre je suis convaincue qu'aucune des exigences de la vie ne devrait empêcher un développement futur. Les vieilles méthodes d'éducation des enfants, dans le cadre des liens indissolubles du mariage, n'ont pas donné des résultats convaincants. (Les parents conservateurs considèrent sans doute que leurs enfants révolutionnaires sont des ratés, mais il ne leur vient probablement pas à l'esprit que c'est leur système qui est responsable de cet échec.) L'union libre ne donne pas de meilleurs résultats, ni des résultats pires. Et le destin d'un enfant élevé par un seul parent n'est ni plus malheureux ou heureux qu'un autre. Des journaux comme *Lucifer* regorgent d'hypothèses, de théories et d'expériences, mais jusqu'ici on n'a jamais trouvé de principes d'éducation infaillibles pour les parents, qu'ils soient biologiques ou adoptifs. C'est pourquoi je ne vois pas aucune raison de sacrifier le reste de sa vie pour un élément aussi incertain.

Si vous voulez que l'amour et le respect puissent durer, ayez des relations peu fréquentes et peu durables. Pour que la vie puisse croître, il faut que les hommes et les femmes restent des personnalités séparées. Ne partagez rien avec votre amant(e) que vous ne partageriez avec un(e) ami(e). C'est parce que je crois que le mariage détruit l'amour, transforme le respect en mépris, souille la vie privée et limite la croissance des deux partenaires, que je pense que « le mariage est une mauvaise action ».

La famille aujourd'hui

Par Lindsey German

(Le texte qui suit est la traduction du deuxième chapitre de *Sex, Class and Socialism*, livre écrit en 1989 et publié par Bookmarks. Lindsey German est rédactrice en chef de la revue mensuelle *Socialist Review*, et a écrit de nombreux articles notamment dans *International Socialism Journal*, revue trimestrielle du SWP britannique).

La famille moderne est l'objet d'innombrables études et débats. Parfois on entend dire que la famille est en train de disparaître, sous les coups du divorce, d'un taux de natalité en déclin ou de son atomisation qui est l'une des caractéristiques principales de la famille actuelle. D'un autre côté, on considère encore la famille comme une citadelle éternelle et immuable : une source de force dans un monde incertain. La famille, à l'époque du capitalisme tardif, est marquée par ces deux tendances contradictoires. Le système capitaliste soutient la famille tout en la sapant.

La famille est une masse de contradictions, dont certaines résultent du fait qu'il s'agit d'une institution universelle. Les familles peuvent varier considérablement d'une classe à l'autre, mais presque tous les êtres humains sont nés, vivent et meurent dans le cadre d'une ou de plusieurs familles. Les tentatives de créer des solutions alternatives à la famille, comme les communes, ont en général butté sur le fait que des relations et des comportements typiques de la famille se reproduisaient au sein même de ces structures.

Ceux qui essaient de rompre avec la norme familiale, comme les homosexuel(le)s, souffrent des préjugés de leur entourage et de discriminations sociales. En fait, de nombreuses relations homosexuelles finissent par reproduire les rôles sexuels traditionnels. Certains sociologues soulignent que des groupes, à l'intérieur de la société, ne vivent pas dans le cadre de la famille : les étudiants, les jeunes qui partagent un appartement à plusieurs, les soldats dans les casernes et même les représentants de commerce. Mais la situation de tous ces individus est transitoire et relativement temporaire. La plupart d'entre eux finissent par vivre dans une forme ou une autre de famille, au bout de quelques années. La domination et l'importance de la famille s'observent aussi dans les attitudes de la société vis-à-vis de ceux qui vivent en dehors de la structure familiale. Les enfants ou les personnes âgées qui vivent dans des institutions spécialisées sont regardées avec pitié, à l'égal des sans-abri. L'utilisation même du terme de « maison » pour désigner ces institutions (maisons de retraite, maisons de redressement, etc.) montre la valeur que l'on accorde à la famille privée. Et très souvent les individus qui vivent dans de telles institutions aspirent à vivre dans une famille « normale ».

Famille et classe ouvrière*

L'une des caractéristiques les plus surprenantes de la famille actuelle est l'importance considérable que les ouvriers y attachent encore. Cela encore une fois, malgré des apparences contraires. Des adolescents peuvent se rebeller contre leurs familles. Pour la petite et la grande bourgeoisie, il peut s'agir d'un processus assez long, où les études supérieures prolongent l'adolescence jusqu'à l'âge de 25-26 ans. Mais le mariage et la naissance d'un enfant sont encore considérés comme un idéal pour la plupart des femmes de la classe ouvrière — et donc inévitablement pour les ouvriers. Cela, malgré des expériences familiales individuelles où la réalité est rarement proche de l'idéal. Les jeunes filles issues de foyers

malheureux voient souvent dans le mariage le principal moyen d'échapper à leur famille. Lillian Rubin, qui a étudié les familles de la classe ouvrière blanche américaine, indique : « (...) devenir adulte signifie se marier. Ainsi, malgré le fait que les modèles matrimoniaux qu'elles ont sous les yeux ne ressemblent absolument pas aux mythes qu'elles chérissent, leurs solutions de rechange sont parfois si peu nombreuses et si terribles — faire un boulot qu'elles détestent, passer encore des années sous le toit de parents oppressifs — que les jeunes filles de la classe ouvrière tendent à fermer les yeux devant les réalités et à s'accrocher à leurs fantasmes avec une ténacité extraordinaire (1). »

Pour comprendre la raison de ce comportement, nous avons besoin de comprendre les différentes tendances à l'œuvre dans la famille.

Des tendances contradictoires

Sur un certain plan, le capitalisme a tendance à détruire la famille, notamment en créant et en exigeant une plus grande mobilité de la force de travail. Ainsi depuis 1945 on a vu les phénomènes de migration croître à une échelle sans précédent : d'Asie et des Caraïbes vers la Grande-Bretagne ; de Turquie, d'Afrique du Nord et de Yougoslavie vers l'Europe ; du Moyen-Orient, du Proche-Orient et de l'Amérique centrale vers les Etats-Unis. Tout cela a eu pour principal effet de briser la famille traditionnelle, et a entraîné des conséquences souvent très douloureuses. Les contrôles de l'immigration ne pèsent que sur les familles des travailleurs étrangers. Privés de droits civiques, les immigrés en Europe sont aussi coupés de leur famille dont les membres sont obligés de rester dans leurs pays d'origine. Ce qui permet d'économiser au pays « d'accueil » les frais de reproduction de cette partie de la force de travail.

En dehors de la croissance de la main-d'œuvre immigrée, le deuxième phénomène significatif est l'entrée massive des femmes sur le marché du travail. Le travail des femmes mariées a provoqué des changements majeurs dans la plupart des familles de la classe ouvrière.

Mais si ces changements ont bouleversé des millions de famille ouvrières, une tendance opposée est aussi apparue, dans la mesure où les ouvriers se sont accrochés au modèle de la famille et ont tenté de renforcer ces valeurs traditionnelles supposées. Ce qui explique l'importance idéologique accrue de la famille et la centralité du foyer dans le capitalisme tardif.

Le recentrage sur la cellule familiale avait déjà commencé à la fin du XIXe siècle comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent. Cette tendance est devenue encore plus marquée dans le capitalisme moderne. L'amélioration de la « maison » est une industrie importante. A la périphérie de chaque ville on a fait construire des modèles de la « maison de vos rêves » ; l'un des loisirs les plus répandus aujourd'hui est le fait d'aller chercher des objets pour remplir sa maison. De nombreux ouvriers aspirent à devenir propriétaires de leur logement.

S'il fallait ajouter encore une preuve, on peut la trouver dans l'attitude des deux principaux partis britanniques à propos de la famille. Le Premier ministre travailliste James Callaghan proposa la création d'un ministère du Mariage en 1978. Quant à Margaret Thatcher, elle considérait qu'il n'y avait aucune différence entre les idées conservatrices en matière économique et les valeurs traditionnelles. Les récents appels à des valeurs morales plus solides sont fondées sur les conceptions les plus traditionnelles de la famille, que défendent les deux partis, conservateur et travailliste. Pour eux, en effet, la défense de la famille établie ne peut que rapporter des voix.

L'envers du décor

La famille cependant ne répond guère à tous les espoirs que l'on place en elle. Tout d'abord, la majorité des individus ne vivent pas dans la famille nucléaire conventionnelle, composée de deux parents hétérosexuels et d'enfants dépendant de leurs parents. Près de 25 % des foyers sont composés d'une personne célibataire, contre 10 % en 1951. En 1985, la proportion d'enfants vivant dans des familles monoparentales était de 13 %. Les naissances hors mariage atteignent des taux records : 20 % du taux total (2). Le divorce se banalise puisque 11 % des femmes entre 18 et 49 ans ont divorcé au moins une fois et que, en 1983, un tiers des mariages incluait au moins un partenaire divorcé (3). Bien que le nombre de mariages ait augmenté, une grande partie d'entre eux sont des remariages ; par conséquent le nombre de premiers mariages est en train de diminuer (4).

Pour des millions de gens, la famille est synonyme de précarité. Les périodes de la vie où la pauvreté frappe le plus sont les deux extrémités de l'existence : durant la petite enfance et pendant la vieillesse. Près de 8 millions de personnes dépendent, au moins partiellement, d'allocations d'une catégorie ou d'une autre — y compris 25 % des retraités et près de 50 % des parents célibataires (5). Le facteur crucial qui lie les enfants à la pauvreté est l'impossibilité où sont les femmes, à cause du coût des gardes d'enfants, de gagner un salaire décent. Selon Heather Joshi, les mères gagnent en général 30 % de moins que les femmes sans enfants (6).

Pour ceux qui touchent une aide de l'Etat, la situation est encore pire. La famille moyenne dépense plus de 50% de ses ressources dans la nourriture, quatre fois plus en alcool, cinq fois plus pour les vêtements et les chaussures, six fois plus pour les services et les biens ménagers durables et sept fois pour les transports que les familles recevant des allocations.

Le bonheur à l'intérieur de la famille est constamment lié aux ressources matérielles. C'est ainsi que les publicitaires représentent des intérieurs spacieux, des cuisines gigantesques remplis d'un équipement ménager moderne et brillant : machines à laver la vaisselle ou le linge, voitures familiales flambant neuves qui coûtent l'équivalent de plusieurs années de salaires d'un ouvrier. Ces familles ont toujours la peau blanche, elles sont en bonne santé et élégamment habillées. Les parents ne perdent jamais leur calme et les mères arborent un sourire joyeux pendant qu'elles placent le linge sale dans la machine à laver ou qu'elles nettoient le plancher. La violence, les mauvais traitements, les dettes ou le chômage ne frappent jamais ces familles. Cette image idyllique ne correspond à rien de réel — elle ne décrit que le style de vie d'une bourgeoisie riche, sans soucis, soit une infime minorité de la population. Cette image est à des kilomètres des conditions matérielles précaires et des vies sentimentales étriquées de la plupart des ouvriers et ouvrières. Et si un prolétaire acquiert l'un de ces objets vantés par la publicité, il lui faut s'endetter jusqu'au cou (8) pour se le payer.

Dans de telles conditions, un licenciement, une maladie ou un accident du travail peuvent précipiter quelqu'un dans l'extrême pauvreté. Les conservateurs peuvent toujours brandir le rêve d'une démocratie de petits propriétaires, entre 1982 et 1986 le nombre d'expulsions effectuées par des sociétés immobilières est passé de 6 000 à 21 000. Quatorze pour cent des SDF sont à la rue parce qu'ils n'ont pas pu payer leur crédit (9).

Famille et violence

La famille est aussi un lieu de violence. Toute une série de coups et autres horreurs sont distribués entre les quatre murs du foyer familial. Cela va des femmes battues par leur mari aux enfants maltraités — physiquement ou sexuellement — en passant par les personnes âgées, victimes de leurs enfants ou de leurs petits-enfants (10), comme le montre le livre de Jean Renvoize *Web of Violence*.

La violence tend à augmenter aux alentours de Noël et du Nouvel An, lorsque les individus passent la plus grande partie de leur temps en famille et que les tensions s'exacerbent (11). La famille est certainement un lieu plus dangereux que la rue. Dans la ville la plus dangereuse d'Amérique, Détroit, quatre homicides sur cinq sont commis par des amis, des parents ou des amis de la victime (12).

Ceux qui sont peut-être les plus menacés dans le cadre familial sont les jeunes enfants — à la fois sur le plan physique et sexuel. Lorsqu'ils se disputent entre eux, les parents utilisent souvent leurs enfants comme punching-ball. Une pourcentage assez élevé des parents maltraitants suivent un traitement psychiatrique sous une forme ou une autre (13). Les mauvais traitements infligés aux enfants se déroulent souvent au moment où les parents changent leurs enfants ou les nourrissent, ce qui explique pourquoi un pourcentage important de femmes battent leurs enfants (14). Les chiffres de la National Society for the Prevention of Cruelty to Children (Association nationale de prévention contre la cruauté visant les enfants) montrent que les mauvais traitements contre les enfants sont les plus fréquents chez les femmes au foyer ou au chômage que chez les hommes, actifs ou pas (15).

Différences de classe

La famille existe dans toutes les classes, mais il existe des différences fondamentales entre la vie de famille des différentes classes. Les plus grandes différences sont liées à la pauvreté. L'étude de Lilan Rubin montre que même aux Etats-Unis, pays riche en principe, « les enfants qui vivent dans la plupart des familles ouvrières connaissent, par intermittence, la pauvreté » (16).

Lorsqu'on leur demande ce qu'ils feraient s'ils avaient plus d'argent, la plupart des ouvriers disent qu'ils paieraient leurs factures en retard. Les familles de la petite-bourgeoisie fournissent généralement des réponses bien différentes, puisqu'elles ont moins de soucis économiques. Et 34% des familles ouvrières disent qu'elles aideraient leurs propres parents et leurs familles « afin qu'ils n'aient plus aucun souci ». Seul un seul petit-bourgeois donna une réponse semblable (17). La pauvreté ne frappe pas seulement les chômeurs ou ceux qui vivent des allocations. Le niveau des salaires de la plupart des travailleurs est tel qu'il couvre rarement les coûts de reproduction de toute la famille — la pauvreté est une réalité pour la plupart des ouvriers, en tout cas durant de longues périodes de leur vie. Les chiffres récents montrent que le fossé entre riches et pauvres s'accroît en Grande-Bretagne (18).

Les taux de divorce parmi les ouvriers manuels sont presque deux fois plus élevés que chez les professions libérales et les patrons. De plus, « 10 % des fiancées étaient enceintes dans les deux premières classes sociales contre 25 % dans les classes 4 et 5 » (19). Jean Renvoize fait une remarque similaire à propos des enfants battus : « la majorité des sévices graves se déroulent dans les groupes socio-économiques les plus défavorisés... peu de mères travaillent à plein temps et la présence permanente de jeunes enfants les irrite considérablement (20) ».

Une autre étude réalisée dans les années 1960 montre que les sévices physiques ont joué un rôle dans l'éclatement de 40% des mariages ouvriers, comparés avec 20% des mariages petits-bourgeois (21).

Il existe de nombreuses autres différences — qui sont parfois moins quantifiables — entre les familles de différentes classes. L'étude de Lilan Rubin est particulièrement utile dans ce domaine. Elle décrit l'étroitesse des conditions de vie de la classe ouvrière, et la façon dont le travail manuel en particulier détruit toute la sociabilité de la vie de famille. A l'intérieur de la classe ouvrière, les couples entretiennent rarement des relations sociales en dehors de la maison ; ils invitent rarement des gens extérieurs à la famille chez eux ; ils communiquent peu sur le plan verbal. « De très nombreuses fois, les gens que j'ai rencontrés ont parlé de leurs parents, spécialement de leurs pères, qui étaient taciturnes et ne répondaient pas à leurs questions (22) ; »

Coincés dans des boulots sans avenir, les parents ont souvent peu d'estime pour eux-mêmes. Même s'ils veulent que leurs enfants mènent une vie meilleure, ils attendent souvent peu de choses de la vie. Sur le plan émotionnel, ces familles tendent à réprimer leurs émotions/ à être répressives, et traitent parfois leurs enfants d'une manière brutale et très stricte. L'étroitesse de leur horizon se traduit par les trois qualités que ces femmes valorisent chez leurs maris : « c'est un travailleur consciencieux, il ne boit pas, il ne me bat pas (23) ».

Les familles de la petite-bourgeoisie ont tendance à être beaucoup plus ouvertes ; elles abordent les questions qui affectent chaque membre de la famille et il existe un climat plus libre. L'argent ne constitue pas un problème majeur — si les pères appartenant à la petite-bourgeoisie sont préoccupés par leur travail, ils ne se referment pas autant que les ouvriers. Tandis que les femmes de la classe ouvrière demandent à leurs maris de les « laisser » faire les choses, il existe beaucoup plus d'égalité, du moins en surface, à l'intérieur de la famille petite-bourgeoise — non parce qu'elle est nécessairement plus égalitaire, mais « parce que l'idéologie de l'égalité y est plus fortement affirmée (24) ».

Toutes ces caractéristiques composent un portrait de la famille ouvrière qui se révèle souvent cauchemardesque pour ses membres. Malgré toutes les tentatives de dépeindre la famille comme un oasis de calme dans un monde violent, dangereux et hostile, elle est souvent le centre de la misère.

Cependant il est incontestable que, malgré tout cela, les ouvriers continuent à vivre en famille. L'institution est centrale à la fois pour leur vie et pour le système capitaliste. Pourquoi assume-t-elle une telle centralité et une telle prépondérance ?

Spécificité de la famille sous le capitalisme

La réponse n'est ni simple, ni même évidente. La famille capitaliste est une institution unique. Elle diffère de toutes les autres formes de famille sur un point central : ce n'est pas une famille productive. Pendant la plus grande partie de l'histoire humaine, une famille non productive aurait constitué une impossibilité ; la famille constituait le cadre à la fois de la production et de la reproduction. Elle était également le centre de tous les échanges sociaux : tous les membres de la famille tendaient à participer à la production, à l'intérieur et à l'extérieur de la maison. Tel était le cas, par exemple, dans la société agricole britannique jusqu'à la révolution industrielle.

La famille nucléaire du capitalisme se situe complètement à l'opposé de la précédente. Les hommes et les femmes ne se marient plus sur la base des talents que possède chacun d'entre eux : sur le fait de savoir si l'homme peut passer la charrue dans un champ ou si la femme peut coudre. Tous les objets dont les ouvriers ont besoin pour vivre — nourriture, logement, vêtements — peuvent être achetés sous forme de marchandises et le sont généralement. Ainsi la famille, loin d'être une unité où les marchandises sont produites, est devenue de plus en plus une unité de consommation. La maison familiale sera déjà construite (même si elle sera constamment « améliorée » grâce à la décoration, au bricolage, etc.). On fera ses courses au supermarché : la viande sera donc découpée et emballée, le poisson nettoyé et enveloppé dans, les légumes prêts à la cuisson et le pain coupé en tranches. Des plats préparés auront seulement besoin de passer quelques minutes dans le four à micro-ondes.

Dans une petite minorité de familles, on trouvera des exceptions à la règle : la femme cuira peut-être son propre pain, par exemple. Mais lorsque deux adultes travaillent, la pression rend de telles tâches difficiles. Il est beaucoup plus pratique d'acheter de la nourriture en partie préparée. Et les aliments sont souvent meilleur marché, grâce aux techniques de la production de masse et parce qu'ils contiennent des ingrédients de qualité inférieure (25).

De même, la grande majorité des femmes ne fabriquent plus les vêtements de leurs enfants. Beaucoup savent tricoter ou possèdent une machine à coudre, certaines travaillent à la maison et cousent pour leurs voisins, mais leur travail est rarement le revenu principal de la famille et ne sert pas à en habiller tous les membres. Il est beaucoup plus économique et pratique d'acheter des vêtements produits au Portugal ou à Taiwan que de les fabriquer chez soi. Il y a seulement deux cents ans, le rouet faisait partie du mobilier de toutes les fermes anglaises et de beaucoup de cottages (26). Le développement de la petite production marchande a totalement changé la nature du travail accompli à domicile.

Un moyen d'échapper au monde

Aujourd'hui, la famille n'a plus, au moins en surface, un rôle économique apparent ou évident ; elle est surtout considérée comme le moyen d'échapper au monde. Le mariage et la famille n'ont plus de rapport avec le travail, mais avec l'amour romantique individuel. Trouver « un mec réglo » et avoir des enfants, tel est, pour la plupart des femmes, l'objectif de leur vie. Le monde social — le travail, les loisirs de masse, l'éducation — se déroule en dehors de la maison. La famille est le domaine du privé — en principe de l'amour et du bonheur intime, mais souvent le royaume de la souffrance et de la violence privées, ou des espoirs déçus.

A cela vient s'ajouter une contradiction supplémentaire lorsque la famille ne correspond pas à son image. C'est le port de refuge dans un monde sans pitié, mais aussi un enfer pour nombre de ses membres. L'apparence extérieure de famille diffère considérablement de sa réalité. Il est essentiel de le comprendre si l'on veut comprendre pourquoi la famille continue à exister.

Son rôle économique — bien qu'il soit différent de son rôle dans les sociétés de classe antérieures — est essentiel pour le bon fonctionnement du système capitaliste. Et, en tant qu'institution, la famille laisse peu de place à la liberté individuelle. En tant qu'institution elle n'a pas grand-chose à voir avec le fait que des hommes et des femmes tombent amoureux, se marient et aient des enfants. C'est bien sûr la façon dont la plupart des hommes et des femmes constituent leurs propres familles. Mais toutes les pressions pour adopter ce modèle de comportement — que ces pressions viennent d'amis, de parents ou de l'Etat lui-même — découlent du rôle économique central que joue la famille.

La reproduction de la force de travail

Ce rôle économique central est la reproduction de la force de travail pour la classe capitaliste. La reproduction de la génération suivante de travailleurs est cruciale pour toutes les sociétés à travers l'histoire. La forme de la famille (de la reproduction) est donc toujours liée à la forme de production. Dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Engels décrit ce lien : « D'un côté, la production des moyens de subsistance, de la nourriture, de l'habillement, du logement et des outils nécessaires à cette production ; d'un autre côté, la production des êtres humains eux-mêmes, la propagation de l'espèce (27).

La « production d'êtres humains » est plus importante aujourd'hui que jamais. La plupart des tâches ménagères et les soins apportés aux enfants à la maison sont précisément liés à cette production. La génération présente d'ouvriers est soignée, nourrie, habillée à l'intérieur de la famille, et elle bénéficie de services sexuels et personnels. Encore plus important : la génération suivant d'ouvriers est élevée, soignée dans le cadre familial : c'est généralement la mère qui apprend aux futurs travailleurs à se débrouiller par eux-mêmes et ceux-ci sont l'objet de beaucoup d'attention. Ce qui permet d'alimenter constamment le marché du travail avec de jeunes ouvriers sains, qui sont socialisés et ont appris à accepter les valeurs idéologiques dominantes de différentes façons.

Tel est le véritable bénéfice économique pour la classe capitaliste. Ce profit provient à la fois du travail non payé de la femme (et dans une moindre mesure de l'homme) à la maison, et du travail salarié des hommes et des femmes à l'extérieur du foyer, travail qui reproduit la marchandise force de travail. Au début des années 70, Kath Ennis souligna ce point mais en ajoutant une restriction : « la plus value extraite par le patron ne provient pas simplement du travail de l'homme qu'il emploie mais de la combinaison entre le travail de l'homme dans son entreprise et celui de la femme à la maison (28) ».

Aujourd'hui il est encore plus clair que le capitalisme repose à la fois sur le travail payé de la femme en dehors du foyer et sur son travail domestique non payé. Mais l'argument fondamental est juste : le travail domestique des femmes contribue à la reproduction de la force de travail et donc indirectement à la plus value produite par la classe capitaliste, car il permet d'abaisser la valeur de la force de travail.

Travail domestique gratuit et bas salaires

Cela permet aussi à la classe capitaliste de payer des salaires dont le montant est fondé sur l'hypothèse qu'il existe un travail domestique, travail qui existe bel et bien. En fait, le système salarié capitaliste est fondé sur l'hypothèse que tous les individus de la société vivent dans des unités familiales. Cette hypothèse a des conséquences fondamentales. Il en résulte que ceux qui ne vivent pas dans des unités familiales sont parmi les plus pauvres, comme c'est le cas par exemple des retraités ou des parents célibataires. Cela signifie aussi que la classe capitaliste a la possibilité de payer des salaires plus bas (aux hommes et aux femmes) que si la famille n'existait pas.

Les bas salaires des hommes sont fondés sur l'existence de la famille privatisée. Les ouvriers masculins n'ont pas besoin de payer pour les frais de leur reproduction directement comme marchandises. Leurs femmes préparent leur nourriture, lavent leurs vêtements, effectuent les tâches ménagères et s'occupent des enfants. Ce travail non rémunéré fait baisser les coûts de la reproduction dans la mesure où ces services n'ont pas besoin d'être achetés directement sur le marché (29). Les femmes qui travaillent, paradoxalement, tendent à recevoir des salaires encore plus bas, puisque les salaires des femmes (qui s'ajoutent à ceux de leurs maris) sont nécessaires pour acheter les biens consommés dans la maison.

Les salaires des femmes sont également affectés par l'existence de la famille. En général, les femmes gagnent entre 66 et 75 % du salaire moyen des hommes (30). Cela tient à plusieurs facteurs : temps partiel, niveau dans la hiérarchie, division sexuelle du travail, entre autres. Mais la raison principale pour laquelle les femmes ne touchent pas le même salaire que les hommes, à qualification égale, réside dans l'hypothèse tacite de l'existence de la famille, et donc dans l'hypothèse que les femmes ont d'autres ressources que leurs propres salaires. Que beaucoup de femmes ne bénéficient pas de cet appoint financier, que leur salaire soit vital pour maintenir économiquement la famille n'entre pas en ligne de compte dans le calcul du salaire. La classe capitaliste est très satisfaite de payer les salaires des femmes au coût de reproduction le plus bas.

La structuration du travail des femmes par la famille ne touche pas seulement les salaires. Les femmes constituent la grande majorité des salariés à temps partiel. Même lorsqu'elles travaillent à temps complet, elles tendent à travailler moins d'heures que les hommes qui travaillent en dehors de la maison (31). Leurs heures et leurs conditions de travail doivent prendre en compte leur travail non payé à la maison, en particulier l'éducation des enfants. Cela explique probablement pourquoi les femmes sont plus souvent en arrêt maladie que les hommes (32).

La famille comme assistante sociale

Bien que le rôle économique central de la famille repose sur la reproduction de la force de travail, ce n'est évidemment pas son unique rôle. Elle a d'autres rôles économiques ainsi qu'un rôle idéologique très important. Elle agit comme un système de soutien pour les membres de la famille qui ne peuvent pas vendre leur force de travail ; une grande partie des personnes malades, handicapées, des vieux et de plus en plus des jeunes. Le chômage des jeunes, les coupes opérées dans les allocations et la croissance de l'absentéisme scolaire signifient que beaucoup d'adolescents dépendent matériellement de leur famille. Bien que beaucoup d'entre eux essayent de trouver des solutions alternatives à la famille, il en existe peu : ce dont témoigne le nombre croissant de jeunes sans-abri.

Les soins de la communauté, euphémisme délicat, signifie qu'un nombre croissant de malades, de personnes âgées, de gens perturbés mentalement ou handicapés sont rejetés dans la famille privée. Les workhouses du XIXe siècle ont disparu et il existe maintenant un grand nombre d'institutions (prisons, hôpitaux, asiles psychiatriques, maisons de redressement, écoles, collèges). Mais aujourd'hui une pression constante s'exerce pour réduire les dépenses publiques qui financent ces institutions. Cela se produit au détriment de la famille ouvrière. Spécialement en temps de crise, la classe capitaliste se concentre de plus en plus sur la reproduction privée.

Le marché a aussi de plus en plus grignoté les tâches traditionnellement accomplies par la famille — processus graduel qui a commencé avec le développement du capitalisme lui-même. La production manufacturière de textiles a été la première industrie importante. Progressivement la production de marchandises a pénétré tous les domaines de la vie, y compris de la vie sociale. C'est maintenant presque un truisme de considérer l'acte sexuel comme une marchandise : acheté et vendu dans des vidéos, des magazines pornos et à travers la prostitution.

La marchandisation des relations sociales

Cette relation avec le marché s'étend et affecte tous les domaines de la vie, influant sur le destin de chaque membre de la famille : « La population ne compte plus sur l'organisation sociale, que ce soit la famille, les amis, les voisins, la communauté, les plus âgés, les enfants. Excepté quelques exceptions, elle doit se rendre sur le marché et seulement sur le marché, non seulement pour la nourriture, l'habillement et le logement, mais aussi pour les loisirs, les distractions, la sécurité, les soins donnés aux enfants, aux personnes âgées, aux malades, aux handicapés. Progressivement ce sont non seulement les besoins matériels et les services qui sont canalisés par le marché mais même les schémas émotionnels de la vie (33). »

Ainsi la famille, alors qu'elle perd ses fonctions productives, devient de plus en plus une unité de consommation. Chaque domaine de la vie familiale se résume à un lien monétaire.

En tant qu'unité de consommation, la famille est importante pour le capitalisme de plusieurs façons. L'atomisation de la vie familiale signifie la multiplication des marchandises. Les appareils électriques domestiques restent inactifs la plupart du temps : les machines à laver fonctionnent au maximum une heure par jour, les gazinières deux heures, les magnétoscopes ou les télévisions quelques heures quotidiennes. On n'utilise sa voiture qu'une heure ou deux par jour, et le reste du temps on la laisse dans un parking ou un garage. Cependant 82 % des foyers ont une machine à laver, 34 % un séchoir électrique, 32 % un magnétoscope et 66 % utilisent régulièrement une voiture (34). Cette situation n'a aucune justification rationnelle. Elle résulte de la propension de la classe capitaliste à accumuler.

Consommation et atomisation

Le développement de la famille en tant qu'unité de consommation et sa destruction en tant qu'unité productive entraîne plusieurs conséquences. Tout d'abord cela accroît le niveau de production de marchandises. De plus en plus de domaines de la vie font partie de la production. Même des domaines réservés à la famille sont transformés en services : la livraison de nourriture à domicile, les soins apportés aux malades, les cours particuliers, le travail social. Parallèlement à cette évolution, de plus en plus de gens sont poussés vers le marché du travail. C'est particulièrement vrai des femmes. La transformation de la famille à travers les femmes développe « le besoin puissant, chez chaque membre de la famille, de disposer d'un revenu indépendant. Il s'agit d'un des sentiments les plus forts suscités par la transformation de la société en un immense marché pour le travail et les marchandises, dans la mesure où

la source du statut personnel n'est plus la capacité de fabriquer des choses mais simplement de les acheter (35). »

Ce processus à son tour mène à l'atomisation et à l'isolement pour les différents membres de la famille. Mais ce processus est en lui-même contradictoire:/contient une contradiction : plus chaque individu s'atomise, plus l'institution de la famille devient importante pour la classe ouvrière. Pour le comprendre, il faut se pencher sur la nature du travail sous le capitalisme. Harry Braverman décrit la façon dont les travailleurs considèrent que leur vie commence après leur journée de travail : « Dans une société où la force de travail est vendue et achetée, le temps de travail se différencie de plus en plus du temps non travaillé et s'y oppose de plus en plus, et le travailleur accorde une importance extraordinaire à son temps « libre », tandis que le temps passé au boulot est considéré comme du temps perdu ou gâché. Le travail cesse d'être une fonction naturelle (36). »

L'ouvrier devient complètement séparé du produit de son travail. Dans ce processus, que Marx nomme l'« aliénation », le travail est considéré comme « le sacrifice de sa vie (...) la vie commence pour lui lorsque son activité professionnelle cesse, à table, au pub, au lit (37) ».

La famille ouvrière ne peut échapper à cette aliénation. Seul l'abolition du travail salarié et de l'exploitation pourra y mettre fin. La famille ne peut offrir un refuge véritable. Au contraire, elle est l'endroit où se manifestent certaines des tensions les plus terribles de la vie ouvrière. Mais c'est plus complexe que cela.

Changements dans le travail et conséquences sur la famille

Avec l'extension de la production de marchandises dans tous les domaines de la vie, la séparation entre le travail et la maison s'accroît. Au travail l'ouvrier sent qu'il ne contrôle plus ses conditions de travail : il ne peut plus choisir le travail qu'il doit faire, les horaires de travail sont rigides, il est soumis à une stricte surveillance, et le produit de sa journée de travail n'appartient pas à l'ouvrier mais au patron. Parfois il peut se révolter contre cette situation — organiser un grève ou une autre forme de protestation qui aboutit à ce que l'ouvrier acquière un peu de pouvoir de contrôle et de décision. Mais c'est l'exception, pas la règle.

Donc le monde extérieur prend une importance où il apparaît comme le royaume de la liberté et du choix. Nous pouvons choisir ce que nous dépensons avec nos salaires : aller au cinéma, boire de l'alcool, acheter des vêtements ou aller dans un stade de foot. Nous pouvons décider qui nous voulons épouser ou si nous voulons des enfants. Mais en réalité ce choix est presque totalement illusoire. Il existe tellement de contraintes économiques dans la société que seuls les véritables choix deviennent complètement triviaux. Mais l'illusion du choix, de la liberté de décider la façon dont l'on mène sa vie, cette illusion est très puissante.

Dépendances mutuelles

Dans de telles circonstances, l'importance idéologique de la famille croît. L'inégalité fait totalement partie du système, que chacun obtient quelque chose de différent de la famille. Les enfants dépendent de leurs parents pour leur soutien financier et émotionnel ; la femme dépendra souvent de son mari, au moins partiellement d'un point de vue financier : l'homme dépend de sa femme et de ses enfants sur le plan émotionnel. De plus, l'homme et la femme dépendent de la famille pour acquérir un statut social : l'homme comme « chef de famille », la femme dans un rôle d'« épouse et de mère », censé être plus important.

La famille devient ainsi un but important pour l'ouvrier mais elle ne lui fournit aucun soulagement réel. Certaines féministes prétendent que c'est le cas : que la famille est la source du pouvoir masculin sous le capitalisme. Mais si la situation de l'homme, pris individuellement, est souvent meilleure que celle de la femme, il n'a aucun pouvoir. Les ouvriers n'exercent aucun contrôle sur leur vie. Méconnaître cet aspect c'est nier la réalité de la famille ouvrière. Loin d'être un lieu de pouvoir, la famille devient un mécanisme de défense pour protéger tous ses membres. Ceci permet d'expliquer pourquoi elle a survécu. Comme Jane Humphries l'a souligné, la force et l'endurance de la famille est partiellement due à sa capacité à protéger les ouvriers et leur niveau de vie.

Le rôle économique de la famille explique sa survie, du point de vue de la classe capitaliste ; mais d'autres aspects de la famille expliquent la vision positive qu'en ont de nombreux ouvriers. Encore une

fois, la nature duelle de la famille signifie qu'elle ne peut pas véritablement combler les attentes que l'on place en elle. Tandis que le monde extérieur pénètre de plus en plus la vie de famille, la famille devient de plus en plus un enfer et de moins en moins un refuge. Les tensions augmentent à l'intérieur de la famille. N'importe quelle épreuve peut réduire la famille à un dossier de plus dans les tiroirs des services sociaux.

Une intervention croissante de l'Etat

C'est pourquoi, malgré tous les discours sur la liberté et le choix, l'histoire du capitalisme a toujours été une longue suite d'interventions dans la vie personnelle et familiale — souvent à travers l'action de l'Etat capitaliste lui-même : enseignement obligatoire, services de santé et prestations sociales, réglementation du logement, lois gouvernant les relations entre les membres de la famille.

L'intervention de l'Etat n'est pas nouvelle. Au XVIII^e et au XIX^e siècles les législateurs ont mené de nombreuses incursions dans la vie familiale. La loi proposée par Lord Hardwicke en 1753 stipulait que le mariage devait être entériné solennellement par l'Eglise d'Angleterre. La loi sur les pauvres et les enfants illégitimes de 1832 tenta de diminuer le nombre de naissances hors mariage, conséquence partielle de la loi précédemment citée (39). L'avortement est devenu un crime en 1803 (40). Les années 1830, 1840 et 1850 ont vu éclore toute une série de lois concernant la famille, la loi sur les pauvres et les lois protectrices sur les usines étant seulement les plus importantes. Au XIX^e siècle les lois tentèrent de contrôler la sexualité en pénalisant la prostitution et l'homosexualité.

L'intervention de l'Etat est apparue comme un élément central de la politique bourgeoise sur la question de la famille autour de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle, lorsque l'importance de la famille pour le capitalisme apparut clairement avec l'extension des prestations sociales. L'éducation des enfants fut partiellement retirée aux parents avec l'avènement de l'école universelle et obligatoire et d'institutions comme les tribunaux pour enfants. Différents spécialistes employés par l'Etat jouèrent un rôle de conseil de plus en plus important pour orienter la famille. Ce développement fut particulièrement marqué aux Etats-Unis, mais il se produisit partout. En Grande-Bretagne, l'éducation élémentaire fut introduite en 1870. Le gouvernement du Parti libéral en 1906 consacra une partie relativement importante du budget public à aider les personnes âgées, les malades et les jeunes — tous ceux qui ne gagnaient pas leur vie. Une certaine forme d'assurance chômage fut aussi introduite. Ce fut la première application du « filet de sécurité » de l'Etat providence qui pouvait récupérer ceux qui n'étaient pas pris en charge par la famille ou qui ne touchaient pas de salaire.

Depuis lors, des sommes croissantes ont été dépensées pour ce qu'on appelle les services sociaux ou les prestations sociales, terme vague. En 1986, les dépenses gouvernementales totales se montaient à 45% du produit national brut — 10% de plus qu'en 1961 (41). Bien qu'une partie significative de cette somme soit allouée à des postes comme le maintien de l'ordre ou la défense, certaines parties des prestations sociales sont augmentées massivement. Par exemple 47% des enfants de 3 et 4 ans étaient scolarisés en 1985 contre 15 % en 1966. Et alors que 51 000 places étaient disponibles dans les crèches ou les maternelles avant 5 ans, il y en avait 609 000 de disponibles en 1985 (42).

Aujourd'hui l'Etat est le principal employeur et fournisseur de services autrefois accomplis par la famille, ou pas. L'éducation publique est un trait majeur du capitalisme tardif : tous les enfants entre 5 et 16 ans doivent aller à l'école toute la journée ; un nombre croissant d'entre eux continuent leurs études après cela. Cette éducation supérieure est généralement encouragée. Et les parents qui n'envoient pas leurs enfants à l'école avant seize ans sont l'objet de condamnations.

Mais l'intervention de l'Etat dans l'éducation des enfants commence bien avant l'école. Avant la naissance, le système de prestations sociales intervient par l'intermédiaire des travailleurs sociaux et des services de santé qui s'assurent qu'aucun des parents ne constitue un danger pour l'autre, ou pour le futur enfant. La contraception est gratuite ; l'avortement est assuré par l'Etat dans certaines circonstances ; la stérilisation forcée et l'injection du contraceptif Depo Provera sont utilisées d'après des critères de classe pour limiter les naissances des mères considérées « incapables ». Après la naissance, la mère continue à recevoir des visites des services de santé et des prestations de l'Etat pour l'aider à élever son enfant. Toutes sortes d'interventions peuvent être soutenues par la force de la loi ; certains vaccins sont même obligatoires.

En fait, le monde de la santé et celui des services sociaux s'imbriquent considérablement. Les personnes âgées sont admises dans les hôpitaux si elles ne peuvent pas se débrouiller seules ; les enfants

peuvent être placés dans des foyers s'ils sont maltraités par leurs parents, ou si ceux-ci ne s'en occupent pas correctement ; il existe des lois qui imposent des critères minimums de santé dans les institutions de l'Etat, dans les entreprises, les magasins et les restaurants.

Les services sociaux interviennent directement pour compléter les revenus très bas d'une grande partie des pauvres dans la société capitaliste — les chômeurs, les retraités et les très petits salariés. Différentes aides de l'Etat empêchent des millions de gens de mourir de faim ou de tomber dans la misère, bien qu'ils soient bien loin de recevoir un revenu décent. Un étude qui tentait d'utiliser les niveaux de prestations sociales pour nourrir, loger et habiller une famille de quatre personnes a trouvé la tâche impossible. L'alimentation était insuffisante et les appareils ménagers impossibles à remplacer (43). L'intervention de l'Etat est l'équivalent moderne de la loi sur les pauvres ou de la charité : elle permet aux plus pauvres de survivre, mais rien de plus.

L'intervention de l'Etat s'étend au rôle des femmes dans les entreprises. La loi prévoit des congés maternité, un salaire égal pour une même qualification et la suppression de toute discrimination sexuelle. Ces dispositions légales sont inefficaces en général, mais elles montrent qu'un effort spécial doit être fait pour intégrer les femmes dans la force de travail du capital. Il en est de même de toutes les « lois sur la famille », qui concernent le divorce, l'éducation des enfants et les femmes battues.

Les adversaires de l'intervention de l'Etat

Dans chaque domaine de la vie familiale, l'Etat intervient maintenant pour s'assurer que certaines choses sont faites ou que d'autres sont interdites. Cette intervention suscite des controverses. Les partis de droite qui croient en la liberté des forces du marché — et diminuent drastiquement les dépenses publiques — ont tendance à exiger une réduction drastique des prestations familiales. Ferdinand Mount considère la famille comme la célébration de l'intimité et s'oppose à toute intervention extérieure : « les institutions publiques n'ont pas le droit d'imposer leur échelle personnelle de priorités sur le reste de la société », écrit-il (44).

Pour lui, l'Etat ne peut qu'aboutir à une diminution de la liberté, à une forme de « socialisme » d'Etat et aux attitudes de la petite-bourgeoisie des travailleurs sociaux. Selon Mount, la classe ouvrière est opposée à de telles mesures, et veille jalousement sur son intimité. Bien sûr, ses conceptions ne sont pas partagées par tous les gens de droite. Une grande partie des conservateurs préfèrent maintenir une certaine dose d'intervention : faire avorter et stériliser les pauvres et les incapables ; intervenir dans la famille dans les cas les plus graves. Cette conception critique les taux élevés de divorce et de naissances hors mariage dans les couches « inférieures » de la classe ouvrière, et veut que les services sociaux y mettent bon ordre. Un de ces écrivains déplore une situation où « beaucoup trop de jeunes ouvrières, en particulier, veulent avoir le statut d'une femme mariée, avec un lit double et un, et cherchent à trouver un jeune homme qui puisse leur apporter ce statut (45). »

Dans la pratique, les politiques gouvernementales successives ont dessiné une évolution qui oscille entre une intervention lourde pour réguler la vie des pauvres et l'absence totale d'intervention. Mais puisque l'intervention de l'Etat est maintenant aussi cruciale et centrale pour le bon fonctionnement du capitalisme, ils n'ont pas une grande marge de manœuvre, en réalité. L'histoire du capitalisme depuis la guerre l'a amplement démontré.

Les besoins du capital

La Seconde Guerre mondiale et le long boom qui l'a suivie ont été des périodes de quasi plein emploi. Dans les années 1950, le patronat manquait de main-d'œuvre, et a fait venir des travailleurs étrangers et les femmes mariées sur le marché du travail. L'intervention de l'Etat cherchait à réglementer cette demande de travailleurs ; dans le cas des femmes, en s'assurant que la famille reste une priorité — que les futurs travailleurs ne soient pas négligés. Une grande partie de ces dépenses pouvaient être assurées par les parents, par exemple s'ils avaient les moyens d'acheter des appareils ménagers comme des aspirateurs ou des machines à laver. Lorsque c'était impossible, l'Etat subventionnait directement ces familles — même s'il ne le faisait pas toujours de bon cœur : le manque de crèches et d'écoles maternelles pour les enfants de moins de 5 ans reflète l'intensité élevée du travail et donc les coûts salariaux élevés du travail impliqué.

En plus d'attirer de nouvelles couches d'ouvriers sur le marché du travail, les besoins du capital ont imposé une augmentation du niveau de qualification, du moins pour une minorité du prolétariat. Ce résultat a été obtenu en augmentant le budget de l'éducation nationale et particulièrement de l'enseignement supérieur (46). Une couche de travailleurs hautement qualifiés a pu être formée aux frais de l'Etat, ce qui a permis d'augmenter la productivité du travail. Les dépenses de santé ont été conçues également pour assurer une force de travail qui soit en bonne santé et donc plus productive.

Comme nous l'avons vu, ces deux catégories de dépenses ont eu des implications considérables pour la famille. Elles sont aussi devenues des traits permanents malgré les coupes dans les budgets publics ces dernières années. Les dépenses publiques dans ces domaines continuent à être élevées, et le montant concerné empêche l'Etat de se désengager de la famille. Les intérêts directs de la classe capitaliste, également, assurent un haut niveau d'investissement.

Les dépenses sociales de l'Etat remplissent deux fonctions majeures : « Pendant une longue période le capital avait l'impression que les dépenses sociales pouvaient satisfaire deux besoins simultanément : acheter le soutien de la classe ouvrière et en même temps augmenter la productivité afin que le coût d'une telle politique ne pèse pas sur l'accumulation. De même que les salaires reproduisent la force de travail et justifient le fardeau du travail aux yeux des ouvriers, l'élément du « salaire social » dans les dépenses publiques a augmenté à la fois la productivité de la force de travail et a fait croire aux ouvriers que la société s'occupait d'eux (47). »

Ces deux aspects sont essentiels. Ils expliquent les contraintes qui ont pesé sur les gouvernements successifs lorsqu'ils ont voulu tailler dans le salaire social — et les puissants sentiments des ouvriers en défense d'institutions comme le National Health Service (Service national de santé). Ils montrent aussi le rôle central de l'intervention de l'Etat pour maintenir la famille en vie. Toutes les théories sur l'oppression des femmes et sur la famille doivent prendre en compte cette contribution positive du système au maintien de la famille. Pour le système capitaliste, l'enjeu est simple : la famille privée doit continuer à être le lieu de reproduction de la force de travail.

* Tous les intertitres ont été ajoutés par le traducteur (N.d.T.).

1. Lilian Rubin, *World of Pains*, New York, 1976, p. 41.
2. *Social Trends*, 1988.
3. *General Household Survey*, 1983.
4. *Social Trends*, 1988.
5. Voir Jonathan Bradshaw et Jane Morgan, « Budgeting on Benefit » in *New Society* (Londres), 6 mars 1987.
6. Cité dans Kirsty Milne, « Why women are still paid less », in *New Society*, 3 avril 1987.
7. Bradshaw et Morgan, in *New Society*, 6 mars 1987.
8. Le nombre de cartes de crédit a explosé au cours des dernières années, avec 12,1 millions de cartes Visa et 9,8 millions de cartes Access à la fin de 1986. A comparer avec les 3 millions de chaque à la fin de 1975. La dette totale du crédit à la consommation s'élevait à 31 milliards de livres (*Social Trends*, 1988).
9. *Social Trends*, 1988.
10. Jean Renvoize, *Web of Violence*, Londres, 1978, pp. 113-124.
11. Renvoize, p. 50
12. Renvoize, p. 40.
13. Renvoize, p. 32.
14. Renvoize, p. 171.
15. Cité dans Lindsey German, « Child Abuse » in *Socialist Worker Review*, Londres, n° 112, septembre 1988.
16. Rubin, p. 30.
17. Rubin, chapitre 9.
18. *Social Trends*, 1988. La tendance est similaire aux Etats-Unis où, suivant le Bureau du recensement, en 1985, le nombre de ceux qui gagnent moins de 20 000 dollars est passé de 30,7 % en 1972 à 34 % à 1985 ; tandis que ceux qui gagnaient plus de 50 000 dollars est passé de 16,5 à 18,3 % (*Democratic Left*, volume XV, n° 4, septembre-octobre 1987)

19. A.J. Brayshaw, *Public Policy and Family Life*, Londres, 1980, p. 23/
20. Renvoize, p. 171.
21. Etude menée par Levinger, cité in Renvoize, p. 23.
22. Rubin, p. 36.
23. Rubin, p. 93.
24. Rubin, p. 97/
25. Une nourriture de qualité devient de plus en plus l'apanage des classes moyennes, tandis que la classe ouvrière est souvent piégée dans une alimentation mauvaise à cause de son prix relativement bas ; par exemple le prix du pain blanc en tranches représente la moitié du pain de campagne.
26. Pinchbeck, p. 133.
27. Engels, *Origines de la famille, de la propriété et de l'Etat*, préface à la première édition.
28. Kath Ennis, « Women's Consciousness », in *International Socialism*, Londres, N° 1 :68, avril 1974.
29. La véritable valeur économique du travail non payé des femmes peut être déterminée par l'estimation, réalisée par les compagnies d'assurances, de ce qu'une « épouse » coûterait sur le marché si tous ses fonctions étaient achetées à titre de services. Le prix à payer représenterait, chaque semaine, le double du salaire moyen masculin.
30. *New Earnings Survey*, 1986, Department of Employment, Londres.
31. *New Earnings Survey* 1986. Cependant ce n'est pas aussi simple que cela en a l'air. 49 % des employés masculins et 59,7 % des employées travaillaient entre 36 et 40 heures. Mais tandis que 23,6 % des hommes travaillaient de 40 à 48 heures par semaine et 15,6 % des hommes travaillaient de 40 à 48 par semaine, c'était le cas respectivement de seulement 8,3 % et 1,8 des femmes. Un autre sondage souligne que les hommes dont les femmes travaillent à plein temps travaillent moins que ceux dont les femmes travaillent à temps partiel (Martin et Roberts, chapitre 4).
32. *Social Trends* 1988.
33. Harry Braverman, *Labour and Monopoly Capital*, New York 1974, p. 276.
34. *Social Trends* 1988.
35. Braverman, p. 276.
36. Braverman, p. 278.
37. Karl Marx, *Travail salarié et capital*.
38. Humphries, in Amsden p. 140.
39. Gittins, *Family in Question*, pp. 82-83.
40. Gittins, p. 101.
41. *Social Trends* 1987.
42. *Social Trends* 1987.
43. Jonathan Bradshaw et Jane Morgan, « Budgeting on benefit : the consultation of families on social security » (Family Policy Studies Centre 1987).
44. Mount, p. 172.
45. Brayshaw, p. 16.
46. Voir Chris Harman, *Explaining the Crisis*, Bookmarks, Londres, 1984, p. 105.
47. Harman, p. 106.

Arturo Peregalli

FEMME, FAMILLE ET MORALE SEXUELLE

Parti communiste italien 1946-1970

Ferme résolution contre le divorce

Une des premières préoccupations du nouveau Parti Communiste Italien (PCI), dès qu'il émergea de la clandestinité, fut celle de souligner avec force sa fidélité à l'institution de la famille, dans sa version bourgeoise national-populaire. Si, au cours des meetings, ses dirigeants soutenaient qu'ils avaient des projets "différents" dans le domaine des rapports matrimoniaux, les positions qu'ils défendaient dans la réalité étaient essentiellement conservatrices et se différenciaient bien peu des attitudes petites-bourgeoises qui étaient en vogue en Italie à cette époque.

En effet, les dirigeants communistes témoignèrent de quelques inquiétudes dans la lutte qu'ils menaient pour le maintien de la stabilité du mariage, qu'ils considéraient comme un des pivots des institutions sociales que la société italienne avait construites durant les longues années de domination de la bourgeoisie. Palmiro Togliatti, avant son retour en Italie, s'était déjà empressé de présenter à l'avance sa pensée dans le journal *L'alba* [L'Aube], édité en Russie pour les prisonniers italiens, et dans lequel il accusait le fascisme de ne protéger la famille qu'en paroles. Il était implicite que, si le fascisme n'avait pas sauvé l'institution familiale, le communisme dans sa version russe le faisait, lui au contraire, concrètement.

Noi Donne [Nous, les femmes], organe de l'organisation communiste Unione Donne Italiane (UDI) [Union des Femmes Italiennes], reliait, dans son premier numéro «légal» du 10 juillet 1944, la question de la famille non pas à une conception socialiste, mais à une vision nationale : « Nous voulons reconstruire notre famille », y soulignait-on avec force, « et c'est pourquoi nous sommes directement intéressées par tous les problèmes de la vie nationale ». Dans ce périodique, les problématiques sociales féminines étaient naturellement ignorées, et au contraire, ses pages étaient remplies d'articles qui allaient de l'exaltation de la femme partisane jusqu'aux conseils pratiques de cuisine.

Comme exemple à imiter, on montrait aux femmes italiennes la femme soviétique, dont on faisait continuellement l'éloge pour sa sujétion au régime stalinien. Le modèle de famille proposé était justement le modèle russe dans lequel, selon la propagande de l'époque, une morale rigide, une progéniture nombreuse et un attachement comme il se doit à la patrie étaient en vigueur. C'est dans ce but que l'on chercha à utiliser, dans le territoire à peine libéré, les délégations soviétiques qui étaient envoyées au fur et à mesure en Italie méridionale. En octobre 1944, par exemple, quatre délégués syndicaux russes furent employés pour une tournée de propagande. À Reggio Calabria, au cours de pompeuses manifestations, ils ne manquèrent pas d'exalter et de proposer en exemple la famille russe, qui aurait été « protégée et respectée comme fondement de la société soviétique ».

En 1945, la guerre terminée, le PCI donna à l'impression un opuscule intitulé *La famille, le divorce, l'amour*, dont l'auteur, Rita Montagnana, était membre du Comité Central, responsable de la section féminine du parti, directrice de *Noi Donne*, et, pour le moment, encore épouse de Togliatti. Cet écrit était destiné à circuler par dizaines de milliers de copies dans les sections et les cellules communistes afin de porter à la connaissance de la base l'opinion du sommet du parti sur un sujet qui était considéré comme très important à ce moment-là. La conclusion que l'on en tirait, c'était que l'unité de la famille était l'élément central sur lequel la société italienne se fondait, et qu'elle devait donc être défendue avec

ténacité. Il s'agissait d'une unité à laquelle l'introduction du divorce pouvait attenter. C'est pour cette raison que Rita Montagnana affirmait très clairement :

La revendication du divorce n'est pas ressentie par la grande majorité des femmes, en particulier par celles du peuple, qui sont résolument contre le divorce. Pourquoi devrions-nous, nous les communistes, qui sommes pour la démocratie, poser aujourd'hui cette revendication? (...) Du reste, si les femmes sont aujourd'hui contre le divorce, cela démontre leur intelligence et leur sensibilité politique et nationale.

Cet opuscule répand des peurs inutiles parmi les femmes, en laissant entendre que le divorce pourrait être employé par les hommes pour se défaire de leurs épouses, argument qui anticipe celui qui sera utilisé par les partisans catholiques de l'abrogation quelques décennies plus tard, dans les années soixante-dix, lors de la campagne pour le référendum.

La conclusion de Montagnana était péremptoire et ne laissait aucune place au doute : « Il n'est venu à l'esprit d'aucune d'entre nous, vraiment d'aucune, de parler de divorce ».

Il pourrait sembler à première vue que cette manière de prendre position par rapport à la famille était une attitude tactique due à la nécessité de s'affirmer parmi les masses catholiques, dont une partie importante se reconnaissait ouvertement dans la Démocratie chrétienne (DC), et aussi à la volonté déterminée de se gagner les bonnes grâces de la haute hiérarchie ecclésiastique. En réalité, la conception de la famille qui était exprimée n'était pas du tout étrangère aux idées que les communistes italiens avaient assimilées au travers de l'expérience soviétique, laquelle, depuis les années trente, avait manifesté au fur et à mesure des positions de plus en plus réactionnaires. La restauration stalinienne de cette période-là, en ce qui concerne les droits de la femme, s'accompagna d'accents pour la plupart résolument régressifs qui identifiaient, de façon prédominante, la femme à son rôle maternel, alors que le divorce était vu comme un mal auquel on ne devait recourir que dans les cas exceptionnels.

Ce n'est pas par hasard si l'épouse de Togliatti, quand on lui demandait si les communistes étaient par principe contre le divorce, répondait évidemment de manière négative, en expliquant : « Nous estimons que l'on ne devrait en arriver au divorce – quand il y a des enfants – que dans les cas extrêmes, de la même façon que l'on en arrive à l'amputation d'un membre quand de ne pas le faire aboutirait à la mort du patient ». Et elle ajoutait : « C'est ce qui se passe aujourd'hui en Union soviétique où, bien que l'on admette le divorce, l'on fait tout ce qui est possible pour limiter le nombre des divorces et pour ressouder toujours plus les liens familiaux ». De toute façon, même ce divorce «restreint» n'était considéré ni comme actuel ni comme opportun pour l'Italie de cette période-là.

Les communistes étaient donc pour la «défense de la famille» telle qu'elle était à ce moment-là. Malgré tout, devant nécessairement se distinguer des catholiques sur le plan politique, ils cherchaient à souligner qu'ils tendaient à la réalisation d'une famille «fondée sur des bases neuves», dans une société elle aussi «profondément transformée», en se gardant bien cependant de spécifier comment cette société nouvelle aurait dû être structurée et quelles seraient les bases sur lesquelles elle devait être édifiée. Cela voulait dire que tout restait à l'intérieur d'une description volontairement vague. En réalité, le seul exemple positif qui était proposé était, comme toujours, l'exemple soviétique, et en effet Montagnana ajoutait : « La jeunesse soviétique masculine et féminine est éduquée aux sentiments d'une saine morale. (...) Une jeunesse entière qui se consacre, comme la jeunesse soviétique, au travail, à l'étude, au sport, à l'art, à la défense de sa patrie, quand celle-ci est attaquée, est portée à une vie non pas dissolue mais sévère et honnête ».

Toujours la même année, le 5 juin, Togliatti s'arrêtait un instant sur ce même thème à la première conférence féminine du PCI. Après avoir parlé de la nécessité de l'émancipation de la femme, il expliquait :

Dans un pays profondément bouleversé (...) nous avons besoin de manière particulière de reconstruire et de défendre l'unité de la famille. (...) C'est pourquoi nous sommes opposés à poser quelque problème que ce soit qui tendrait à briser ou à affaiblir l'unité de la famille. (...) Nous avons besoin de défendre la famille, enfin, pour résoudre les problèmes de l'enfance.

Le secrétaire général du parti proposait, même si c'était avec des expressions plus sophistiquées, mais identiques quant à la substance, les mêmes thèses que son épouse, en présentant des problématiques qui

étaient à même d'émouvoir les femmes italiennes, mais qui en réalité n'avaient rien à voir avec le problème en question.

Il y a trop d'enfants en Italie qui vont pieds nus, qui ont perdu leurs parents, qui souffrent, qui ne mangent pas suffisamment, qui se corrompent, qui, si on ne les sauve pas de la situation dans laquelle ils se trouvent, ne pourront pas devenir des jeunes robustes, des hommes audacieux et courageux.

En définitive, Togliatti exprimait des idées qui contredisaient les thèses formulées dans la première partie de son discours, dans lequel il avait traité vaguement d'«émancipation féminine», et qui confirmaient la position, de fait, subordonnée de la femme au sein de la famille.

L'attitude strictement négative du PCI à l'égard de l'introduction du divorce prit un caractère encore plus fort lorsque le problème sembla devenir d'actualité. En 1946, à Trieste, le gouvernement allié, qui gouvernait encore le territoire, avait chargé un avocat d'élaborer un projet de loi qui prévoirait la réintroduction du divorce dans la Vénétie Julienne, laquelle avait joui, jusqu'à l'avènement du fascisme, de cette institution, dans la mesure où elle appartenait à l'Autriche. Et cette région aurait dû faire fonction de «modèle» pour une éventuelle extension ultérieure de la réforme à toute l'Italie. Le 16 septembre, le projet de loi était prêt, mais il ne fut jamais traduit en loi, et il n'est pas à exclure que, dans la décision du gouvernement militaire allié, aient interféré des pressions d'en haut, faisant observer l'inopportunité d'introduire l'institution du divorce dans une zone destinée à constituer, en tant que territoire italien de fait, un précédent indésirable pour tout le reste du pays.

Le PCI se garda bien de profiter de l'occasion offerte par la décision allié pour en demander la mise en œuvre et l'extension à toute l'Italie. Au contraire, la nouvelle députée catholique Leonilde (Nilde) Iotti, à peine élue comme indépendante sur les listes du PCI pour la Constituante, publiait, précisément en ce mois de septembre, dans la revue théorique du PCI, *Rinascita* [Renaissance], un article intitulé «La famille et l'État» dans lequel elle insistait sur la valeur de la famille « en tant que noyau primordial sur lequel les citoyens et l'État peuvent et doivent s'appuyer pour le renouveau matériel et moral de la vie italienne ». Et même, la crise de l'État italien d'après-guerre menaçait la «saine moralité» du peuple qui, jusqu'à présent, « avait rencontré ses manifestations en particulier dans la famille ». Afin que l'on ne se méprenne pas, et pour que sa pensée et celle du parti soient mieux comprises, la future compagne du secrétaire général expliquait très pesamment :

Quant à l'indissolubilité du mariage, nous jugeons comme inopportun de la mettre en discussion, surtout du fait des considérations déjà développées concernant la nécessité du renforcement de l'institution familiale.

L'intervention de Iotti fut soutenue, peu après, par Umberto Terracini lui-même qui, dans un meeting à Terni, définissait le divorce comme un problème qui intéressait essentiellement les riches, comme un luxe bourgeois qui n'était pas destiné aux prolétaires. Et puisque c'était une institution à laquelle seuls les riches pourraient accéder, on demandait qu'elle soit refusée à toutes les couches de la population.

Avec ces interventions résolues, les communistes dévoilaient leur aversion pour un régime qui existait dans tous les pays civilisés du monde, et qui n'était refusé en Europe que par l'Espagne fasciste et par l'Irlande arriérée.

Au cours du débat sur l'article 29 de la Constitution, qui concernait l'organisation de la famille, débat qui eut lieu en avril 1947 à la Constituante, Togliatti affirma que son parti était opposé à l'insertion dans la Constitution du terme «indissoluble», qui aurait pu apparaître comme une prise de position en faveur de la possibilité de dissolution du mariage, du moins dans l'avenir. En réalité, son problème était éminemment juridique; ce qu'il voulait, c'était uniquement que la Constitution ne mentionne pas l'indissolubilité du mariage parce que, au fond, sur le problème du divorce, il était d'accord avec les catholiques. « Nous ne voulons pas du divorce », précisa-t-il à cette occasion, « mais nous ne voulons pas non plus que l'on inclue la déclaration d'indissolubilité du mariage dans cet article de la Constitution ».

Le débat qui s'est déroulé à propos de l'article 29 est assez significatif de la façon dont les communistes, pour faire bonne figure, n'ont pas hésité, à des époques plus récentes, à s'approprier les batailles des autres. L'article de la Constitution concernant la famille dit : « La République reconnaît les droits de la famille en tant que société naturelle fondée sur le mariage ». Le texte original du même article

présenté par les démocrates-chrétiens affirmait reconnaître « les droits de la famille en tant que société naturelle fondée sur le mariage indissoluble ». Togliatti, en collaboration avec Iotti et Maria Maddalena Rossi, déclara, comme on l'a déjà dit, qu'il considérait que le terme « indissoluble » ne devait pas être inséré dans le texte constitutionnel, « mais ils s'abstinrent de chercher à le supprimer par crainte d'offenser la DC ». Ce fut le parlementaire Umberto Grilli qui présenta un amendement qui supprima le terme indésirable. Le Parti Socialiste Italien (PSI) et le PCI se sentirent ainsi contraints d'appuyer l'amendement Grilli qui passa de seulement trois voix, et uniquement parce que 170 membres de l'Assemblée (y compris beaucoup de démocrates-chrétiens) étaient absents.

Dans un témoignage recueilli sous forme d'une longue interview par le journaliste Pasquale Balsamo, Terracini raconta la suppression du terme « indissoluble » comme une « belle bataille, commencée à titre personnel par le camarade communiste Umberto Grilli ». Et Terracini toujours, répondant à la question : « Comment se fait-il que ce soit justement un constituant communiste qui ait présenté un amendement aussi bouleversant? », affirmait que « ce camarade, modeste mais irréductible dans ses convictions, sut saisir au vol une grande occasion pour mettre en œuvre une "affirmation de principe" ». En réalité, l'héroïque « camarade communiste » Grilli n'était pas du tout communiste, mais c'était un socialiste de droite qui, au moment de la discussion plénière de l'article 29, était déjà passé dans les rangs du Parti Socialiste des Travailleurs Italiens (PSLI) de Giuseppe Saragat.

Le PCI contribua ainsi de manière significative, dans ces années d'activité législative intense, à maintenir une organisation arriérée, archaïque de la famille, organisation qui, par-dessus tout, ne correspondait en aucune façon aux conditions sociales de la société italienne. Il continua de persister dans son affirmation quant à la valeur de l'« unité familiale » et aux fonctions pédagogiques et moralisatrices de la famille indivisible. C'est vrai aussi qu'aucun groupe politique, à l'Assemblée Constituante, ne fut particulièrement actif pour soutenir une législation favorable au divorce. Et en effet les démocrates-chrétiens ne trouvèrent pas beaucoup de députés ayant l'intention d'insister pour introduire le divorce en Italie, mais seulement des députés opposés à voir le principe de l'indissolubilité inscrit dans la Constitution.

Togliatti déconseillait de se mettre à discuter du divorce avec la justification que le pays avait des problèmes bien plus importants à résoudre et il présenta à l'approbation de la sous-commission la motion suivante :

La première sous-commission, constatant que personne n'a présenté la proposition de modifier la législation en vigueur pour ce qui concerne l'indissolubilité du mariage, ne considère pas comme opportun de parler de cette question dans le texte constitutionnel.

La position du PCI était donc très claire : il n'était pas besoin d'aborder le sujet brûlant du divorce; en revanche, il n'y avait aucune prise de position contre le problème de l'indissolubilité du mariage, mais seulement l'objection qu'il ne s'agissait pas d'« un problème constitutionnel ».

Il pourrait sembler que Togliatti, par son attitude, voulait laisser une porte ouverte, de façon à ne pas bloquer constitutionnellement l'organisation de la famille. Mais la réalité est autre, tant il est vrai que l'indissolubilité du mariage a été ensuite sanctionnée par la Constitution elle-même, grâce au Traité du Latran rappelé dans l'article 7 de la Constitution italienne, article voté aussi par les communistes. « Aujourd'hui », se demandait en effet rhétoriquement *La Civiltà Cattolica* [La Civilisation catholique], « pourrait-on introduire le divorce en Italie sans violer le Traité du Latran? Beaucoup le nient, et avec toute raison, parce que le divorce est manifestement contraire à l'esprit et, du moins en un certain sens, à la lettre des accords solennellement admis et reconnus par la Constitution dans l'article 7 ». Pie XII lui-même, assurément peu reconnaissant envers les communistes, admettait, dans un discours adressé à des juristes réunis en congrès en 1949, :

Grâce à Dieu, votre devoir est ici considérablement allégé par le fait qu'en Italie le divorce, cause de tant d'angoisses intérieures, également pour le magistrat qui doit suivre la loi, n'a pas droit de cité.

Toutefois ce n'était pas seulement grâce à Dieu que le divorce n'avait pas été introduit en Italie, mais aussi grâce aux communistes. « L'adhésion du PCI non seulement à des modèles culturels mais aussi à des principes de moralité absolus et traditionnels », a écrit l'Américain Stephen Grundle, « avait une

raison politique précise », mais elle relevait d' « une perspective générale qui était en contradiction avec la structure de la société telle qu'elle était en train d'émerger au milieu de ce siècle. Dans les années suivantes, quand le développement économique provoquera des changements à tous les niveaux de la société italienne, le parti se trouvera de plus en plus prisonnier de son conservatisme ».

Il faudra que passent de nombreuses années avant que les dirigeants communistes ne commencent à sentir que la société italienne ne pouvait plus supporter une condition matrimoniale aussi extrêmement arriérée. Valdo Magnani, qui entre autres était un cousin de Nilde Iotti, rappelait, dans une interview accordée en 1980 et, ce n'est pas un hasard, publiée posthument en 1988, que, tandis que les réformistes avaient agité le problème du divorce, en présentant d'ailleurs des projets de loi, les communistes avaient continué à être rigoristes, parce qu'ils voulaient précisément se présenter au pays en qualité de conservateurs.

Et l'image de la femme qui, dans ces années-là, était exposée dans la presse communiste n'échappait pas à une représentation liée au foyer domestique, à l'unité forcée de la famille et à l'épouse « mère de famille ». À l'occasion du 8 mars 1949, par exemple, dans les pages de *Vie Nuove* [Voies nouvelles], les femmes étaient appelées à se mobiliser, justement au nom de la famille et du foyer, à participer à « la lutte quotidienne de la vie », puisqu'elles étaient « des mères, des épouses, des filles, des compagnes d'hommes » que cette lutte faisait aller de l'avant. Deux ans auparavant, toujours à l'occasion de l'échéance du 8 mars, on avait parlé, dans *Noi Donne*, d'une fête joyeuse « dans les pays vraiment démocratiques où la femme participe activement à la vie politique et économique, tout en restant la mère respectée et aimée ».

Les conseils que les différentes rubriques des journaux communistes prodiguaient à leurs lectrices frisaient le conservatisme le plus tenace, et ils auraient pu paraître tranquillement dans des périodiques catholiques comme *Famiglia Cristiana* [Famille Chrétienne]. Une lectrice de Catanzaro, par exemple, écrivait que son mari la trompait, et elle demandait : « Que puis-je faire? Me chercher moi aussi une liaison ou rester fidèle à mon mari? ». Et voici la réponse :

Sois gentille avec ton mari, prépare-lui toujours de bons plats, tiens-lui toujours prêts des habits propres et repassés, fais-lui savoir que tu as l'intention d'avoir n'importe quelle activité pour te sentir occupée, montre-toi intelligente et compréhensive. Je suis sûre que les rapports avec ton mari s'amélioreront.

C'est cette même attitude que prenait Renata Viganó qui signait, à partir de mars 1951, la rubrique « Poste restante » dans le périodique de l'UDI. Elle répondait ainsi à une lectrice malheureuse :

Tu ne dois pas t'en aller. Tu ne peux pas quitter la maison de ton mari. La gosse a le droit d'être épargnée, sa petite vie est une chose douce et innocente qu'il faut sauvegarder. Patience, ma bonne, le temps est un grand remède.

Trois semaines auparavant, du reste, le conseil donné par la journaliste, en réponse à une lettre analogue en provenance de Piombino, avait été la suivante : « Supporte, sois bonne, patiente, pense toujours à l'avenir de tes gosses (...). Je comprends que je te demande un sacrifice permanent, mais la vie est ainsi, en particulier pour les épouses et les mères, dans l'intérêt et pour l'amour de leur mari et de leurs enfants ». En somme, comme le disait la réponse à une autre lettre dans la même revue : « Mieux vaut une famille mal faite qu'une famille défaite ».

Si, dans certains cas peu nombreux, on s'aventurait à conseiller la séparation d'avec le mari parjure, en revanche l'attitude qui prévalait était celle de considérer l'unité de la famille comme une valeur inestimable.

Dans les années cinquante, quelques rares prises de position en faveur du divorce apparurent; cependant, elles ne provenaient jamais de la part des dirigeants du parti mais de certains journalistes de second plan. Au cours de l'année 1953, par exemple, on soutint timidement l'opportunité du divorce dans *Vie Nuove*. Toutefois, l'orientation qui prévalait était celle qui était exprimée dans *Les courtes leçons de Zetkin*, ouvrage dans lequel on affirmait que les communistes reconnaissent, sur un plan de principe, « la justesse du droit au divorce », mais où, en même temps cependant, on en repoussait l'introduction en Italie dans la mesure où il était nécessaire préalablement de créer les conditions dans lesquelles le divorce

pourrait effectivement contribuer « à assurer à la femme sa complète indépendance personnelle » et ne constituerait pas « au contraire un privilège ou un motif de licence » comme cela était le cas « dans la société bourgeoise ».

Parfois, l'avortement et le divorce étaient abordés sous l'angle de l'excommunication et avec le langage sinistre qui est typique du stalinisme. Dans un article de *l'Unità* [l'Unité], Giulio Trevisani rappelait que beaucoup d'eau était « passée sous les ponts de la Volga et du Don » depuis l'époque où il existait une morale plus désinvolte, c'est-à-dire depuis les années qui avaient suivi immédiatement la révolution d'Octobre, et que celle qui courait en ce moment dans le canal formé par ces deux fleuves était on ne peut plus limpide, parce que, depuis de nombreuses années, elle avait été « épurée des soi-disant trotskistes [*sic*] qui la polluaient ». L'avortement en Union Soviétique, expliquait Trevisani, « est aujourd'hui un délit grave et le divorce y est bien éloigné de la facilité américaine, puisque, même si les conjoints sont d'accord, le tribunal peut ne pas l'accorder ».

En 1956, la Commission féminine nationale proposa au parti de revoir en partie sa position sur le divorce, mais, à l'évidence, il ne se passa rien. Cinq années plus tard, Giorgio Amendola écrivit que les modifications de la structure de la famille contribuaient à libérer les femmes et donnaient naissance à « de nouvelles mœurs, une nouvelle conscience et une nouvelle morale ». Ce qui ne voulait pas dire que le PCI était prêt à abandonner la position réactionnaire qu'il avait prise sur le divorce, mais seulement que les premières fissures commençaient à apparaître dans l'ancienne orientation.

Ce fut en 1964, à l'intérieur de l'UDI, que l'on entreprit finalement de soulever la question du divorce. Ce furent les jeunes de l'organisation qui mirent le problème sur le tapis et qui, cette année-là, au cours d'une réunion qui se tenait au théâtre Brancaccio de Rome, demandèrent ouvertement que l'on vote une résolution en faveur de l'introduction du divorce dans la législation italienne.

La question était devenue pressante et, dans cette période, le sujet commençait à être débattu de plus en plus fréquemment dans l'opinion publique. Les journaux quotidiens et hebdomadaires (évidemment non communistes) lui consacraient beaucoup d'enquêtes et de sondages. Des tables rondes et des réunions d'étude s'organisaient à propos du divorce. Le PCI au contraire, dans son attitude générale, continuait à rester fidèle aux positions qui exaltaient les vertus de la famille monogamique soviétique, fondée sur un moralisme rigide et sur le sacrifice pour le bien de la collectivité. Ce n'est pas par hasard si la requête des jeunes militantes de l'UDI rencontra l'opposition de la majeure partie des adhérents du parti, qui la rejetèrent.

Même à l'intérieur du PCI, cependant, certains commencèrent à comprendre que l'on ne pouvait plus écarter un problème qui était aussi ressenti par une partie de la population. Luciana Castellina, qui travaillait à la section féminine, convainquit Nilde Iotti d'organiser une réunion sur le thème *Famille et société dans l'analyse marxiste*, qui pouvait être utilisé pour affronter la question du divorce sans toutefois l'admettre explicitement.

De nombreux leaders communistes participèrent à ces assises qui se tinrent en mai 1964. À la fin de la réunion introductive de Luciana Castellina, laquelle avait critiqué l'organisation de la famille italienne, Pietro Ingrao s'approcha d'elle et lui murmura : « Tu es folle de parler comme ça, il va y avoir maintenant le bordel dans le parti ». Au cours des interventions suivantes, Emilio Sereni entra dans une vive polémique avec Umberto Cerroni. La réunion fut présentée dans *Rinascita* par un article sur le mode autocritique de Giuseppe Chiarante, article où il était affirmé : « L'involution stalinienne a sans aucun doute pesé à cet égard aussi sur la ligne des partis communistes occidentaux, en déterminant un retard indéniable aussi bien dans l'élaboration théorique que dans l'initiative politique. (...) Il est évident que la bataille doit commencer par les sujets les plus brûlants, tels que l'égalité de la femme et du mari, le divorce, la position des enfants illégitimes ».

Cela apparaissait comme une défaite de l'orientation familiale traditionnelle, et tenace, du PCI. À l'inverse, sur la même page, un long article de Togliatti, présenté avec une plus grande évidence, avec un titre coloré de rouge et intitulé « Quelques observations en marge », s'opposait frontalement à l'intervention de tendance libérale de Chiarante : « Un sens de la réalité adéquat ne correspond pas à la rigueur de l'écrit », argumentait le secrétaire général, qui caractérisait en outre « d'évidentes contradictions et incertitudes dans l'indication de la voie du renouveau ».

Togliatti ne niait pas à l'évidence la nécessité d'une réforme « profonde » de la famille. Le travail des femmes appelait précisément la nécessité de cette réforme, qui malgré tout n'était pas suffisante : « Qu'on examine l'exemple de pays profondément différents du nôtre, où la grande majorité des femmes travaille,

mais où la famille ne s'est pas radicalement rénovée, à part l'existence de normes juridiques plus avancées (divorce, enfants illégitimes, égalité) encore inconcevables chez nous, qui ont en partie assaini l'atmosphère morale de la famille mais n'en ont pas transformé la structure de fond ».

Comme on le voit, en 1964, le divorce, déjà introduit dans tous les pays civilisés depuis de très nombreuses années, était pour Togliatti une réforme «encore inconcevable» en Italie; et ce divorce, entre autres, même s'il était introduit, ne contribuerait en aucun cas à l'«assainissement» de l'atmosphère morale de la famille. C'est pourquoi, on ne parvient pas à comprendre ce qu'est cette «profonde réforme» que la famille italienne nécessitait, et que Togliatti invoquait à grand bruit. Selon sa façon de voir, il fallait créer entre les femmes et les hommes une «nouvelle conscience» et une nouvelle conception des rapports familiaux. Il s'agissait, comme on peut s'en rendre compte, de très belles paroles dont le contenu n'était clair que pour le secrétaire général, vu qu'il excluait l'intervention de nouvelles lois et étant donné que son parti lui-même s'était bien gardé d'engager une politique qui aurait eu pour objectif le développement d'une famille rénovée.

Togliatti insistait enfin sur le fait que « la famille a été, jusqu'à présent, un des lieux principaux de la formation de la personne et de l'homme », et il prévenait : « Nous ne devons pas avoir peur d'affronter la question, y compris sur le plan de la moralité. C'est pourquoi, les positions qui débouchent sur une sorte d'indifférence quasi anarchiste face à n'importe quelle forme de prétendue liberté sexuelle, sont non seulement erronées, mais aussi négatives et sans résultat ».

Ainsi que l'on peut le remarquer à partir de ses propres affirmations, Togliatti « était resté ancré dans un jugement sur la société italienne qui ne correspondait plus à la réalité. Les transformations sociales avaient aussi impliqué profondément les couches populaires (...) mais pour Togliatti une réforme comme celle du divorce représentait une exigence qui n'était répandue que dans les couches moyennes. (...) Il continuait à répéter que le divorce était une réforme qui allait à l'encontre des intérêts de la femme italienne, du fait de sa condition de totale dépendance économique par rapport à son mari. » C'était ce même argument que son ex-épouse avait utilisé vingt ans auparavant, et que les opposants au divorce agiteront ensuite, dix ans plus tard, au cours du référendum, pour convaincre les femmes de voter pour l'abrogation de la loi (ce fut même l'argument principal des discours d'Amintore Fanfani).

Pendant ce temps, à l'intérieur du parti, comme conséquence de la réunion de 1964, la section féminine commença à travailler à un projet de loi pour la réforme du droit de la famille, dans le cadre duquel il était prévu le «petit divorce», c'est-à-dire un divorce compris comme la ratification d'une séparation entre conjoints déjà advenue. L'idée était de présenter le projet à la conférence suivante des femmes communistes, et donc de le faire proposer aux Chambres par les parlementaires du parti.

À la veille de la conférence, la direction du PCI se réunit pour discuter de l'opportunité de cette action. Entre-temps, Togliatti était mort et Luigi Longo l'avait remplacé à la direction du parti. Celui-ci, qui parlait maintenant comme secrétaire général et dans une circonstance officielle, affirma : « Il doit être possible aussi en Italie, dans le plus grand respect des sentiments religieux des citoyens, de parvenir à la dissolution du lien matrimonial quand les conditions de cohabitation sont devenues impossibles ».

Longo, heureusement divorcé depuis longtemps, prenait probablement une position aussi résolue parce qu'il s'était aperçu que le problème était en train d'exploser dans la société et que sa solution ne pouvait plus être différée.

Dans la discussion qui s'enflamma sur la proposition de la section féminine, le nouveau secrétaire se montra assez complaisant avec le projet. Même Emanuele Malacuso s'aligna sur lui, mais Gian Carlo Pajetta et Giorgio Amendola se déclarèrent résolument contre. Le jugement politique, encore une fois, était que l'Italie n'était pas mûre pour cette «liberté bourgeoise». C'est pourquoi on concéda aux camarades la possibilité de présenter le projet à la conférence des femmes communistes, mais non pas au Parlement où il aurait pu prendre dangereusement la forme d'un projet de loi.

En 1965 cependant, il s'était produit un fait inattendu et non désiré par les communistes : Loris Fortuna avait présenté un projet de loi sur le divorce. Le PCI se trouva de la sorte hors de position et dépassé à gauche par le PSI et par les radicaux. C'est pourquoi, deux ans après, en mars 1967, il présenta à son tour un projet de loi : la proposition Spagnoli. En réalité, la majeure partie des dirigeants du PCI continuait à être opposée à la réforme du droit de la famille, et par conséquent elle mettait tout en œuvre pour conjurer l'avènement du divorce. Malgré tout, le 10 décembre 1970, le parti fut publiquement contraint de choisir et de prendre position en faveur de la loi, laquelle fut même votée par quelques dizaines de parlementaires démocrates-chrétiens.

Il faut bien dire que l'on n'était pas arrivé à la loi de manière indolore. Au contraire, on était parvenu au vote final après un chemin parlementaire tortueux qui avait vu un dialogue serré entre la DC, les laïques et, surtout, les communistes, qui considéraient, eux, la loi comme trop avancée. Au Sénat, en effet, en première lecture, la loi Fortuna (devenue maintenant Fortuna-Baslini) avait été sur le point de ne pas passer. Les communistes avaient proposé leur médiation, tout d'abord à Giacomo Mancini, du PSI, puis au démocrate-chrétien Arnaldo Forlani. L'affaire réussit et déboucha sur le Comité présidé par Giovanni Leone, lequel présenta des amendements qui permirent l'approbation de la loi.

Immédiatement, les secteurs catholiques les plus extrémistes lancèrent la campagne du référendum pour l'abrogation de la loi, qui aura lieu quatre années plus tard.

Lorsque la menace référendaire se dessina, le PCI chercha, à tout prix, un nouveau compromis avec la DC, en faisant proposer à Tullia Carrettoni, indépendante de gauche élue sur les listes communistes, des modifications substantielles à la loi qui, de fait, la dénaturaient complètement. Si d'une part le projet Carrettoni se présentait comme «correctif» de certaines «imperfections», de l'autre, il représentait un «fléchissement évident face aux prétentions des opposants au divorce, en rendant encore plus difficile la procédure pour accéder au divorce». Loris Fortuna le définit comme «un recul catastrophique des positions laïques pour venir en aide aux opposants au divorce». Les radicaux virent dans la proposition Carrettoni la formule destinée à faire fonction de base pour d'ultérieurs fléchissements à l'égard de la DC qui, en définitive, visait seulement à vider complètement de son contenu la réglementation sur le divorce. La dissolution anticipée des Chambres fit passer à la trappe la proposition Carrettoni et prorogea les délais du référendum, qui fut décalé d'un an.

Dans la période qui s'écoula entre l'approbation de la loi et le référendum, les communistes ne se donnèrent pas pour vaincus et nouèrent des pourparlers avec de hauts représentants ecclésiastiques. Le dirigeant communiste Paolo Bufalini raconte : « Nous proposons une conception de la famille très sérieuse. (...) Notre opposition au référendum provenait de la volonté de ne pas diviser les grandes masses populaires qui s'appuyaient, entre autres, sur une culture catholique ancrée dans le peuple. C'est pourquoi, nous avons mené, en accord avec les socialistes et les autres laïques, et ensemble avec les démocrates-chrétiens, ces pourparlers discrets avec l'Église, de manière très sérieuse et tenace. »

Monseigneur Gaetano Bonicelli, porte-parole à cette époque de la Conférence Épiscopale Italienne, a rappelé que les communistes, lors des rencontres secrètes, « offraient la possibilité d'une révision assez substantielle de la loi votée en décembre 1970. En fait, ils abandonnaient son principe en en réduisant la portée pratique. On en arriva également à la formulation de tous les articles de la nouvelle loi ».

Ce furent Paolo Bufalini et Tullia Carrettoni, en qualité de responsables du parti, qui s'occupèrent de ces propositions. « Pendant deux mois », continue monseigneur Bonicelli, « on peut dire que j'ai eu moi aussi des contacts avec eux. On faisait des propositions de part et d'autre. Pour ce qui me concerne, j'en référerais à mon supérieur direct, monseigneur Bartoletti, qui (...) était en relation personnelle avec le Saint Père. (...) Et le champ des pourparlers s'élargit beaucoup. (...) Il y avait sur la table beaucoup de choses, même très éloignées du divorce. »

Le secrétaire du parti Enrico Berlinguer chercha tout au long de ces mois un compromis. Carlo Galluzzi se rappelle :

Quand la possibilité que la consultation référendaire soit désormais inévitable avait commencé à se concrétiser, Berlinguer était entré en fibrillation. Il avait tout fait pour éviter cette collision, en activant ses canaux privés avec l'Église et en faisant écrire presque tous les jours dans *l'Unità* qu'il n'était jamais trop tard pour arriver à un accord qui aurait non seulement garanti la paix religieuse mais aussi la stabilité du régime démocratique. Aux Boutiques Obscures [le siège du PCI], il courait le bruit que Berlinguer avait un problème de conscience, que, en réalité, l'abolition de l'indissolubilité du mariage représentait pour lui une brèche dangereuse qui s'ouvrait dans les mœurs du pays tout entier.

Par-dessus tout, le secrétaire du parti était aussi pessimiste à propos d'un insuccès possible du référendum, parce qu'il était sûr que le résultat serait catastrophique et que la victoire des opposants au divorce atteindrait un niveau record. Le référendum insérait également un gros coin dans le dialogue avec la DC, c'est-à-dire qu'il représentait un éloignement du «compromis historique».

Mis au pied du mur par la décision de Fanfani qui, prévoyant une grande victoire pour les catholiques, avait résolu de mener le combat jusqu'au bout, le PCI fut obligé de prendre position. La campagne du

référendum, lancée par les radicaux, « fut affrontée par le PCI sans grande conviction ». Berlinguer en fit part avec une certaine préoccupation au journaliste de *l'Unità* Ugo Baudel : « Nous arriverons au maximum à 35% ». Et à Gianni Cervetti, à l'occasion d'un meeting à Milan : « Il vaut mieux que je ne dise pas ce que sont mes prévisions, car sinon je découragerai les camarades ». « C'était un calcul », a commenté l'historien Aurelio Lepre, « qui démontrait le peu de connaissance des transformations en cours, surtout sur le plan des attitudes mentales. En réalité, les attitudes mentales découlaient d'une situation qui avait poussé un secteur de la société italienne à poser d'une façon pressante le problème du divorce et à faire en sorte qu'on ne puisse pas le différer. »

Le référendum du 12-13 mai 1974 marqua une victoire sensationnelle pour ceux qui soutenaient la loi sur le divorce, mais, en même temps, elle frappa de surprise les dirigeants communistes, en mettant en lumière l'écart énorme qui séparait le PCI de la société italienne.

Le moralisme dans le parti

Mais revenons aux années quarante, quand Togliatti ne perdait aucune occasion pour exalter le rôle de la famille monogamique indissoluble et quand il insistait sur la présentation du PCI comme le défenseur de la tradition et de l'ordre social, en répandant une morale matrimoniale rigide opposée au divorce. Eh bien, précisément au cours de ces années-là, les familles des dirigeants, en particulier de ceux qui étaient à la tête du parti depuis plusieurs années, s'étaient défaites ou étaient en train de se défaire, donnant naissance à de nouvelles unions plus ou moins formelles.

Ainsi, par exemple, quand Togliatti et Montagnana, dans leurs écrits et leurs discours, inculquaient aux militants de base et à la population la valeur primaire de l'unité de la famille, la leur était en train de se défaire. D'autres dirigeants « historiques » avaient changé de *partenaire* ou en changeraient dans les périodes suivantes : de Luigi Longo à Mauro Scoccimarro, de Ruggero Grieco à Agostino Novella, d'Arturo Colombi à Girolamo Li Causi et à Gian Carlo Pajetta. Le problème touchait aussi Umberto Terracini qui professait cependant en public une foi sincère contre le divorce. Et comme il aimait présenter sa compagne d'alors comme son épouse, un scandale naquit quand, à l'automne de 1947, le jeune chroniqueur de la revue *Oggi* [Aujourd'hui], Ugo Zatterin, révéla que leur union n'était pas régulière, étant donné qu'elle était encore l'épouse d'un officier et qu'il était encore marié avec une femme russe, Alma Leks. En somme, à ce moment-là, ils étaient des concubins publics.

À la base du parti, et dans certains secteurs de l'appareil, la relation entre Togliatti et Nilde Iotti n'était pas appréciée dans la mesure où elle constituait aussi une contradiction évidente de la politique familialiste diffusée de manière publique et insistante par les dirigeants communistes eux-mêmes. Massimo Caprara, le secrétaire d'alors de Togliatti, raconte :

Au cours d'une réunion convoquée exprès, la direction du parti avait désapprouvé leur relation par un vote majoritaire, avec le seul désaccord d'Estella, Teresa Noce, qui saisit l'occasion pour attaquer l'inconstance de son mari comme celle de tous les autres. Et en demandant des mesures contre eux, mais non contre Palmiro et Nilde. Afin de forcer la situation et d'imposer leur choix de vie, outre le fait qu'ils étaient à la recherche d'un appartement que Secchi, chargé de la logistique des chefs, ne leur fournit jamais, Togliatti et Iotti décidèrent d'aller vivre, sans autorisation, dans l'hôtellerie, au septième étage des Boutiques Obscures.

Aucun des membres du parti ne savait encore que Togliatti s'était installé « abusivement » à l'intérieur de l'immeuble des Boutiques Obscures. Et Caprara de commenter : « L'idée ne m'effleura jamais, durant ces mois-là, du grotesque de la situation du secrétaire du plus puissant et nombreux Parti communiste d'Europe, contraint d'entrer chez lui furtivement, (...) pour se cacher non pas de ses adversaires mais des dirigeants du parti dont il était le chef. Indiscuté en tout. Sauf sur un dogme : le respect rigoureux en public de la morale bourgeoise. »

Puisque les communistes étaient continuellement désignés par les démocrates-chrétiens comme des destructeurs de la famille, des partisans de l'amour libre et des libertins, et en définitive, comme des individus exagérément immoraux, le PCI, afin de repousser ces attaques entachées d'erreurs et de prétextes, s'appliqua à supprimer de sa ligne politique jusqu'à la plus petite tentation d'être favorable au divorce et, dans certains cas, ses dirigeants réagirent avec fermeté à l'accusation d'avoir obtenu le divorce. Il arriva, par exemple, à Teresa Noce, épouse de Luigi Longo, alors numéro deux du parti, de démentir avec aplomb au *Corriere della Sera* [Courier du Soir] – qui en avait donné la nouvelle en avant-première

– d'avoir entamé des démarches pour son divorce, en alléguant comme preuve de bonne foi et de cohérence, l'aversion du parti pour cette institution.

En réalité, c'était Longo qui avait entamé les démarches à son insu, à Saint Marin, en falsifiant sa signature. Quand elle sut la vérité,

(...) enragée et déchaînée, Teresa Noce fit un esclandre. « Mais comment, - disait-elle aux quatre vents, en protestant contre le PCI – vous nous avez demandé de voter l'article 7 de la Constitution pour inclure le Concordat dans la charte constitutionnelle, qui sanctionne par conséquent l'abolition du divorce, et maintenant vous me demandez de faire le contraire dans ma vie privée. Comment pouvez-vous me proposer une telle farce? Je ne suis pas d'accord (...) je refuse d'accorder le divorce à mon mari (...). » Cela n'empêcha pas, malgré tout, que le secrétaire et le vice-secrétaire du PCI fassent tous les deux ce qu'ils avaient décidé de faire, à savoir de dissoudre leurs liens conjugaux.

Les tentatives de Noce de soulever la question à l'intérieur de l'organisation aboutirent à son éviction de la direction du parti qu'elle avait contribué à fonder.

Ce qui résulte de cette histoire exemplaire, c'est que les dirigeants pouvaient faire ce qu'ils voulaient de leur vie familiale pourvu que les masses, qui étaient exclues des privilèges dont ils jouissaient, n'en sachent rien. On pourrait appliquer au PCI la définition d'«hypocrisie sociale de couches» créée par Gramsci : « Les couches populaires sont forcées d'observer la "vertu"; ceux qui la prêchent, ne l'observent pas, tout en lui rendant un hommage verbal, et donc l'hypocrisie n'est pas totale mais de couches ». C'est pourquoi, si les dirigeants catholiques, qui soutenaient l'indissolubilité du mariage pour la masse de la population, accédaient à une annulation facile du mariage par l'intermédiaire de la Rote, les dirigeants communistes eux aussi parvenaient par d'autres voies à la dissolution de leur mariage. Et en effet il y eut de nombreux couples de dirigeants communistes qui obtinrent, évidemment dans la plus grande discrétion, le divorce dans les pays de l'Est. Une lettre de 1951 écrite par Edoardo D'Onofrio à un autre dirigeant communiste de premier plan, à propos des adversités matrimoniales de ce dernier, révèle le jésuitisme profond des communistes. Il suggérait un recours plus que discret au tribunal de Saint Marin, pour lequel – affirmait le responsable des cadres – un avocat de confiance était déjà disponible.

Si, d'une part, les chefs historiques du PCI se séparaient de leurs premières femmes et se mariaient avec d'autres compagnes, de l'autre, on veillait au contraire scrupuleusement sur la «moralité» des couples des simples militants ou des dirigeants moyens et de base. Et comme les dirigeants non mariés pouvaient donner lieu à des ragots, le Bureau des cadres des Boutiques Obscures n'hésitait pas à réprimander les jeunes fonctionnaires célibataires, pour les presser à contracter mariage et pour passer un savon aux moins soumis. Le Bureau des cadres était, en fait, le bras séculier de la Section d'organisation, et il avait, entre autres, la tâche de classer, de fournir des informations sur et de surveiller de façon occulte les fonctionnaires du parti. Il était dirigé par Edoardo D'Onofrio, surnommé Edo, Romain d'origine ouvrière et stalinien à la fidélité éprouvée.

L'usage d'écrire des autobiographies était en vigueur dans le parti. On demandait à chaque nouvel adhérent de remplir une fiche qui devait contenir même les faits personnels les plus intimes. Le rapport faisait ensuite l'objet d'une discussion publique, par l'ensemble des camarades de la section ou du cours du parti. La moralité individuelle était l'un des éléments sur lesquels, souvent, la discussion se concentrait. Et même si cela était surtout vrai pour les femmes, les hommes aussi étaient soumis à ce type d'examen.

Une section de Gênes, par exemple, consacra de longues séances et des débats exténuants sur l'opportunité que l'un de ses adhérents, qui devint ensuite un haut dirigeant, soit ou non dans l'obligation de mentionner dans son autobiographie le fait que sa femme le trompait régulièrement. Mario Pirani, alors jeune cadre du PCI, à la veille d'un transfert dans la fédération communiste de Venise, fut appelé par D'Onofrio qui fit semblant de «s'informer» (puisqu'il la connaissait fort bien) sur sa situation sentimentale. « Mais », lui dit-il, « tu n'avais pas une amitié pour une jeune camarade? Pourquoi donc ne vous mariez-vous pas? ». Et il l'admonesta : « Tu vas aller dans une petite ville, les yeux de tous seront braqués sur toi, rappelle-toi qu'un communiste doit être un exemple pour les autres. »

Renato Mieli écrit aussi dans ses souvenirs :

Je sentais (...) que mes affaires sentimentales suscitaient une curiosité malveillante. On disait dans le PCI que j'étais un coureur de jupons invétéré, continuellement à la recherche de nouvelles aventures. (...)

C'était (...) un racontar haineux afin de me faire voir sous un mauvais jour. Togliatti lui-même m'avait fait dire que je sois plus attentif afin de ne pas donner lieu à des médisances fâcheuses.

À Naples, pendant de nombreuses années après 1945, le parti fut dirigé par Salvatore Cacciapuoti, un stalinien de fer, qui avait comme secrétaire Renzo Lapicciarella. Celui-ci vivait avec Francesca Spada, une femme séparée avec deux enfants. « En 1945 », raconte l'écrivain Ermanno Rea, « quand Renzo avait à peine commencé sa relation avec Francesca, ou peut-être avant même qu'elle n'ait commencé officiellement, Cacciapuoti l'avait convoqué un jour dans son bureau et, lors d'un entretien discret, il lui avait intimé de briser cette relation. » Pour le parti, le fait qu'un communiste vive avec une femme mariée constituait à l'évidence une grave infraction à l'éthique populaire.

Mais, tandis que Cacciapuoti exigeait que les militants fassent montre d'une morale réactionnaire, pour lui, le comportement était tout à fait différent. Ses « fréquentes demandes de prestations sexuelles aux "camarades" femmes qui évoluaient dans la fédération avaient une certaine solennité : elles semblaient faire allusion, même de façon très obscure, à une sorte de *devoir* auquel il aurait été tout à fait inopportun de se soustraire. Beaucoup naturellement s'y soustrayaient (...). Il y en avait au contraire qui tombaient dans le piège (...). Et qui y tombaient avec bénéfice : une petite carrière politique peut être une matière d'échange acceptable. » Une sorte de *do ut des*, en somme.

Ermanno Rea a aussi parlé, pour ce qui concerne le communisme napolitain, d'une sorte d'«obsession machiste». Mais pour la base ouvrière, pour l'extérieur et pour le public, la famille monogamique indissoluble était, dans toutes les années cinquante, la carte de visite que le parti présentait à la société. « Dans ces années-là », confirme Teresa Noce, « il y eut un grand travail dans toutes les fédérations d'Italie pour réunir à nouveau les familles séparées par la guerre et aussi pour mettre un peu d'ordre dans la vie des camarades. » Et même « les querelles, les trahisons, les désaccords, étaient portés devant le secrétaire de section ».

Le discours emphatique qui était tenu sur la famille et sur une morale «positive» et «saine» en Union Soviétique était constamment confirmé aussi bien à l'intérieur qu'à l'adresse de l'extérieur. Aux lecteurs ingénus qui écrivaient à *Vie Nuove* pour demander si ce que disaient certains calomniateurs, selon lesquels l'amour libre, c'est-à-dire une certaine liberté sexuelle, régnait en Russie, était vrai, il était répondu aigrement :

(...) la théorie du prétendu «amour libre» comme système de vie est rigoureusement condamné par le marxisme en tant que déviation anarchisante et phénomène de dissolution petite-bourgeoise.

Si le modèle de famille auquel on faisait référence était le modèle soviétique, on insistait cependant d'un autre côté pour accréditer l'idée que le PCI était le continuateur des «bonnes traditions italiennes». Ce que le Parti prêchait aux quatre vents ne contredisait pas du tout les images traditionnelles de la famille catholique italienne. C'est pourquoi justement, les transgressions et les infidélités conjugales continuaient à l'intérieur du parti à faire scandale et étaient stigmatisées comme des manifestations d'un manque de «sérieux» civique. Non seulement la vie en commun *more uxorio* (que les catholiques définissent comme le «concubinage»), mais également la séparation entre conjoints, suscitaient réprobations et ragots, et, à des niveaux plus élevés du parti, étaient considérées de façon négative. Luciana Castellina, qui a expérimenté durant toutes les années cinquante et soixante l'idéologie du PCI, a affirmé :

Il arrivait assez souvent qu'une camarade tombe amoureuse du secrétaire de section. Dans ces cas-là, si l'un des deux était marié, la vie dans le parti devenait difficile pour elle, et parfois pour lui : ils étaient destitués de leur charge, déplacés, et entourés d'un climat de réprobation morale.

Le communiste comme «modèle de comportement» était un des principes-clés des cadres dirigeants du parti, en particulier de Togliatti. Puisque la majorité de la population italienne était fortement pétrie de moralisme catholique, il fallait faire attention à ne pas causer de scandale, et, au contraire, le militant communiste devait devenir un exemple à imiter, et sa maison devait être une «maison de verre». C'était en général la réponse que donnaient les dirigeants du PCI à ceux qui leur reprochaient de pécher par conservatisme dans le domaine de la morale sexuelle. En outre, de nombreux éléments les poussaient dans cette direction : la campagne harcelante des adversaires politiques, la recherche de la bienveillance

de l'Église, mais surtout la formation même de ses dirigeants «historiques». Et il y avait là une longue tradition qui plongeait directement ses racines dans les débuts de la formation du groupe de *L'ordine nuovo* qui, vers la moitié des années vingt, réussit à surclasser la direction bordiguienne et à s'imposer à la barre du parti précisément en concomitance avec la montée du stalinisme en Russie.

Paolo Robotti, dans une interview donnée à Arrigo Petacco, a raconté que, dans le Faisceau de la jeunesse socialiste turinoise de Borgo San Paolo, le problème de l'amour était très discuté. « Nous », reconnut le beau-frère de Togliatti, « nous soutenions que l'amour avec une femme devait commencer par le préliminaire d'un sentiment sérieux, sans brusquer les étapes, même si cela comportait une longue période de chasteté. «Pas de rapport physique sans amour», disait-on. Notre groupe était entièrement d'accord. » C'est pour cette raison que ses militants étaient surnommés les «sanpaolotti» : « Ceux qui nous critiquaient nous accusaient de vouloir constituer un Faisceau de jeunesse de moines! », conclut Robotti.

Dans le second après-guerre, la ligne togliattienne était de « normaliser » le plus possible les dirigeants communistes afin que, dans leur vie quotidienne, se reflète l'idéal du «comme il faut» du citoyen moyen italien, celui de la respectabilité petite-bourgeoise. (À l'évidence, cela ne valait pas pour le secrétaire général.) « Dans la morale populaire communiste », a écrit Aurelio Lepre, « confluaient des éléments de la morale catholique. Accusés par les démocrates-chrétiens d'être des ennemis non seulement de la religion et de la propriété mais aussi de la famille, les communistes se défendaient en affirmant eux aussi avec force les mêmes valeurs morales traditionnelles. » Mauro Scoccimaro, par exemple, avait l'habitude de conclure ses discours par une exhortation digne d'un annonciateur de l'Évangile : « Et faites, en vous comportant avec droiture dans chaque acte de votre vie, que les autres puissent vous montrer comme des exemples, avec estime, en disant de vous voilà un communiste. »

Mais malgré l'attention et la propagande harcelantes pour tenir unies les familles communistes, les familles des militants et des dirigeants communistes continuaient à se défaire à un rythme égal, ou peut-être supérieur, à celui des autres couples italiens. Lorsque cela se produisait, le couple était presque toujours appelé – d'abord le mari, évidemment, et ensuite la femme – par un dirigeant qui faisait son petit sermon, avec l'invitation finale à ne pas faire scandale et à recomposer la famille.

La communiste Carla Capponi raconte que, quand il fut évident dans le parti que son mari avait une relation avec une autre femme, elle fut tout d'abord exhortée discrètement et affectueusement à « faire quelque chose » par les dirigeants Marcello Marrone et Maria Michetti. Ensuite, étant donné qu'elle avait décidé de se séparer, Aldo Natoli convoqua dans son bureau des Boutiques Obscures d'abord le mari, puis elle-même, en les incitant tous deux à ne pas accomplir ce pas. « Vous êtes un couple trop célèbre », dit-il plus ou moins à chacun des deux protagonistes de l'attentat de la rue Rasello, en leur recommandant de ne pas « faire scandale ».

Felicita Ferrero raconte dans ses mémoires qu'elle avait convoqué le mari d'une militante, lui aussi communiste, pour mauvais traitements infligés à sa femme : « Je terminai en lui rappelant que l'épouse est la partenaire par excellence et que, quand un communiste se comporte mal, le jugement négatif des gens retombe sur le parti. »

Dans les cas où le «scandale» se produisait à des niveaux moyens ou élevés du parti, c'était carrément Togliatti en personne qui intervenait et discutait avec les «coupables» et avec les «victimes» des trahisons. Il arriva, par exemple, qu'Alfredo Reichlin soit convoqué dans le bureau de Togliatti quand tout le monde, à l'intérieur de l'immeuble de la rue des Boutiques Obscures, commençait à s'intéresser aux mésaventures de son mariage avec Luciana Castellina.

Vers le milieu des années cinquante, le PCI diffusa parmi les adhérents un opuscule intitulé *Les années de notre vie* et écrit par Marina (Xenia) Sereni. Ce petit livre obtint le prix Prato en 1955 et devint presque une sorte de bible pour les jeunes militants. La femme d'Emilio Sereni y racontait, en faisant alterner des pages de journal et des lettres, sa vie et celle de son mari sur un ton d'admiration infinie pour lui et pour le parti : une admiration qui avait son revers dans l'humiliation de sa personnalité. Dans un commentaire de ce livre, Ambrogio Donini écrivait :

Dans les dernières années de sa vie, ses préoccupations, ses espérances, sa sérénité, sa certitude, furent les mêmes qui transparaissent dans ces lettres [de Marina Sereni] : celles d'une communiste, d'une militante athée, pour qui les plus hauts idéaux de la vie s'identifièrent avec les affections d'une femme simple, d'une épouse, d'une mère tendre.

Le livre de Xenia Sereni était donc un exemple de l'attitude du parti par rapport aux femmes. D'une part, sa ligne politique revendiquait – évidemment en paroles – une forte poussée émancipatrice : on sollicitait des femmes une participation, en menant des batailles pour l'égalité des salaires, pour la protection des ouvrières mères, pour les services sociaux. De l'autre, cependant, elle réaffirmait le rôle principal de la femme comme «épouse» et «mère fidèle», et elle rendait hommage, toujours en paroles, à une famille «rénovée», mais sans faire quoi que ce soit pour peser sur les usages, puisqu'elle adoptait au contraire intégralement les modèles de comportement des masses paysannes et de la petite bourgeoisie. En définitive, les femmes restaient pour le parti une force à conquérir et à utiliser pour son renforcement comme organisation politique.

La question féminine

Si depuis mai 1944 le PCI répandait une image de la femme tirée de l'iconographie soviétique et qui aurait dû être pour les femmes italiennes un idéal à atteindre, la «question féminine» finissait, en fait, par se résumer aux initiatives de l'UDI, en restant «à mi-chemin», ainsi que le rapporte l'ex-dirigeant communiste Massimo Caprara, «entre l'assistance à l'enfance et la propagande antifasciste, à l'exclusion rigoureuse de tout sujet épineux comme l'avortement et le divorce». Dans une interview de 1979, Felicita Ferrero mettait ce fait en évidence :

Il y a des règles, celles de la mise à l'écart de certains problèmes, qui valent encore maintenant. Les femmes communistes, celles de l'UDI, ne sont pas allées au-delà des problèmes des garderies d'enfants, etc. : elles n'ont jamais affronté un problème essentiel. Seules les féministes, ces derniers temps, les ont poussées à oser aller plus loin.

Étant donné que le PCI n'était pas un parti révolutionnaire, bien qu'il continue à se définir comme tel, mais un parti démocrate-bourgeois, la cohérence aurait voulu qu'il soit favorable à accorder le droit de vote aux femmes. Et en effet, les femmes votèrent pour la première fois dans l'histoire de l'Italie aux élections municipales de mars-avril 1946, mais cela n'eut pas lieu grâce au PCI. Si, depuis lors, elles purent mettre un X sur le bulletin de vote, elles doivent en être reconnaissantes à la DC. Togliatti et les dirigeants communistes craignaient en effet que les femmes s'expriment en masse pour les démocrates-chrétiens, et ils se gardèrent bien par conséquent de soutenir cette cause.

Et il ne s'agissait pas seulement d'une préoccupation due à un événement éphémère et à l'accaparement des suffrages féminins de la part de la DC. Beaucoup de dirigeants communistes ne désiraient pas en fait que les femmes obtiennent le droit de vote. Nous savons, par exemple, que Togliatti exprima ouvertement sa pensée en 1944 et qu'il tomba d'accord avec le cardinal Ottaviani pour refuser le vote des femmes. La relation est de Massimo Caprara, témoin de l'entrevue, qui eut lieu dans la nuit de Noël 1944 chez Franco Rodano, entre le grand prélat et le chef communiste :

Sont arrivés (...) deux prêtres, dont l'un, plus compassé et ayant à l'évidence plus d'autorité, accepta sans empressement de serrer la main que lui offrait Togliatti. C'était le cardinal Alfredo Ottaviani, propréfet de la Congrégation du Saint Office, qui s'assit à la table. (...) Je me rappelle que, à la fin, les deux interlocuteurs [Togliatti et Ottaviani], éclairés par les textes canoniques, sur lesquels ils étaient parfaitement d'accord, considéraient comme sage et opportune la ligne consistant à refuser le vote aux femmes. Rita Montagnana, elle seule, dans cette sainte assemblée se tenant près de la crèche, soutint ardemment le contraire.

Quelques mois plus tard, le problème fut réglé, continue Caprara, «de façon positive par De Gasperi qui, en Conseil des ministres, prit au dépourvu Togliatti, ministre de la Justice et Garde des sceaux, qui fut contraint, *obtorto collo*, d'approuver le décret qui donnait le droit de vote aux femmes pour les élections municipales imminentes, décret dont les communistes se seraient volontiers passés, étant donné qu'ils considéraient ne pas pouvoir compter sur l'électorat féminin». Le secrétaire d'alors du leader communiste Italo De Feo confirme que c'est bien le dirigeant démocrate-chrétien qui voulut le vote des femmes : «Togliatti comprit qu'il aurait été difficile de résister, ou bien il ne voulut pas résister. Il accepta (...) en suscitant désaccords et perplexité dans le parti.»

Sept années après, lors des élections du 7 juin, il y avait encore des communistes qui posaient cette question à Togliatti : « Est-ce que cela a été juste de donner le droit de vote aux femmes? N'aurait-il pas mieux valu ne pas donner le droit de vote aux femmes? »

Pour parvenir à pénétrer dans le monde féminin catholique, les communistes avaient, comme les démocrates-chrétiens, constitué des organisations collatérales qui, d'une façon ou d'une autre, cherchaient à s'adapter à leur mentalité. La plus importante, comme on l'a déjà signalé, était certainement l'UDI, qui publiait sa propre revue, *Noi Donne*.

Dans la seconde moitié des années quarante et les premières années cinquante, le rôle de l'UDI, comme celui des autres organisations de masse à forte présence communiste, fut strictement subordonné aux campagnes politiques générales du parti, comme par exemple la campagne contre l'OTAN et en faveur de la paix, ou cantonné dans les luttes syndicales. En 1947, l'UDI organisa son second congrès autour du thème « Pour une famille heureuse, paix et travail ». « De nombreux rituels du parti », a écrit un historien américain, « ne tenaient aucun compte des besoins des femmes et continueraient à ne pas le faire dans les années suivantes. »

Dans la société italienne, comme dans toutes les sociétés existantes, la subordination de la femme à l'homme était en vigueur – et est encore en vigueur. Dans l'idéologie des communistes italiens, cette subordination était en outre confortée par des éléments symboliques propres à la figure de l'homme «travailleur d'avant-garde» ou «combattant révolutionnaire», et il était donc naturel que ces «besoins bourgeois» de la vie privée et de la sexualité, considérés comme dangereux par l'ordre politico-moral du parti, soient attribués plus aux femmes qu'aux hommes. C'est pourquoi, malgré l'exaltation formelle de l'égalité des sexes, le rang hiérarchique de la femme dans le parti était l'exact reflet de celui qu'elle avait dans la société.

Le PCI choisit délibérément de ne pas remettre en cause les images conventionnelles de la féminité et l'on peut affirmer qu'il était imprégné d'attitudes qu'il est possible de définir tranquillement comme machistes. « Catholiques et communistes », ont écrit Giovanni Gozzini et Renzo Martinelli, « partagent un *humus* culturel profond, de marque traditionaliste et machiste, dont les prescriptions et les interdictions dans le domaine familial ne représentent que la pointe émergente la plus manifeste et la plus voyante. »

Si l'on s'en tient au témoignage de Felicita Ferrero, le machisme était profondément ancré dans le PCI : « Le parti communiste a toujours été un parti machiste. (...) Après la guerre, je demandai à Camilla Ravera, la rencontrant après une longue période où je ne l'avais pas vue : «Où en sont les choses aujourd'hui dans le parti, quant au rapport homme-femme?» Et elle me répondit : "Pire qu'avant" ». Selon Camilla Ravera, vingt ans de politique anti-féministe du fascisme avaient eu des répercussions « sur la mentalité des hommes, y compris sur celle des camarades ». À la question : « Et qu'a-t-on fait ou que fait-on pour la changer? », Ravera répondit : « Rien ou très peu. »

Ce n'est pas un hasard s'il y a eu très peu de femmes qui parvinrent à entrer dans le groupe dirigeant, et celles qui obtinrent des postes de responsabilité le durent presque toujours à des manifestations de favoritisme. Ainsi que l'a rappelé Felicita Ferrero :

Il suffisait d'observer l'emploi des femmes dans le parti pour constater que l'imagination des camarades dirigeants n'allait pas au-delà des bords de leur lit. Au sommet, il y avait Rita Montagnana, la femme du secrétaire général du parti, et Teresa Noce, la femme du vice-secrétaire. Si l'on descendait au niveau des comités régionaux et des fédérations, il était très habituel de rencontrer des responsables femmes qui étaient les épouses ou les «compagnes» de leurs secrétaires respectifs ou d'autres dirigeants en vue.

Luigi Longo fit en outre nommer dirigeante nationale des femmes communistes Rina Picolato qui, toujours selon Felicita Ferrero, « n'a jamais été effleurée par la pensée que, dans notre milieu, tout le monde faisait le lien entre sa carrière politique et surtout sa relation notoire avec Luigi Longo ». Un autre exemple parmi tant d'autres : quand Marco Vais devint directeur de *l'Unità* de Turin, sa femme devint également responsable du travail parmi les femmes dans la Fédération.

Ainsi, comme l'ascension était due à une concession «népotiste», la chute était aussi liée au même mécanisme. C'est pourquoi, quand les femmes des dirigeants tombaient en disgrâce en leur qualité d'épouses, elles perdaient également la place qui leur avait été gentiment donnée dans la hiérarchie du parti. Alors que Togliatti et les dirigeants du parti exhortaient les femmes à s'affirmer «par elles-mêmes» dans le travail et dans la société, le parti et Togliatti lui-même évinçaient cruellement les femmes

«déchues» de leurs postes de responsabilité. Lorsque la liaison entre Togliatti et Iotti devint officielle, Rita Montagnana fut brutalement expulsée de toute charge officielle, et elle disparut de la scène politique et l'histoire du parti. Teresa Noce, comme nous l'avons vu, perdit son fauteuil à la direction du parti une fois répudiée par Luigi Longo.

L'attention que la presse communiste consacrait aux femmes était proportionnée à la nécessité de se procurer des voix. Quand il s'agit de préparer les listes pour les élections du 2 juin 1946, un débat s'instaura à la direction du PCI sur l'opportunité de présenter deux listes de candidats : l'une constituée uniquement d'hommes, et l'autre uniquement de femmes. Togliatti et Longo en voyaient l'aspect immédiatement utilitaire, c'est-à-dire la possibilité de capter une partie des votes des femmes laquelle, autrement, ne se serait pas portée sur les listes communistes. D'autres y étaient opposés, mais évidemment toujours pour des raisons électoralistes. Par exemple, Fausto Gullo objectait qu'il existait le risque de ne pas trouver de femmes candidates dans certains collèges électoraux. Au contraire, Teresa Noce exprima son opinion favorable, imprégnée de ces conceptions nationales-populistes que le parti répandait à pleines mains :

Si nous faisons des listes de femmes pour la défense de la famille, ou de la moralité, ou pour la république, et si nous réussissons à faire affluer un certain nombre de voix sur ces listes, ce seront toutes des voix qui auront été arrachées à la Démocratie Chrétienne.

On pouvait remarquer souvent un ressentiment diffus des femmes à l'égard du fait que les camarades sous-évaluaient le travail politique des militantes. Parfois, au contraire, il existait la tentative des plus engagées de se conformer au modèle masculin qui régnait dans le parti. Il pouvait ainsi arriver que ce soient les femmes communistes elles-mêmes, comme par exemple l'ouvrière Negro, de Fiat, qui exigent les contrôles les plus rigoureux sur la qualité du recrutement féminin : « Il faut faire bien attention à la moralité des femmes parce que des inutiles il y en déjà trop ». Ou bien il arrivait qu'une paysanne communiste, s'étant rendue à Bari pour une réunion, soit vivement « critiquée par les autres femmes, parce qu'elle était allée au café avec un jeune camarade ».

Les femmes communistes vivaient la contradiction entre la propagande, qui étalait une idéologie d'émancipation, et des mœurs, celles-là même des conventions sociales traditionnelles, qui persistaient à les maintenir subordonnées aux hommes en général et à leurs hommes en particulier. Cette contradiction, avec ses répercussions immédiates sur la conception de l'amour, de la sexualité, du mariage et de la famille, était transfigurée ou mystifiée par l'idéologie officielle du PCI grâce à un renvoi opportun aux caractères «oppressifs» et «corrupteurs» de la société capitaliste.

En effet, la question féminine ne figurait certainement pas parmi les questions considérées comme fondamentales par le PCI pour son action dans la société. En 1954, l'UDI avait connu un certain succès, avec plus de 3 500 cercles locaux et plus d'un million d'adhérentes. Elle se battait pour la construction de crèches et pour l'égalité salariale. Mais, en tout cas, le PCI ne s'adressait pas seulement à la femme prolétarienne mais à *toutes* les femmes de la population, à quelque couche qu'elles appartiennent : « Nos vœux de paix à toutes les femmes italiennes, riches et pauvres, bourgeoises et prolétaires », proclamait *l'Unità* pour la fête des femmes en 1951.

Souvent, « au niveau local, l'union des femmes était (...) critiquée parce qu'elle allait trop loin, comme quand à Modène, par exemple, elle demanda la fin de l'esclavage de la «reine de la maison», inscrite dans la domination masculine traditionnelle, et qu'elle revendiqua des cuisines collectives, des appareils électroménagers pour économiser le travail, des crèches communales et des garderies d'enfants à la sortie de l'école. Pour le parti, il était beaucoup plus facile de faire appel aux femmes sur la base de leurs fonctions de mères et d'épouses que de mettre en discussion l'ordre familial traditionnel. »

En 1952, *l'Unità* pouvait s'enorgueillir d'une page hebdomadaire consacrée à la femme, mais, comme l'a avoué Paolo Spriano de nombreuses années plus tard, « elle était écrite par les rédacteurs de la troisième page, tous des hommes ». L'historien officiel du parti ajoutait aussi que : « Il n'y avait même pas l'ombre d'un intérêt pour les sujets concernant la libération de la femme. La page était constituée de services sur les conditions des travailleuses, de rubriques de mode, de conseils du gynécologue et du pédiatre, de recettes de cuisine. Le machisme était dominant, mais aussi la *pruderie*. La question de la sexualité (...) était taboue. »

Togliatti lui-même reconnaîtra en 1956 que le parti ne s'était pas beaucoup engagé sur le plan de l'émancipation de la femme. Dans le rapport au VIII^e Congrès, la politique féminine communiste fut soumise à une révision critique : et le bilan était négatif. Le secrétaire général parla « de duplicité dans la conduite d'ensemble du parti ». « On a dû lutter dans le parti lui-même », affirma-t-il, « contre la persistance de préjugés réactionnaires et même contre la négation pure et simple qu'une organisation de masse féminine doive exister et ait ses tâches spécifiques. Ce qui apparaît, c'est la vision d'un parti qui approuve les choses justes, mais aussi d'une fraction du parti qui ne les fait pas, qui fait des choses erronées. S'agit-il seulement de négligence ou d'incapacité, ou bien s'agit-il d'absence, même si elle n'est pas déclarée, d'adhésion à la ligne politique? »

On peut se demander s'il aurait pu en être autrement, étant donné les conceptions exprimées par Togliatti lui-même et par tout le groupe dirigeant du parti. Le PCI ne pouvait pas s'engager davantage en faveur des droits de la femme quand précisément la majeure partie de ses dirigeants continuait de penser que la place de la femme était celle de l'épouse-mère et près du foyer. Il ne pouvait certainement pas lutter avec une plus grande efficacité pour une réelle émancipation de la femme, puisqu'il ne reconnaissait pas dans la morale, dans la famille et dans les mœurs traditionnelles, les chaînes qui perpétuaient la condition de subordination de la femme.

La macération du corps

Pour le PCI, qui voulait conquérir la confiance du Vatican, il était essentiel d'éviter dans tous les cas d'alimenter l'idée que les communistes favorisaient la diffusion de l'immoralité et de la liberté sexuelle. Dans ce domaine, le parti ne devait pas faire beaucoup d'efforts, puisque, en matière de morale, il était très éloigné de celle que l'on pourrait définir comme une morale laïque. Le PCI, en effet, imposa aux militants « une éthique sexuelle très sévère ». « Entre les «rouges» et les «blancs» », a écrit un communiste repent, « en dehors des ressemblances dans les rites et les liturgies, il y avait une profonde symbiose de jugement, et plus encore de sentiment, quant aux valeurs qu'ils plaçaient à la base de la vie morale. On peut dire que tous les comportements considérés comme coupables et immoraux par les catholiques suscitaient également la réprobation des communistes. »

Chez la masse des militants communistes, il n'y avait pas de place pour des revendications qui pourraient menacer la conception austère qui était professée, celle des «devoirs» et des «responsabilités» : « Les valeurs du patrimoine populaire commun, qui était partagé avec les catholiques, restaient intangibles. Jamais les communistes n'auraient soulevé directement des questions comme celles du divorce et de l'avortement. » La morale sexuelle des communistes italiens était en effet alimentée par une forte charge de phobie sexuelle et centrée sur des éléments de traditionalisme. Le puritanisme et le bigotisme qu'ils affichaient, ainsi que leur attitude obscurantiste à l'égard de la morale en général, n'étaient pas dus seulement à l'exigence politique d'affronter les calomnies de leurs adversaires, mais ils étaient aussi, et surtout, l'héritage d'une tradition que le mouvement avait assimilée, et qui se conjugait en Italie avec la culture populaire catholique.

Dans le monde catholique, de même que dans celui des communistes italiens, l'idée de l'amour physique était souvent recouverte d'un voile pudique. Et, dans tous les cas, elle était soumise au crible de canons rigoureux, qui en «justifiaient» l'existence, mais qui la confinaient cependant dans le domaine du «sérieux», du sens de la «responsabilité» et de la «discrétion» : les anciens canons de la culture populaire paysanne et petite-bourgeoise qui aboutissaient, en fin de compte, à l'éthique conventionnelle de l'institution du mariage.

Toutes les manifestations de «libertinage» étaient considérées comme radicalement détestables et incompatibles avec le fait d'être militant communiste. C'est avec un langage tout à fait catholique que l'on dénonçait les traits d'«hédonisme» et de «superficialité», en les accusant d'avoir des effets de désordre sur la conscience morale des individus. Sur ce sujet, le jugement des communistes consistait à attribuer à la tradition du capitalisme des tendances libertines, des tentations et des pratiques hédonistes, des passions «folles» et des «vices» de la chair. C'est précisément aux mœurs «bourgeoises» qu'était assignée la responsabilité principale de cette corruption envahissante. On déduit de cela que, si le PCI manifestait des attitudes anticapitalistes, il ne le faisait pas pour aller au-delà du capitalisme, mais pour revenir à des positions que le capitalisme lui-même, dans son avancée, avait dépassées, et qui ramenaient l'amour physique essentiellement à l'amour familial.

De toute façon, le comportement des fonctionnaires du parti, bien que confiné à l'intérieur d'une moralité «sérieuse» qu'il fallait étaler complaisamment à l'extérieur, ne différait pas de celui de la

majorité de la population italienne. Un fonctionnaire de Grosseto, Enzo Giorgetti, nous en donne un tableau savoureux, en racontant la vie de parti en province dans les années cinquante, :

La vie que nous menions, nous les fonctionnaires du parti, était une vie de prêtres rouges, ainsi que Bianciardi nous appelait. Et la fédération était un couvent. De temps en temps nous en sortions pour aller faire des prêches dans les villages et dans les sections. Mais la vie sociale, la vie normale des gens, nous échappait. Et même, nous n'en savions rien. (...) Des prêtres au couvent, avec cette différence qu'une fois par semaine, nous allions, tous ensemble, au bordel (...). Ceux qui refusaient d'y aller étaient des femmelettes. Ceux qui voulaient y aller seuls et non en groupe, des sociaux-démocrates. Et je me souviens d'un accrochage sérieux entre moi et le premier secrétaire de la fédération de la jeunesse : nous étions tous les deux des clients passionnés, à part le fait que lui, il s'était inventé une théorie selon laquelle un dirigeant ne devait pas se faire voir. Il devait y aller, mais dans le salon privé, et non parmi les masses. Moi, au contraire, jeune communiste plein d'ardeur, je soutenais que nous devions tous aller dans la salle commune. Nous fîmes des réunions sur ce sujet et nous eûmes aussi des disputes. En fin de compte, c'est moi qui gagnai, de sorte que la salle de la via dei Barbieri se transforma en succursale du parti et qu'il y avait des dirigeants qui te demandaient : « As-tu apporté les coupons des cartes? As-tu lu mon rapport, qu'en penses-tu? » Avec une vie de ce type, comment aurions-nous pu nous trouver une fille? Nous étions toute la journée à la fédération, le soir à faire des réunions dans la province et, c'était un conseil, avec un comportement d'une grande intégrité, comme on te le disait à la fédération. C'est pourquoi, quand bien même tu tombais sur une camarade que, excusez l'expression, tu te serais faite volontiers, tu ne pouvais pas y toucher parce que tu étais fonctionnaire et que la moralité était absolue.

Si parfois, à l'intérieur du parti, on passait sur l'infidélité pré-matrimoniale, on ne transigeait pas en revanche sur l'infidélité conjugale. Parmi de nombreux exemples possibles, le procès-verbal d'une réunion de cellule dans la région de Padoue, concernant l'exclusion du parti d'un militant «pour cause d'immoralité», semble significatif. Dans l'énumération de ses défaillances, on n'omettait pas d'observer : « Il semble également qu'il n'ait pas toujours été cohérent à propos de ses devoirs conjugaux et qu'une raison déterminante de sa faute ait été une aventure extra-conjugale. »

L'organe de la direction du parti, *Propaganda* [La Propagande], pouvait parfois être confondu avec une publication cléricale, étant donné le ton employé dans le traitement de la question morale et du comportement personnel :

Dans la société capitaliste, *l'amour libre* signifie la liberté de ne pas prendre l'amour comme un engagement sérieux et durable, la liberté de renoncer à mettre au monde des enfants, la liberté de faire de l'amour un moyen de plaisir et de désordre moral.

Un autre communiste, Mario Alighiero Manacorda, écrivait :

Voici pour l'amour et la famille : la moralité sociale « ne reconnaît comme normale et moralement justifiée que cette vie sexuelle qui est fondée uniquement sur un amour réciproque et qui se manifeste dans la forme de la famille. »

Il pouvait arriver que le comportement trop désinvolte des jeunes filles à l'égard de l'autre sexe soit l'objet de réprobation. Ainsi, par exemple, si un journal catholique de Novara, au moment de la Libération, blâmait la familiarité excessive de beaucoup de filles lors de l'accueil des troupes alliées, *La Lotta* [La Lutte], l'organe de la Fédération communiste de cette ville, prenait exactement la même attitude moraliste en les avertissant : « Rappelez-vous qu'il y a encore des ciseaux et des tondeuses en circulation! », allusion à la punition à laquelle avaient été soumises les femmes qui avaient collaboré avec les fascistes et les Allemands. Le billet communiste fut considéré comme si réactionnaire qu'il provoqua la colère de l'Administration militaire alliée, qui obligea le périodique communiste à publier dans son numéro suivant, dans un texte bilingue, les excuses adéquates.

Ce moralisme vigoureux, qui faisait partie intégrante du bagage culturel du PCI, était présenté comme un fait de « moralité traditionnelle ». Togliatti lui-même, en juillet 1946, manifestait des accents de

préoccupation à l'égard de la « désagrégation morale » du pays, du développement du vice, de la corruption et de la prostitution.

Certains militants, qui avaient vécu la rude expérience des partisans, subirent une désillusion cuisante quand ils reprirent contact avec leurs désormais « anciennes » camarades communistes qui rentraient en Italie après un long exil. Avec quelque ingénuité, ils avaient pensé retrouver chez elles un souvenir du glorieux passé. Ils découvrirent au contraire que dans leurs discours, en plus de la défense fréquente de la famille, elles étaient parfois enclines à faire la morale aux filles avec les mêmes termes qu'utilisaient leurs mères catholiques. « Ne perds pas ton temps », recommandait par exemple Nadia Spano, une des responsables féminines après la Libération, aux plus jeunes qui affrontaient des mésaventures amoureuses. « Plus que des révolutionnaires », a rappelé Carla Capponi, « elles nous apparaissaient comme de braves ménagères. » *Vie Nuove* était aussi pudique que la presse « bourgeoise » ou que des hebdomadaires pour les femmes comme *Alba o Gioia* [Aube ou Joie].

Les jeunes hommes communistes héritèrent très rapidement du moralisme des plus anciens. Le secrétaire de la Fédération de la jeunesse communiste, Enrico Berlinguer, était d'avis qu'il était nécessaire d'affirmer avec force la supériorité de son parti dans le domaine de la morale. En mai 1947, présidant les travaux d'une conférence nationale du PCI, il discourt sur le thème : *Le PCI pour l'avenir et l'unité des nouvelles générations*, en affirmant : « Nos jeunes filles devront porter la plus grande attention aux problèmes économiques et sociaux des jeunes ouvrières et étudiantes, et à la lutte contre la corruption et la désagrégation morale, ainsi que contre la presse pornographique. » Il invitait par conséquent les jeunes filles communistes à faire preuve de cette personnalité « qui s'exprime également dans la moralité et dans l'esprit de sacrifice dont les traditions italiennes sont riches, les traditions d'Irma Bandiera et de Maria Goretti. »

Il est bon de rappeler que, le 27 avril 1947, Maria Goretti avait été béatifiée par Pie XII de manière solennelle et fastueuse, au cours d'une cérémonie à laquelle 16 mille jeunes de l'Action Catholique avaient participé. Les hommages réservés par Berlinguer à la sainte Maria Goretti, qui avait été choisie par l'Église comme symbole de sa campagne pour la réaffirmation de la valeur de la virginité féminine, ayant été probablement considérés comme un peu excessifs (l'idée était qu'ils auraient pu être critiqués par une partie de la base communiste), *l'Unità* les censura dans le compte rendu de la conférence de la jeunesse.

Si le pape avait tonné, dans son exaltation de Maria Goretti, contre les « corrupteurs, conscients et volontaires, du roman, du journal, de la revue, du théâtre, du film, de la mode impudique ! », le jeune Berlinguer, pour ne pas être en reste, fustigea lui aussi, le 22 mai suivant, la corruption, la désagrégation morale et la presse pornographique. Il ne faut pas oublier que, lors du mois précédent, le Traité du Latran avait été voté par les communistes. Berlinguer s'en tenait donc strictement à la ligne du parti, en la traduisant sous forme de morale chrétienne à l'usage des plus jeunes.

Pour le jeune Berlinguer, comme pour les catholiques, la virginité avant le mariage devenait une valeur à défendre et, pour confirmer sa prise de position, il montra en exemple les jeunes filles russes qui « n'ont presque jamais de rapports intimes avec les hommes avant le mariage ». Renato Guttuso lui fit écho en disant : « L'URSS est finalement le Pays où les jeunes femmes vont encore vierges à leur mariage. »

Dans l'immédiat après-guerre, même les dessins animés furent considérés comme non conformes à la morale courante. Selon les paroles d'Umberto Barbaro :

Dans le dessin animé américain, les attitudes des animaux et en particulier leurs répliques, les intonations et les timbres de voix, possèdent tous une grâce minaudière qui donne une note vaguement érotique à tout le film; chose certainement déplacée, selon moi, et qui devrait répugner à tout honnête homme. Au contraire, *La loi du grand amour* est emplie de cette grande et saine propreté morale, d'esprit poétique, qui sont de belles caractéristiques des films soviétiques.

Et les bandes dessinées non plus ne passèrent pas indemnes au crible de la critique moralisante communiste, parce qu'elles reproduisaient fréquemment de dégoûtantes « exhibitions de seins et de hanches », et que les filles, constamment présentes dans ces publications, étaient montrées « en culottes trop courtes et en soutien-gorges minuscules ».

Emilio Sereni ne laissa pas échapper l'occasion de faire remarquer, au parlement, que « de nombreux films soviétiques étaient particulièrement réclamés par les patronages catholiques parce qu'ils étaient parmi les rares films qui excluaient systématiquement tout attrait pornographique ».

Cette pudeur affichée et ce moralisme fourbu n'étaient pas particuliers aux communistes, mais avaient contaminé jusqu'à certains «compagnons de route». L'homme de lettres Luigi Rosso, par exemple, en republiant – dans un recueil dont il s'était occupé et qu'il avait intitulé *Sonnets burlesques et réalistes des deux premiers siècles* – un sonnet de Rustico di Filippo qu'un spécialiste, Aldo Francesco Masera, avait intitulé dans une édition précédente *Propositions phalliques à une fille, qui n'est pas vieille fille*, changea le mot «phalliques» en «obscènes» afin de « ne pas se rendre complice d'une excitation excessive des imaginations ». Et ce fut le même Luigi Rosso qui, en 1953, au retour d'un voyage en Russie, se félicita d'y avoir trouvé « dans la vie amoureuse-sexuelle (...) plus de pureté et de simplicité que dans nos pays occidentaux ».

Même la maison d'édition Einaudi, soutien culturel du parti, manifestait des préoccupations imprégnées de moralisme et de pudibonderie. En donnant à l'impression le livre *Le métier de vivre* de Cesare Pavese en 1952, elle supprima préventivement non seulement des références à des personnes encore vivantes, mais aussi des passages jugés «immoraux» comme celui-ci :

Dans la vie, il arrive à tout le monde de rencontrer une salope. Et à très peu de connaître une femme aimante et honnête. Sur cent, 99 sont des salopes.

En janvier 1991, Giulio Einaudi, dans une interview au quotidien *La Repubblica* [La République], déclara qu'il préférerait encore la première édition «épurée», par les soins d'Italo Calvino et Natalia Ginzburg, à l'édition intégrale sortie seulement en 1990.

La réflexion communiste sur ceux que l'on peut définir comme les grands sujets de la sphère privée restait encore résolument traditionaliste, ainsi qu'on peut le remarquer avec netteté dans un écrit d'Edoardo d'Onofrio, un des textes les plus significatifs qui puissent être lus sur ce thème :

(...) Le premier grand combat d'un jeune communiste réside dans le choix et dans la conquête de l'amour vrai contre l'amour commercialisé, qui obéit à des considérations d'intérêt capitaliste. Le second grand combat d'un jeune communiste réside dans la préservation de l'amour vrai, ainsi conquis, de toute attaque de la société actuelle, de tout dénigrement, parce que la société actuelle, avec ses intérêts et avec ses saletés, est toujours aux aguets, prête à faire rentrer dans son cadre toute tentative de fuite, tout acte de rébellion. Pour faire cela, il n'y a qu'un seul moyen : avoir conscience des facteurs sociaux qui empêchent le bon et libre choix dans l'amour, dans le mariage, et la réalisation de l'amour vrai.

Dans ce même texte, ressort aussi la préoccupation fondamentale de valoriser l'amour «régulier» ou institutionnalisable, celui qui trouve son évolution naturelle dans une structure définitive et stable, à savoir le mariage. Amour entendu comme rencontre libre de sentiments, mais «sérieux», conjugal. En effet, continuait d'Onofrio, « choisir le mariage d'amour (...) signifie vouloir créer une famille fondée sur l'amour et non l'intérêt ».

On est loin des communistes immoraux, partisans de l'«amour libre» (lire : liberté sexuelle), qui auraient l'intention d'abolir le mariage et de détruire la famille! On est bien loin des communistes qui se livrent au libertinage! Pour les communistes, il y aurait toujours eu ce principe que l'on ne peut éluder, ce principe qui correspond à une habitude de responsabilité politique, « de ne pas s'abandonner à l'instinct sexuel et donner libre cours au caprice et à l'animalité », mais de conquérir, en luttant contre la société capitaliste, «l'amour vrai» et choisir un «mariage d'amour».

La condamnation sans appel de la sexualité, abhorrée en tant que force de perversion générée par des instincts «animaux», et la valorisation simultanée de l'amour conjugal, étaient au fond certainement rationnelles eu égard au modèle du mariage indissoluble et donc à une vision de la famille qui, au-delà du langage utilisé pour l'illustrer, était très semblable à celle de la famille catholique, dispensatrice de grâce et formatrice de valeurs, invoquée par Pie XII et par l'Action Catholique.

À la base du PCI, le soin consacré à la protection de la pudeur et la préoccupation de ne pas s'exposer à des manifestations de licence, étaient parfois si intenses et vifs qu'ils conduisaient les militants à s'aligner, en réalité, sur les positions d'un moralisme qui considérait comme inconvenantes et «dangereuses» les

rencontres fréquentes et la promiscuité des sexes. « Cela semble aujourd'hui incroyable », a écrit Gian Carlo Marino, « mais même en matière de fêtes et de bals, et en raison des effets négatifs qui auraient pu en découler sur la correction et la moralité des comportements, on cultivait dans certaines sections communistes des idées semblables à celles de certains vénérables hommes d'Église. »

En 1947, le cardinal Giuseppe Siri et l'évêque Egisto Domenico Melchiori condamnèrent publiquement la danse pour raison de licence. Eh bien, leurs préoccupations pastorales étaient partagées par de nombreux représentants du groupe dirigeant communiste, y compris à Bologne la rouge, où l'alarme avait été sonnée par Ruggero Grieco qui « avait remarqué l'habitude des jeunes de donner aux manifestations un ton typiquement bourgeois » :

En effet, dans les salles de bal où se réunissent nos jeunes garçons et filles, on voit tout à coup les lumières s'éteindre, ou baisser et devenir bleues, et alors il se produit des orgies et des chahuts. Tout cela est certainement cause d'une *mauvaise éducation*, d'une *mauvaise orientation politique*, et nous ressentons aussi en Émilie ce fait grave qui représente un obstacle à l'éducation des jeunes; c'est pourquoi je ne voudrais pas que, en livrant les jeunes à eux-mêmes, ce danger devienne carrément un moyen d'administration ordinaire.

Ruggero Grieco faisait partie de ce groupe dirigeant communiste qui s'était approprié inconsciemment l'idéologie morale conservatrice, mais il faut dire que des observations inquiètes analogues étaient présentées aussi par de simples ouvriers comme, par exemple, par un certain Luigi Brunetti, de Turin, qui avait considéré pouvoir caractériser dans le laxisme moral des jeunes, qui s'adonnaient à un sport «peu sain» et à des fêtes dansantes étourdissantes, tout bonnement une des causes de la défaite électorale du 18 avril 1948.

Cet argument sera repris, avec une charge de moralisme contenue avec peine et avec de nets accents pudibonds, par la députée Luciana Viviani, dans un discours qu'elle tint au parlement sur la question de la jeunesse, et dans lequel elle montrait du doigt l'incapacité de la politique gouvernementale à offrir aux générations nouvelles, pour les défendre contre les dangers de l'hédonisme envahissant, « des sports sains et des activités saines à caractère récréatif et éducatif ».

Seuls quelques militants isolés comme l'intellectuel Paolo Fortunati et le fonctionnaire de Bologne Masetti refusaient énergiquement ces préoccupations : « Si les jeunes veulent la pénombre, laissons-la leur, c'est au fond une chose sentimentale, pourquoi l'empêcher? ». Mais elles étaient cependant partagées par l'ouvrier de Bologne Gastone Biondi, qui demandait carrément que le parti se préoccupe de mettre en place un «service de surveillance» afin d'empêcher les «dégénérescences bourgeoises» (lire : les manifestations de licence) des fêtes sociales organisées par les sections. « Les camarades adultes doivent être au milieu des jeunes afin de les surveiller et de les guider. »

Mais cette attitude communiste puritaine était plus accentuée encore dans le Sud, où l'arriération se faisait sentir lourdement. Qui ne se rappelle le film *Divorce à l'italienne* de Pietro Germi, qui montre une soirée dansante dans une section du PCI sicilien où ne dansaient que les hommes entre eux, alors que les femmes étaient exclues de la fête. Avec une fine ironie, le metteur en scène fait dire hors champ au speaker que, près du cercle, on enregistrerait un progrès, « d'accord, un progrès encore lent, et même très lent... mais qu'il est impossible d'enrayer, comme on dit... »

À l'époque de Mario Scelba, on prit des mesures de moralisation des plages d'Italie à cause des femmes qui ne voulaient pas comprendre « qu'à la mer, on ne se déshabille pas ». Et encore en 1957, le journal *Paese Sera* [Le Pays du Soir], soutien du PCI, écrivait :

Cette année, nous ne verrons pas de bikinis sur les plages. Le bikini était déjà moribond l'année dernière, et maintenant il est tout à fait mort. Tous les créateurs de modèles de maillots de bain ont obéi à la volonté des femmes de ne plus se montrer sur le bord de mer comme des indigènes de Polynésie; c'est-à-dire que les femmes ont compris qu'on ne se déshabille pas à la mer, mais qu'on s'habille avec des vêtements adaptés à la mer. Et les dames ne sont pas arrivées à cette conclusion parce qu'elles en ont été obligées par la police des mœurs ou réprimandées par les sermons du curé, mais en raison de leur bon goût.

La nudité était redoutée comme corruptrice des coutumes et de la morale, et cette conception était tellement ancrée chez les dirigeants communistes que, se souvient Paolo Spriano, dans l'immédiat après-guerre,

(...) une fois, le secrétaire de la fédération turinoise du PCI, Mario Montagnana [beau-frère de Togliatti], qui était le plus puritain de tous, voulut consulter Calvino, Pavese et le soussigné, pour savoir si nous, les intellectuels, considérions comme nécessaire que *l'Unità* publie toujours en troisième page des photos de filles plantureuses et un peu dévêtues (à la manière très chaste de l'époque).

À la fin des années quarante, Gillo Pontecorvo publia dans *Pattuglia* [La Patrouille] un dessin humoristique au centre du journal qui montrait un beau derrière féminin qui débordait d'un maillot tombant en lambeaux, tandis qu'un jeune garçon demandait : « Mademoiselle, savez-vous que vous avez un trou au milieu du derrière? ». Quand Togliatti vit ce dessin, il fit un bond sur son siège, appela le futur metteur en scène et lui passa un bon savon, et peu après il le remplaça par Ugo Pecchioli.

Il y a aussi un autre aspect de la sexualité par rapport auquel les communistes s'étaient alignés sur la morale catholique la plus rétrograde et la plus réactionnaire : l'aspect relatif à l'homosexualité. Il y avait des sanctions immédiates pour ceux qui avaient transgressé les indications morales hétérosexuelles du parti. C'est ce qui arriva à Pier Paolo Pasolini, qui fut exclu du PCI en 1949 pour avoir reconnu les faits face à des accusations d'actes obscènes dans un lieu public et de corruption de mineurs. Le 26 octobre 1949, le Comité directeur de la Fédération communiste de Pordenone expulsait le poète du parti pour « indignité morale et politique ». L'édition locale de *l'Unità* répondait aux « insinuations » du *Messagero* [Le Messenger] vénitien et du *Gazzettino* [La Gazette] en annonçant le renvoi de Pasolini et en l'abandonnant donc à la « faute » et au « déviationnisme » intellectuel alimenté par des lectures d'auteurs « bourgeois » et « décadents ».

Un fonctionnaire de la Fédération d'Udine écrivait dans *l'Unità* : « Nous saisissons l'occasion qui nous est donnée par des faits qui ont entraîné une grave mesure disciplinaire à l'encontre du poète Pasolini pour dénoncer encore une fois les influences délétères de certains courants idéologiques et philosophiques des divers Gide, Sartre, et d'autres poètes et hommes de lettres décadents, qui veulent se donner des airs progressistes, mais qui en réalité rassemblent les aspects les plus nocifs de la dégénérescence bourgeoise. » Et, lors de la même année, Giulio Trevisani définissait, dans le journal du parti, Jean-paul Sartre comme « le philosophe des invertis ». L'homosexualité était considérée comme une faute si grave que, l'année suivante, Togliatti injuria l'écrivain français André Gide, en l'invitant « à s'occuper de pédérastie, dont il est un spécialiste », tandis que le petit journal de Berlinguer *Gioventù Nuova* [La Nouvelle Jeunesse] accusait Sartre d'être « un laquais dégénéré de l'impérialisme, qui se complaît dans la pédérastie et l'onanisme ».

Parmi la base communiste, la « différence » était aussi un motif de condamnation. En 1952, par exemple, dans un travail sur sa section d'appartenance, un élève de l'école centrale de Bologne décrivait en ces termes le cercle paroissial local : « Ce cercle n'est pas moralement très bon, il y a quelques pédérastes connus de tous qui le sont devenus dans ce milieu et qui continuent de le fréquenter. »

Dans ce moralisme pudibond affiché, il advenait cependant que certains trébuchent sur un accident assez peu sympathique comme celui qui est arrivé à l'avocat Giuseppe Sotgiu, ex-député à la Constituante et représentant connu du parti, et considéré de plus comme un des champions de la « moralité ». Il avait également écrit un petit livre intitulé *L'État et le droit en Union Soviétique*, dans lequel il avait exalté la pureté et la moralité de la famille russe, qu'il opposait à la famille américaine dégénérée. En définitive, le stalinisme avait fait naître en Russie une famille-modèle et il avait banni l'amour libre.

En mars 1954, le brillant pénaliste avait pris la défense du journaliste Silvano Muto, qui était poursuivi en diffamation par Ugo Montagna, marquis de San Bartolomeo, pour ses reportages sur la mort de Wilma Montesi, décédée lors d'un festin érotique auquel aurait participé un des fils du ministre démocrate-chrétien Attilio Piccioni. Au cours du procès, Sotgiu avait stigmatisé ceux qui organisaient des orgies scandaleuses et il avait tonné avec une grande véhémence contre le milieu corrompu dans lequel Anna Maria Moneta Caglio, une amie de la morte, avait vécu avec une désinvolture insouciant jusqu'à peu auparavant.

En novembre, les enquêtes de la police, que celle-ci était en train de mener sur un cas analogue à celui de Montesi, tombèrent par hasard sur les habitudes de la vie privée de l'avocat en question, et l'on

découvrit qu'il aimait assister, parfois avec d'autres personnes, à des exhibitions érotiques de sa femme (elle aussi une militante du parti) avec des jeunes hommes dans une maison de rendez-vous. Étant donné que l'un de ces jeunes était mineur, les époux Sotgiu furent poursuivis pour «instigation à la prostitution et complicité».

L'avocat se démit de toutes ses charges publiques – il était aussi président de la Province de Rome – et disparut avec son épouse pour un certain nombre d'années. Le PCI se garda bien de prendre sa défense : après l'avoir suspendu de toute charge et activité de parti, il publia à la hâte des communiqués pour prendre ses distances avec ce camarade et pour affirmer que la vie privée de Sotgiu devait être jugée distinctement de sa vie publique.

EN MÉMOIRE D'ARTURO

par Sandro Saggioro

Arturo Peregalli est mort à Milan, le 13 juin 2001, à l'âge de seulement 53 ans.

Il n'est pas facile, pour quelqu'un qui fut proche d'Arturo, pour un ami de longue date qui partagea avec lui, pendant ses dernières années, son travail passionné de recherche et de publication sur l'histoire du mouvement communiste révolutionnaire, d'esquisser son profil biographique et intellectuel. Il était en effet animé par une « passion du communisme » qui faisait de lui un homme totalement étranger à l'inféctée culture bourgeoise, contingente et publicitaire.

Arturo naquit à Rogolo, petit village de la région de Valtellina, dans le département de Sondrio, le 1^{er} février 1948. Il déménage vite avec sa famille – son père était ouvrier – à Milan où il découvre les difficultés de la vie et une société inexorablement divisée en classes, traversée par de multiples contradictions. Comme de nombreux autres jeunes de son âge, il se dirige instinctivement vers les partis de gauche. En 1966, il rencontre Stefano Rubini lors d'un cours du soir qu'ils suivent ensemble ; ce fut son grand ami de ces années d'apprentissage et d'initiation, ami auquel il restera toujours lié. Il s'inscrit avec lui à la FGCI [Fédération de la jeunesse communiste italienne] et tous les deux adhèrent à la « Tendance » — groupe trotskisant d'Aldo Brandirali ⁽¹⁾ à l'intérieur de la fédération milanaise des jeunes du Parti communiste italien ; lorsque Brandirali sort de la FGCI et crée *Falcesmartello*. Arturo et Stefano l'accompagnent ; ils ne le suivent cependant pas plus avant quand celui-ci adhère, en été 1968, au maoïsme (en octobre 1968 Brandirali fonde l'Unione dei comunisti italiani marxisti-leninisti).

Arturo et Stefano se rapprochent alors de groupes plus radicaux de la gauche milanaise. Arturo participe ainsi, en 1968 et lors de l'« automne chaud », aux réunions du groupe de la « rue Sigieri ». Ce collectif, qui prit le nom de la rue où se tenaient ses réunions, comprenait des militants (Mariotto, Claudio, Nino entre autres) qui étaient sortis, en 1964, du Parti communiste international (*Il Programma Comunista* ⁽²⁾) pour créer *Rivoluzione comunista* ⁽³⁾. Ces camarades quittèrent rapidement *Rivoluzione comunista* et commencèrent à se réunir, dans un local de la rue Sigieri où les rejoignirent certains jeunes comme Arturo, Stefano, Alberto, Liliana et d'autres. Ils se rattachaient tous aux positions d'Amadeo Bordiga, à l'expérience du Parti communiste d'Italie des premières années et à celle de la Gauche communiste italienne en général. Ils n'avaient donc rien en commun avec les mouvements extraparlimentaires qui, à l'époque, naissaient comme des champignons — et disparurent ensuite avec la même rapidité.

La connaissance des positions de la Gauche communiste italienne et d'Amadeo Bordiga, son principal représentant, marquera Arturo de façon indélébile. Durant toute son existence, cette connaissance déterminera ces positions politiques, ses méthodes de recherche et de travail ainsi que sa vie. Arturo ne fut jamais « bordiguiste » et cette étiquette qu'on lui attribua, une fois qu'il accéda à une certaine notoriété, l'ennuyait profondément.

C'est durant cette période, en 1969 pour être précis, que nous faisons connaissance et que commence notre amitié.

A l'époque, Arturo était déjà entré à la Bibliothèque nationale de Brera, d'abord comme étudiant-travailleur, puis, après son service militaire et l'obtention d'un diplôme d'expert-comptable, comme employé régulier à partir de 1971. Son travail administratif aurait dû le tenir éloigné des milliers de livres

poussiéreux stockés dans les étages supérieurs, ouvrages dont peu de personnes connaissaient alors l'existence, mais sa passion pour la recherche historique et l'étude du mouvement ouvrier le poussa inexorablement dans cette direction.

Il se prend donc de passion pour les livres et se consacre définitivement, après ses heures de travail, à l'étude de l'histoire en utilisant ce que la bibliothèque met à sa disposition. Il devient l'ami des employés de la bibliothèque, il connaît et reconnaît les personnages décrits par Luciano Bianciardi dans *La vita agra*, il connaît les chercheurs qui fréquentent les salles de lecture et affine ainsi ses connaissances en devenant, au cours des années, une sorte de professeur et de guide toujours disponible pour ceux qui demandent des informations sur des textes introuvables ou des conseils sur des questions particulières de l'histoire du mouvement ouvrier. Chaque fois que quelqu'un lui écrivait en commençant sa lettre par « Cher docteur Peregalli », la réponse d'Arturo commençait invariablement par ces mots : « Je ne suis pas docteur ».

Sa soif de connaissance et d'approfondissement le pousse également à fréquenter l'Istituto Giangiacomo Feltrinelli, le plus riche en Italie en matériaux et documents sur l'histoire du mouvement ouvrier, et il se lie d'amitié avec le personnel de cet institut. La passion des livres le pousse à « chiner » lui-même dans les petits marchés d'ouvrages d'occasion qui animent Milan et sa banlieue. Il se constitue ainsi une remarquable bibliothèque. Dans sa maison, les livres s'accumulent et occupent tout l'espace ; il rassemble les ouvrages qui ne lui sont pas immédiatement utiles, ou peuvent attendre d'être lus, et les emporte à Rogolo durant ses visites fréquentes à sa vieille mère.

De l'étude et la lecture à la nécessité d'écrire la route est longue, et passe nécessairement par le maniement de la grammaire et du style. Avec difficultés et beaucoup d'application, Arturo se prépare à franchir également cet obstacle qui n'est cependant pas le plus important.

Arturo n'écrit pas de romans mais des livres d'histoire et quand il écrit (sur la vérité il n'y a pas à transiger), il ne s'oppose pas seulement au monde officiel de la culture bourgeoise mais à ceux qui prétendent critiquer cette culture, au PCI qui se veut le porte-parole de la classe ouvrière et qu'Arturo démasquera dans ses écrits comme une force contre-révolutionnaire désormais passée dans le camp ennemi. Arturo, jusqu'à la fin de sa vie, ne cèdera jamais à la tentation de transiger dans ses écrits afin d'obtenir un succès éditorial ou d'acquérir une quelconque « renommée » publicitaire. Ayant parfaitement assimilé le marxisme à l'école de la Gauche communiste, il reste sur des positions intransigeantes qui lui permettent d'éditer ses essais dans de petites maisons d'édition à l'écart du marché éditorial « normal ». Il restera donc, consciemment et volontairement, en dehors des circuits de la culture « officielle », circuits fermés, par la force du PCI, aux critiques de gauche qui faisaient renaître des expériences mises à l'index et des noms tabous.

Évidemment, Arturo ne gagna pas une lire avec ce qu'il publia ; il lui suffisait que les textes fussent publiés et lus et servissent à clarifier les idées de ceux qui en sentaient la nécessité en dehors de toute prétention culturaliste. Le martyrologue du prolétariat ne servit jamais à Arturo comme un tremplin de lancement pour une carrière et des succès personnels. Son travail d'employé lui permettait de vivre, même si c'était de façon modeste. Il refusait d'entrer dans un monde où son propre engagement dans la recherche historique aurait été télécommandé. D'autre part, et il en était bien conscient, sa façon de vivre et d'être communiste s'accordait parfaitement avec ses recherches et ses études.

Sa première initiative éditoriale est la publication, avec quelques amis, en septembre 1970, d'un petit roman humoristique inachevé du jeune Marx *Scorpione e Felice* [Scorpion et Félix] (La Piramide, Milan 1970), tableau satirique du milieu politique bourgeois berlinois que ce dernier fréquentait. La brève présentation du texte a été écrite par Arturo, mais signée d'un pseudonyme, H. Leman, dont il se servira également dans des écrits ultérieurs, et elle sera par la suite reprise sous son vrai nom comme introduction au recueil des *Romanzi e poesie* [Romans et poèmes] de Marx et Engels (Erre Emme, Rome 1991).

En 1973 Arturo épouse Luciana, qui sera la compagne de toute sa vie, et grâce à elle il trouve un cadre propice à la poursuite de son travail ; en septembre 1975, naît Bruno, leur fils unique dont Arturo était particulièrement fier.

Au début des années soixante-dix, il fait la connaissance de Bruno Fortichiari ⁽⁴⁾, un homme d'une grande rectitude, d'une grande modestie et d'une grande intégrité morale ; entre eux naît une amitié sincère et chaleureuse. Arturo admire ce vieux camarade dont il avait jusqu'ici simplement entendu parler dans les livres d'histoire. Bruno Fortichiari avait été l'un des dirigeants les plus importants du Parti communiste d'Italie à sa fondation, et tant que ce parti fut dirigé par la gauche, il avait dirigé le travail

clandestin et illégal du Bureau I du PCdI sous le pseudonyme de « camarade Loris ». Durant la période au cours de laquelle la gauche resta à la tête du parti, même après l'accession du fascisme au pouvoir, l'État bourgeois ne réussit jamais à démanteler ce Bureau I du parti ni à arrêter le camarade « Loris », son principal dirigeant.

Au début des années 70, Bruno Fortichiari crée *Iniziativa Comunista-Livorno '21*, « Bulletin pour la gauche communiste », pour promouvoir la réunification des forces des communistes internationalistes alors divisés en nombreux groupes. Une initiative vouée à l'échec selon Arturo lui-même, qui participe cependant au travail du collectif et publie de nombreux articles dans le bulletin, articles signés A.P. ou Lemani, son pseudonyme. L'amitié et le travail avec Fortichiari s'interrompent avec la mort de celui-ci en janvier 1981 (même si *Iniziativa Comunista-Livorno '21* continua à paraître irrégulièrement pendant encore plusieurs années)

Entre-temps Arturo avait réussi en 1976 à publier son premier livre *Introduzione alla storia della Cina* [Introduction à l'histoire de la Chine] (Ceidem, Pistoia 1976). Il s'était consacré à l'étude de Mao Zedong et de la Chine depuis la fin des années 70. Son intérêt était également motivé par la naissance et le pullulement des différentes organisations maoïstes en Italie, qui prétendaient appartenir aux formations politiques qu'il considérait comme une expression du mouvement communiste révolutionnaire. Dans son travail Arturo démontre la nature bourgeoise du maoïsme et de la République populaire de Chine née en 1949 ; une chose est la conquête, même avec des fusils, de l'unité nationale, une autre est la révolution communiste et la dictature du prolétariat. Évidemment le livre, qui a une distribution très limitée, reste sans écho.

Deux années plus tard paraît, avec une longue introduction d'Arturo, *Il comunismo di sinistra e Gramsci* [Le communisme de gauche et Gramsci] (Dedalo Libri, Bari 1978), vaste anthologie de textes de la gauche – d'Amadeo Bordiga à Bruno Fortichiari, en passant par Virgilio Verdaro, Pietro Tresso, Onorato Damen et d'autres – dans lesquels le rôle de Gramsci est réduit à sa juste place ; ce dernier est bien le fondateur de la « voie italienne au socialisme » mais il est davantage le théoricien d'une vision idéaliste du processus historique que d'une « orthodoxie marxiste ».

En 1980 paraît dans *Classe* (n° 17, juin 1980) l'étude d'Arturo intitulée « Le dissidenze di sinistra tra Lenin e Mao. «Azione Comunista» » [Les dissidences communistes entre Lénine et Mao. «Azione Comunista»]. Personne ne se rappelle plus aujourd'hui d'« Azione Comunista », mais au milieu des années cinquante, ce groupe représenta une tentative de recherche d'une alternative de gauche au PCI malgré l'hétérogénéité de ses membres. Arturo écrit une histoire de ce journal dans la rédaction duquel « à côté de Seniga on trouvait (...) des antistaliniens internationalistes comme Bruno Fortichiari, des léninistes désormais convaincus comme Cervetto et Parodi, des libertaires comme Pier Carlo Masini, des sociaux-démocrates de gauche comme Giorgio Galli et même quelques « staliniens » ».

Le début des années 80 est endeuillé par la mort de Nino Consonni, ami commun, camarade internationaliste et « maître de vie ». Nino, passionné de cinéma, est frappé par un infarctus dans un cinéforum milanais après être intervenu dans un débat après la projection du film *Les années de plomb* de Margarethe von Trotta. Transporté, une fois mort, au poste de secours le plus proche, on ne réussit pas à contacter sa famille, on dut parcourir un petit agenda qu'il portait avec lui et essayer de se mettre en contact avec la première personne dont le nom y figurait. À la lettre « A » c'est le nom et le numéro de téléphone d'Arturo qui apparaissent immédiatement et c'est donc lui qui se précipite le premier au poste de secours de l'hôpital et avertit ensuite tous ses camarades. Quelques jours plus tard, tous, jeunes et vieux camarades, viendront à l'enterrement de Nino pour commémorer sa mémoire.

Les années suivantes sont riches de travaux et de publications. En 1983, il rédige, avec Dino Erba, l'introduction de *Rivoluzione e reazione. Lo stato tardo-capitalistico nell'analisi della sinistra comunista* [Révolution et réaction. L'État capitaliste tardif dans l'analyse de la gauche communiste], volume préparé par Alberto Giasanti (Giuffrè, Milan 1983). Le livre contient dans son intégralité un long texte de Ottorino Perrone (Vercesi) « Parti-Internationale-État » paru en quinze livraisons entre 1934 et 1936 dans *Bilan* (du n° 5 au n° 26) organe de la Fraction de gauche du Parti communiste d'Italie. Ce livre représente l'un des premiers moments d'une nouvelle explication en Italie du travail et des positions de la Fraction de la gauche italienne à l'extérieur, durant la période fasciste.

Dans ces mêmes années, Arturo collabore à la rédaction de nombreux articles de l'*Enciclopedia dell'antifascismo e della Resistenza* [Encyclopédie de l'antifascisme et de la Résistance] (Milan, La Pietra, vol. IV, 1984 ; vol. V, 1987 et vol. VI, 1989) et dans le premier et unique volume publié de *Il Sessantotto*.

La stagione dei movimenti (1960-1979) [L'année 68. Le temps des mouvements (1960-1979)] (Edizioni Associate, Rome 1988).

Grâce à un coup de chance, en 1984, il arrive à emménager rue San Marco, en plein centre de Milan ; il peut ainsi se rendre à pied à son travail, situé à quelques pas. Dans l'immeuble où il habite, vit également Stefano Merli, qui fonda dans les années 50 avec Luigi Cortesi la *Rivista Storica del Socialismo* ; il devient rapidement son ami même si leurs parcours politiques respectifs sont très différents. La mort subite de Merli en 1994 le frappe durement et l'afflige.

Son amitié avec Paolo Casciola, responsable de la publication des *Quaderni del Centro Studi Pietro Tresso*, remonte au milieu des années 80. Dans la collection « Études et recherches », paraîtront en sept fascicules, entre juin 1987 et avril 1991, de nombreux chapitres du travail d'Arturo *L'altra Resistenza. Il PCI e le opposizioni di sinistra in Italia 1943-1945* [L'autre Résistance. Le PCI et les oppositions de gauche en Italie 1943-1945]. En février 1990 verra le jour, dans le cadre d'un essai à part entière, la conclusion de cette recherche : *Il Partito Comunista Internazionalista 1942-1945* [Le Parti communiste internationaliste 1942-1945]. *L'autre Résistance* sera ensuite édité en unique et gros volume (Graphos, Gênes 1991) et cette publication lui apportera une certaine notoriété. Dans la série « Études et recherches » des *Quaderni del Centro Studi Pietro Tresso* (n° 7, août 1988), paraîtra aussi *Antonio Gramsci. Idealismo, produttivismo e nazione* [Antonio Gramsci. Idéalisme, productivisme et nation], qui avait déjà paru l'année précédente dans la revue grecque *Tetradia*.

C'est à la fin de cette décennie qu'il publie deux livres importants : d'abord : *Il patto Hitler-Stalin e la spartizione della Polonia* [Le pacte Hitler-Staline et le partage de la Pologne] (Erre Emme, Rome 1989), qui démolit la légende tenace selon laquelle le stalinisme s'opposa toujours avec ténacité et acharnement au nazisme et, en collaboration avec Riccardo Tacchinardi, *L'URSS e i teorici del capitalismo di stato* [L'URSS et les théoriciens du capitalisme d'État] (Lacaita, Manduria-Bari-Rome 1990) dans lequel un beau chapitre est consacré à la position de Amadeo Bordiga.

C'est avec les années 90 que commence la collaboration d'Arturo avec Corrado Basile et la maison d'édition Graphos nouvellement née. Arturo dirige la « Collection d'études et de documents historiques », inaugurée par la publication en volume de *L'altra Resistenza. Il PCI e le opposizioni di sinistra 1943-1945* (Graphos, Gênes 1991). Le texte, fruit de longues années d'études et de recherches, lui apporte une certaine notoriété et l'estime de certains historiens « officiels » comme Luigi Cortesi et Michele Fatica pour ne citer qu'eux. Des extraits de ce livre seront publiés également en anglais et en français. En anglais la revue *Revolutionary History* (vol. 5, n° 4) en publie un long résumé sous le titre : « The Left Wing Opposition in Italy During the Period of the Resistance » ; la rédaction de la revue présente Arturo comme « an independent marxist historical researcher ». Trois années plus tard, les *Cahiers Léon Trotsky* (n° 64, novembre 1998) proposent aux lecteurs français le même texte abrégé sous titre « L'Opposition de gauche en Italie pendant la période de la Résistance ».

Toujours durant les années 90, Arturo publie avec Paolo Giussani, *Il declino dell'URSS. Saggi sul collasso economico sovietico* [Le déclin de l'URSS. Essai sur l'effondrement économique soviétique] (Graphos, Gênes 1991) et deux ans plus tard il fait paraître *Stalinismo. Nascita e affermazione di un regime* [Stalinisme. Naissance et affirmation d'un régime] (Graphos, Gênes 1993). De cette période date aussi la tentative de lancer la revue *Laboratorio Storico* dont ne sortira cependant qu'un seul numéro (mai-août 1992) qui contiendra notamment un article écrit en collaboration avec Mirella Mingardo : « Il socialismo di sinistra a Milan tra pace e guerra 1912-1918 » [Le socialisme de gauche à Milan entre paix et guerre 1912-1918].

Pendant cette période il participe à de nombreux séminaires et conférences sur le thème de la « Résistance » et on lui confie régulièrement la tâche d'illustrer la « dissidence dans la Résistance ». Le livre *Conoscere la Resistenza* [Connaître la Résistance] (Unicopli, Milan 1994) témoigne de cette activité et contient son texte « La sinistra dissidente in Italia nel periodo della Resistenza » [La gauche dissidente en Italie pendant la période de la Résistance].

Au milieu des années 90, Arturo interrompt sa collaboration avec les éditions Graphos. Dans le même temps commence la collaboration d'Arturo avec ses amis de la Colibrì de Milan ; cette excellente entente permettra la publication de *Amadeo Bordiga (1889-1970). Bibliografia* [Amadeo Bordiga (1889-1970). Bibliographie] (Colibrì, Paderno Dugnano 1995). Ce travail, dont les auteurs étaient conscients du caractère partiel – en Italie, la seule bibliographie des écrits de Bordiga de 1945 à 1970 figurait en appendice du livre de Liliana Grilli *Amadeo Bordiga : capitalismo sovietico e comunismo* [Amadeo

Bordiga : capitalisme soviétique et communisme] (La Pietra, Milan 1982) – voulait stimuler l'étude des positions théoriques défendues et répandues dans des minorités restreintes par le « Napolitain têtue ».

Si on a consacré à la vie de Gramsci, père de l'Italie démocratique, et à l'étude de chacun de ses écrits, des centaines et des centaines de volumes, plus ou moins bons, si on lui a consacré un institut, Bordiga a subi un ostracisme durant toute sa vie, et même après sa mort. Faire connaître, même à une petite échelle, son œuvre était une tâche indispensable. Évidemment aller à la recherche de tout ce qui avait été publié fut un travail particulièrement ingrat et l'objectif ne fut que partiellement atteint ; d'autres poursuivront ce travail qui est déjà en bonne voie avec la publication des œuvres complètes de Bordiga jusqu'en 1926, travail entrepris par Luigi Gerosa pour la Graphos.

À partir de ce moment l'étude de la vie de Bordiga et de la gauche communiste italienne dans l'émigration en France et en Belgique occupe une bonne partie du temps d'Arturo ; en novembre 1995 il publie *Simone Weil e lo stalinismo (1932-1933)* [Simone Weil et le stalinisme (1932-1933)] (*Quaderni del Centro Studi Pietro Tresso*, série « Études et recherches », n° 37, novembre 1995) qui examine la rencontre de Simone Weil avec l'extrême-gauche en France en 1932 et 1933 et les tentatives, ratées, d'unification de ces formations.

L'année suivante, Arturo rédige un essai intitulé « Tragicamente soli ! La questione ebraica nella seconda guerra mondiale » [Tragiquement seuls ! La question juive pendant la Seconde Guerre mondiale], essai qui est ensuite publié dans une forme légèrement abrégée par la revue *Giano* (n° 24, septembre-décembre 1996) sous le titre « Il silenzio e la complicità dei nemici del Reich » [Le silence et la complicité des ennemis du Reich].

Entre-temps, en juin 1996, Arturo avait participé au colloque de Bologne sur la personnalité et l'œuvre d'Amadeo Bordiga ; l'intervention d'Arturo, contenue dans les actes du colloque (*Amadeo Bordiga nella storia del comunismo* [Amadeo Bordiga dans l'histoire du communisme], ESI, Naples 1999) est l'annonce du travail auquel, avec l'auteur de ces lignes, il était en train de se consacrer sur la vie du révolutionnaire napolitain dans les années les moins connues de sa vie pendant lesquelles il fut le plus calomnié et ses actes et positions les plus falsifiés.

Comme c'est désormais son habitude, son ami Paolo Casciola publie en avant-première ce travail : A.Peregalli-S.Saggiolo, *Amadeo Bordiga. Gli anni oscuri (1926-1945)* [Amadeo Bordiga. Les années obscures (1926-1945)] (*Quaderni Pietro Tresso*, n° 3, janvier 1997). Amplifié, ce travail paraîtra ensuite en volume *Amadeo Bordiga. La sconfitta e gli anni oscuri (1926-1945)* [Amadeo Bordiga. La défaite et les années obscures (1926-1945)] (Colibrì, Paderno Dugnano 1998). La parution de ce volume nous réjouit énormément, même si la conspiration du silence de la culture officielle continua, en grande partie, à sévir. Pris par l'enthousiasme de la publication nous pensâmes continuer le travail et traiter des années qui suivirent la fin de la Seconde Guerre mondiale ; puis étudier les années 50 et la scission du mouvement internationaliste en deux tronçons — d'une part Onorato Damen avec *Battaglia comunista* et de l'autre Bordiga avec *Il Programma Comunista* ; clarifier ensuite la question de la Fraction française de la gauche communiste avec ses scissions et ruptures ; et enfin aborder le problème du groupe *Socialisme ou Barbarie*. Ce qui a paru jusqu'ici sur la gauche communiste est l'œuvre d'éléments du Courant communiste international ou de son *entourage* et se termine inévitablement par la glorification de Marc Chirik, le vieux Marc que je présentai à Arturo en 1974 (ou 1975) et avec lequel nous allâmes ensemble rencontrer le vieux Damen. Malheureusement tout ce travail est resté en chantier début et qui sait s'il pourra reprendre sans l'apport fondamental et dynamique d'Arturo.

Entre-temps, en juillet 1998, Arturo avait remis le manuscrit de *Togliatti guardasigilli 1945-1946* [Togliatti, Garde des Sceaux 1945-1946] (Colibrì, Paderno Dugnano, 1998) écrit en collaboration avec Mirella Mingardo ; ce livre traitait du passage de Togliatti au ministère de la justice en qualité de Garde des Sceaux, « à la tête d'un ministère traditionnellement considéré par le mouvement ouvrier comme un des centres de la répression, une des manifestations les plus évidentes du pouvoir ».

À la fin de l'été 1998, comme un éclair dans un ciel bleu, la maladie le frappe et Arturo est opéré. L'intervention chirurgicale se passe bien ; bien qu'ébranlé, en particulier par les thérapies qui doivent suivre l'opération, il reprend et continue sa vie habituelle. À la fin de la même année, il entre, et ce ne fut pas pour lui une mince satisfaction, dans le comité scientifique de la Fondation Amadeo Bordiga avec Michele Fatica, Giorgio Galli, Lilliana Grilli, Bruno Maffi et Mario Maffi. Il retrouve à la « Fondation » Liliana, amie et camarade de vieille date, avec qui il descend à Formia pour visiter la maison de Bordiga

qui n'était plus habitée depuis la mort de Antonietta. Il s'agit de mettre de l'ordre dans un matériel considérable qui est entassé là, sans être consulté depuis plus de 25 ans. Le travail n'en est qu'à ses débuts.

Malheureusement, à l'automne 1999, sa maladie reprend et de nouvelles thérapies sont nécessaires. Arturo est très sceptique sur son traitement, quoiqu'il ne le laisse pas voir et préfère ne pas en parler, souffrant en silence. Pour éloigner le cauchemar, il cherche à se plonger dans le travail et à reprendre ses études.

En janvier-février 2001 paraît *PCI 1946-1970. Donna, famiglia, morale sessuale* [PCI 1946-1970. Femme, famille, morale sexuelle] (*Quaderni Pietro Tresso*, n° 27, janvier-février 2001), son dernier travail ; il s'agit d'un chapitre d'un travail de plus ample portée sur le PCI après 1945.

Arturo supporte la maladie sans bruit mais la fatigue excessive et l'épuisement qui le frappent désormais depuis trois ans s'aggravent et ses forces commencent à diminuer. Il continue à travailler à Brera et il le fera jusqu'au bout. Quand il prendra un congé « pour maladie », ce sera la fin.

. * *

Ces quelques souvenirs sur Arturo ressemblent à une bibliographie mais cela montre justement à quel point ses écrits, la publication de ses recherches et son travail sont inséparables de sa vie et en constituent une partie fondamentale. Sans aide, presque toujours seul, Arturo a réussi un gros travail qui lui vaut le titre mérité d'historien du mouvement communiste révolutionnaire, mais un historien communiste, animé par la passion de contribuer à la connaissance de l'histoire des vaincus et de ceux qui s'opposèrent au stalinisme et à la dégénérescence du mouvement communiste.

Ses amis se souviendront d'Arturo pour sa modestie proverbiale, pour sa gentillesse dans sa façon d'être et de vivre. L'unique but de son travail était de faire émerger la vérité historique, jamais de faire prévaloir ses intérêts personnels.

Au-delà de la perte d'un ami d'une rare force et d'une rare puissance, sa mort précoce est une catastrophe également quand on pense à tout ce qu'il aurait pu encore faire. Arturo parlait souvent du moment où il aurait pu partir à la retraite et alors étudier et écrire sans subir les contraintes d'un travail imposé, libre de pouvoir se consacrer aux questions qui l'intéressaient et le préoccupaient.

À cette retraite, il n'est malheureusement jamais arrivé.

Padoue, juillet 2001 Sandro Saggio

(Traduction française de François Bochet)

Note du traducteur : Ce texte a été publié dans les *Quaderni Pietro Tresso*, n° 31, septembre-octobre 2001, *Omaggio ad Arturo Peregalli (1948-2001)* [Hommage à Arturo Peregalli (1948-2001)], qui contient d'autres témoignages et souvenirs. Quant aux notes ci-dessous, elles ont été rédigées par Sandro Saggio et Paolo Casciola pour une version abrégée de ce texte parue dans la revue *Revolutionary History*, volume 8, N° 2, 2002.

1. Arturo Brandirali appartenait à la section de Milan des GCR
2. Il Programa comunista
3. La Rivoluzione comunista
4. Bruno Fortichiari

BIBLIOGRAPHIE

D'ARTURO PEREGALLI

(1970-2001)

établie par

Paolo Casciola et Sandro Saggioro

1. H. Leman, «Introduzione» a Karl Marx, *Scorpione e Felice*, La Piramide, Milan 1970, pp. 11-21
2. Articles parus dans *Iniziativa Comunista-Livorno '21*: **sous le nom de A.P.**, «Crisi o non Crisi?», n. 3, juillet 1972 ; «Il centro sinistra e l'opposizione», n. 4, septembre 1972 ; «Lenin – Teoria e revisionismo (1)», *ivi* ; «Lenin – Teoria e prassi (2)», n. 11, juillet-août 1973 ; «Cina. Il fascino discreto della borghesia», n. 14, décembre 1973 ; «Il marxismo e i rapporti di produzione in Cina», n. 20, octobre 1974 ; «Il marxismo e i rapporti di produzione in Cina», n. 22, janvier 1975 ; «URSS: capitalismo o collettivismo burocratico?», n. 36, novembre-décembre 1976 ; «Libri: Montaldi, *Saggio sulla politica comunista*», n. 38, marzo 1977 [critique] ; «La seconda morte di A. Gramsci», n. 39, avril-mai 1977 ; «L'avanguardia politica contro il terrorismo», n. 47, avril-mai 1978 ; «Archivio del movimento operaio», n. 56, juin 1981. **Sous le nom de Leman** : «La pace nel Vietnam», n. 8, février 1973 ; «Gruppi: Il Manifesto», n. 9, avril 1973 ; «Stalinismo duro a morire», n. 10, juin 1973 ; «La fine della guerra d'Indocina», n. 25, juin 1975 ; «La natura della seconda guerra mondiale», *ivi* ; «L'arretamento dell'imperialismo russo», n. 27, septembre 1975 ; «Dove va la Cina (1)», n. 28, octobre-novembre 1975 ; «Dove va la Cina (2)», n. 29, décembre 1975 ; «Dove va la Cina (3)», n. 30, janvier-février 1976 ; «Vietnam: un anno dopo», n. 32, mai 1976 ; «L'eurocomunismo», n. 34, juillet-août 1976 ; «Il PCI e la critica all'URSS», n. 41, août 1977
3. Arturo Peregalli, *Introduzione alla storia della Cina. Analisi critica della società cinese*, Ceidem, Pistoia 1976
4. Arturo Peregalli (sous la dir.), «Introduzione» a AA.VV., *Il comunismo di sinistra e Gramsci*, Dedalo, Bari 1978, pp. 5-31
5. Arturo Peregalli, «Le dissidenze comuniste tra Lenin e Mao. 'Azione comunista' (1956-1965)», *Classe*, n. 17, juin 1980, pp. 137-151 [républié en partie in Luciano Raimondi, *Una passione civile*, à compte d'auteur, Milan, mai 1997, et sous le titre «La storia di 'Azione Comunista'. Un giornale rivoluzionario nell'Italia del boom economico», *L'Internazionale*, a. II, n. 8-9, juillet-août 1999]
6. Arturo Peregalli, *L'altra Resistenza. La dissidenza di sinistra in Italia 1943-1945*, ronéoté, Milan 1982 [revu et republié en brochures <v. 16 e 25>, puis en livre <v. 26>, avec le <7>, sous le titre *L'altra Resistenza*]
7. Arturo Peregalli, *Il PCI e le opposizioni di sinistra nel Mezzogiorno 1943-1945*, ronéoté, Milan 1982 [revu et republié en brochures <v. 16 e 25>, puis en livre <v. 26>, avec le <6>, sous le titre *L'altra Resistenza*]
8. Arturo Peregalli, «Introduzione» a Paul Lafargue, *Origine ed evoluzione della proprietà*, Unicopli, Milan 1983, pp. 27-40
9. Dino Erba-Arturo Peregalli, «Introduzione» a Alberto Giasanti (sous la dir. de), *Rivoluzione e reazione. Lo stato tardo-capitalistico nell'analisi della sinistra comunista*, Giuffrè, Milan 1983, pp. 1-29
10. Notices rédigées sous le nom de A. Per. pour l'*Enciclopedia dell'antifascismo e della Resistenza*, vol. IV, La Pietra-Walk Over, Milan 1984: Neruda, Pablo (p. 105) ; Nixon, Richard Milhous (pp. 132-133) ; NKVD (pp. 135-139) ; Nobile, Umberto (pp. 139-140) ; Occupazione delle terre (pp. 198-200) ; Orwell, George (pp. 300-301) non signée ; Pakistan (pp. 362-365) ; Pankhurst, Estelle Sylvia (pp. 387-388) ; Pannekoek, Anton (pp. 389-390) ; Pappalardi, Michelangelo (p. 401) ; Perrone, Ottorino (p. 517) ; POUM (p. 741) non signée ; Problemi del lavoro, I [rivista] (pp. 771-772) ; Processi di Mosca (pp. 784-785) non signée ; Prometeo (1928-1938) [rivista] (pp. 797-798) ; Prometeo (1943-1945) [rivista] (pp.

798-799). Trois notices (Orwell, George; POUM; Processi di Mosca) sont attribuées à Arturo Peregalli dans '«Indice generale dei collaboratori e delle voci da ciascuno firmate», appendice du volume VI de l'*Enciclopedia dell'antifascismo e della Resistenza*, La Pietra-Walk Over, Milan 1989, p. 698.

11. Arturo Peregalli, «*Storia della sinistra Comunista. Dal II al III Congresso dell'Internazionale Comunista. Settembre 1920-juin 1921*, vol. III» [critique], *Studi e Documenti*, n. 4, août 1986, pp. 100-101

12. Mirella Mingardo-Arturo Peregalli, «Il socialismo di sinistra a Milan tra pace e guerra: 1912-1917», *Storia in Lombardia*, n. 2, 1986, pp. 69-93 [republié in *Laboratorio Storico*, n. 1, mai-août 1992, pp. 81-102]

13. Arturo Peregalli, «L'altra Resistenza. La dissidenza di sinistra durante la RSI», *Studi Bresciani*, n. 1, 1986, pp. 31-37

14. *MCd'I - Bandiera Rossa*, Immagini del Presente, Roma, mai 1986 [brochure ronéotée reproduisant un chapitre de *L'altra Resistenza*]

15. Riccardo Tacchinardi-Arturo Peregalli, *L'URSS e i teorici del capitalismo di stato*, ronéoté, Milan 1986 [revu et publié in volume <v. 25>]

16. Arturo Peregalli, *La natura della guerra mondiale e dissidenza di sinistra*, Exposé présenté au congrès *L'«altro» movimento operaio. Le dissidenze di sinistra in Italia tra il fascismo e la repubblica*, Sala Le Leopoldine, Piazza Tasso, Florence, 15 mars 1987 [dactylographié, inédit]

17. Arturo Peregalli, *L'altra Resistenza. Il PCI e le opposizioni di sinistra in Italia 1943-1945*, publiée en 7 fascicules ; (1) : *Quaderni del Centro Studi Pietro Tresso*, Série: «Studi e ricerche», n. 2, juin 1987, pp. 1-36 ; (2) idem, , n. 4, septembre 1987, pp. 37-72 ; (3) idem, n. 5, novembre 1987, pp. 73-108 ; (4) idem, n. 8, octobre 1988, pp. 109-144 ; (5) idem, n. 10, décembre 1988, pp. 145-1XX ; (6), idem, n. 16, juin 1989, pp. 181-216 ; (7) idem, n. 21, avril 1991, pp. 217-240 + I-VIII

18. Arturo Peregalli, «Gramsci: Idealismos, paragogikoteta kai etnos», *Tetradia*, n. 17-18, été-automne 1987, pp. 51-62 [version italienne revue et corrigée : *Antonio Gramsci. Idealismo, produttivismo e nazione, Quaderni del Centro Studi Pietro Tresso*, Serie: »Studi e ricerche«, n. 7, août 1988]

19. Notices rédigées sous le nom de A. Per. pour l'*Enciclopedia dell'antifascismo e della Resistenza*, vol. V, La Pietra-Walk Over, Milan 1987: Radek, Karl Bernhardovič (p. 5) ; Repossi, Luigi (pp. 90-91) ; Rizzi, Bruno (pp. 204-205) ; Senise, Carmine (pp. 474-475) ; Serrata (pp. 481-482) ; Siberia (pp. 512-513) ; Sionismo (pp. 542-544) ; Sorel, Georges (pp. 596) ; Il Soviet [giornale] (pp. 598-599) ; Statuto albertino (pp. 692-693) ; Stella Rossa, Movimento (pp. 698-699) ; Suffragio universale (p. 730)

20. Arturo Peregalli, «L'URSS nella crisi: alle radici della perestrojka», *Contraddizione*, n. 1, 1988, pp. 63-68

21. Mirella Mingardo-Arturo Peregalli, «Accumulazione e crisi nel ciclo postbellico», *Contraddizione*, n. 1, 1988, pp. 18-44

22. Notices rédigées sous le nom de A.P. pour *Il Sessantotto. La stagione dei movimenti (1960-1979)* [a cura della redazione di *Materiali per una Nuova Sinistra*], Edizioni Associate, Roma 1988: Corrente Comunista Internazionale (pp. 175-176) ; Lotta Comunista (pp. 210-212) ; Partito Comunista Internazionalista (Battaglia Comunista) (pp. 245-247) ; Partito Comunista Internazionalista (Programma Comunista) (pp. 247-249) ; Partito Comunista Internazionalista (Rivoluzione Comunista) (p. 249).

23. Arturo Peregalli, *Il Patto Hitler-Stalin e la spartizione della Polonia*, Erre Emme, Roma 1989

24. Notices rédigées sous le nom de A. Per. – pour l'*Enciclopedia dell'antifascismo e della Resistenza*, vol. VI, La Pietra-Walk Over, Milan 1989: Tarsia, Ludovico (pp. 24-25) ; Taylorismo (pp. 32-33) ; Trotskij Leone (pp. 167-170) ; Trotskismo (pp. 170-172) ; Trust (pp. 173-174) ; Tuntar, Giuseppe (pp. 177-178) ; Utopia [rivista] (p. 263) ; Zdanov, Andrei Aleksandrovič (p. 452) ; Zimmerwald, Conferenza di (pp. 457-458)

25. Riccardo Tacchinardi-Arturo Peregalli, *L'URSS e i teorici del capitalismo di stato*, Lacaïta, Manduria-Bari-Roma 1990 [version revue de 15]

26. Arturo Peregalli, *Il Partito Comunista Internazionalista 1942-1945, Quaderni del Centro Studi Pietro Tresso*, Série: «Studi e ricerche», n. 17, février 1990 [chapitre final de *L'altra Resistenza* <v. 17>]

27. *L'altra Resistenza. Il PCI e le opposizioni di sinistra 1943-1945*, Graphos, Gênes 1991 [reprend des textes déjà publiés ; <v. 6, 7, 17 et 26>]

28. Arturo Peregalli, «Introduzione» a Karl Marx-Friedrich Engels, *Romanzi e poesie*, Erre Emme, Roma 1991, pp. 7-27 [version étendue de <1>]

29. Arturo Peregalli, «Dal PCI alla quercia», *Meditime*, n. 20, 30 mai 1991
30. Paolo Giussani-Arturo Peregalli, *Il declino dell'URSS. Saggi sul collasso economico sovietico*, Graphos, Gênes 1991
31. Arturo Peregalli, relazione presentata al *Dibattito su Danilo Montaldi*, Congrès organisé par le Centro Sociale Scaldasole, Milan, 1° février 1992 [inédit dactylographié]
32. Arturo Peregalli, *Stalinismo. Nascita e affermazione di un regime*, Graphos, Gênes 1993
33. Arturo Peregalli, «Prefazione» a Christian Riechers, *Gramsci e le ideologie del suo tempo*, Graphos, Gênes 1993, pp. 7-9
34. Arturo Peregalli, «La sinistra dissidente in Italia nel periodo della Resistenza», in AA.VV., *Conoscere la Resistenza*, Unicopli, Milan 1994, pp. 61-76
35. Arturo Peregalli, «The Left Wing Opposition in Italy During the Period of Resistance», *Revolutionary History*, vol. 5, n. 4, primavera 1995, pp. 123-158 [traduzione francese non intégrale: «L'opposition de gauche en Italie pendant la période de la Résistance», *Cahiers Léon Trotsky*, n. 64, novembre 1998, pp. 61-100]
36. Arturo Peregalli-Sandro Saggiore (sous la direction de), *Amadeo Bordiga (1889-1970). Bibliografia*, Colibrì, Paderno Dugnano 1995
37. Arturo Peregalli, *Simone Weil e lo stalinismo (1932-1933)*, *Quaderni del Centro Studi Pietro Tresso*, Serie: «Studi e ricerche», n. 37, novembre 1995
38. Arturo Peregalli-Sandro Saggiore, *Amadeo Bordiga. Gli anni oscuri (1926-1945)*, *Quaderni Pietro Tresso*, n. 3, janvier 1997 [republié sous le nom du seul A. Peregalli in Luigi Cortesi (sous la direction de), *Amadeo Bordiga nella storia del comunismo*, ESI, Napoli 1999, pp. 247-280]
39. Arturo Peregalli, «Il silenzio e la complicità dei nemici del Reich», *Giano*, n. 24, septembre-décembre 1996, pp. 101-106 [version légèrement abrégée de <44>]
40. Arturo Peregalli, «L'URSS, puniti i contadini», *L'Indipendente*, 28 janvier 1998
41. Arturo Peregalli, «Stalin, spietato epuratore della rivoluzione sovietica», *L'Indipendente*, 18 février 1998
42. Arturo Peregalli-Mirella Mingardo, *Togliatti guardasigilli 1945-1946*, Colibrì, Paderno Dugnano 1998
43. Arturo Peregalli-Sandro Saggiore, *Amadeo Bordiga. La sconfitta e gli anni oscuri (1926-1945)*, Colibrì, Paderno Dugnano 1998
44. Arturo Peregalli, *Tragicamente soli! La questione ebraica nella seconda guerra mondiale*, Colibrì, Paderno Dugnano 2000 [version intégrale de <39>]
45. Arturo Peregalli, *PCI 1946-1970 Donna, famiglia, morale sessuale*, *Quaderni Pietro Tresso*, n. 27, janvier-février 2001 [fait partie d'un travail plus large, inachevé, sur le PCI après la guerre]
46. Arturo Peregalli-Sandro Saggiore, «Le VI^e Exécutif Elargi de l'Internationale Communiste», *Les Cahiers du CERMTRI*, n. 102, septembre 2001, pp. 9-34 [traduction d'une grande partie du deuxième chapitre de <43>]
47. Arturo Peregalli, *Contro venti e maree. La seconda guerra mondiale e gli internazionalisti del «Terzo Fronte» – Cap. V: Grecia. Aghis Stinas e l'Unione Comunista Internazionaliste. Sera publiée par les éditions Colibrì de Paderno Dugnano* [fait partie d'un travail plus large, inachevé, sur les oppositions de gauche en Europe, après la Seconde Guerre mondiale]

Discussion avec des militants américains du mouvement pour une justice économique mondiale et contre la guerre

Chris Crass

Qui ne veut pas voir la couleur de la peau ou le sexe...
... ne voit pas non plus la réalité

Le rapport ci-dessous a été rédigé par un militant anarchiste actif notamment dans le mouvement anti-guerre aux Etats-Unis. Son vocabulaire, ses préoccupations paraîtront certainement très « exotiques » aux militants français, voire scandaleuses pour des républicains intégristes ou des universalistes abstraits qui prétendent ne tenir aucun compte des différences de couleur ou de sexe entre les individus, lorsqu'ils débattent avec eux ou lorsqu'ils réfléchissent sur la société capitaliste et les moyens de la transformer radicalement — d'où l'intérêt de cet article original ici, banal de l'autre côté de l'Atlantique. S'il traite surtout de l'intervention en milieu étudiant ou du travail dans les *communities* (quartiers ou communautés ethniques, selon le cas), et pratiquement pas de la classe ouvrière, il pose néanmoins des questions ayant une portée universelle.

Le rapport de Chris Crass est suivi d'un entretien avec l'auteur pour éclaircir certains points obscurs ou contestables. Il aurait fallu, bien sûr, lui poser bien d'autres questions, mais, faute de place et de temps, il a fallu se limiter. En tout cas, ce que les deux textes montrent bien, c'est à quel point les différences culturelles entre la France et les Etats-Unis conditionnent le vocabulaire mais surtout l'activité des militants. Au-delà des dangers d'un discours que l'on qualifierait aussitôt en France de « mouvementiste », d'« identitaire » ou de « communautariste », n'y a-t-il pas quelque chose à apprendre du cas américain ? L'interview, menée à distance, laisse beaucoup de problèmes en suspens, notamment le rôle indépendant de la classe ouvrière dans le « mouvement altermondialiste » et la façon de dépasser, sans les nier, les différences entre les genres et les origines ethniques. Répéter quelques vérités élémentaires sur le rôle du prolétariat est toujours utile, voire indispensable face à des courants qui, sous prétexte de lutter contre la prétendue « ringardise » du marxisme, ressortent de vieilles idées réformardes. Mais force est de constater que les nouvelles générations qui se sont politisées après les défaites des années 70, la disparition de l'URSS et des démocraties populaires, et l'effondrement des partis communistes européens, n'ont pas repris à leurs comptes les vieux acquis du mouvement ouvrier. On peut les traiter leurs conceptions d'« anarchistes », de « spontanéistes », de « crypto-réformistes », etc., mais cette accumulation d'invectives ne nous fournit pas le moyen de nous adresser aux jeunes qui se politisent sur des bases très différentes de celles des années 60 et 70 et sont animés par une saine révolte contre une partie des aspects du système capitaliste. Dans ce sens, mieux connaître leur univers mental ne peut que nous permettre d'en discerner les ambiguïtés et d'ouvrir des pistes de réflexion et de débat . (Y.C.)

Inculquer un éventail d'aptitudes et de conséquences

« Nous n'avons pas beaucoup de temps, mais il faut que nous ralentissions le rythme. » J'ai entendu cette phrase pour la première fois dans un meeting contre la guerre, peu après le bombardement de l'Afghanistan. La militante afro-américaine qui l'avait prononcée pensait que nous devions réfréner nos ardeurs afin de réfléchir sur la factibilité de nos actions et dresser un catalogue de priorités avant de décider comment, sur le plan stratégique, utiliser au mieux notre temps et nos ressources limités. Nous devions, selon elle, faire preuve de patience au milieu du chaos et ne pas hésiter à prendre le temps de réfléchir.

Le besoin de répondre aux attaques racistes du gouvernement Bush, aux bombardements américains et aux démantèlement des libertés civiles dans ce pays est très réel. Cependant, on peut avoir une activité frénétique sans rien réaliser du tout et être très occupé sans pour autant mener une action efficace. J'ai l'habitude de ces situations de crise organisationnelle, où les camarades sont exaltés, épuisés et où le turn-over est très important, de ces situations où l'on se sert peu de l'expérience du passé et où l'on ne planifie guère l'avenir, où les cimes de nos succès sont plus rares que les gouffres de nos frustrations. Une action réfléchie permet de planifier, de fixer des objectifs, d'apprendre à des individus à en organiser d'autres et à évaluer correctement une situation pour mieux préparer des actions futures.

Cet article fait partie d'un projet plus large, mené en commun avec Elizabeth Martinez de l'Institute for MultiRacial Justice (Institut pour une justice multiraciale). Nous voulions parler à des militantEs actifs dans différents coins du pays afin de connaître leurs principales difficultés et leurs axes de travail dans le mouvement anti-guerre qui se développe actuellement aux États-Unis. Nous souhaitions connaître leur opinion sur la façon de construire un puissant mouvement contre la guerre qui puisse affecter toute la société américaine. Nous désirions aussi savoir comment renforcer le mouvement antiraciste au sein du mouvement anti-guerre. Elisabeth Martinez s'est entretenue principalement avec des militants de couleur tandis que moi j'ai surtout parlé avec des militants blancs. Nous sommes tous deux guidés par une conviction (l'espoir d'un changement social à long terme est lié à la croissance de mouvements multiraciaux radicaux) et une constatation communes: il reste encore une longue route à parcourir pour atteindre cet objectif.

Sharon Martinas du Challenging White Supremacy Collective (Collectif contre la suprématie blanche) de San Francisco décèle trois axes d'intervention pour les militants blancs anti-guerre :

1. Une formation politique interne portant sur l'antiracisme et l'anti-impérialisme. Les mouvements anti-guerre sont depuis longtemps dominés par les Blancs et marginalisent les individus de couleur. Si l'on veut éviter de répéter les erreurs du passé, il est indispensable d'étudier notre histoire et d'examiner comment les privilèges des Blancs ont miné et minent les mouvements sociaux. Il nous faut bien connaître le fonctionnement de l'impérialisme américain et son impact négatif sur les communautés et les peuples de couleur, à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

2. Apprendre à écouter les autres et à parler avec respect à nos interlocuteurs, en particulier les Blancs favorables à la guerre. Cela suppose de développer notre confiance en nous-mêmes et notre capacité à discuter avec autrui, d'apprendre à mener des discussions et à écouter ce que les gens ont à nous dire. Les militants doivent faire preuve de modestie et ne pas agir comme s'ils détenaient la « ligne juste ».

3. Développer des relations et des alliances avec les organisations implantées localement dans les communautés de couleur et ayant des références politiques proches des nôtres. Leur demander : « De quoi avez-vous besoin en ce moment ? » Il faut dénoncer l'impact local et international de la politique américaine et construire des relations qui renforceront notre projet à long terme. Une grande partie de ce travail consiste à effectuer des tâches concrètes et aider les militants blancs à comprendre la signification du mouvement pour une justice raciale.

La plupart des obstacles, des défis, des perspectives et des exemples que les militants ont évoqués s'intègrent dans les trois catégories définies par Sharon Martinas.

Sur la formation politique

La formation et l'éducation politiques jouent, pour la majorité des présents, un rôle essentiel dans le succès d'un travail anti-guerre. Pour Dara Silverman, militante à Boston de United for a Fair Economy (Mouvement une économie équitable) et du Jewish Call to Justice (Comité des Juifs pour la justice), la formation politique permet d'éveiller le sens critique et d'attirer l'attention sur le rôle d'Israël au Moyen-

Orient et le combat du peuple palestinien pour sa libération. La lutte contre l'apartheid israélien a été au centre des discussions lors de la Conférence mondiale contre le racisme organisée par les Nations unies à Durban, en août 2001. La croissance du mouvement international de solidarité avec les Palestiniens oblige les progressistes américains à prendre position contre l'occupation israélienne. Mais de nombreux militants anti-guerre affirment que la complexité de la situation politique et de l'histoire du Moyen-Orient, et spécialement de la Palestine et d'Israël, entrave considérablement le développement du mouvement anti-guerre.

Selon Dara Silverman, certaines personnes se réfugient derrière le caractère confus et complexe des problèmes pour ne pas prendre position. Pourtant, avec le recul, on peut repérer de nombreuses injustices flagrantes dans l'Histoire, injustices qui au moment où elles furent commises étaient considérées, elles aussi, comme le fruit de problèmes très compliqués et embrouillés. Par exemple, aujourd'hui tout le monde condamne les camps d'internement où le gouvernement Roosevelt/Eisenhower a enfermé les Japonais-Américains pendant la Seconde Guerre mondiale.

Cependant, à l'heure actuelle, alors que les autorités interrogent des milliers de musulmans, d'Arabes, Asiatiques et d'Africains du Nord et qu'elles maintiennent en détention plus de 1000 d'entre eux, l'opposition à ces mesures est très faible. De même, on a l'impression que tout le monde était opposé à la guerre du Vietnam, à l'apartheid en Afrique du Sud, à l'Holocauste en Europe, lorsque ces événements ont eu lieu, ce qui n'est malheureusement pas du tout le cas. Ceux qui s'opposèrent à ces crimes furent marginalisés, attaqués et on les accusa de « ne rien comprendre du tout » à ces problèmes. L'occupation israélienne cessera forcément un jour, déclare Dara Silverman qui espère que les militants reconnaîtront la nécessité d'accorder la priorité à la lutte des Palestiniens dans le cadre du mouvement anti-guerre. Parmi les Blancs progressistes, les Juifs radicaux ont été à l'avant-garde du travail de solidarité avec la Palestine et continuent à jouer un rôle décisif en ces temps de guerre.

Laura Close, dirigeante nationale de l'organisation STARC (Students Transforming And Resisting Corporations Alliance, Alliance étudiante pour transformer les grandes entreprises et résister à leur pouvoir) travaille et discute avec des étudiants qui se mobilisent contre la guerre un peu partout dans le pays. De ses conversations avec des étudiants blancs et de couleur, Close conclut qu'il faut distinguer deux axes importants dans la formation politique du mouvement étudiant, mouvement composé essentiellement de Blancs : l'analyse du racisme et l'acquisition d'un savoir-faire organisationnel.

Dans son essai « Whiteness, Organizing, Allies and Accountability » (Blanchitude, organisation, alliances et responsabilité), Close écrit : « La blanchitude cause des dégâts dans tous les milieux. Elle est présentée aux Etats-Unis comme un modèle d'humanité : les Blancs sont synonymes de meilleur/juste/normal tandis que les individus de couleur incarneraient le deuxième choix/erroné/étranger. Cela rend des Blancs comme moi et. Nous avons tendance à penser que la façon dont nous organisons des manifestations, dont nous construisons l'opposition à la guerre est meilleure-juste-normale alors qu'en fait nous marginalisons et ignorons toutes sortes de gens. »

L'universalisation de l'expérience blanche est compliquée encore par un processus que Laura Close voit se répéter chez les militants étudiants blancs, en particulier chez les hommes. Non seulement ils ignorent ce qu'est le travail d'organisation et la façon de construire un mouvement d'opposition à la guerre, mais en plus ils ont une attitude arrogante, de Monsieur Je sais tout, qui prétend décider seul de ce qui est révolutionnaire et de ce qui ne l'est pas. Pour de nombreux autres militants étudiants blancs, notamment les femmes, un autre problème se pose : ils manquent de confiance en leurs capacités d'organisation. Ces deux processus freinent considérablement la construction d'un mouvement anti-guerre sur les campus. Selon Laura Close, il faut absolument développer une formation politique solide qui développe les capacités d'analyse, les talents et la confiance en soi des militantEs tout en remettant en cause les privilèges des Blancs.

« Les jeunes militantEs, écrit-elle, ignorent souvent ce que signifie l'organisation. J'ai toujours réussi à mener à bien des projets (tenir une réunion, lancer une manifestation, etc.) mais ce n'est que récemment que j'ai vraiment compris ce que signifie le verbe organiser. (...) Il ne s'agit pas véritablement d'une théorie mais d'un ensemble d'éléments qui sont grosso modo les suivants (avec beaucoup de variations, bien sûr !). Organiser c'est changer les relations de pouvoir dans notre société. Organiser c'est construire des réseaux, des institutions, des organisations avec lesquels les pouvoirs établis (le gouvernement) sera forcé de compter lorsqu'il voudra mener une politique nocive, comme de s'attaquer à l'aide sociale ou de préparer une guerre. Une action (manif, délégation, banque d'écoute, accrochage de banderoles, exposé

politique, envoi de cartes postales de solidarité ou de protestation) est bien organisée lorsqu'elle est menée en continuité avec l'étape antérieure et aboutit à son objectif. Dans la période actuelle, nous ne construisons pas un mouvement coordonné, qui interagit, nous menons des initiatives dispersées. Nous dépensons un sacré paquet d'énergie, c'est sûr, mais nous ne construisons rien de solide parce que nous manquons de savoir-faire. Mais nous pouvons résoudre ce problème. » En tant que responsable de STARC, Laura Close parcourt le pays pour rencontrer des groupes d'étudiants afin de développer leurs capacités d'analyse, leur confiance en eux-mêmes et leurs talents.

Rahula Janowsko souligne, elle aussi, l'importance d'analyser et de combattre le racisme ainsi que les privilèges des Blancs. Militante anarchiste, Rahula nous a raconté une discussion récente lors d'une réunion libertaire à laquelle assistaient surtout des Blancs. La discussion était centrée sur la façon dont les anarchistes doivent considérer les attaques contre les libertés civiques. Selon certains ; puisque les anarchistes pensent que l'Etat est une institution illégitime, il est contraire aux principes libertaires de demander quoi que ce soit à l'Etat. « Certains des participants, écrit-elle, se servaient d'une valeur politique fondamentale — l'illégitimité de l'Etat — pour éviter de participer à un travail de solidarité antiraciste indispensable : s'opposer aux atteintes à leur liberté que subissent les gens de couleur, en particulier les Arabes, les personnes originaires du Moyen-Orient et les musulmans, suite aux attentats du 11 septembre. Si les anarchistes et l'extrême gauche étaient visés, je soupçonne qu'on les entendrait beaucoup moins affirmer qu'il n'est pas important de riposter. »

Mais il faut tenir compte d'un autre problème. On ne décide pas toujours de son thème d'intervention. Lorsque les agents du FBI ont commencé à arrêter des Asiatiques et des Nord-Africains, les ressortissants de ces communautés n'ont pas choisi de s'intéresser aux problèmes des libertés civiques, cette question les a frappés de plein fouet. Cela ne doit pas nous empêcher de défendre une analyse et une stratégie révolutionnaires sur ces questions. Cependant, nous devons examiner de façon critique comment certains attribuent à des luttes l'étiquette de révolutionnaires ou de réformistes et pourquoi ils peuvent se permettre le luxe de tourner le dos aux luttes pour les réformes. Les positions politiques « pures et dures » sont souvent défendues par des militants qui jouissent de privilèges liés à leur appartenance ethnique, à leur classe ou à leur genre. Janowski souligne l'importance d'avoir de telles discussions pour soulever ces questions et les creuser, surtout dans une période difficile comme la nôtre.

Les groupes multiraciaux impulsent de nombreuses manifestations et actions politiques visant à construire une opposition dans des communautés différentes. Chantel Ghafari, militant iranien et membre de Power (People Opposing War, Empire and Rulers, Collectif contre la guerre, l'Empire et les dirigeants) nous a décrit une action récente qui s'est déroulée à l'université d'Irvine en Californie du Sud. La coalition qui a organisé cette manifestation comprend des associations d'étudiants musulmans, afghans et iraniens, Academia in Action (Les universitaires en action) et Act For Global Justice (Agissons pour la justice mondiale). Ils ont installé un camp de réfugiés incluant 25 tentes fabriquées avec des morceaux de caoutchouc et de plastique, matériaux utilisés généralement dans ces camps. Une vingtaine de personnes y ont dormi pendant trois nuits. Chaque soir, la coalition organisait un événement différent pour attirer l'attention des étudiants. Le fait de discuter du problème des réfugiés a provoqué d'autres discussions sur le Moyen-Orient et la politique étrangère américaine. La Rawa (Revolutionary Association of the Women of Afghanistan, Association révolutionnaire des femmes afghanes) organisait ce jour-là une exposition de photos consacrée aux camps de réfugiés. La prochaine action de la coalition sera de poser de fausses mines anti-personnel autour de l'université pour informer les étudiants de la situation en Afghanistan. Des actions créatives de ce type-là vont être organisées aux quatre coins du pays.

Construire une opposition dans les communautés blanches et au-delà

Les militants blancs ont la responsabilité de s'adresser aux autres Blancs et de leur parler du racisme. Comme en matière d'organisation politique, il est plus facile d'en parler que de le faire. Laura McNeill qui travaille avec JustAct : Youth Action for Global Justice (Agissons : Comité des jeunes pour la justice mondiale) a passé beaucoup de temps à discuter avec des Blancs de son entourage.

« En dehors de mes actions pour la justice sociale avec d'autres militants, je pense qu'il est important d'ouvrir un espace de dialogue avec les membres de ma communauté qui ne partagent pas mes idées révolutionnaires. Je vis dans une ville près de Norfolk, en Virginie, où de nombreuses personnes apprécient l'armée et ce qu'elle a fait pour eux, soit en leur fournissant un salaire leur permettant de se

nourrir, soit en leur permettant d'accéder à l'Université. Beaucoup de ces gens m'ont soutenu moralement au cours de ma vie, aussi je suis partagée lorsque j'expose mes conceptions antimilitaristes à ces personnes qui me sont très proches. Ma position est difficile car je veux lutter contre la guerre raciste que le gouvernement Bush nous prépare. Néanmoins, je pars d'une intuition élémentaire : presque tous les êtres humains veulent faire ce qui est juste, et ils n'apprécient guère que l'on haïsse d'autres personnes ou qu'on leur fasse du mal. Et je crois que si, on leur en donne l'occasion, ils aimeraient aussi comprendre des injustices systématiques comme le racisme, l'impérialisme américain et la domination mondiale du monde par les multinationales américaines. Ils souhaiteraient redécouvrir leur propre voix, poser des questions et combattre ces injustices. »

Dans ce but, Laura McNeill commence à dialoguer avec les personnes de son entourage et à écouter ce qu'elles ont à dire. Elle leur passe ensuite des articles provenant de journaux alternatifs. Et lorsqu'elle pense que le moment est venu, elle décrit comment elle est devenue une militante et expose ses motivations personnelles. Elle explique aussi les différences qui existent entre une famille de New York et une famille afghane, afin de remettre en cause les stéréotypes qui circulent sur le Proche et le Moyen-Orient.

En agissant ainsi, McNeill a pris conscience que lorsque les gens lui répondent avec colère, c'est parce qu'elle exprime une position différente et les met au défi de penser au-delà de leurs certitudes confortables. « J'ai tendance à penser instinctivement qu'ils sont en colère à cause de moi, alors que c'est le système d'oppression dans lequel nous vivons qui les rend confus, irritables et dresse une barrière entre nous ».

Laura souligne aussi la nécessité d'inclure nos interlocuteurs dans la discussion. « J'ai découvert que les gens sont poussés à agir lorsqu'ils se sentent qu'ils font eux-mêmes partie de la solution. Pour en arriver à cette prise de conscience, il faut qu'ils aient l'occasion de s'exprimer, de formuler leurs frustrations et de poser des questions. Je dois les écouter, partager avec eux ce que je sais et ce que j'ai vécu et leur donner la possibilité de me rejoindre. »

Max Elbaum, militant depuis la guerre du Vietnam et auteur notamment d'un livre sur les mouvements révolutionnaires des années 60 et 70 (*Revolution in the Air*, à paraître aux éditions Verso) tient à souligner que nous travaillons sur le long terme. Les coalitions anti-guerre sont importantes parce qu'elles ont des effets relativement rapides et que l'existence d'un courant antimilitariste important dans la société est essentielle. Cependant, il faut aussi organiser chaque secteur de la population et s'implanter chez des gens qui ne sont pas prêts au départ à manifester dans la rue. A la fin des années 60, les militants qui participaient à des organisations et des projets multiraciaux faisaient de la propagande dans des lieux où cohabitaient des ethnies opprimées de différentes origines : les travailleurs des hôpitaux, les bénéficiaires de l'aide sociale, les ouvriers d'usine, les habitants de quartiers pauvres. L'objectif était de lier l'opposition internationale à la guerre aux questions nationales ou locales qui les touchaient directement. Le fait qu'ils militaient dans des organisations de base et sur le long terme avait aussi un autre avantage : ils pouvaient lutter plus efficacement contre les attitudes racistes chez les Blancs et souligner comment les privilèges accordés aux Blancs renforcent le pouvoir de ceux qui exploitent les ouvriers et les pauvres de toutes les origines ethniques et nationales. Beaucoup de militants, qui participaient à des luttes locales depuis des années, ont pu ainsi remettre en cause le schéma destructeur partagé par de si nombreuses personnes dans ce pays, qui se considèrent seulement comme blanches, voient les gens de couleur seulement comme des étrangers, incarnation de l'Autre, et refusent de traverser la « frontière de la couleur », de nouer la moindre relation humaine avec des membres d'une autre classe ou d'un autre genre.

Pour construire un mouvement anti-guerre efficace aujourd'hui, Elbaum pense qu'il faut absolument mener un travail patient en direction des organisations qui regroupent des gens ordinaires. Nous ne pouvons pas nous attendre à ce qu'ils adhèrent directement à des coalitions ou des groupes anti-guerre. Nous devons aller dans les églises, les syndicats, les associations et les clubs locaux. De tels groupes évolueront peut-être plus lentement que nous le souhaitons vers des positions anti-guerre. Mais lorsqu'ils décideront de nous soutenir, ils nous fourniront une structure et des membres prêts à agir. Par exemple, peut-être au départ vaut-il mieux inviter seulement un membre d'un de ces groupes à une conférence ou une activité, puis demander à cette personne d'amener quelques-uns de ses camarades à la prochaine activité. Peut-être accepteront-ils d'organiser une conférence politique pour leur groupe. Au cours de ce processus il est important de soutenir la direction des groupes auxquels appartiennent ces gens et d'offrir notre soutien.

Tout en partageant les leçons qu'il tire de son activité passée, Elbaum souligne aussi la nécessité pour les militants plus vieux de respecter et d'apprendre de l'expérience des générations plus jeunes. Comme dans le passé, il est capital de saisir le lien intime entre la guerre américaine et le racisme aux Etats-Unis et le rôle des privilèges accordés aux Blancs lorsque nous essayons de nous adresser à l'ensemble de la population et à l'intérieur du mouvement anti-guerre lui-même. Mais les formes et les méthodes précises pour remettre en cause la domination du racisme changent avec le temps, et ce sont les jeunes militants qui sont les mieux placés pour choisir quels sont les éléments les plus valables des expériences passées et inventer les stratégies les plus efficaces aujourd'hui. Pour construire un mouvement multiracial et antiraciste il faut non seulement mener une action aux côtés des organisations multiraciales, mais aussi un travail de solidarité avec des groupes majoritairement blancs

Le travail antiraciste en direction des organisations blanches

Lily Wang, militante de l'Asian and Pacific Islander Coalition Against War (Coalition des Asiatiques et des insulaires du Pacifique contre la guerre), mouvement implanté dans la région de San Francisco, explique que le moment n'est pas forcément venu de travailler tous ensemble. Selon elle, il y a tant de choses à faire dans des communautés si différentes. « Nous opérons dans des dizaines de communautés d'immigrés asiatiques différentes. Comment pourrions-nous participer à des coalitions multiraciales où les immigrés et les militants qui ne parlent pas l'anglais sont souvent marginalisés ? » Selon elle, les militants blancs devraient s'adresser aux organisations de couleur pour leur demander comment leur donner un coup de main, orienté vers des tâches précises. C'est à travers de telles actions de soutien que des relations de confiance peuvent se développer.

Lily Wang souligne aussi l'importance de la responsabilité, pierre angulaire d'un travail de solidarité efficace. La façon dont les militants blancs ont, dans le passé, miné la lutte pour le changement social, ainsi que les manifestations actuelles des privilèges des Blancs conduisent beaucoup de militants de couleur à être réticents quant au travail commun avec des militants blancs. Ce problème est encore aggravé par la tendance des militants blancs soit à négliger totalement les luttes dans les communautés de couleur, soit à les considérer comme des luttes limitées, pour des objectifs catégoriels, des luttes réformistes. La responsabilité, pour les militants blancs, signifie ne pas oublier le poids du passé et de ces relations difficiles et s'efforcer de changer ces comportements. La responsabilité consiste tout simplement à faire ce à quoi vous vous engagez. La responsabilité, c'est accepter que les gens avec lesquels vous travaillez vous demandent des comptes sur votre conduite, vos actions et votre façon d'organiser les autres.

Créer la responsabilité signifie souvent créer des relations entre des organisations. Le groupe de San Francisco Food Not Bombs (FNB) voulait témoigner sa solidarité aux journaliers du quartier de Mission, pour la plupart d'origine latino-américaine. Ils apportaient de la nourriture aux coins des rues où ces demandeurs d'emploi se tenaient dans l'attente de trouver du boulot. Food Not Bombs distribuait de la nourriture tous les lundis mais le groupe n'arrivait pas à résoudre certains problèmes. Quel était l'impact d'une distribution non sollicitée de nourriture à des individus éparpillés ? Quel pouvait être l'objectif à long terme d'une telle activité ? En dehors de la difficulté technique de servir des plats chauds, un autre problème se posait : la plupart des journaliers pensaient que FNB était un groupe religieux et la communication avec eux ne s'établissait pas. FNB décida alors de changer de stratégie et de tenter de soutenir ces travailleurs d'une autre façon : en offrant d'amener de la nourriture aux événements organisés par le Day Laborer Program (DLP, Programme pour les journaliers), un centre indépendant, autogéré, qui offrait toutes sortes de services, de l'assistance médicale à l'organisation de groupes femmes. Au départ le DLP accepta l'offre de FNB d'apporter de la nourriture, mais leurs militants prévoyaient toujours suffisamment de nourriture au cas où FNB ne se présenterait pas. Le sentiment frustrant de ne pas être indispensables a poussé les militants de FNB à mieux comprendre comment se construisent lentement des sentiments de responsabilité, comment naît et croît une confiance mutuelle. Plus FNB participait à des activités et montrait son engagement, plus le respect mutuel croissait et le DLP a contacté les membres de FNB pour que ceux-ci préparent à manger, y compris lors d'événements importants comme les repas pour les journaliers et leurs familles. FNB a aussi participé à l'organisation d'une garderie pour les enfants pendant les réunions du DLP et à des activités de porte-à-porte pour solliciter le soutien du voisinage afin de trouver un siège décent pour le groupe. Au fil du temps des relations se sont développées. Maintenant, à un moment où le gouvernement s'attaque de plus en plus aux

droits des immigrés, FNB est considéré comme un allié, tandis que le DLP et d'autres organisations défendant les droits des immigrés s'appêtent à riposter. Ce type de relations ne se construit pas du jour au lendemain, quelles que soient les bonnes intentions de part et d'autre.

«Le travail de soutien d'une organisation comme le DLP nous a beaucoup apporté, explique Clare Bayard, militante de FNB. Nous avons énormément appris en observant comment agissent ces militants radicaux, inspirés et très intelligents. Nous avons tiré profit de leurs capacités d'organiser leur communauté et aussi des informations de grande valeur qu'ils nous ont fournies sur la façon dont l'économie mondiale affecte les différentes communautés ici à San Francisco. Cette activité commune a renforcé tout le travail que notre organisation mène autour de la justice économique et des droits de l'homme. Construire des alliances est un travail assez lent ; le DLP a eu raison de ne pas nous accorder sa confiance dès le premier contact. Notre décision de nous investir prioritairement dans la construction d'une relation solide avec eux a enclenché un processus d'éducation politique interne. Nous avons été patients, nous avons démontré que nous étions à la fois fiables et flexibles. Cela nous a permis de soutenir beaucoup plus efficacement les luttes décisives des travailleurs immigrés à San Francisco. Ces gars-là jouent un rôle essentiel dans la lutte contre le capitalisme international et nous avons trouvé le moyen de travailler en solidarité les uns avec les autres. »

Cependant, en cette période de répression croissante, de nouvelles complications viennent entraver la conclusion d'alliances multiraciales. Dan Berger travaille avec un groupe multiracial en Floride qui fait partie d'un réseau national (Colours of Resistance, Les Couleurs de la Résistance) Ils ont organisé une conférence contre la guerre et le racisme pour étudier spécialement les façons dont la suprématie blanche opère sur le plan international et national. A cette fin, ils ont demandé à un éminent professeur révolutionnaire latino-américain de prendre la parole. Ce dernier leur a donné les coordonnées d'un prof révolutionnaire blanc et leur a expliqué qu'en raison de possibles réactions racistes il préférerait ne pas se mettre en avant. Berger se demande : « A une époque comme la nôtre, comment des Blancs antiracistes comme nous peuvent-ils à la fois être conscients de leurs privilèges et les utiliser pour s'exprimer. ? » De nombreux révolutionnaires de couleur pensent que les Blancs antiracistes doivent prendre la parole tout en n'oubliant jamais que la suprématie blanche en réduit d'autres personnes au silence.

Sasha Vodnik et Shawn O'Hern décrivent l'action qu'ils mènent à Richmond en Virginie. FNB a travaillé avec Parents for Life (Des parents pour la vie) et Stop Police Abuse Now (Arrêtez immédiatement les brutalités policières) deux groupes qui organisent la communauté afro-américaine de Richmond et sont dirigés par des militants de couleur, pendant environ six mois. Nous sommes allés à leurs réunions et réciproquement, de façon irrégulière, pendant six mois, mais nous avons toujours assisté aux manifestations publiques des deux groupes. FNB et Stop Police Abuse Now ont organisé ensemble, il y a quelques mois, une réunion au cours de laquelle Lorenzo Komboa Ervin (un ancien Black Panther et ancien prisonnier politique) a pris la parole. Nous avons réuni 50 personnes qui ont écouté les trois orateurs. Selon Vodnik, l'un des aspects importants du travail de solidarité consiste à écouter attentivement la façon dont les différentes communautés définissent les problèmes. Durant son exposé, Lorenzo Komboa Ervin a défendu l'idée que l'opposition à la guerre devait être animée par une vision plus large d'un changement social radical. « Une paix qui maintient le statu quo ne nous intéresse pas », a déclaré Ervin.

Vodnik explique : « Cela été un rappel important pour moi : je me suis souvenu qu'il existait des rapports entre les luttes, que le combat contre les brutalités policières et le racisme, la lutte pour les salaires et un système de santé universel, etc. ; ont non seulement leur place dans le mouvement anti-guerre mais que ces mouvements sont organiquement liés. »

Dans le même sens, Brooke Atherton du Challenging White Supremacy Collective déclare que les militants Blancs devaient comprendre ce que signifie respecter la direction des militants révolutionnaires de couleur. « Les gens qui sont le plus affectés par l'injustice doivent diriger la lutte pour le changement social. » explique-t-elle. Il circule beaucoup d'idées confuses sur ce qu'implique le fait de diriger les autres. Il n'est bien sûr pas question que les Blancs suivent aveuglément les gens de couleur ou ne leur adressent aucune critique. Beaucoup de militants blancs pensent que les dirigeants des autres groupes ethniques minent leur propre travail de direction.

Atherton : « Il ne s'agit pas de baisser les bras, mais d'abandonner le besoin de tout contrôler. Certains Blancs ont l'impression que le fait d'assurer une garderie ou du phone banking n'est pas la meilleure façon d'employer leurs talents, mais s'ils mènent de façon conséquente un travail de soutien les Blancs

peuvent construire des relations et gagner la confiance de militants révolutionnaires de couleur et apprendre l'importance vitale de soutenir les dirigeants des organisations de couleur d'une manière très concrète. » Ils peuvent commencer par demander à des militants de couleur qu'ils respectent : « Que faites-vous en ce moment et comment pourrions-nous soutenir votre action ? » Ces étapes posent des jalons pour la construction d'un mouvement révolutionnaire multiracial. En dehors du travail de solidarité antiraciste, beaucoup de Blancs travaillent dans des groupes multiraciaux. Les questions qui se posent sont différentes mais les intentions sont similaires. Brooke nous rappelle que les capacités de direction des militants blancs restent nécessaire pour organiser d'autres Blancs. Les militants antiracistes blancs ont joué un rôle important de direction et continuent à le faire dans les mouvements multiraciaux.

J'ai récemment cherché un auteur ou un livre qui pourrait m'inspirer des conseils et de la sagesse. Les conversations relatées dans cet article ont été pour moi une façon de façonner ce que l'écrivaine féministe bell hooks appelle « un espace révolutionnaire créatif qui affirme et soutient notre subjectivité, qui nous donne un nouveau lieu à partir duquel nous pouvons appréhender monde ». Cette force est nécessaire, puisque comme l'ont noté de nombreux militants durant nos conversations, il n'existe pas de réponses faciles à des problèmes comme la définition d'une éducation politique efficace, l'organisation des communautés blanches et le travail de solidarité antiraciste mené par les Blancs. Mais, aussi paradoxal que cela puisse paraître, ces questions compliquées peuvent guider notre combat.

Cet article est dédié à Katie Sierra, une jeune fille de 15 ans qui a été exclue de son lycée à Charleston en Virginie parce qu'elle exprimait son opposition à la guerre et essayait de créer un club anarchiste. Son courage lui aussi nous inspire.

Quelques sources d'information sur le Net : illegalvoices.org/katiesierra (**sur le combat juridique de Katie Sierra**) et aussi les sites [United For a Fair Economy](http://UnitedForaFairEconomy.org), GlobalRoots.net, [Colorlines](http://Colorlines.org), politicaleducation.org et [Onward](http://Onward.org)

Je tiens à remercier les personnes qui ont inspiré mon article : Chris Dixon, Laura McNeill, Dara Silverman, Max Elbaum, Chantel Ghafari, Helen Luu, Dan Berger, Clare Bayard, Rahula Janowski et Sharon Martinas.

Entretien

avec Chriss Crass

Yves Coleman : Tout d'abord merci d'avoir pris la peine de répondre à mes questions. Peux-tu me dire brièvement quel est ton itinéraire politique et personnel ?

Chris Crass : J'a commencé à militer au lycée quand j'avais 15 ans . Mon meilleur copain, Mike Rejniak, m'a fait découvrir la politique et le punk rock. Nous avons un groupe au bahut qui s'appelait l'United Anarchist Front (UAF, Front uni des anarchistes) et nous distribuions des tracts, éditions un journal, et organisons des actions de protestation contre les multinationales et contre la guerre. La guerre du Golfe en 1991 et le tabassage de Rodney King par les flics de Los Angeles nous ont beaucoup influencé. J'ai participé au mouvement étudiant dans le comté d'Orange, dans la région. Nous étions un groupe multiracial dirigé par des Latino-américain(e)s et nous luttions contre les droits d'inscription trop élevés, pour que soit créé un département d'études sur les chicanos (les Mexicains-Américains) et pour les droits des immigrés. Au sein de l'UAF nous avons organisé un atelier de discussion sur le sexisme dans notre groupe et créé une section du mouvement Food Not Bombs. J'ai ensuite déménagé à San Francisco où j'ai continué à militer avec Food Not Bombs. J'ai étudié la science politique, l'histoire des femmes et les questions ethniques. Je me suis consacré à Food Not Bombs pendant huit ans. J'ai participé à pas mal de projets dans la communauté anarchiste de la baie de San Francisco. Des soirées anars dans des cafés, des rassemblements anarchistes dans les manif et du travail avec d'autres groupes autour de la désobéissance civile.

En 1999 j'ai commencé à travailler avec un groupe d'étude antiraciste rassemblant des militants blancs pour la justice sociale. Sharon Martinas des CWS (Challenging White Supremacy Workshops) l'avait mis sur pied et m'a invité à y participer. Après les grandes manif de Seattle, Sharon et moi avons décidé de créer des ateliers antiracistes pour étudier pourquoi le mouvement pour la justice internationale, le mouvement antimondialisation est composé majoritairement de Blancs. A Seattle, j'ai vraiment été impressionné par la qualité et le niveau des interventions politiques et j'ai réfléchi à l'importance d'avoir un mouvement efficace qui soit fondé sur la participation de tous. Au sein de Food Not Bombs, nous avons souvent discuté de nos besoins d'acquérir une formation politique ainsi que certaines compétences mais nous n'avions jamais le temps. Beaucoup de groupes se trouvent face au même dilemme. Beaucoup de gens, lorsqu'ils commencent à militer, ont le même problème, mais personne n'a ni le temps ni la capacité de leur apprendre comment construire un engagement durable pour le changement social. Je pense à des groupes qui font partie du mouvement pour la justice sociale, des groupes comme Food Not Bombs ou Earth First et les groupes étudiants.

Dans le cadre de CWS, nous avons créé un projet, l'ARGJ : Anti-Racism for Global Justice (Anti-racisme pour une justice internationale). Nous organisons des ateliers de discussion dans tout le pays avec des groupes d'étudiants, des groupes communautaires locaux, avec la Ruckus Society et dans le cadre de congrès. Cette année, j'ai travaillé avec STARC lors d'un stage d'été pour les militants étudiants. Pendant huit semaines, les participants ont milité dans des groupes communautaires locaux, ont participé à des ateliers contre l'oppression et ont appris certaines techniques et compétences élémentaires pour apprendre à organiser les autres et à diriger afin d'aider à construire le mouvement étudiant. Dans le cadre d'ARJI nous nous intéressons surtout à la formation politique, à l'apprentissage des capacités de direction, au travail de réseaux, et c'est grosso modo l'essentiel de mon activité actuellement.

Je participe aussi à Colours of Resistance (Couleurs de résistance), un réseau d'organiseurs antiraciste dirigé par des femmes au Canada et aux Etats-Unis qui cherche à approfondir la politique antiraciste dans le mouvement pour une justice internationale et à soutenir la direction des éléments radicaux de couleur et des femmes dans ce mouvement. Je travaille aussi avec un groupe antiraciste et antiguerre (Heads Up! Relevons la tête!) et je participe à deux groupes de discussion composés

d'hommes qui étudient les privilèges masculins et le patriarcat et cherchent à devenir des alliés efficaces du mouvement antisexiste.

Y.C. Pourquoi ton texte fait-il systématiquement référence au terme de race ? Depuis les années 50, grâce notamment au travail d'un groupe de scientifiques issus des sciences humaines et des sciences dures, l'UNESCO a établi de façon irréfutable que ce concept n'a aucune validité scientifique ? Pourquoi l'extrême gauche américaine continue-t-elle à raisonner en ces termes ?

C.C. Lorsque je parle de race, je ne lui donne aucun caractère scientifique, il s'agit pour moi d'une catégorie socialement construite qui a un impact très réel sur la façon dont la société est structurée et la façon dont le pouvoir fonctionne aux Etats-Unis. J'ai discuté avec des militants blancs antiracistes européens et des organisateurs de couleur en Europe et ils m'ont dit que le problème est aussi crucial là-bas. L'histoire de la colonisation européenne est indissociable de l'histoire de la suprématie blanche, du patriarcat et de l'exploitation économique. La forteresse Europe, avec ses attaques actuelles contre les immigrés et les réfugiés de couleur, est un bon exemple de la suprématie blanche. Les rationalisations biologiques du concept de race sont bien sûr totalement erronées.

Mais les rapports de pouvoir que les pseudo théories biologiques ont essayé de justifier dans le passé continuent à se perpétuer, que la suprématie blanche ait ou non une base scientifique. Howard Zinn explique très bien l'importance de la question de la race aux Etats-Unis dans son livre sur L'histoire du peuple américain.

L'oppression des peuples de couleur est inséparable des privilèges matériels et sociaux des peuples blancs. Aux Etats-Unis les Blancs qui font partie de la classe des opprimés bénéficient également de privilèges qui sont refusés aux Américains de couleur. Je peux marcher tranquillement dans la rue sans craindre constamment d'être arrêté par la police. En général les Blancs gagnent davantage d'argent que les gens de couleur qui font le même boulot qu'eux. En tant que Blanc, j'ai été éduqué dans l'idée que mon expérience avait une valeur universelle. En tant que militant, si je ne mets pas en cause cette conception je serai conduit à avoir des attitudes racistes. Blanc vivant dans une société qui défend la suprématie blanche, je bénéficie du racisme et le perpétue. En tant qu'antiraciste j'ai le choix : je peux lutter contre le racisme dans la société où je vis, tout en continuant personnellement à bénéficier du racisme et à le perpétuer. C'est pourquoi il s'agit à la fois d'un processus de transformation individuelle et d'une transformation sociale. Ne jamais parler de race, être « color-blind » (ne pas vouloir voir les couleurs), c'est nier la réalité. Les gens de couleur ne peuvent pas se permettre ce luxe lorsqu'ils sont harcelés par la police à cause de la couleur de leur peau. Si je nie la réalité, cela nuit à mon activité militante et sape mon travail pour la libération sociale. Bien sûr, je souhaite que l'on n'utilise plus des catégories comme celle de Blanc, de Noir, etc., mais ce n'est pas un choix que je peux faire tout seul, cela fait partie de la lutte pour un monde nouveau et proclamer je ne vois pas différences entre les gens ne sert à rien. C'est comme si un riche capitaliste claironnait partout qu'il ne croit pas en l'existence des classes sociales. Eh bien, tant mieux pour lui, mais qu'en est-il des ouvriers ou des pauvres ? Ont-ils le choix eux de ne plus subir les effets de la domination de classe ?

Y.C. Quelle différence établis-tu entre un organisateur et un militant ?

C.C.: Je me considère à la fois comme un militant et un organisateur. Le militant se concentre sur un objectif particulier ; il cherche à éduquer et organiser les gens autour d'un problème spécifique. Un organisateur, lui, aide les autres à développer leur analyse du monde, leur vision d'un monde meilleur, les talents et la stratégie nécessaire pour lutter contre l'injustice et la libération de l'humanité. Un organisateur réfléchit à la façon de construire un mouvement et d'impliquer les gens pour qu'ils réalisent des changements sociaux dans toute une série de domaines.

Y.C. : Un organisateur est donc un petit dirigeant, ce que les léninistes appellent un « cadre » de l'organisation ?

C.C. : En tant qu'anarchiste je pense qu'il est fondamental de soutenir et développer une direction. Oui, un organisateur est une sorte de petit dirigeant, à la différence que son objectif est d'aider à créer

d'autres dirigeants. Ella Baker, une organisatrice du mouvement des droits civiques aux Etats-Unis a beaucoup à apprendre aux anti-autoritaires sur la façon de construire des organisations et de construire un pouvoir du peuple afin que les gens puissent réellement avoir un mot à dire sur la façon dont la société fonctionne. Ella Baker dit que le principal rôle d'un organisateur est d'aider les autres à trouver leur pouvoir en tant que dirigeants. Pour moi, en tant qu'organisateur, je veux que le maximum de personnes aient leur mot à dire sur la façon dont le mouvement fonctionne, afin de poser des jalons en direction d'une société démocratique fondée sur la participation de tous. De plus, cette direction doit être exercée par les communautés opprimées, les femmes, les gens de couleur, les homosexuels et les lesbiennes, la classe ouvrière. Etant un Blanc, un petit-bourgeois et un homme, je consacre la plus grande partie de mon temps à lutter contre le racisme parmi les Blancs, le sexisme chez les hommes, et je me préoccupe des conséquences de ma position sociale sur mon activité militante. Les femmes, les gens de couleur, les homosexuel(le)s ont joué un rôle historique important dans les mouvements de gauche. La suprématie blanche, le patriarcat et le capitalisme attaquent cette direction en faisant croire aux militants blancs, aux hommes, aux petits-bourgeois et aux hétérosexuels qu'ils sont des dirigeants naturels, ce qui fait que les communautés opprimées se retrouvent marginalisées. Mon travail d'organisateur consiste aussi à amener des gens aux manif, à faire du phone-banking et à tenir des réunions.

Y.C. : Qu'est-ce le phone-banking ?

C.C. : C'est le fait d'appeler beaucoup de gens au téléphone pour les inviter à participer à une réunion, une manifestation, etc., et/ou les aider à se porter volontaire pour une action. Tu as une liste de 200 personnes que tu veux appeler pour la prochaine manif contre la guerre. Tu divises cette liste entre plusieurs personnes, de telle sorte que chacun donnera seulement 20 ou 30 coups de fil. On t'envoie beaucoup d'e-mails mais c'est aussi sympa de recevoir un coup de téléphone de quelqu'un qui t'invite à une manif ou te rappelle qu'une réunion importante se tient le lendemain.

Y.C. : Pourquoi les dirigeants blancs se sentent-ils menacés par les dirigeants des autres communautés ?

C.C. : Les Blancs ont toujours sapé la direction des peuples de couleur et ce de différentes façons. Souvent, les militants blancs ignorent le travail d'organisation mené dans les communautés de couleur ou ne reconnaissent pas sa valeur. En général, les militants blancs minimisent le pouvoir de la suprématie blanche. Je travaille avec un groupe qui s'appelle Challenging White Supremacy Workshops (Ateliers pour lutter contre la suprématie blanche) et nous définissons la suprématie blanche comme « un système d'exploitation et d'oppression des continents, des nations et des peuples de couleur par les peuples blancs et les nations du continent européen, système historique qui se perpétue à travers de multiples institutions ; son objectif est de maintenir et de défendre un système de richesses, de pouvoir et de privilèges ». Nous ne croyons absolument pas en la notion de race définie comme une catégorie biologique, mais nous la relient à la façon dont le pouvoir opère dans la société. Si moi, un militant blanc, je minimise la suprématie blanche, alors je minimise aussi mon analyse du pouvoir et j'aurai du mal à comprendre les luttes dans les communautés de couleur. De même, si je minimise le développement historique et institutionnel du patriarcat, j'aurai du mal à comprendre mes propres privilèges en tant qu'homme et l'importance de soutenir la direction des femmes.

Y.C. Pourquoi les militants blancs ont-ils une si mauvaise réputation, notamment en ce qui concerne leur incapacité à mener des tâches pratiques ?

C.C. Aux Etats-Unis, les Blancs, particulièrement les anarchistes et les anti-autoritaires ont la réputation de ne pas être fiables. Au cours de l'histoire des Etats-Unis, les militants blancs ont très souvent abandonné des luttes dirigées par des gens de couleur. Dans le mouvement ouvrier, par exemple, des syndicats dirigés par des Blancs ont souvent signé des contrats ou des accords qui excluaient des travailleurs de couleur. Aujourd'hui encore, il arrive souvent que des militants blancs s'engagent dans une activité pendant un an ou deux, puis arrêtent complètement de militer. Les anarchistes blancs ont cette réputation parce qu'ils entreprennent souvent des actions sans considérer l'impact qu'il aura sur d'autres gens. Ainsi, par exemple, lorsque l'on jette des pavés dans une vitrine pendant une manif. Si des

immigrés sans papiers participent à la manif, ils risquent d'être expulsés si la police les arrête. Etre responsable, attentif aux autres, c'est tout simplement faire ce que vous avez promis de faire. C'est important de respecter ces principes si l'on veut construire un mouvement et les militants blancs ont la réputation de ne pas être sérieux.

Y.C. : Dans ton texte tu emploies à plusieurs reprises le terme de responsabilité (accountability) ? Peux-tu le définir ?

C.C. : Quand je parle de la responsabilité, je pense à deux niveaux différents.

Le premier, signifie tout simplement faire ce que l'on s'est engagé à faire et accepter d'être critiqué et de rendre des comptes si l'on ne tient pas sa parole. Quand on s'engage à faire une tâche en vue d'une réunion ou que l'on déclare qu'on sera présent à telle heure, par exemple. Cela ne veut pas dire que l'on doit être parfait ou que l'on ne peut jamais être en retard, mais que l'on doit s'efforcer d'être responsable les uns envers les autres et de mettre en application ce que l'on a collectivement accepté de faire.

A un second niveau, la responsabilité, pour moi en tant que Blanc antiraciste ou en tant qu'homme ou petit-bourgeois luttant pour l'abolition du capitalisme, c'est de m'intéresser à la direction des fractions radicales des opprimés pour m'aider à déterminer et évaluer les actions que j'entreprends.

En dernière analyse, je dois être responsable des actions que j'entreprends et de la politique que je soutiens et je pense que c'est une bonne chose. Cependant, la responsabilité signifie penser à la façon dont les autres sont touchés par mes actions et comment mes actions contribuent à la construction du mouvement ou lui nuisent. Pour me développer en tant que dirigeant je dois reconnaître que mon combat fait partie d'une lutte multidimensionnelle pour la libération menés par des mouvements dirigés par des ouvriers et des pauvres, des queer, des femmes, des gens de couleur et des peuples indigènes.

(1) Pour Chris Crass un *radical* désigne « une personne qui lutte contre les racines mêmes de l'oppression et pour un changement complet du système social ». J'ai traduit tantôt par « révolutionnaire », tantôt par « d'extrême gauche », etc., mais évidemment on peut aussi traduire par « gauchiste » ou « contestataire », selon le contexte et selon ses positions politiques. Le lecteur tranchera.

(2) Selon Chris Crass, « Le mot *queer*, aux Etats-Unis, désigne les homosexuels, les lesbiennes, les bisexuels, tous les gens qui sont nés biologiquement avec un sexe d'homme et se considèrent comme des femmes et vice versa, tous ceux qui considèrent qu'ils appartiennent à plusieurs genres, qu'ils sont tantôt des hommes, tantôt des femmes, ceux qui ne se considèrent pas comme des hétérosexuels et ont une sexualité et un genre complexes et qui restent à conceptualiser. *Queer* est un terme utilisé par l'extrême gauche américaine pour désigner plusieurs identités, et ce concept s'oppose à l'hétérosexisme et au système binaire des genres. »

Je te recommande de lire le livre que la féministe française Colette Guillaumin "Racism, Sexism, Power and Ideology". Elle décrit comment l'immigration a changé la politique en France et comment l'extrême gauche française ont besoin d'une politique féministe et antiraciste si elle veut faire progresser la lutte pour le changement social.

Y.C. : Certaines organisations antiguerre s'intéressent-elles à la classe ouvrière américaine ?

CC. : La propagande anti-guerre dans la classe ouvrière se mène de plusieurs façons. Certains syndicalistes ont réussi à faire participer leurs organisations à des coalitions contre la guerre, en menant un travail d'éducation dans leurs syndicats et en essayant d'amener des adhérents aux manif anti-Guerre. Sabina Virgo, présidente d'un syndicat de travailleurs de la santé qui compte 2 000 membres en Californie a été très active sur ce terrain. Elle a écrit des analyses pour les membres de son syndicat afin de leur faire comprendre le lien qui existe entre les préparatifs actuels de guerre et les coupes dans le budget des services sociaux qui ont un impact direct, et désastreux, sur leurs conditions de travail. Elle a aussi pris la parole dans de nombreux meetings et manif contre la guerre. De plus, de nombreuses personnes effectuent un travail, à travers les Etats-Unis, dans les communautés immigrées : en défendant les droits civiques, en dénonçant les attaques contre les immigrés, elles s'efforcent de lier ces questions à

la guerre menée contre les travailleurs à l'étranger comme ici. Dans les communautés de couleur, de façon plus générale, les organisations de travailleurs qui s'intéressent aux droits sociaux, au logement, à la qualité de l'éducation essayent de lier ces luttes pour la justice économique au combat contre l'impérialisme et la guerre. Ceux qui lisent l'anglais pourront trouver de nombreuses informations et analyses à ce sujet sur le site Internet war-times.org.

Les paradis fiscaux, le néoréalisme et le rôle de l'État dans le nouvel ordre mondial

Par Nicolas (du Cercle social)

Depuis quelque temps, la question des paradis fiscaux agite la gauche néoréformiste. La presse française, notamment L'Humanité et Le Monde Diplomatique, y ont consacré plusieurs articles ces derniers mois. L'association ATTAC vient de publier aux éditions 1001 Nuits un petit livre consacré à ce sujet (1). Celui-ci, qui bénéficie d'une importante couverture promotionnelle, propose une étude du phénomène d'évasion fiscale, rédigée par le conseil scientifique d'ATTAC, et publie un large extrait du rapport parlementaire français sur le Lichtenstein, qui occupe la moitié des cent pages du livre. On aurait peine à trouver une divergence de fond entre ces deux analyses. Il est vrai que cette question intéresse depuis plusieurs années les états de l'Union Européenne. Aujourd'hui, la France semble envisager sérieusement des sanctions contre la principauté du Lichtenstein, l'un des principaux pôles d'attraction de l'évasion fiscale en Europe en raison de son secret bancaire réputé plus inviolable que celui de la Suisse. Le Royaume-Uni, pour sa part, a déjà fait le ménage depuis 1998, en faisant pression sur les îles anglo-normandes. La société FINOR, spécialisée dans le conseil et l'aide à la création de sociétés «offshore» recommande à ses clients : «de ne plus recourir aux territorialités britanniques (Ile de Man, Jersey, Guernesey, Iles des Caraïbes, etc...) pour la création de leur société ni pour l'ouverture ou le maintien de comptes bancaires. Bien que ces juridictions aient été des paradis fiscaux privilégiés de longues années durant, ils ne sont plus aujourd'hui la solution appropriée à la protection de votre patrimoine du fait des réformes législatives en cours dans les pays membres de l'Union Européenne.» (2).

On ne saurait être plus clair. Au demeurant, la même société recommande à ses clients de s'installer en Grande-Bretagne pour la création de sociétés, en raison d'une législation plus avantageuse qu'en France.

Qu'est-ce qu'un paradis fiscal ?

Chaque pays apparaît donc aux yeux des capitalistes comme un ensemble de caractéristiques techniques, constituant une offre plus ou moins adaptée à leurs besoins. Le principe de base du offshore, c'est d'implanter, de manière plus ou moins fictive, son entreprise dans un pays possédant une législation fiscale appropriée, c'est-à-dire la plus légère possible. Le choix d'implantation se fait en fonction de plusieurs critères : stabilité politique et économique, infrastructures techniques et bancaires, flexibilité de la législation, système d'imposition. On notera bien le premier critère, qui correspond aux attributions classiques de l'État : assurer un ordre propice au bon développement des affaires.

Mais les autres critères sont intéressants à analyser, notamment la législation idéale tels qu'elle est définie par la société FINOR déjà évoquée : «*Celle-ci doit être moderne et flexible, adaptée au affaires internationales : faible capital de départ, obligations d'enregistrement non nécessaires ou limitées au strict minimum, possibilité de tenir les conseils d'administration et les assemblées générales d'actionnaires partout dans le monde, possibilité d'émettre des certificats d'actions au porteur, possibilité d'absence de tenue de comptabilité, possibilité de nommer des administrateurs ou actionnaires mandataires professionnels, garantie d'une complète confidentialité quant aux affaires du client.*»

Autrement dit, elle doit être adaptée aux principes du blanchiment de l'argent issu d'activités non-officielles, puisqu'il est absolument impossible dans ces conditions de tracer la provenance et la destination de l'argent. On sait que les principaux trafics couverts par ce système sont la drogue et le

pillage de l'art africain (3), c'est-à-dire des secteurs criminalisés depuis relativement peu de temps et qui font l'objet d'une tolérance active dans les plus hautes sphères des états du «premier monde». Mais plus généralement, cette législation idéale doit permettre aux entreprises d'échapper à une fiscalité jugée trop lourde et trop inquisitrice.

Ces caractéristiques ne concernent que certains types de sociétés, plus particulièrement celles qui s'occupent de commerce et de service, d'assurance, de banques, des compagnies maritimes, ou les sociétés d'investissement, autrement dit de groupes capitalistes qui fondent leur richesse sur des activités non-productives. Mais les autres ne fonctionnent pas autrement, elles recherchent simplement d'autres conditions.

On connaît le cas de *Nike* et de *Totalfina* avec l'Indonésie. Les critères sont alors ceux du dumping social (stabilité politique, faible organisation de la classe ouvrière, faibles salaires et charges, disponibilité de la main d'œuvre) ou écologique (faible législation sur les activités polluantes ou destructrices). Il existe également un dumping de compétences (haute technicité pour de faibles salaires), dont l'Inde est un cas connu : les sociétés informatiques y emploient des développeurs bien formés pour des salaires très inférieurs à leurs équivalents américains ou européens. L'offre d'un pays peut également tenir à la disponibilité des matières premières ou la facilité des transports.

On touche ici à la définition même de l'État dans la phase actuelle de développement du capitalisme : une société de services fondée sur une territorialité et une population (4). Ce phénomène existait déjà au niveau national, avec une concurrence entre les villes, exacerbée par le système des zones franches et des zones industrielles. Il n'a donc fait que se développer au niveau planétaire.

Une guerre pour la conquête du marché fiscal

Pourquoi donc les états européens ont-ils décidé de s'attaquer aux paradis fiscaux, en commençant par ceux sur lesquels ils peuvent effectivement faire des pressions, comme les îles anglo-normandes ou le Lichtenstein ? La raison principale de cette mobilisation est d'ordre financier : le manque à gagner lié à l'évasion fiscale est énorme. Il se créerait actuellement au monde 140 000 sociétés offshore par an. En 1998, lorsque le gouvernement britannique s'est attaqué aux îles anglo-normandes, les sommes déposées dans ces paradis fiscaux atteignaient 350 milliards de livres, soit près de la moitié du Produit Intérieur Brut annuel britannique. Un tiers provenait du Royaume-Uni (5). En France, ce manque à gagner est estimé à 250 milliards de francs (6). Autrement dit, les États se livrent une véritable guerre économique destinée à maintenir leurs rentrées fiscales. De ce point de vue, le monde est un vaste marché fiscal, dans lequel chaque pays tente de se tailler la meilleure part.

Ces recettes fiscales ont deux objectifs : faire vivre la bourgeoisie publique (élus et hauts fonctionnaires) et permettre à l'État de tenir ses promesses vis-à-vis de ses clients privés, en terme d'équipement, de subventions aux entreprises, de paix sociale, etc. Dans le «nouvel ordre mondial», la rivalité entre états se trouve exacerbée, puisqu'aux conflits territoriaux s'est ajoutée la concurrence pour la captation d'entreprises génératrices de recettes fiscales.

Or, les paradis fiscaux sont des pays qui, en offrant des conditions particulières, se posent en moins-disant fiscaux. Cette tactique est payante pour eux, car elle permet à des états dépourvus de matières premières, d'un territoire étendu et d'une population importante, de rivaliser économiquement avec les «grands» en axant leur développement sur la mise à disposition de banques ou de cabinets juridiques. Au Liechtenstein, comme le signale le rapport parlementaire français, 8 députés sur 25 sont avocats ou liés à des structures financières (7) : la collusion entre bourgeoisie «publique» et privée est ici totale. Mais cette divergence d'intérêts rend ces pays dangereux pour les États qui vivent, au contraire, de leurs revenus fiscaux.

Ainsi, le rapport parlementaire français met en avant la menace suivante : *«Le Lichtenstein pourrait constituer un premier cas d'application de cette législation qui ne sera toutefois pleinement efficace que lorsque sera adoptée par l'ensemble des pays industriels afin de mettre au ban de la communauté internationale les États qui ne méritent pas d'y être intégrés»* (8).

La «mondialisation du capitalisme» (9) repose effectivement sur un double principe : l'émergence d'un super-Etat mondial, jouant exactement le même rôle de société de services, spécialisé dans l'arbitrage de conflits et le maintien de l'ordre ; parallèlement, le maintien (voire la multiplication) des états nationaux, permettant aux entreprises de choisir les meilleures conditions avec une offre suffisamment variée. Dans le

cas des paradis fiscaux, le rôle du super-état mondial serait donc de garantir les droits des entreprises-Etat les plus puissantes en mettant au pas les rivaux les plus agressifs.

ATTAC, le miroir idéologique du capitalisme d'économie mixte

Pourquoi ATTAC s'intéresse-t-elle d'aussi près aux paradis fiscaux ? Autrement dit, quel rôle vient jouer la gauche néoréformiste dans cette guerre économique entre états pour le contrôle du marché fiscal ? La première réponse, telle qu'elle apparaît dans les textes de cette association, vient d'une logique prospective sur la faisabilité de la fameuse Taxe Tobin sur les transactions financières. Comment taxer les transferts de capitaux si ceux-ci échappent pour l'essentiel à l'attention des organismes chargés de recouvrer cet impôt ? De ce point de vue, les néoréformistes sont simplement conséquents avec eux-mêmes. Mais il est tout de même intéressant de constater une telle convergence de vue entre une commission parlementaire et une association qui se proclame indépendante.

Dans une analyse matérialiste, cette prise de position apparaît nettement comme un habillage idéologique au service des intérêts de classe du capitalisme d'Etat, c'est-à-dire des élus et des haut fonctionnaires qui tirent leurs ressources de la fiscalité, et du capitalisme d'économie mixte, c'est-à-dire des capitalistes privés possédant des entreprises domiciliées en France, qui acceptent d'être soumis à une forte pression fiscale en échange d'importantes subventions (y compris sous la forme d'allègements fiscaux ou de primes à l'emploi précaire) et de la conquête de marchés publics, voire des privatisations. Ils ont donc intérêt à ce que l'État français bénéficie de revenus importants, sous peine de voir se tarir la manne.

Une partie des capitalistes privés est donc susceptible de faire corps avec leurs homologues publics pour combattre l'évasion fiscale. Ils y sont d'autant plus poussés que, plus la perte de capitaux est importante pour l'État, plus la pression fiscale sur leur entreprise risque d'augmenter. Les élus territoriaux (municipaux, départementaux ou régionaux), qui forment une couche importante de la bourgeoisie publique, sont également intéressés au maintien sur place des entreprises, pour des raisons multiples : fiscalité, système des marchés publics, liens sociaux directs.

La position d'ATTAC se ressent très fort de ses liens à la fois avec les partis de gouvernement (particulièrement le PCF) et les élus territoriaux : une région (Limousin), un département (Seine-Saint-Denis) et 64 villes, principalement communistes et socialistes, sont adhérentes d'ATTAC en tant que personnes morales, comme le révèle l'autre livre paru récemment aux 1001 nuits, *Tout sur ATTAC* (10). On comprend mieux dans ces conditions le discret chauvinisme d'ATTAC, qui, sans donner dans le nationalisme agressif, considère l'existence des États et des frontières comme allant de soi, et défend le maintien des entreprises «au pays» (la souveraineté alimentaire des peuples prônée par la confédération paysanne étant une manifestation de cette approche), remake du *Produisons français* et du *Achetons français* du PCF d'antan. Par une chaîne d'imbrications, sur laquelle l'analyse de la composition réelle d'ATTAC serait sans doute éclairante, l'association se retrouve à soutenir exactement les mêmes positions que l'État, tout en donnant une coloration plus militante, plus revendicatrice.

Par ses positions hyper-étatistes, favorables à l'intervention de l'État dans l'économie, donc au capitalisme d'économie mixte, ATTAC constitue un bon vecteur de diffusion idéologique pour regagner le terrain perdu par la bourgeoisie publique ou parapublique face à l'offensive du privé représenté par le courant néolibéral.

Elle se positionne ainsi sur la ligne de front dans une guerre entre l'État et le capital privé, guerre larvée en raison de la nécessaire complémentarité entre les deux. Il n'est pas nécessaire pour cela que les militants en soient conscients puisqu'il s'agit d'une entreprise idéologique, voire «spectaculaire» au sens situationniste.

État ou service public ?

Le mensonge idéologique qui sert de fondement au capitalisme d'économie mixte, c'est l'amalgame entre Etat et service public. L'Etat n'est pas public, malgré les apparences, et il n'est pas une abstraction. Il est constitué par une classe d'individus, dont le pouvoir repose en définitive sur l'usage de la force («L'État, c'est une bande d'hommes armés», selon l'expression d'Engels). Cette classe se compose à la fois de politiciens et de bureaucrates, la délimitation étant souvent floue (en France, l'ENA forme à la fois les dirigeants politiques, les hauts fonctionnaires et les patrons d'entreprises liées à l'État).

Elle se constitue autour d'un intérêt commun au maintien du système dont ils sont les principaux bénéficiaires. Le fait d'assumer un certain nombre de tâches définies comme étant des services publics fait aujourd'hui simplement partie de l'offre proposée aux entreprises par l'État. Quel est le portrait de la France sur le marché mondial des implantations d'entreprises : un équipement structurel (transports, énergie), une population en état de travailler (paix sociale, contrôle social, système de santé, scolarisation), un environnement idéal pour les cadres (sécurité, tourisme, culture). Le service public est donc parfaitement instrumentalisé dans ce processus, puisqu'il vise en définitive non pas à la satisfaction de la population, mais à dégager des profits pour la bourgeoisie «publique».

En France, il existe une forte culture de «gauche», attachée au service public. ATTAC s'appuie sur cette culture, sur des principes considérés comme acquis et jamais rediscutés qui amènent à dénoncer l'État sur son désengagement plutôt que sur son existence même. Le rôle des néoréformistes consiste simplement à redorer le blason terni de l'État en mettant leur puissante propagande sous le signe de ce amalgame Etat / service public, qui revient constamment dans leurs déclarations.

La critique de la notion de service public, déjà entreprise par les libertaires, est donc une tâche essentielle aujourd'hui pour détacher celle-ci de l'État, de même que la dénonciation de la légitimité de l'impôt est une arme importante dans ce travail. Affirmer que l'économie doit avoir pour objectif la création de biens et de services utiles à chaque individu et non d'engendrer des profits financiers pour quelques uns, c'est également démontrer que tout devrait être service public, et dénoncer le caractère arbitraire de ce qui est actuellement défini comme tel. Pourquoi l'eau devrait être un service public comme le réclame ATTAC, mais pas la nourriture ou l'habillement ? C'est ce type d'absurdité qui n'est jamais remis en cause par les néoréformistes.

Mondialisation ou mondialisme ?

L'analyse du rôle de l'État dans le «nouvel ordre mondial» montre clairement la complémentarité entre états nationaux, super-Etat mondial et globalisation des échanges, mais aussi de constater les effets de leur concurrence. La «mondialisation» tant décriée de gauche à droite, ne mène pas au mondialisme, c'est-à-dire à l'unification mondiale, mais au contraire à la multiplication des États, possédant chacun une offre différente. L'existence de paradis fiscaux, dont certains sont de création récente (comme l'île de l'Aiguille depuis 1995), n'est donc pas une tare du système, mais une manifestation normale. Soutenir les néoréformistes sur ce terrain reviendrait à prendre place dans la lutte entre deux formes de piraterie dans la guerre pour le contrôle du marché fiscal. La seule manière concrète de lutter contre les paradis fiscaux et la «logique de profit», c'est la lutte contre toute forme d'État, de nationalisme et de capitalisme, c'est-à-dire le combat pour un véritable mondialisme libertaire et égalitaire.

Nicolas (05/07/2000)

(1) ATTAC (2000), *Les paradis fiscaux*, Mille et une nuits.

(2) les informations sont extraites de leur [site internet](#), qui constitue une bonne documentation sur la question. C'est un site de capitalistes qui s'adressent aux capitalistes, sans demi-mesure.

(3) Philippe Baqué (1999), *Un nouvel or noir, pillage des œuvres d'art en Afrique*, Paris-Méditerranée. (Philippe Baquet est journaliste au *Monde Diplomatique*)

(4) UR Rhône-Alpes de la FA (1996), *Mondialisation du capitalisme et lutte de classe, Analyse anarchiste de l'évolution de l'Etat, du capitalisme et des perspectives de révolution sociale*, Éditions du Monde Libertaire.

(5) *Le Monde* du 21 novembre 1998.

(6) in *Les paradis fiscaux*, p. 16.

(7) in *Les paradis fiscaux*, p. 99.

(8) in *Les paradis fiscaux*, p. 58.

(9) pour une critique de l'usage abusif du mot [mondialisation](#) : *De la »Mondialisation du capitalisme« à la »Mondialisation« : une simple question de vocabulaire ?*

(10) ATTAC 2000, *Tout sur ATTAC*, Mille et une nuits.

L'idéologie et le fonctionnement d'ATTAC

Par Nicolas (du Cercle social)

Le Cercle social a entamé l'étude critique d'ATTAC et du néoréformisme par l'analyse du livre publié par cette association sur les paradis fiscaux. Ce premier article analysait la lutte contre les paradis fiscaux en termes de lutte des états pour le contrôle de la masse fiscale globale, et la position néoréformiste comme une idéologie liée au capitalisme d'économie mixte, au renforcement du rôle de l'Etat dans l'économie. Ce premier article insistait également sur le fait que la globalisation s'appuyait en même temps sur la multiplication du nombre d'états territoriaux et sur la mise en place d'un Etat mondial, sans qu'il y ait contradiction entre les deux. Du même coup, la position d'ATTAC apparaissait comme ambiguë, pouvant à la fois être interprétée comme souverainiste ou au contraire liée à la mise en place de cet Etat mondial. Mais la caractérisation restait floue, et l'article péchait par son schématisme. Il apparaissait nécessaire, pour approfondir cette question, de se pencher plus en détail sur l'idéologie et le fonctionnement de l'Association pour la taxation des transaction financières pour l'aide aux citoyens.

La nécessaire taxation des transactions financières

D'un programme d'abord limité à la propagande en faveur de la « taxe Tobin », ATTAC a évolué, puisque son champ d'investigation s'est considérablement diversifié, débordant largement en dehors des strictes questions économiques. On ne peut néanmoins entreprendre une critique d'ATTAC sans l'évoquer. La taxe Tobin a pour objectif de limiter les transactions de devises très rapides, à but purement spéculatif, facilitées par les réseaux informatiques qui permettent des échanges d'une place financière à l'autre en un temps record (1). La taxation rend l'opération moins lucrative, donc décourage potentiellement les spéculateurs. Après la crise asiatique, provoquée par la spéculation sur les monnaies asiatiques, et les appels à la stabilisation du système émanant de financiers réputés comme Georges Soros, une telle taxation constituerait vraisemblablement une bonne protection du système monétaire international et limiterait les effets désastreux des krachs boursiers. Il s'agit effectivement d'une réforme du système capitaliste, destinée à le stabiliser et à lui permettre de durer. Il n'y a rien de scandaleux pour la gauche mondiale de se poser en avant-garde de cette réforme. Le seul scandale, ce serait d'essayer d'y voir quoi que ce soit de révolutionnaire. La parabole du « grain de sable », selon laquelle la taxe Tobin serait un grain de sable dans le système bien huilé du capitalisme financier paraît bien naïve.

Cela ne veut pas dire que la taxe Tobin va de soit et qu'elle va s'imposer naturellement, sans heurt et sans remous. Elle trouve ses détracteurs naturels dans les spéculateurs, les fonds de pension, les banques et places boursières, les aventuriers de la finance, tous ceux qui espèrent faire des profits faciles et immédiats sur les échanges de devises. Or, ces adversaires ont la dent dure, car, précisément, ils sont très riches. Avec cet argent, ils peuvent acheter plein de choses utiles pour se défendre : des journaux, des politiciens, des idéologues, des gouvernements. D'un autre côté, il y a un certain nombre de partisans naturels ou potentiels, à commencer par tous ceux qui ont fondé leur fortune sur le long terme, les valeurs sûres, et surtout, ceux qui pourraient être amenés un jour ou l'autre à gérer la manne financière de la taxe, à y prélever la quote-part qui assurera leur train de vie somptuaire : les politiques et les technocrates de tous poils.

Pour l'instant, l'opposition est encore forte, mais le lobby Tobin est puissant et organisé au sein de la gauche mondiale, qui trouve là le moyen de retrouver sa position idéologique de jadis, lors de l'ère bénite du keynesianisme et de l'Etat providence. On ne peut pas encore dire aujourd'hui si la taxe Tobin va, sous une forme ou une autre, voir le jour, mais on peut lui accorder le bénéfice du probable. Probable, parce que le capitalisme, même lorsqu'il se veut libéral, ne s'est jamais laissé intimider longtemps par les rodomontades de quelques spéculateurs qui, au nom des principes du capital, mettaient en danger sa survie à long terme. Depuis que le capitalisme existe, il a toujours confié à l'état le rôle de stabilisateur du système. Il n'a aucune raison de ne pas reproduire aujourd'hui à l'échelle mondiale ce qu'il a fait jadis à

l'échelle nationale. C'est d'ailleurs exactement ce qu'il a fait depuis 1945, en multipliant les institutions internationales destinées à stabiliser le système, processus accéléré depuis une dizaine d'années, c'est-à-dire depuis qu'il n'existe plus qu'un seul modèle dominant de capitalisme.

La composition d'ATTAC et ses liens avec la gauche gouvernementale

Quel rôle peut jouer une association comme ATTAC dans ce processus ? Pour l'expliquer, il faut d'abord mener la critique un peu plus loin, en expliquant qui est réellement ATTAC. L'association revendique 27 000 adhérents. S'il existe sans doute des analyses sociologiques pour mieux les cerner, je n'ai pas pu m'en procurer et ne rentrerai donc pas dans cet aspect des choses(2). Le nombre d'adhérents ne nous dit pas le nombre réel de militants, de personnes investies dans la vie de l'association. Au vu du nombre des comités locaux, on peut présager que ce nombre est relativement important. Les conférences et rencontres avec des auteurs amènent un certain monde, c'est indéniable. Mais, il faut relativiser ce nombre au regard de celui des adhérents des partis politiques de gauche. C'est trois fois moins que le PCF encore aujourd'hui, et sans comparaison possible avec ce qu'il a été jadis. Il faut remarquer la difficulté du décompte des adhérents, en raison de l'adhésion directe d'organisations, notamment syndicales. En toute bonne logique, on devrait par exemple compter les syndiqués du SUD - syndicat qui fait partie des fondateurs - comme membres d'ATTAC, ce qui gonflerait immédiatement le score final. Les chiffres ne donnent sans doute que le nombre d'adhérents directs à titre personnel. Cela ne préjuge pas des adhésions multiples, un même individu pouvant être militant d'un syndicat membre et adhérent direct. Il existe donc surtout une galaxie ATTAC, fédérée autour de noyaux d'organisation dans chaque localité. Quant au succès d'ATTAC, il n'existe que relativement à la rapidité de croissance, au sortir d'une longue période de morosité politique. A strictement parler, ATTAC est donc une petite organisation à l'échelle de la gauche, mais elle s'est remarquablement inscrite dans ses réseaux.

Sur le lien avec les partis politiques, il faut signaler une décision du Conseil d'administration intitulée « ATTAC et le politique » (3). Le texte précise : « *Les adhésions des structures politiques locales des partis ou des structures politiques locales ne seront plus acceptées à compter du 10 juillet 2000. Celles d'entre elles qui ont déjà effectué cette démarche ne sont pas concernées et restent adhérentes de l'association* ». Autrement dit, dans un certain nombre de localités, des sections de partis politiques font partie d'ATTAC. Quels partis ? Le texte ne le dit pas, mais on peut penser qu'il s'agit des mêmes qui fournissent des membres aux coordinations d'élus locaux, c'est-à-dire le PS, le PCF et les Verts. Nombreux sont les élus locaux qui ne dédaignent pas les réunions d'ATTAC en cette période d'élections municipale. A Angoulême (Charente), par exemple, le député PS, candidat à la mairie, est également membre d'ATTAC et participe effectivement aux réunions. Cherche-t-il à se réconcilier avec la gauche associative locale, en froid avec le PS sur la question des sans-papiers ? On trouve aussi dans les textes d'ATTAC des illusions presque comiques sur le rôle de la classe politique. Un exemple parmi d'autres, issu d'un compte-rendu d'une réunion d'ATTAC - Paris XIIIe : « *Pour ce qui concerne les négociations de l'OMC, nos députés sont comme nous : exclus du débat comme tous les citoyens, ils devraient se sentir interpellés voire alarmés par l'absence totale de démocratie dans le processus de négociation.* » Pauvres députés victimes de l'exclusion !

A l'inverse, malgré son impact médiatique, ATTAC ne cherche pas à créer des listes électorales, et recommande à ses adhérents de ne pas se servir de leur appartenance à l'association comme argument électoral. ATTAC se considère en effet comme une association et non comme un parti politique, et surtout, comme une forme de contre-pouvoir « citoyen ». Mais cette position lui évite surtout de se poser en concurrente des partis politiques de la gauche gouvernementale, ou de risquer d'opposer publiquement deux candidats membres de l'association. Elle constitue à la fois une force vive en relais de partis dont la capacité militante est moribonde, et une forme de liant pour la gauche « plurielle ».

Effectivement, ATTAC est un conglomérat d'organisations, de collectivités territoriales et d'adhérents directs. L'adhésion des collectivités territoriales est sans doute l'un des aspects les plus révélateurs – et les plus choquant – d'ATTAC. Qu'une ville, un département ou même une région adhère à une association dont l'objet est essentiellement politique ne laisse pas de surprendre. La contribution d'ailleurs fort modique, puisque le montant de l'adhésion s'élève à 1000 F pour les collectivités. Mais de fait, elle rend chaque habitant de la collectivité adhérent d'ATTAC, le plus souvent sans le savoir. Ces collectivités sont le plus souvent socialistes (comme Villeneuve d'Ascq, dans le Nord) ou communistes (comme la région Limousin), ce qui en dit long sur le degré d'imbrication d'ATTAC avec les partis de la gauche

gouvernementale. Il serait intéressant de vérifier en détail la politique de chacune des collectivités concernées. On peut citer par exemple le cas de Parthenay (Deux-Sèvres), où un conflit a opposé le maire socialiste et les « emplois-jeunes » de la ville, auxquels était refusée une couverture sociale complète. La politique municipale n'est pas toujours à la hauteur des beaux idéaux d'ATTAC. Cette question de l'accord entre la politique municipale et l'adhésion à ATTAC est un sujet d'interrogation pour certains membres de l'association, si l'on en croit les conclusions de l'université d'été 2000. Mais à l'heure actuelle, il ne semble pas qu'une ville ait été exclue pour sa politique antisociale.

Quel mal y a-t-il pour une organisation réformatrice à être liée à la gauche gouvernementale ? Bien évidemment, l'objectif d'ATTAC est d'obtenir l'inscription dans la loi des mesures économiques qu'elle préconise. Dans ces conditions, des relais politiques et parlementaires lui sont indispensables. Mais il existe une contradiction entre ce dévolu jeté sur la gauche et les objectifs même d'ATTAC. Quel est le gouvernement qui participe à la mise en place des organes internationaux de la globalisation capitaliste ? Quel est le gouvernement qui ouvre au capital privé les « services publics » ? Quel est le gouvernement qui autorise les OGM ? C'est le gouvernement PS-PCF-PRG-MDC-Verts. Les mêmes partis qui fournissent des membres au comité ATTAC de l'assemblée nationale, qui fournissent des élus et des collectivités territoriales... Même si on accepte ATTAC telle qu'elle est, c'est-à-dire réformatrice, on ne peut qu'être interloqué-e par la contradiction entre ses objectifs officiels et la politique des partis politiques auxquels elle est liée.

ATTAC est-elle chauvine ?

On vient de mentionner le MDC, puisque son n° 2, Georges Sarre, est effectivement membre de la coordination des élus ATTAC à l'assemblée nationale. Le Mouvement des Citoyens est un parti souverainiste, au discours patriotique prononcé, lié par la personne de son chef Jean-Pierre Chevènement au Baasisme syrien ou irakien, et qui oscille depuis sa scission avec le PS entre rester dans le giron de la gauche ou former un front souverainiste avec le RPF de Charles Pasqua. On peut sans hésitation le qualifier de chauvin. C'est une épithète qui a souvent été accolé à ATTAC, en raison de son anti-américanisme et de son protectionnisme. La réalité est plus complexe.

A la marge d'ATTAC, on ne peut oublier de mentionner l'appel signé par 476 parlementaires de différents pays européens, sur l'initiative du socialiste Yann Gallut, en faveur de la taxe Tobin. Hasard de l'ordre alphabétique, le deuxième nom dans la liste des signataires se trouve être William Abitbol, ancien activiste d'extrême-droite et aujourd'hui conseiller de Charles Pasqua. Signe des temps, il se trouve ainsi au côtés d'Alain Krivine, dont la *Ligue Communiste* fut jadis dissoute pour avoir empêché *manu militari* la tenue d'un meeting d'*Ordre Nouveau*, dont William Abitbol était membre... On ne saurait mieux illustrer le rapprochement entre « nationalistes » de droite et de gauche autour de « l'antimondialisation ».

Pourtant, ATTAC se défend vigoureusement de l'accusation de chauvinisme. Son argument majeur est le caractère international de son action. En effet, l'association a essaimé dans de nombreux pays et entretient des liens étroits avec d'autres réseaux « anti-mondialisation ». Elle n'est pas à proprement parler anti-américaine, puisqu'elle collabore avec des organisations et des syndicats américains, et elle n'est pas non plus protectionniste au sens classique du terme. Ces arguments sont également ceux qui ont été employés par José Bové et la Confédération paysanne (syndicat qui fait partie des fondateurs d'ATTAC). Pourtant, le discours du syndicat agricole sur la souveraineté alimentaire, volontiers repris par ATTAC, n'est pas exempt de protectionnisme. Et malgré la mise au point de José Bové, l'anti-américanisme a joué une part non-négligeable dans le succès de l'opération de Millau.

Ces quelques exemples montrent, sans avoir besoin de les multiplier, que le positionnement d'ATTAC n'est pas facile à caractériser. Mais vouloir opposer souverainisme et internationalisme repose sur des conceptions fausses de l'un et de l'autre. Le souverainisme n'est pas un nationalisme agressif et raciste, mais une forme de « libération nationale » qui considère la France comme une nation opprimée par l'impérialisme US. Il s'appuie donc assez facilement sur un discours de gauche. L'internationalisme n'a été conçu, au XX^e siècle, que comme une solidarité avec les peuples en lutte ou avec les luttes qui se déroulent dans d'autres pays, et non comme une union mondiale des luttes (ce que nous appelons mondialisme).

Ces différences de vision, masquées par une volonté unificatrice qui évite de trancher sur le fond, reflètent une convergence provisoire entre deux intérêts, face à un ennemi commun, le capitalisme libéral des transnationales. D'un côté, les petites et moyennes entreprises, les fonctionnaires et salariés des

entreprises publiques privatisables peuvent se sentir menacés par la globalisation et la logique libérale. ATTAC peut constituer pour eux une forme de manifestation de leur crainte, même si elle s'exprime d'une manière confuse et qu'elle mélange les intérêts des petits patrons et ceux de leurs salariés. Pour ceux-là, le souverainisme et le protectionnisme peuvent apparaître comme des solutions. Mais il ne semble pas qu'ils soient majoritaires dans ATTAC.

De l'autre côté, il y a le phénomène évoqué plus haut : la taxation des transactions financières constitue l'un des éléments possibles dans la mise en place de la «gouvernance globale», c'est-à-dire de l'Etat mondial superposé aux états nationaux. Or, pour cette autre tendance, ATTAC et le mouvement antimondialisation constituent un levier puissant : ils doivent exercer une pression sur les capitalistes privés en leur montrant la fragilité du système. Surfer sur l'anticapitalisme est donc une stratégie parfaitement adaptée, tant que cet anticapitalisme se limite à mettre en avant l'inéluctabilité de la gouvernance globale. Le souverainisme leur est profondément étranger. Si le souverainisme et le nationalisme sont effectivement hostiles à la «mondialisation», la tendance à la gouvernance globale constitue au contraire l'aile la plus avancée de la globalisation.

Dans cette tendance, on peut par exemple ranger Jacques Capdevielle, directeur de recherche au *Centre d'étude de la vie politique française*, qui se fonde sur la pensée d'Habermas pour développer une véritable stratégie du dépassement de l'Etat-nation. Pour lui, celui-ci est passé par la « prise de conscience d'une solidarité cosmopolitique ». Les partis politiques sont trop sclérosés pour en prendre l'initiative. C'est donc aux mouvements sociaux de porter cette idée : « *Il leur faut créer cet espace européen de façon programmatique, en poursuivant un double but : créer une Europe sociale, et faire en sorte qu'elle jette tout son poids dans la balance du cosmopolitisme* » (4). De même, dans un texte émaillé de réminiscences marxistes-léninistes, Samin Amir propose d'œuvrer à « *la construction d'un monde pluricentrique non néo-impérialiste* ». Il trace clairement le programme politique :

« Mais il y a aussi le besoin de définir les éléments d'un internationalisme populaire capable de donner aux luttes sociales une portée mondialiste, et par là de contribuer positivement à l'élaboration d'une autre mondialisation que celle proposée par le libéralisme. A la fois défendre l'autonomie des nations, élargir l'espace de son déploiement, et éviter l'enfermement dans les impasses du nationalisme chauvin définit le cadre des alternatives à développer. Le niveau régional est sans doute ici celui qui permet le moins difficilement cette construction nécessaire, qu'il s'agisse du panafricanisme, de l'unité arabe, du front latino-américain ou de la construction européenne en lui donnant un contenu social progressiste et d'autres projets régionaux. Le niveau mondial ne doit pas pour autant être négligé. Les batailles sont ici à mener sur différents plans. Sur celui de la politique l'objectif ne saurait être autre que le combat contre l'hégémonisme américain et son arrogance militaire. Dans cette perspective, une relance du rôle et des fonctions de l'ONU pourrait constituer l'un des objectifs communs des luttes des forces politiques démocratiques opérant à l'échelle mondiale » (5).

Respect des états-nations, constructions de blocs continentaux, lutte contre l'impérialisme américain, réforme des institutions mondiales : voilà qui caractérise assez bien l'orientation générale d'ATTAC et du néoréformisme de la gauche mondiale. Dans cette perspective, on ne peut parler de mouvement antimondialisation, mais d'aile gauche de la globalisation. ATTAC est donc à la confluence de deux tendances, et son apparente indécision sur la question nationale est le produit de cette contradiction. Mais comme on le verra plus loin, le fonctionnement figé de l'association empêche cette contradiction d'apparaître de manière trop flagrante pour l'instant.

ATTAC et le christianisme

Parmi les membres fondateurs d'ATTAC, on trouve des revues catholiques de gauche : *Témoignage Chrétien* (dont le représentant, Bernard Ginisty, est membre du conseil d'administration), *Golias*, et des associations d'inspiration chrétienne comme *Artisans du monde* ou *Droit au logement*. Ils voisinent avec plusieurs associations laïques, et avec le courant laïque animé par Bruno Courcelle. En cela, ATTAC n'est pas sans rappeler l'ancien *Parti Socialiste Unifié*, qui présentait cette même particularité de faire cohabiter chrétiens et anticléricaux. Il faut ajouter que certaines personnalités connues d'ATTAC ont une formation chrétienne, comme son vice-président François Dufour (issu de la *Jeunesse Agricole Chrétienne*) et même son symbole le plus médiatique, José Bové, qui ne cache pas son attachement à la pensée de l'anarchiste chrétien Jacques Ellul.

Témoignage Chrétien est un monument historique de la gauche chrétienne, puisqu'elle puise ses racines dans la Résistance. Pendant longtemps, elle fut la voix officielle des catholiques de gauche. *Golias*, pour sa part, est née plus récemment, autour du théologien Christian Terras. Apparemment progressiste, très engagée contre les sectes et l'extrême-droite, elle représente surtout une version réactualisée d'un gallicanisme violemment opposé au Pape et à la hiérarchie, prônant un renforcement du pouvoir des paroisses et le mariage des prêtres, et plutôt hostile à l'œcuménisme.

Mais au-delà, le message d'ATTAC porte ses fruits au sein de l'église catholique. Qu'on en juge par cet extrait issu du site Internet Catholink : « Surprise au Grand Conseil genevois, début septembre : une proposition de motion était lancée par plusieurs députés "sur la taxation des transactions financières". [...] Une idée qui avance aussi au sein des Églises : la Commission Tiers Monde de l'Église catholique (COTMEC) à Genève a en effet proposé que les revendications à la base de la Taxe Tobin soient appuyées par les Églises dans le cadre de la Consultation œcuménique sur l'avenir social et économique de la Suisse » (6).

Ce n'est pas un cas isolé. Il faut rappeler le rapprochement entre la revendication d'ATTAC en faveur de l'annulation de la dette des pays du tiers-monde et la campagne « Jubilé 2000 » pour l'annulation de la dette des pays les plus pauvres, lancée directement par le Vatican et relayée par toutes les églises du monde. Dans les documents d'ATTAC, les références à la campagne Jubilé 2000 sont fréquentes, sans susciter de questions particulières. Il faut aussi remarquer que pas moins de vingt-quatre millions de signatures ont été recueillies sur la proposition d'annulation de la dette, sans susciter de réaction particulière de la part des institutions internationales. Sans doute l'église catholique, apostolique et romaine n'est-elle pas considérée comme une agitatrice trop dangereuse... L'un de succès les plus paradoxaux de cette campagne, c'est d'avoir réussi à faire inscrire cette revendication au programme de la marche mondiale des femmes et surtout d'avoir fait mentionner expressément l'intitulé Jubilé 2000 dans l'appel. L'église catholique au secours des droits des femmes... Ce pauvre Paul de Tarse ne doit pas jubiler !

La présence de chrétiens dans ATTAC ne peut pas être interprétée comme l'acte d'une poignée de croyants isolés et rejetés par leur hiérarchie – comme ce fut souvent le cas dans l'après-guerre – mais comme l'un des nombreux signes du rôle mondial aujourd'hui joué par l'Église catholique dans le monde, celui d'une nouvelle forme de social-démocratie, d'une puissante force réformatrice. Cela ne signifie pas, loin de là, qu'il n'existe plus de tendance réactionnaire dans l'Église, mais il existe de manière généralisée un rapprochement entre social-démocratie et église Catholique. Le travail du Vatican en direction du tiers-monde, son spectaculaire rapprochement avec Cuba contre les USA, ses prises de position en faveur de la paix et son travail de diplomatie (notamment via la communauté San'Egidio) montrent à quel point cette convergence n'est pas fortuite. Le précédent président de l'Internationale socialiste, le français Pierre Mauroy, était discrètement catholique. Son successeur, le portugais António Guterres l'est ouvertement, et certains n'hésitent pas à lui prêter une proximité avec l'*Opus Dei*.

Le fonctionnement antidémocratique d'ATTAC

Le fonctionnement d'ATTAC repose sur un conseil de trente administrateurs, élus pour trois ans et rééligibles. Parmi ces 30 personnes, 12 seulement sont élues par l'assemblée générale des adhérents directs et 18 sont choisies parmi le Collège des fondateurs. Ce dernier est constitué de représentants des organisations syndicales et associations ayant participé à la création d'ATTAC, ainsi que de personnes cooptées (7).

A chaque réunion du conseil d'administration, une équipe dirigeante cooptée détient donc 60 % des voix. Autrement dit, même si une majorité d'adhérents souhaitait infléchir la ligne d'ATTAC dans un sens ou dans un autre, elle ne pourrait le faire statutairement sans se heurter à ce « sénat » chargé de veiller au maintien de l'association dans ses rails initiaux. Un tel fonctionnement est en totale contradiction avec le discours démocratique officiellement affiché. ATTAC se présente volontiers comme un mouvement d'éducation populaire, mais elle ne développe visiblement pas l'esprit critique de ses adhérents.

Pourquoi une telle disposition ? Officiellement, pour préserver la pluralité, c'est-à-dire éviter que l'une des composantes ne prenne le pas sur les autres : la confiance règne entre les fondateurs ! On peut également supposer d'autres intentions moins avouables. Se réserver le leadership intellectuel sur le mouvement, dans un système curieusement inspiré de la cooptation et des collèges universitaires ? C'est possible, car en dehors même de toute critique, le mouvement peut générer une dynamique interne,

fondée sur le travail des militants les plus actifs, qui pourraient souhaiter prendre part dans les décisions concernant les associations. Décalque des bureaucraties politiques et syndicales ? Également possible. Les hommes et les femmes d'appareil ne sont pas nécessairement disposés, ni même simplement habitués à voir les militants intervenir dans la direction des affaires. Demander à des dirigeants syndicaux ou associatifs, et pire encore à des militants socialistes ou communistes d'avoir une culture de la démocratie serait une aimable naïveté. Éviter une infiltration, notamment par les gauchistes ? Probable. Des expériences répétées, notamment *SOS racisme* et *Ras L'Front* pour ne citer que les plus récentes, ont montré la redoutable capacité des trotskistes à prendre place dans les réseaux associatifs mis en place par la gauche social-démocrate.

A titre d'hypothèse, on peut réfléchir sur la campagne quasi-calomnieuse à l'encontre du député européen Alain Krivine, porte-parole de la LCR. Son abstention dans un vote sur un budget d'étude de faisabilité de la taxe Tobin au parlement européen a été montée en épingle par la presse de gauche. Elle constitue un grief courant et un axe de cristallisation de la méfiance à l'encontre des militants de la LCR. Or, le député, qui s'est expliqué de cette abstention, n'a pas ménagé ses efforts en faveur d'ATTAC, dont il a constitué le comité au parlement européen. Mais les dirigeants du mouvement, et plus encore leurs amis de la gauche gouvernementale, n'ont probablement pas l'intention de couvrir les œufs du coucou trotskiste. On peut certainement en dire autant de la méfiance éprouvée à l'égard du groupe activiste *Socialisme par en bas*, qui ne ménage pourtant pas ses efforts pour se grimer en loyales jeunesses d'ATTAC(8). Cette méfiance anti-gauchiste est-elle exclusive des autres explications ? Probablement non. Est-ce une excuse valable pour un fonctionnement antidémocratique ? Qu'on se rassure. C'est la même association qui écrit : « *Cela concerne tous les citoyens. L'habitude prise de négocier entre chefs et experts nous paraît être une perversion de l'idée de démocratie. C'est devenu une tradition de transformer le citoyen de base en spectateur passif de décisions qui se prennent sans lui et hors de lui. Il est clair que cette tradition relève d'un autoritarisme qui contredit toutes les évolutions historiques de participation citoyenne à la vie politique.* » (courriel d'information n° 168 - 15 septembre 2000). La participation citoyenne, est-ce transformer un adhérent de base en spectateur passif de décisions qui se prennent sans lui et hors de lui ?

Si on avait le moindre doute sur la réalité d'ATTAC, voici un morceau de bravoure extrait de *La lettre d'ATTAC 45* (Numéro 2, 1^{er} mars 2000) : « Les orientations nationales d'ATTAC : le 19 février dernier, la réunion des comités locaux à Saint-Denis a été l'occasion de fêter les 20 000 adhérents d'Attac. Deux fois plus que l'année dernière. Beaucoup d'adhésions sont arrivées après Seattle. Aujourd'hui, **Attac est consulté régulièrement par le Ministère des Finances** et d'autres institutions gouvernementales. Devant un tel succès, le conseil d'administration d'Attac national a dû revoir son organisation. Le local trop étroit (un petit F2 parisien) ne sont plus adaptés, un déménagement est prévu dans les mois qui viennent. **La gestion des adhésions a été confiée à une société privée** basée en Picardie qui travaille déjà pour Greenpeace, la fondation Abbé Pierre, Témoignages Chrétien, Libération, etc... Elle garantit la confidentialité du fichier et surtout un envoi régulier aux comités locaux des listings remis à jour. Cette sous-traitance permettra au siège d'Attac de consacrer plus de temps à l'une de ses priorités pour l'année en cours : la communication. »

Autrement dit, ATTAC est un brain-trust qui travaille pour le ministère des Finances, et qui, tout en dénonçant la logique néolibérale du tout-privé et de l'externalisation, se décharge de sa propre gestion associative au profit d'une entreprise privée ! Adhérents d'ATTAC, pour qui vous prend-on ?

Conclusion

Certains points abordés dans l'article, comme le lien entre Église catholique et Social-démocratie, la mise en place d'un État mondial ou même simplement l'analyse mondialiste-révolutionnaire de l'État mériteraient d'être développés plus complètement, pour éviter une analyse trop schématique. Néanmoins, au terme de ce second volet de l'étude sur ATTAC, plusieurs contradictions apparaissent au sein de l'association :

La participation de la gauche gouvernementale entre en conflit avec les positions prônées par ATTAC.

L'adhésion de collectivités territoriales dont la politique peut aller à l'encontre de ces mêmes positions du mouvement. ·Le souverainisme contre l'idée de « gouvernance mondiale ».

L'idéal démocratique des adhérent-e-s contre le fonctionnement figé et contrôlé depuis l'extérieur de l'association.

Confrontation entre les sociaux-démocrates et les différents courants trotskistes présents au sein d'ATTAC.

Nicolas (08/02/01)

Une bonne explication de ce phénomène dans la brochure « La sphère de circulation du capital », Échanges, 2001.

Une thèse de sociologie, rédigée par un adhérent d'ATTAC, est en cours sur ce sujet.

« ATTAC et le politique », disponible sur le site Internet www.attac.org.

Jacques Capdevielle, « Après l'Etat-nation, Portée et limites de l'apport habermassien pour penser la crise actuelle des modes de légitimation politique », www.attac.org.

Samin Amir, « L'autre Davos », www.attac.org. (15 janvier 1999)

Source : Catholink

Pour le fonctionnement et les statuts d'ATTAC, voir *Tout sur ATTAC*, Mille et une nuits, 2000.

C'est l'objectif avoué de la nouvelle ligne politique de Socialisme par en bas, symbolisée par le changement de nom de leur journal, désormais nommé *L'Étincelle*.

Les deux textes qui suivent sont parus dans *l'Oiseau Tempête* N° 8. Le premier est une présentation rédigée par les collaborateurs de cette revue. Le second contient les extraits les plus significatifs d'un très long rapport sur le Mouvement des sans-terre écrit par Maxwell Teixeira de Paula en 1997. Que *l'Oiseau Tempête* et Maxwell soient ici remerciés de nous avoir permis de reproduire ces textes.

Brève note historique sur le Mouvement des Sans-terre

Le Mouvement des Sans-terre (MST) est né à la fin des années 70, à la suite du travail politique réalisé par des groupes de l'église catholique se réclamant de la Théologie de la libération. De 1979 à 1980, les quelques luttes importantes dans les campagnes restent isolées : des travailleurs sans terre occupent des grandes propriétés dans l'État du Rio Grande do Sul ; des centaines de paysans sont expulsés de la réserve indigène de Nonoai ; le mouvement Terre et Justice naît au Paraná, mobilisant les travailleurs délogés par la construction du barrage de Itaipu. Des occupations de terres ont lieu dans les États de Santa Catarina, Sao Paulo et Mato Grosso. Tous ces mouvements eurent sa place dans le processus de création du MST. En juillet 1982, a lieu la première rencontre de travailleurs ruraux sans terre du Sud, Sud-est et Centre-ouest du Brésil. En Septembre de la même année, des représentants de 16 États sont présents lors de la rencontre nationale. En 1983, les occupations se multiplient et les organisations de base se renforcent.

En 1984, a finalement lieu la première rencontre nationale du Mouvement des sans-terre. C'est sa date de naissance officielle. Lors du premier Congrès national, en 1985, l'Église catholique perd la direction du mouvement au profit d'une alliance des courants maoïstes avec la social-démocratie. Une structure hiérarchique et centralisée remplace l'ancienne organisation assembléiste. À partir de cette date, le MST se développera selon ces principes d'organisation ; les revendications et formes de lutte s'adaptent à la nouvelle ligne politique. Aujourd'hui, le chef de l'organisation est Joao Pedro Stedile (maoïste). Parmi les autres figures de premier plan, on trouve Gilmar Mauro, Jaime Amorim, José Rainha (social-démocrate) et Ademar Bogo (idéologue et militant maoïste).

Aujourd'hui, le culte du MST est en passe de remplacer la fascination pour le sous-commandant Marcos et l'EZLN. Les chefs du MST, marxistes-léninistes et sociaux-démocrates dans leur presque totalité, ont tenu le devant de la scène lors de la réunion anti-mondialisation de Porto Alegre ; leurs thèses sont souvent reprises par ATTAC, Le Monde diplomatique, et autres publications de la vieille gauche ravalée. Le texte qu'on va lire est l'expression d'une voix à contre courant, venue du Nordeste brésilien, d'une minorité radicale à l'intérieur et à l'extérieur du MST qui s'est radicalisée jusqu'à critiquer ses conceptions avant-gardistes. Il révèle la politique autoritaire, les projets capitalistes et étatiques des dirigeants du MST, et met en évidence le caractère hyper-bureaucratique et élitiste de l'organisation, son patriotisme économique acharné, son machisme, son idéologie productiviste et ses conséquences fâcheuses pour l'environnement. Comme le disent les rédacteurs : «Le MST, c'est du spectacle : reproduction du travail salarié, production de marchandises, hiérarchies et séparations». Le texte souligne également le caractère capitaliste de la réforme agraire menée par l'État brésilien, qui contrôle, via techniciens et financements, l'activité dans les terres occupées. Cette politique d'État est d'ailleurs menée en collaboration avec les syndicats et la direction du MST, conduisant à la démobilisation du profond mouvement de révolte du prolétariat rural, et transformant les occupations en bidonvilles ruraux.

À la suite de la publication de ce texte, une rencontre s'est réalisée à Fortaleza, fin février-début mars 2001, qui a regroupé une centaine d'individus et groupes de la gauche dite autonome et libertaire du Nord et du Nordeste, dont certains sont actifs dans les occupations de terres et de

bâtiments. La rencontre avait pour but la création d'un réseau de contacts, d'information et de débat politique. Le collectif autonome de l'occupation Acarape vient également de diffuser un long dossier qui fait le bilan de leur lutte.

On peut contacter le réseau des groupes autonomes brésiliens sur Internet : <ligatra@baydenet.com.br> ; <contraacorrente@hotmail.com>.

Oiseau-Tempête

Site : <<http://internetdown.org/oiseautempete/plan.php3>>

Luttes paysannes et Mouvement des Sans-terre au Brésil

Parcours d'un collectif autonome

par Maxwell Teixeira de Paula

Ce texte s'adresse¹ à tous les collectifs et individus qui se revendiquent de l'auto-organisation des exploités et opprimés. Son contenu risque de susciter des polémiques, dans la mesure où il avance des critiques radicales — parfois inattendues — sur les luttes menées dans les campagnes du Brésil.

Le but de cette réflexion est d'inciter les mouvements sociaux urbains à structurer une position critique et pratique sur la question agraire, dépassant les attitudes contemplatives. Il s'inscrit en faux contre l'idée communément acceptée selon laquelle la seule attitude possible consiste à appuyer les organisations et les luttes qui existent aujourd'hui dans les campagnes. Il ne s'agit pas seulement de corriger des équivoques, mais de contribuer à ouvrir une perspective fondamentalement différente de celle du réformisme mesquin qui domine. Il s'agit de mettre en avant une autre vision du monde, une autre praxis, née d'expériences certes douloureuses, frustrantes et difficiles, mais qui témoigne aussi de beaucoup de force de volonté et de résistance.

Le collectif « autonome »

Quand on parle des luttes dans la campagne brésilienne, on pense immédiatement au Mouvement des Sans-terre (MST). En général, on identifie le MST à la force de gauche la plus radicale, voire la seule, dans les campagnes. Évidemment, usant de son image politique et idéologique, le MST est le premier à renforcer cette « fausse conscience ». Le but recherché est que ses militants de base et le reste de la société, prennent pour acquis que le MST est ce qu'il y a de « meilleur dans la lutte pour la réforme agraire ». On le verra plus loin, ceci est vrai pour peu qu'on se limite aux luttes radicalisées mais soumises à la logique de marché.

Nous décrivons ici la trajectoire indépendante de notre Collectif, expérience distincte non seulement du MST, mais aussi d'autres tendances politiques qui ont réussi à s'imposer dans la campagne, dépassant le mur de la suprématie et du silence bâti par le MST. Ces forces se présentent comme des alternatives politiques au MST, que ce soit sur sa droite ou sa gauche. Les critiques que notre Collectif fait au MST et à la CUT (Centrale Unique des Travailleurs, courroie de transmission du Parti des travailleurs) ne sont pas le fruit d'une « théorisation rationnelle », mais d'un vécu et d'une expérience pratique.

[Le Collectif est composé d'individus ayant partagé une expérience de lutte commune de 14 ans. À l'origine, la plupart des membres du Collectif étaient des paysans de la région du Sertao Central, politiquement actifs dans le Parti des travailleurs (PT) et dans la Commission pastorale de la terre (CPT), liée à l'Église catholique. Leurs premières luttes furent menées sur les problèmes de sécheresse. Dans les années 1986 et 1987, ils participèrent au pillage des magasins du Gouvernement Fédéral. À l'époque, ils ne se connaissaient pas entre eux, ils vivaient dans des endroits différents, participant à des luttes isolées les unes des autres. Ce n'est qu'en 1988 que ces

militants vont se regrouper. À ce moment, certains migrent vers la ville de Fortaleza, d'autres restent dans le Sertao. Plus tard, ils retournent à la campagne, profitant d'une initiative locale (liée à l'Église) qui incite des habitants des bidonvilles à participer à une occupation communautaire de terres, dans la région de Acarape (voir plus loin). La plupart des membres du Collectif, tout en ayant des contacts avec le MST, étaient alors militants d'un groupe d'origine marxiste-léniniste, le Parti de la libération prolétarienne (PLP), qui exista de 1989 à 1994.)]

1. Contre le mot d'ordre du MST : « Occuper, résister, produire ! »

Le Collectif a accompagné de près et a contribué à la naissance (il serait plus correct de parler d'insémination artificielle) du MST dans l'État du Céara. En 1988, en Quixada, région du Sertao Central, un petit groupe de militants du MST débarque chez une compagne qui est aujourd'hui membre du Collectif et qui était à l'époque membre du PT et de la CPT (Commission pastorale de la terre). Leur but était d'organiser une occupation de terres dans la région. Ce sera l'occupation, par 3 000 familles, de la propriété *Reunidas* (22 mille hectares), située à Sao Joaquim, Quixeramobim ; la première grande occupation de « masses » du MST dans le Nord-est. L'Église et les syndicats fournissent l'appui logistique à l'occupation. Le MST débarque ainsi dans le Céara en tirant profit de l'existence d'une base paysanne déjà radicalisée par un long travail commencé à la fin des années 70 ; travail réalisé par des secteurs de L'Église des pauvres et par un syndicalisme de base combatif présent en plusieurs municipalités de la région. C'est ainsi que le MST n'a pas eu besoin de « politiser la masse » des occupants ; il lui a suffi d'encadrer les familles pour mener l'action.

Les cours de formation des militants du MST justifient cette pratique d'encadrement. D'après le MST, et au contraire du sans-terre du sud du pays — où toute occupation exige un long et intensif travail de base regroupant des travailleurs — , le « nordestino² », surtout celui du Sertao, est réfractaire au baratin politique et, à cause de ses conditions d'existence, il est susceptible de passer rapidement à l'action radicale. Il suffirait ainsi de l'encadrer pendant un court espace de temps. Les assemblées dans les communautés et les périphéries des villes de l'intérieur, étant les lieux où des décisions sont prises. Mais les participants ne décident pas tout ; les questions politiques et de sécurité, selon le MST lui-même, sont du ressort de la seule direction du MST.

À partir de cette « réalité », le MST a construit un complexe discours idéologique dont le but est, avant tout, de justifier son rôle dirigeant... Pour le MST, le « nordestino » a tendance à suivre les leaders messianiques qui promettent « le ciel sur terre », d'où la nécessité, pour le MST, de s'assumer comme un nouveau guide, une direction indiquant le chemin lumineux à suivre. Il appartient aux « masses » d'avoir la foi dans le MST, dans le drapeau de la réforme agraire, etc. Seule l'avant-garde du MST aurait cette capacité de prendre les décisions fondamentales, de représenter et diriger « les masses », car elle détiendrait la science révolutionnaire et la théorie politique. Le militant du MST doit s'habiller et se vêtir comme il faut, parler correctement, enfin, donner l'exemple, s'entraîner dans les cours de formation afin d'accomplir l'« honorable » rôle qui est le sien !

Pour le MST, tout dirigeant doit être un éducateur des « masses ». Cette « éducation », n'a rien à voir avec la formation politique, laquelle est réservée aux militants et se réduit exclusivement à l'étude et répétition du bréviaire idéologique du MST. Pour les « masses », il suffit de créer une mystique de lutte pour la terre motivant le paysan à agir. En bref, pour le MST, le paysan est un individu pratique, sans culture politique. L'« éducation des masses rurales » comprend aussi le développement de la haine de classe, l'incitant à l'élimination du latifundiaire, si toutefois « le chemin pour le bonheur » passe par-là... Pour certains, le MST (au début fortement identifié avec la Théologie de la libération) n'a fait qu'incorporer la manière dont l'église travaille la psychologie de masses : transférant le messianisme de la religion vers l'occupation, la révolution, la soumission à la direction du MST. C'est ainsi qu'on peut comprendre pourquoi la structure excessivement centralisée et la figure mystique de la direction ne sont pratiquement pas contestées dans ses rangs.

Revenons sur la formation politique du MST. Elle se fait à deux niveaux différents : il y a, d'un côté, une formation plus technique centrée sur la production agricole ; d'un autre côté, la formation des cadres politiques de l'organisation, par des cours, séminaires et stages sur la question de l'activisme. Il faut

souligner l'existence d'une émulation fondée sur des stimulants matériels et la promotion dans la hiérarchie de l'organisation. Cette promotion est réservée aux militants qui se font remarquer, par exemple, dans les cours d'action et de propagande, mais aussi à ceux qui font preuve de sacrifice pour la « cause ». Dans les couches dirigeantes du MST ce centralisme idéologique est plus souple, rendant possible des débats politiques plus ouverts. Seulement, à ce niveau, les militants sont des convaincus sans doutes, fidèles au drapeau, à l'hymne du MST, à la nouvelle « patrie des ouvriers et des paysans ». Le fait est que le MST fait peu de travail pour élever la compréhension politique (y compris de ses propres positions), des « masses », de ceux qui se préparent à faire des occupations, de ceux qui occupent. On préfère leur inculquer une formation technique et administrative. Le but de toute action étant toujours de montrer à la société que les campements du MST sont productifs et qu'ils peuvent créer un fort marché intérieur de produits agricoles.

[Comme le reconnaissent ses chefs, la pratique quotidienne du MST puise ses fondements dans l'idéologie maoïste. Le recrutement du MST se fait selon des critères bien précis. Priorité est donnée aux femmes célibataires et aux jeunes, à ceux qui se démarquent spontanément au cours des occupations de terres. Ces travailleurs ne doivent pas être connotés à aucune force politique qui conteste les positions du MST et ils doivent être prêts à faire de l'organisation le centre de leurs vies. D'autres critères comptent : la capacité de sacrifice, le dévouement personnel, l'esprit de commandement, la soumission sans doute aux chefs. Une fois cooptés, les militants sont immédiatement dirigés vers l'école de formation de cadres, située dans le sud du Brésil, où ils subissent une véritable « révolution culturelle » : adoptant des modes vestimentaires, des façons de parler, des attitudes, des idées complètement différentes de celles qu'ils avaient auparavant.

En 1990, un militant du Collectif fut membre du MST alors qu'il était aussi membre d'un parti, le Parti de la libération prolétarienne (PLP). Cette exception à la règle, s'explique probablement par le fait que le MST comptait localement sur ce parti pour assurer la sécurité des campements. Ceci étant, on lui a vite fait comprendre qu'il devrait choisir entre la ligne du PLP et celle du MST...]

La base du MST est composée des travailleurs agricoles qui luttent pour la terre, les membres des campements et les occupants. Au-dessus se trouvent les « organisateurs de masse » et les militants des divers secteurs (finances, éducation, formation, production, etc.). Plus haut encore, les instances dirigeantes : coordinatrices et exécutives qui vont de l'échelle des États à l'échelle nationale. L'exécutif national est le « cerveau » du mouvement. Une des caractéristiques de cette structure hiérarchique est la professionnalisation ou semi-professionnalisation des cadres. Les niveaux de cette professionnalisation sont essentiellement fonction de la position que le militant occupe dans la hiérarchie. Jusqu'à très récemment, cette professionnalisation était en partie assurée matériellement par les occupations : 15 % de la production et autres ressources devaient revenir à l'appareil du MST. La direction le justifiait en argumentant que la poursuite de la réforme agraire en dépendait. La même chose pour ce qui est de la mise à disposition de travailleurs (surtout des jeunes) pour des nouvelles occupations. Ce moyen de financement des cadres n'est plus prioritaire : **le MST obtenant aujourd'hui des financements importants via les ONG, essentiellement européennes.**

Pendant tout le temps où les membres du Collectif ont travaillé avec le MST, ils ont critiqué le mot d'ordre : « **Occuper, résister, produire** » ! Il est vrai que cette critique était alors très marquée par notre idéologie. Par exemple, nous disions que ce mot d'ordre se soumettait à la ligne de front populaire, laissant ainsi de côté les terres productives, toujours au mains des grands capitalistes... Néanmoins, d'autres critiques étaient mieux fondées.

La critique du nationalisme du MST. Dans toutes les occupations, marches, campements, etc., le drapeau national brésilien et hymne national étaient honorés ; la lutte pour la réforme agraire étant présentée comme motrice d'un certain développement national. Jamais il n'y eut, dans le MST, de perspective internationaliste, toute la structure idéologique du mouvement reste prisonnière du stalinisme et des traditions tiers-mondistes, lesquelles ont toujours conçu le pouvoir politique dans un cadre national.

La manière dont les occupations étaient organisées méritait également notre critique. Une minorité était censée diriger les « masses » ; lesquelles n'étaient même pas invitées à réfléchir aux dimensions politiques de leurs propres actions. Renforçant la division sociale du travail, les spécialistes du MST décrètent ce que les « masses » doivent faire ; ils négocient avec les institutions gouvernementales selon un ordre du jour établi par eux-mêmes et ils ne rendent compte aux dites « masses » de ce qui fut négocié !. Le rôle des « dirigés » est réduit à la lutte et à l'activité administrative (tâches domestiques) des campements, assurant par-là, la logistique d'avant-garde !

[Dès le début, le MST a systématiquement utilisé les autres organisations politiques, réformistes ou révolutionnaires. Ce qui a fini par provoquer leur mécontentement. Refusant les actions politiques communes, le MST cantonnait ces forces dans un rôle d'arrière-garde et d'appui logistique. Depuis, le MST a compris que cette politique était néfaste et provoquait l'éloignement d'alliés. Il s'est rapproché d'une politique de front populaire classique, adoucissant son sectarisme. Lors du dernier Congrès, on adopta le mot d'ordre : « Réforme Agraire, une lutte de tous ! ». Aujourd'hui, les soi-disant « amis de la réforme agraire » (organisations de la gauche classique, Église, CUT, Commission Pastorale de la terre, universitaires, tous ceux que le MST considère la société civile) furent intégrés dans quelques-unes des instances de l'organisation, ainsi que dans les structures négociatrices. Pour les membres du collectif, l'utilisation du mot « mouvement » n'a toujours été qu'une couverture permettant de contrôler « les masses ».]

Pour mieux comprendre le sens des critiques de ce mouvement contre la bureaucratie du MST, il faut savoir que, lors de sa naissance, à la fin de la décennie 70/début 80, il se revendiquait d'une pratique d'assemblées et d'actions autonomes, même s'il se trouvait alors sous la direction des curés et d'organisations de l'Église catholique. En 1985, l'Église perd la direction du mouvement et se cantonne dans une attitude d'appui. Commence alors une restructuration hiérarchique, conforme à l'idéologie des forces politiques autoritaires, nationalistes et étatistes, lesquelles dominaient alors les luttes populaires. Ainsi s'achevait la victoire d'un projet politique spécifique qui luttait, depuis les années 80, pour l'hégémonie à l'intérieur du MST. À partir de là, toutes les décisions émaneront du haut vers la base — on peut même dire que c'est à partir de ce moment que cette séparation s'affirme politiquement — , les dirigeants locaux ne sont plus élus mais cooptés et les congrès nationaux du MST deviennent des spectacles politiques et mystiques destinés à entériner les plans et les projets des grands chefs.

Depuis, dans les campements et occupations, les militants du MST se comportent comme des « privilégiés », par rapport à la grande « masse ». Ils ont plus de temps libre, une meilleure alimentation, etc. « Privilèges » qui sont justifiés par le fait qu'ils doivent être prêts à exercer des activités politiques et représenter les intérêts des travailleurs qui luttent pour la terre et qui produisent.

Il est ici important de souligner qu'il a existé dans l'État du CEARÀ, de 1990 à 1994, un important groupe, scission du MST, le Front de libération de la terre (FLT), lequel centrait son travail dans les régions de Itapiuna et Capistrano, et avec laquelle le parti de libération prolétaire a travaillé. La séparation du MST s'était faite à partir de la critique de plusieurs aspects de son fonctionnement politique : 1) le MST négligeait l'éducation politique des paysans avant et après les occupations ; 2) dans l'action, il avait une attitude sectaire par rapport aux autres forces politiques ; 3) il interdisait la religion dans les campements. Ces dissidents ont tenté de se regrouper avec d'autres scissions du MST qui existaient dans quelques 14 États du Brésil. Des problèmes internes ont finalement entraîné sa dissolution. En 1997, les membres survivants sont revenus au MST.

2. Réforme ou révolution agraire.

[L'effondrement du bloc de capitalisme d'État, la décomposition et la désorientation des courants marxistes orthodoxes, accentuèrent la crise des groupes gauchistes au Brésil. En 1992 les scissions se succèdent dans le parti de libération prolétaire (PLP), la majorité rejoignant la tendance Convergence socialiste du parti des travailleurs (qui formera plus tard le PSTU). Les minoritaires cherchent leur survie dans de successifs regroupements. De 1992 à 1996, les membres

du Collectif intègrent le *Movimento liga camponesa* (mouvement Ligue paysanne) (MLC). Ils rompent alors avec le MST et avec ceux qui défendent le projet de front populaire dans la campagne. Ils participent à une occupation dans le Sertao central, communauté du Mufumbo. Le MLC se revendiquait des Ligues paysannes des années 50-60. Son *Manifeste* cherchait à se démarquer du programme agraire réformiste du MST et prônait des formes d'organisation nouvelles.]

Le *Manifeste* caractérisait la réforme agraire comme une mesure bourgeoise. Il y opposait l'idée d'une révolution agraire qui devrait exproprier les grandes entreprises capitalistes agricoles, défendait la socialisation des petites propriétés rurales qui devraient être incorporées dans un nouveau mode de production, sans coercition et par l'exemple. Le *Manifeste* ne faisait pas de distinction entre terres « productives » et « improductives », défendait l'idée que les occupations devaient s'étendre à tous les latifundia. Enfin, il critiquait le concept d'alliance ouvrière-paysanne, y opposant celui d'unité ouvrière-paysanne. Unité, puisque aujourd'hui la lutte dans les campagnes a la même importance que la lutte des ouvriers dans la ville. À l'époque, on commençait à peine à comprendre le changement structurel du prolétariat urbain et l'accroissement du prolétariat agricole. Le *Manifeste* proposait une forme d'organisation horizontale fondée sur des assemblées et des coordinations, lieux collectifs de pouvoir exécutif. Sans en être conscient, le MLC renouait ainsi avec la tradition libertaire.

Le *Manifeste* défendait une préparation politique des occupations afin que tous les occupants eussent pleine conscience des défis et des objectifs choisis; revendiquait des droits et des devoirs égaux pour tous les occupants, n'admettant ni leaders ni privilégiés; annonçait un engagement dans les syndicats de travailleurs ruraux et dans les communautés de petits paysans et pas seulement dans les campements et occupations, rompant ainsi avec les attitudes corporatistes; proposait que les syndicats et autres organisations populaires, adoptent des structures horizontales et non-bureaucratisées, instruments de la révolution (qui était alors encore vue sous la forme d'une prise du pouvoir). Enfin, le *Manifeste* prônait l'autodéfense armée des travailleurs, qui devrait aller de pair avec d'autres formes d'action directe.

[De 1993 à 1996, dans la région de Fortaleza, le MLC participe à des occupations, expropriations de bétail et autres actions directes contre la faim ; lesquelles se terminent parfois par de violents affrontements avec la police. Vers 1996, l'organisation entre en crise et beaucoup de militants abandonnent l'activité ; certains d'entre eux parvenaient à peine à survivre dans une situation de grande misère.

Le projet et la pratique du MLC n'avaient pas été suffisantes pour se poser en alternative aux réformistes. À partir de ce moment, une minorité restée active engage une critique des principes bolcheviques d'organisation et du syndicalisme. En fait, et dès 1990, les membres du Collectif avaient une expérience syndicale : à la base mais aussi dans les niveaux intermédiaires du Syndicat des travailleurs ruraux (STR).

Pourtant, le Collectif n'a jamais réussi à aller plus loin que le courant syndicaliste de gauche de la Centrale unie des travailleurs (CUT). Prisonniers de cette conception — pour qui l'absence d'une direction révolutionnaire explique toujours les reculs de la lutte — plusieurs membres ont fini par glisser vers le syndicalisme institutionnel tout court. Néanmoins, ce furent précisément ces expériences qui ont permis aux membres restants du Collectif d'élaborer la critique de la CUT et des syndicats en général.]

Le corporatisme et la bureaucratie sont des aspects constitutifs des syndicats et, en tant que tels, ils ne peuvent pas être utilisés dans une perspective révolutionnaire. Tout le contraire, celle-ci implique la création d'organisations autonomes, horizontales et en opposition à tout dirigisme et privilège. Les syndicalistes sont devenus des spécialistes — beaucoup d'entre eux à l'esprit autoritaire —, pour qui le syndicat est un gagne pain, leur garantissant un bon salaire, une bonne retraite, un niveau de consommation aisé et un sentiment de pouvoir ; tout cela sans avoir besoin de travailler.

Nombreux sont les syndicats qui ressemblent à des entreprises, où les patrons-syndicalistes adorent l'air conditionné, reproduisent les rapports salariaux avec leurs subordonnés, parfois très mal payés. Même des individus honnêtes, avec des idées révolutionnaires, lorsqu'ils occupent des tâches syndicales finissent par se laisser coopter avec plaisir par la bureaucratie, freinant ensuite les luttes. C'est exactement ce qui est arrivé avec le Syndicat des travailleurs ruraux de Itaitinga qui avait été créé par des membres du Collectif.

3. Vers une critique de l'économie politique

3.1 Se dégager du MST

[En 1996 le Collectif du mouvement de la ligue paysanne (MLC), en rupture ouverte avec le MST, décide d'organiser une occupation de terres qui pourrait fonctionner selon les principes de la démocratie directe, capable de soutenir logistiquement les militants, établir des liens avec d'autres luttes et collectifs, ruraux et urbains, organiser la production en dehors de la logique productiviste du marché et la distribution, sans intermédiaires. Mais, tout en critiquant la logique productiviste et nationaliste du MST, le MLC ne faisait pas encore une critique de l'économie politique.]

Le MLC partageait encore l'illusion qu'il était possible d'utiliser les ressources de l'État pour produire. On avait toujours présent à l'esprit l'exemple des occupations modèle du MST, où la production était garantie. On pensait alors qu'il suffirait d'une politique révolutionnaire pour réorienter les priorités et les buts de la production.

C'était, certes, un pas en avant, compte-tenu des limitations pratiques de l'expérience que le Collectif avait eu jusqu'alors. Dès 1993, les militants venus du parti de libération prolétarienne (PLP) s'interrogeaient sur le projet du MST, qu'ils considéraient prisonnier de la logique des organismes étatiques de la réforme agraire et d'un projet illusoire d'humanisation des relations de production. Les interrogations se précisent lorsque, en 1995, le MST déclare ouvertement que les occupants ont pour « devoir de produire ».

[Finalement, le 13 septembre 1996, sans avoir l'appui du MST, deux dizaines de membres du MLC se décident à occuper une propriété. Cette propriété — qu'on pensait fertile — se trouvant hors de la zone d'intervention de la réforme agraire officielle. La réaction du latifundiaire et de l'État furent violentes mais, devant la résistance des occupants, les terres furent finalement considérées « zone de conflit ». En échange, l'État a imposé que quelques centaines de familles sans terre (et sans aucune expérience de lutte) rejoignent les militants du MLC. C'est ainsi qui commence, en décembre 1996, l'occupation Mandu Ladino (du nom d'un du chef d'une insurrection indigène au XVIII siècle).

Un an plus tard, la sécheresse crée une situation de désespoir, entraînant l'intervention des techniciens agricoles de l'État, qui imposent des règles de production, submergeant les plus actifs avec des tâches administratives et diluant toute discussion politique. Pensant pouvoir réactiver le mouvement social, les militants du MLC forment alors une autre organisation, la Ligue des travailleurs (LT), constituée en majorité par des travailleurs ruraux ainsi que par des travailleurs urbains de Fortaleza. Les membres de la ligue ne comprenaient pas le piège où ils s'étaient enfermés : le MST était l'organisation la mieux apte à gérer ce genre de situation. Malgré toutes les critiques faites par le MLC et ensuite par la Ligue, le MST prendra le contrôle du processus.

On a, tout de même, réussi à ce que les assemblées de l'occupation refusent le versement d'une partie de la production au MST et n'adoptent pas les drapeaux et les signes distinctifs du MST. Pour le reste, la logique productiviste s'est imposée et des équipes de productions furent même mises en compétition. Au sein même du Collectif, les membres les plus contestataires furent marginalisés, accusés de fainéantise, de ne vouloir faire que de la politique, de ne pas être des « vrais agriculteurs », etc..... Ils finiront par quitter l'occupation.]

L'occupation Mandu Ladino a représenté un pas en avant par rapport à celles du MST, dans la mesure où le centralisme et la bureaucratie y furent dépassées. Généralement les occupants sont presque toujours commandés par des chefs ou par une élite administrative, qui ne participent même pas au travail productif. Dans l'occupation Mandu Ladino, l'esprit et le travail collectif réalisés par des commissions mixtes se sont imposés. Et l'occupation a même fini par être présentée comme un modèle. Au Cearà se fut même la seule occupation où l'expérience d'un bar communautaire ne s'est pas terminée en faillite. Cet esprit collectiviste se démarque de l'individualisme qui prédomine en presque toutes les occupations. Par exemple, dans la première occupation du MST, datant de 1989, à Fazenda Reunidas de S. Joaquim, le

travail collectif et le coopératisme furent remplacés par le partage de la terre en petites propriétés. La réalité différente vécue dans l'occupation Mandu Ladino fut aussi le résultat d'une culture politique accumulée par le mouvement de la ligue paysanne (MLC). Ce groupe a toujours cherché à promouvoir le collectivisme par des formes horizontales d'organisation. Mais l'expérience va montrer que cette critique de la politique et des conceptions du monde du MST était insuffisante, ne parvenait pas à dévoiler l'essentiel : la soumission de toutes les formes d'organisation de la production dans les occupations à la logique du marché et à l'État. Soumission tellement importante que même les formes les plus démocratiques et collectives dans les occupations finissaient par cautionner le mot d'ordre du MST, PRODUIRE !

3.2. La critique du capitalisme d'État

Le MST voit son action comme faisant partie de la lutte pour l'étatisation des moyens de production ; sa conception du socialisme est la même qui caractérisa les pays capitalistes d'État de l'Est européen, Cuba, la Chine, etc. ; aujourd'hui totalement intégrés dans le nouvel ordre capitaliste mondial. Le MST et ses alliés proposent l'instauration d'un nouvel État de type « populaire ». La lutte pour une réforme agraire utilisant les appuis de l'État national ne constitue que l'étape présente de leur stratégie. Soumis à la pression des mobilisations de masse (occupations, marches, etc.) organisées par le MST, l'État doit être forcé à soutenir les occupations. Le MST défend aussi l'idée que l'instauration d'un État démocratico-populaire — via la victoire électorale d'un gouvernement de gauche — accélérerait l'étape réformatrice de la réforme agraire, ouvrant sur une nouvelle étape révolutionnaire, conçue cette fois-ci comme lutte (armée si nécessaire) pour l'étatisation des moyens de production.

Pour notre collectif tout cela n'a rien à voir avec le socialisme. Sous la façade trompeuse d'une montée de la lutte révolutionnaire, cet attachement à la voie autoritaire contribue au développement de la barbarie dans les campagnes. Les situations que nous avons pu constater dans l'occupation Mandu Ladino sont exemplaires d'une réalité qui est commune aux occupations :

1) Les femmes sont obligées de travailler de la même façon que les hommes, quelles que soient les tâches. Du coup, le machisme se trouve seulement modifié dans ses formes, la surexploitation de la femme étant maintenue par ses multiples journées de travail, les hommes refusant de réaliser les tâches domestiques.

2) Tous, sans exception, sont obligés de travailler dans des conditions très dures et inhumaines. Les occupants sont privés des moindres moyens techniques, s'épuisent au travail, avec des outils archaïques, sous un soleil de plomb, sans avoir les moyens de reconstituer leurs énergies, faisant des journées de 10 et 16 heures (parfois travaillant aussi le dimanche et les jours fériés !). Exemple fut le témoignage d'une camarade du Collectif, décrivant comment elle eut sa peau brûlée par le travail, forcée de creuser un puits avec une pelle et une bêche afin que ses enfants ne meurent pas de soif. Cela en se soumettant aux consignes des techniciens de l'État.

3) Dans les occupations, la logique productiviste entraîne la destruction de la nature au profit de la production, la commercialisation et la consommation de marchandises. Dans la région de Pentecoste, pour prendre un seul exemple, les progrès de la désertification avance à grands pas, et rien n'est fait dans les occupations pour les combattre. On continue à faire des « queimadas » (brûlis) ; on détruit la faune sauvage et la nature, par l'usage de poisons et de pesticides dans les cultures.

4) La faim et la soif, des maladies du moyen âge, la marginalisation de la jeunesse, enfin, toutes les tares du capitalisme sont présentes dans les occupations ; on peut même dire que celles-ci sont devenues des bidonvilles ruraux, véritables poches de misère.

5) La politicaillerie domine la vie des occupations : disputes pour les places à responsabilité, jeu d'influence des politiciens professionnels, etc.. La réaction d'apolitisme ainsi provoquée favorise le clientélisme électoral. Au contraire de ce que prétend le MST, les occupations sont loin d'être « les tranchées de la lutte révolutionnaire ».

[L'expérience montre que ce ne sont pas seulement les mauvaises conditions et la mauvaise fertilité des sols qui expliquent ces situations désastreuses. Dans des occupations réalisées sur des

terres fertiles on trouve, « *la même faim et misère, les mêmes maladies, la même soumission à l'État, les mêmes illusions.* ».

De 1997 à 1998, enrichis de cette expérience, les quelques militants critiques participent à diverses actions directes et mobilisations de paysans sans terre dans la région de Fortaleza : des manifestations de rue et des occupations d'édifices publics (par exemple, le siège local de l'Institut de la réforme agraire), afin de protester contre l'immobilisme de l'État face à la sécheresse et aux promesses non-respectées.]

4. La situation réelle de la paysannerie brésilienne : l'exemple d'une occupation de terres en 1997

[Le 24 avril 1997, les membres du Collectif s'engagent dans une nouvelle occupation. Environ 40 familles de Acarape occupent la ferme du Boqueirao, une action menée ensemble par le Mouvement de la ligue paysanne (MLC) et le STR (Syndicat des travailleurs ruraux) . Après une longue lutte, la propriété est expropriée par l'État à ses propriétaires et transformée en occupation (assentamento), assistée par l'Institut de la réforme agraire, intégrée dans le programme national de la réforme agraire. Comme d'autres dans l'État du Ceara, cette occupation se plaçait au départ en dehors du contrôle hégémonique du MST. Peu après des divergences se sont accentuées parmi les occupants et avec les bureaucrates du STR.]

Acarape est une ville située à 49 Km de Fortaleza, dans la vallée du Acarape, au pied du massif de Baturité. La ville est connue comme la ville de la « *cachaça*³ ». Les plantations, qui ravitaillent en canne de sucre les usines de fabrication d'alcool situées dans la ville, sont une des bases de l'économie locale. Ce secteur traverse aujourd'hui une forte crise. Il y a quelques années, l'entreprise sud-coréenne Yamacon a ouvert sur place des usines de chaussures, profitant de l'existence d'une main d'œuvre très bon marché et misérable, sans aucune expérience de lutte syndicale. Aux ouvriers et salariés agricoles saisonniers s'ajoute la masse des paysans ruinés et des travailleurs sans-terre. Ce prolétariat est soumis à un chômage structurel, à la précarisation et à une grande rotation de la main d'œuvre. Comme la grande majorité des paysans brésiliens, le paysan de Acarape n'est plus un paysan au sens classique du mot.

1) C'est le marché, le grand capital, qui détermine quoi, quand et pour qui produire, allant jusqu'à fournir les semences nécessaires aux cultures. Même le petit propriétaire qui possède légalement la terre et les outils de travail est forcé de se plier aux monopoles. Le travailleur rural de Acarape — lorsqu'il réussit à produire au prix d'efforts énormes et de la façon la plus archaïque possible (agriculture de subsistance) — finit par vendre sa production dans le but d'obtenir de l'argent pour acheter le riz, les haricots, le maïs, etc., denrées produites industriellement dans les grandes unités du marché global.

2) Ce paysan est un prolétaire, toujours à la recherche d'emploi, dans les campagnes ou en ville, à la merci de la loi de l'offre et la demande. Il est commun de voir, dans les périodes entre les moissons, beaucoup de travailleurs de Acarape travaillant dans le bâtiment de la zone urbaine de Fortaleza. Il est frappant de constater que ces paysans ont assimilé beaucoup des aspects d'une culture urbaine de masse, telles les habitudes de consommation, bien sûr toujours limitées par leurs conditions absolument misérables d'existence.

3) Les valeurs traditionnelles de la paysannerie sont détruites et sa dignité spoliée par le capital. Les médias imposent la dictature d'images aliénantes y compris dans les lieux les plus reculés. La jeunesse est la principale victime de cette violence. Spectatrice des merveilles du marché global tout en croupissant dans la misère absolue, elle finit par trouver refuge dans la drogue et la prostitution. Elle est forcée de se soumettre à des relations de travail semi-esclavagistes, vendant sa force de travail pour quelques sous ou en échange de nourriture.

La présence massive de l'alcoolisme est un trait commun à la région d'Acarape, autres régions du Nordeste brésilien comme au Chiapas avant l'apparition de l'EZLN. Un pourcentage significatif de la population exploitée (jeunes, adultes, vieux) d'Acarape est alcoolique.

Ceci a des conséquences sur les formes d'exploitation. Jeunes, hommes et femmes, qui travaillent dans les usines de « *cachaça* », ou qui vivent à proximité, sont fortement incités à boire. Dans les usines, par exemple, les travailleurs ont droit à une quantité gratuite de boisson. Les capitalistes, de façon

scientifiquement planifiée, garantissent la paix sociale au prix d'une décadence physique et psychique, de l'autodestruction de la dignité et du respect des familles prolétaires.

[À Acarape, l'Église catholique ne suit pas la ligne de la Théologie de la libération. C'est à peine si elle appuie des projets syndicalistes. Peu à peu, elle perd du terrain face aux sectes évangéliques réactionnaires. Le STR (Syndicat des travailleurs ruraux), est ici affilié à la CUT. Dans cette région, le STR n'est pas seulement une force réformatrice. Dirigé par un caïd autoritaire et populiste son action prend une connotation nettement fasciste.]

Le « assentamento⁴ » regroupe 20 familles occupantes et 12 familles « agrégées ». Ces dernières sont parrainées par les familles occupantes dont elles sont totalement dépendantes. Les familles « agrégées » vivent dans les terrains attribués par l'Institut de la réforme agraire à leurs « parrains » occupants, elles ont moins de droits et plus de devoirs que ceux-ci. Pour en avoir une idée, il suffit de préciser que les familles « agrégées » n'ont pas le droit au vote dans les assemblées et ne bénéficient directement pas des crédits des projets d'État. En pratique, elles se transforment en serfs des familles occupantes, leurs « parrains », qui sont, elles, reconnues officiellement.

Le mythe d'un MST révolutionnaire, empêche de voir ce qui se passe réellement à l'intérieur des « assentamentos » et des « campamentos ». Y compris chez les libertaires, on propage l'idée « romantique » selon laquelle tous les travailleurs sont unis et décidés à lutter contre la bourgeoisie et le capital ; que le MST et autres mouvements dans les campagnes ont une pratique révolutionnaire.

Ce que nous décrivons ici à propos de l'« assentamento » de Boqueirao montre combien cette version est néfaste à la lutte révolutionnaire. La vie réelle est bien différente.

Aujourd'hui, l'« assentamento » Boqueirao est divisé en deux groupes politiquement opposés : le groupe dit « autonome », minoritaire, et le groupe lié à la CUT, majoritaire. Entre les deux, les différences sont très marquées. Le premier a une position anticapitaliste, il considère la Réforme agraire comme une politique bourgeoise intégrée dans le marché et choisit le chemin des initiatives productives et des mobilisations indépendantes hors de l'appareil d'État.

Le groupe lié à la CUT, au contraire, cherche l'insertion dans l'économie de marché, voit la Réforme agraire comme une solution. Il se conforme au monde bourgeois des propriétaires privés, du productivisme et de la production de valeurs d'échange.

Ses membres se soumettent totalement aux règles établies par l'Institut de la réforme agraire, ses conseillers et autres entités officielles. Aujourd'hui, les deux groupes du « assentamento » ne se réunissent même plus en assemblée. De part et d'autre on se bat désormais dans le seul but de légaliser la séparation existante dans l'occupation.

Comme dans les autres terres occupées, à Boqueirao la production est soumise aux lois du marché et à la logique productiviste du capitalisme. Dans le Sertao, cette soumission s'accompagne de la préservation d'un archaïsme : la monoculture de légumes traditionnels (haricots, maïs, fève), laquelle implique le recours aux « queimadas » (brûlis).

Le résultat est la dégradation de la nature et, à terme, l'accroissement de la misère pour toute l'humanité, par l'épuisement des ressources naturelles, la destruction de la fertilité de la terre.

[Le paysan a ainsi l'illusion qu'il peut produire un petit nombre de marchandises lui assurant la satisfaction de ses besoins fondamentaux et un niveau « digne » de consommation.

C'est un cycle vicieux. Faim et pénurie d'un côté, attachement idéologique à la propriété privée et au système, de l'autre côté. À l'intérieur du « assentamento », ceux que des membres du Collectif appellent « les nouveaux patrons du travailleur rural qui occupe des terres dans les zones de la réforme agraire » ont reproduit les attitudes hiérarchiques de soumission aux chefs. La possession même de la terre occupée devient un leurre.]

Lors de l'expropriation, l'État paye au propriétaire un prix surévalué, basé sur les plus-values qui avaient souvent été financées par le même État. Il annule aussi toutes les dettes du propriétaire. L'ancien propriétaire reçoit des TDA (Titres de la Dette Agraire), lesquels peuvent être renégociés ou convertis en actions dans les bourses de valeurs ou même en argent comptant. De leur côté, les occupants reçoivent la

terre avec des crédits d'alimentation, développement et habitation, mais ils ne reçoivent les investissements qu'après 2 ou 3 ans de présence sur les terres. Les financements annuels sont destinées à « garantir » la production et sont distribuées par l'intermédiaire d'une institution officielle. L'État soutient seulement la production individuelle (familiale), alors qu'auparavant, il soutenait aussi la production collective. Une date limite est donnée aux « assentados », date à partir de laquelle ils doivent rembourser à l'État la somme versée à l'ancien propriétaire. C'est avant tout dans le but d'accomplir ce « devoir » que les « assentados » se plient aux obligations imposées par l'État. Ceci montre bien comment la lutte pour la terre est utilisée pour dévier l'attention des travailleurs ruraux des véritables causes de leurs problèmes.

À Boqueirao, comme dans tous les autres « assentamentos », le travail social est soumis à l'aliénation capitaliste. Privés de technologie pouvant rendre le processus productif plus humain et moins pénible, le producteur se tue à la tâche pour produire très peu et finit par détruire l'écosystème, tout en se conformant aux exigences de l'État. Les multinationales ont trouvé une excellente façon de reprendre le contrôle sur le travailleur rural en lutte. Pas besoin de le menacer. Même affamé et misérable, il suffit de renforcer chez lui le sentiment de propriété et d'« utilité sociale » dans la société productrice de marchandises. Rien de tel qu'une réforme agraire dans des terres de mauvaise qualité ou épuisées. Occupé presque tout son temps à un travail social inutile, rendu esclave pour assurer sa survie, voilà le but étroit de l'existence du travailleur rural. Et c'est ainsi que la lutte pour la terre devient une fin en soi et que le travailleur rural se soumet à sa lourde tâche quotidienne, alors que la grande propriété capitaliste reste épargnée. Le MST et consorts connaissent la chanson : ils sont les meilleurs administrateurs de la réforme agraire, un processus étatique et marginal qui ne menace en rien le capitalisme.

5. Du côté du groupe « autonome ».

5.1 Reconquête de la dignité et du respect mutuel

L'expérience politique du groupe « autonome » de Boqueirao se réduit pour l'essentiel à la reconquête de la dignité et le respect mutuel de compagnons et de compagnes qui sont toujours restés en marge des décisions et des actions prises par la majorité des « assentados ». Ne faisant pas de concessions aux valeurs et aux pratiques propres à la société bourgeoise, leur lutte s'est développée autour de quelques orientations précises :

1) Les femmes restèrent cantonnées à la condition d'être soumis aux maris et n'ont jamais eu un réel pouvoir de décision dans les assemblées et autres structures du « campamento ». Les femmes du groupe autonome ont mené une bagarre contre les valeurs du patriarcat afin de conquérir le droit à la parole. Les autres femmes continuent à être soumises à un contrôle serré de « leurs » hommes ; elles ne votent que lorsque c'est dans l'intérêt des chefs de famille.

2) La jeunesse, n'a aucune possibilité de participation à la vie politique du « assentamento », elle n'a pas accès aux loisirs et souffre du même processus de massification que la jeunesse des périphéries urbaines. Plus précisément, les jeunes des campements sont forcés de vendre leur force de travail dès leur plus jeune âge ou de travailler dans les terres de leurs familles. A travers les discussions et les activités culturelles, le groupe autonome s'est efforcé de réveiller les jeunes à la lutte contre l'oppression quotidienne.

3) À l'intérieur du groupe autonome, on a soutenu les « familles agrégées » afin qu'elles aient les mêmes droits et mêmes devoirs que les « assentados ». On a ainsi créé un potager collectif, organisé des réunions avec large participation et décision de tous les présents. Des activités furent organisées sur des thèmes permettant aux occupants d'élargir leur horizons de lutte (soutien à Mumia Abu Jamal, contre les 500 ans de la « découverte » du Brésil, etc.).

4) Compte tenu du processus de destruction de la nature par la culture intensive capitaliste, la question écologique est centrale. Un chiffre terrible suffit pour prendre la mesure de l'ampleur du problème. Tous les ans, dans ce seul « assentamento », on brûle 30 à 40 hectares de terre.

Dans la lutte menée par le groupe autonome contre la culture intensive, il y eut trois moments importants :

— L'opposition aux brûlis au bord du plan d'eau, lesquels provoquent progressivement l'érosion et l'effondrement des terrains. Le débat sur la question des brûlis fut difficile, y compris au sein du groupe autonome. Depuis des générations, les paysans ne connaissent que ce moyen traditionnel, et ne savent produire que les légumes traditionnels. C'est pourquoi il faudra tenter une expérience productive alternative, montrant concrètement et dans la pratique qu'il existe d'autres manières d'utiliser la terre.

— La lutte contre la contamination du plan d'eau par le dépôt d'ordures de la ville d'Acarape, qui se trouvait sur une des rives. Ce fut une dure et longue bataille menée contre la Préfecture, avec des campagnes de presse, d'agitation et d'information auprès des habitants et des institutions officielles de l'État du Ceara. On est allé jusqu'à bloquer les bennes à ordures. À la suite de ces mobilisations, le dépôt d'ordures fut déplacé, mais l'eau de la réserve reste contaminée...

— La lutte contre le pompage de l'eau de la réserve par l'entreprise YAMACON, qui avait même construit un système de tuyauteries entre l'usine et le plan d'eau. Cela fait à peine quelques mois qu'on a réussi à suspendre le pompage des eaux, lequel se poursuivait selon un ancien accord entre les « chefs » du « assentamento » et YAMACON. L'entreprise avait accès à l'eau en échange de la distribution de paniers d'alimentation et quelques heures de travail de tracteurs sur les terres occupées. La direction du groupe majoritaire, liée à la CUT, menace toujours de renouer cet accord.

[D'autres difficultés existent : d'une part les désaccords politiques entre les membres du groupe autonome et les membres extérieurs du Collectif, d'autre part l'hostilité des chefs du groupe majoritaire envers les membres du groupe autonome. L'alcoolisme, très répandu parmi la population rurale, fait des ravages chez les copains du groupe autonome du « assentamento ». Enfin, des maigres moyens financiers empêchent les contacts avec d'autres groupes, rendent difficile la circulation de l'information et renforcent l'isolement du groupe autonome, son sentiment d'impuissance et de dépendance.]

5.2 Résister à la vague réformiste

Peut-être, ne pouvons nous pas prétendre assumer certaines tâches qui ne sont pas encore mûries par les conditions historiques. Les décennies de 80 et 90 ont vu l'affirmation, dans les campagnes brésiliennes, d'un projet politique réformiste, dépassant la ligne du parti communiste qui plaçait, jusqu'aux années 70, le mouvement paysan à la traîne d'une soi disant bourgeoisie progressiste ou démocratique. L'apparition et le développement du MST a, avant tout, signifié l'émergence des travailleurs ruraux comme sujet historique indépendant et capable de se constituer en force politique et sociale importante dans le cadre de la lutte de classes dans le pays. Certes, l'affirmation de cette force (comme tout autre mouvement autre que celui des travailleurs ruraux !) fut marquée par la théorie et la pratique des courants dominants dans le siècle, par le nationalisme et l'« internationalisme étatique », dans toutes ses variantes social-démocrate, staliniennes et trotskistes.

Dans les années 80 et 90, toute critique du MST trouvait ses limites et insuffisances dans le fait qu'elle était encore marquée par les conceptions et les pratiques qu'elle cherchait à dépasser. La suprématie du MST relevait non seulement de la force de son appareil mais surtout de la sympathie des exploités et opprimés vis-à-vis de son projet. Tant sur le plan national qu'international, cela était suffisant pour isoler et déformer la critique révolutionnaire.

[L'expérience du Collectif peut servir d'exemple. Sa survie a toujours dépendu de facteurs autres que le volontarisme, des facteurs non contrôlables liés à la situation sociale générale. Le mérite du Collectif fut de résister à la vague réformiste. Au départ, sa critique était encore très marquée par le poids de l'idéologie marxiste-léniniste. Elle a évolué. Aujourd'hui il est clair pour le Collectif que, si le prolétariat rural est une force majoritaire dans les campagnes, la pratique du MST reste dominée par la logique du marché. D'où les difficultés pour qu'un mouvement révolutionnaire s'affirme dans les campagnes.]

La politique du MST, du réformisme et de l'activisme de l'extrême-gauche, sont condamnées à échouer. Si entre-temps une alternative révolutionnaire ne s'affirme pas, elles peuvent même participer à la création de conditions nécessaires à l'avènement d'un nouveau fascisme, qui se présente dès aujourd'hui

sous un masque libéral. Car ces forces ne réussissent pas à développer des réponses concrètes aux défis de la mondialisation du capitalisme. Elles restent dans le champ étroit des idéologies et des luttes de l'État national. Sans en être conscientes, elles portent en elles un cadavre...

Le dépassement du MST ne peut se faire que par la constitution autonome, comme mouvement social, d'un nouveau bloc de forces au niveau international, regroupant des millions de personnes conscientes et organisées. Des expériences comme celles du Collectif du Ceara peuvent aider à ouvrir le chemin. Si le travail politique dans les campagnes ne doit pas être la tâche exclusive d'un groupe, le fait est qu'on ne peut pas avancer sur la question globale sans une telle expérience. Pour commencer, les libertaires, autonomes et autres, doivent cesser de propager des illusions sur le MST. Seulement à partir de là nous pourrons contribuer à la création de conditions historiques où pourra s'affirmer un mouvement autonome, dans les campagnes et ailleurs.

Ceara, Brésil, mai 2000

1. Texte présenté, en mai 2000, dans la rencontre organisée au Céara (Brésil) par le Comité de solidarité avec les communautés zapatistes. Le résumé des passages non traduits se trouve en petit caractère.

2. Travailleur du nord-est.

3. Alcool de sucre, boisson nationale brésilienne.

4. L'« Assentamento » est la collectivité des paysans qui occupent les terres ; le « Campamento » est le campement de paysans qui se préparent à occuper les terres.

Quelques précisions à propos de *Ni patrie ni frontières*

M'étant totalement « déconnecté » des milieux révolutionnaires pendant 20 ans, j'ai redécouvert, en préparant ce petit bulletin depuis quelques mois, toute une série de comportements déplaisants que j'avais rangés dans un coin poussiéreux de ma mémoire: mépris des autres, incapacité à sortir de l'orthodoxie de sa chapelle, dogmatisme, condamnations à l'emporte-pièce, mémoire fortement sélective concernant les erreurs passées, mégalomanie, inimitiés personnelles, opportunisme, verbiage ultra-radical combiné à l'absence non moins radicale de toute activité, incantations rhétoriques contre la petite-bourgeoisie, etc.

Mais aussi, heureusement, des qualités fort stimulantes : esprit critique, intérêt pour le mouvement ouvrier et son histoire, volonté d'en découdre avec l'ordre existant, saine révolte contre l'oppression, hospitalité et même... sens de l'humour.

J'ai essayé de prendre ma plume pour exprimer ma perplexité devant la déliquescence de l'extrême gauche et de l'ultra-gauche au cours de ces vingt dernières années mais le résultat ne me satisfaisait pas du tout.

Je voulais à la fois éviter certaines équivoques quant à l'objectif de *Ni patrie ni frontières* et ne pas perdre mon temps avec certains individus (cf. l'encadré ci-dessous : « Le sadique sabota mon dessert »). Heureusement, je tombai sur un texte : « Verbalisme » écrit par Guy Fargette en 1989 mais qui — hélas — n'avait pas pris une ride.

Verbalisme signifie d'après le *Petit Robert* : « utilisation des mots pour eux-mêmes au détriment de l'idée » et a pour synonyme, selon le même dictionnaire, logomachie : « querelle sur des mots » (en clair pinaillage) mais aussi « assemblage de mots creux dans un raisonnement ». Et quelques lignes plus loin, dans la même page, on trouve aussi logorrhée : « flux de paroles inutiles ».

Ces trois termes définissent parfaitement une partie des pièges dans lesquels cette revue souhaiterait ne pas tomber et que le texte « Pour un bulletin de traductions et de débats » (p. 149-150 de ce numéro) essayait de cerner. *Ni patrie ni frontières* aurait aussi bien pu s'appeler Ni logomachie ni logorrhée, et peut-être aurais-je dû choisir ce titre pour tenir à l'écart certains zozos rencontrés depuis la parution du N°1.

Quoi qu'il en soit, il me semble utile de préciser à nouveau que les textes publiés dans cette revue puiseront dans deux sources :

— des textes classiques du vieux mouvement ouvrier international, dans ce qu'il a de plus vivant,

— des contributions actuelles, si possible de militant(e), ou au moins de gens qui ont eu une activité militante et qui savent de quoi ils parlent lorsqu'ils évoquent les luttes, les grèves, la répression ou les problèmes d'organisation.

Ce ne sont pas les revues académiques qui manquent, ni les lieux où toutes sortes d'intellectuels peuvent s'exprimer et écrire des choses, parfois très utiles, y compris pour le combat de la classe ouvrière contre les patrons. Mais entre un article exhaustif d'un universitaire britannique sur la révolution de Cromwell ou les délégués d'atelier (*shop stewards*) et celui d'un militant, aussi schématique soit-il, sur le même sujet, pas d'hésitation, je choisirai le second.

L'objectif de *Ni patrie ni frontières* n'est pas de servir de tribune à d'ex-gauchistes fatigués ou démoralisés. Il est de donner la parole à des militant(e)s ou à des hommes et des femmes qui ont gardé, vaille que vaille, une optique militante et ne crachent pas sur leur passé, quand bien même ils ne sont plus adhérents à tel ou tel groupuscule.

Pour en revenir à « Verbalisme », ce texte visait à l'époque certains courants bien précis (je laisse au lecteur le soin de découvrir lesquels), mais il m'a semblé avoir une portée plus large, parce que le climat

qu'il décrit a, tel un nuage atomique, eu un rayon d'action beaucoup plus étendu et durable que son auteur, peut-être, ne l'imaginait il y a treize ans. (Yves Coleman.)

LE SADIQUE SABOTA MON DESSERT...

La sortie d'une nouvelle publication, même minuscule comme *Ni patrie ni frontières*, donne lieu à des rencontres ou des retrouvailles très sympathiques et à d'autres... qui le sont beaucoup moins. Un ultragauche, rédacteur de brochures incendiaires contre le capitalisme, demande à me rencontrer pour discuter. Tout se passe à peu près bien (enfin, pas tout à fait, ce monsieur ne pouvait mentionner le nom d'Arlette Laguiller sans l'accompagner d'un qualificatif grossier, ce qui aurait dû me mettre la puce à l'oreille) jusqu'au dessert où tout à coup notre marxiste pur et dur s'emporte contre les « gauchistes qui veulent régulariser tous les étrangers » (« Qu'est-ce qu'on fera quand on aura 50, voire 100 millions d'immigrés » ? » éructe-t-il d'une voix indignée), les « Beurs qui brûlent les voitures et agressent les prolétaires des banlieues » et contre « les Arabes qui sont encore plus racistes que les Français ». Et notre redoutable ennemi du « politiquement correct » de s'indigner que l'on critique Chevènement qui aurait « légalisé 80 % des immigrés clandestins » (!!!). Pour conclure par : « Et d'ailleurs pourquoi diable le racisme est-il si important pour toi ? » J'ai payé mon écot et ai laissé ce fin psychologue, ce grand rrrrrévolutionnaire tout étonné que je n'aie pas envie de l'écouter une seconde de plus débiter ces sornettes.

Mais peut-être, comme me l'a fait remarquer une amie, ces sornettes sont-elles symptomatiques : certains gauchistes confondent en effet prendre le contrepied de n'importe quoi et aller à la racine des choses. Tout comme ceux qui se crurent « radicaux » en mettant en doute l'existence des chambres à gaz et l'importance de l'Holocauste dans l'histoire du XX^e siècle, parce qu'il s'agissait de vérités admises et donc automatiquement suspectes à leurs yeux, certains pensent être aujourd'hui super-révolutionnaires en dénonçant la lutte contre le racisme ou le soutien aux luttes des sans-papier. Emportés dans leur élan comme mon interlocuteur, et sans doute aussi par des pulsions de haine soigneusement niées, une partie (minuscule heureusement) de ces zozos franchissent un pas supplémentaire dans leurs « raisonnements » et se mettent à vitupérer contre les immigrés. La haine indistincte de tous les aspects du « politiquement correct » (baudruce inventée par la droite américaine) serait-elle le ciment qui unit ces pseudo extrémistes de gauche aux vrais extrémistes de droite ?

Quoi qu'il en soit, pour m'éviter toute rencontre désagréable, **avis aux racistes et antisémites conscients et inconscients, allez déverser votre bile ailleurs.** Ce ne sont pas les oreilles complaisantes qui manquent dans ce pays si accueillant à vos idées. Au fait, combien d'immigrés et d'enfants d'immigrés a-t-on descendus cette année en France, combien en a-t-on arrêtés, insultés ou tabassés au « pays des droits de l'homme », monsieur le Phraseur Radical? (Y.C.)

GUY FARGETTE

Principes du verbalisme «radical»

Dans ses *Notes on Nationalism*, George Orwell décrit la manière dont l'expression des positions politiques tombait, à son époque déjà, dans un sectarisme exacerbé, qui reprenait les formes du chauvinisme le plus accablant. Parmi les caractéristiques de cette mort arrogante de la raison, on peut retenir les points de repère suivants :

- classer les êtres humains en catégories rigides
- s'identifier à un groupe (même mythique)
- ne penser qu'en termes de rivalité de prestige pour ce groupe (tout ce qui advient est considéré comme une confirmation de la doctrine)
- se laisser dominer par une soif abstraite d'un pouvoir idéologique
- énoncer la conclusion avant toute justification

— afficher une bonne conscience inébranlable à partir d'un processus de fabrication permanente d'illusions sur soi

Depuis décembre 1986, les rencontres diverses induites par la trace de l'existence du mouvement lycéen et étudiant, jusque dans les cercles qui l'avaient estimé fort peu intéressant, ont montré à quel point l'esprit de critique sociale en France est enlisé dans un quadrillage absurde de rivalités sectaires. Ce produit du reflux des années soixante-dix dure et s'approfondit alors que les éléments de réveil social se multiplient. Il y a là un aspect qui caractérise les milieux «radicaux», entendus comme ceux (distincts des courants anarchistes ou de l'ultra-gauche conseilliste, qui ont leurs pesanteurs spécifiques) où l'on parle indéfiniment de contestation fondamentale des règles établies, en dehors de toute perspective concrète et de toute structure organisationnelle précise. Pour ceux qui aiment les étiquettes, cela recoupe assez précisément une bonne partie de la postérité de l'Internationale Situationniste et l'essentiel de l'ultra-gauche néo-bordiguiste.

Comme ce verbalisme tire ce qui lui reste de force de n'être guère condamné (parce qu'en soi, il ne mérite même pas qu'on s'y attarde), on trouvera ci-dessous une description de ses caractéristiques. Les principes muets qui fondent encore ce qui se proclame comme «radicalité» constituent un ensemble organique, bien qu'ils ne soient que rarement tous réunis chez un individu ou dans un groupe. Leur exposé montre à quel roc d'irrationalisme on se heurte : soit on préfère s'en écarter sans phrases, et ces gens s'estiment au-dessus de toute critique, soit on les attaque avec vigueur, et ils tirent une illusion d'existence des chicanes qu'ils opposent à ces observations. A les critiquer avec virulence, on prend même le risque déplaisant d'être conduit à leur ressembler quelque peu. Leur force, c'est que le fait de les rencontrer est compromettant au regard du simple bon sens.

« *Quand le réel devient intolérable, il faut que l'esprit le fuie pour inventer un monde artificiel et parfait* » (A. Koestler, *Les Somnambules*). L'originalité malheureuse de ces «radicaux», c'est que leurs efforts n'aboutissent qu'à une confusion aggravée, mais comme celle-ci s'affiche avec une assurance agressive, leur bonne conscience de façade exige une mise au point sur le registre où ils se croient excellents, celui de la dureté.

Le texte recourt donc dans une certaine mesure à cette sévérité tranchante qui les fascine tant. Il ne part que d'une seule exigence, la mise en conformité des actes et des paroles, et ne se réclame ni d'une connaissance «scientifique» de tels milieux, ni d'une position «révolutionnaire», dont la base manque aujourd'hui.

Paris, mai 1989

(1)

À la manière des militants politiques, les «radicaux» confondent espoir et réalité. Mais tandis que les premiers s'illusionnent sur leur activité, les seconds fuient toute occasion de vérification pratique, parce qu'ils se considèrent en relation privilégiée avec l'histoire. C'est d'ailleurs pourquoi ils n'aiment pas non plus la discussion effective, celle qui amène chacun à mettre à jour ses propres présupposés et à produire les degrés intermédiaires de ses argumentations.

(2)

Ce «radicalisme» abstrait se ramène le plus souvent à une affirmation de logique absolue de l'histoire. Plus elle tarde à se manifester, et plus son avènement sera éclatant, justifiant après coup les positions adoptées. L'exigence de cohérence personnelle, hautement revendiquée dans le détail, est toujours remise à plus tard, pour le moment où se manifesterait enfin la secrète hégémonie du courant qu'ils prétendent incarner.

Comme la perspective d'une activité subversive concrète est, dans le meilleur des cas, renvoyée à un avenir indistinct, le problème de la vérification immédiate des positions est prodigieusement simplifié : il suffit de définir chaque relation en termes d'allié ou d'ennemi, selon de rigoureuses procédures d'identification et d'exclusion.

(3)

Les «radicaux» s'associent toujours sur des marottes théoriciennes : leurs illusions sur eux-mêmes et sur le monde tirent d'abord leur consistance d'être au-delà de l'expression. C'est à partir de telles conventions muettes que peuvent prospérer leurs coteries qui, chacune, aiment à se voir comme une «cour» de l'esprit critique supérieure à toute autre rivale, et définissant les normes de la subversion idéale. Le simple fait de les avoir rencontrés impliquerait une dette de reconnaissance à leur égard.

Cette haute opinion de soi a pour conséquence une étrange habitude : toute erreur, même de détail, doit faire perdre la face. Mais comme ils ne cessent d'en commettre, et d'assez graves, ils échappent à la réflexion par les poses exigeantes. Les réputations, obligatoirement exagérées, s'inversent brusquement à chaque épreuve de la réalité, et la triste comédie des chicanes obscures conclut leurs crises périodiques.

(4)

La surenchère verbale, qui produit des «concepts» toujours plus décisifs, implique que les moindres différends théoriques contiennent tous les autres imaginables. Un «radical» craint par-dessus tout de paraître modéré, parce que sa «logique» lui fait par principe suspecter tous les autres de modérantisme. Le sens de la nuance est une marque de naïveté coupable dans ces milieux, incapables de penser le monde comme contradictoire. Tout ex-partisan ou ex-proche doit être traité comme le plus sournois des ennemis. Ces cliques pathétiques sont persuadées qu'il suffit d'avoir formellement le dernier mot pour que la réalité s'aligne sur l'apparence de leurs faux-semblants.

(5)

Cette non-pensée «radicale» est dépourvue de tout critère stable qui lui permettrait d'ordonner ses jugements. C'est en cela qu'elle illustre la perte généralisée du jugement dans la société : à chaque nouvelle question, sur laquelle aucune «autorité» critique reconnue ne peut avoir tranché, le désarroi et l'incertitude sont patents. Mais un «radical» moderne est comme un marquis de l'Ancien Régime ou un député de la Troisième République (cf. G. Sorel, *La Décomposition du Marxisme*) : il prétend tout savoir sans avoir eu besoin d'apprendre. Le doute doit se masquer sous une assurance ombrageuse.

(6)

Les plus audacieux des «radicaux» élaborent un système qui prétend avoir réponse à tout, mais ils redoutent particulièrement de rencontrer quelqu'un qui prenne la mesure de leur système. Ils disposent donc de méthodes tout empiriques pour se défendre contre ce genre de lucidité. De même que leurs compères qui n'ont pas leur patience laborieuse de «théoriciens», ils se laissent porter par l'enchaînement des mots et reproduisent en idée le comportement autoritaire : la soumission inconditionnelle à l'instance théorique reconnue va de pair avec l'arrogance envers les néophytes supposés.

Que l'un de ces derniers ait l'étrange infortune de posséder quelque capacité concrète (donc par définition limitée, comme tout ce qui est réel), et il se voit très vite traité en idiot utile, que l'on flatte tant qu'on en espère quelque chose (traduction, documentation, informations précises, etc.), mais que l'on regarde de haut dès qu'il se révèle plus indépendant que suiveur. La pose des «radicaux» se résume à dire à autrui ce qu'il devrait faire, au nom de critères indiscernables.

Ce tour est nécessaire parce que le recours à ceux-ci est éminemment sélectif : il faut que ces critères connaissent régulièrement des éclipses pour ceux qui les professent par sous-entendus.

(7)

La familiarité avec le langage de la critique étant un peu au-dessus de leurs forces, ils se contentent le plus souvent d'un vocabulaire réduit à quelques mots fétichisés. Ils tombent ainsi dans ce défaut typique de l'époque : employer comme principe d'organisation la désintégration de la langue en mots en soi (cf. Adorno, *Le Jargon de l'Authenticité*) : « [ce jargon] dispose d'un nombre modique de mots qui se referment sur eux-mêmes et deviennent des signaux » .

C'est pourquoi leur réaction à tout argument gênant les conduit toujours à se raccrocher non aux idées mais aux mots, et à entamer une guerre à leur propos, en suspectant d'intentions cachées les gêneurs. Il y a là un véritable mécanisme de substitution à l'analyse théorique, qui masque fort bien l'absence de jugement. Devenir tout à coup pointilleux sur le détail, avec tous les contresens imaginables, leur permet d'oublier tout ce qui les sépare d'une vision vivante. Quiconque a affaire à eux devrait s'expliquer à l'infini des erreurs d'interprétation qu'ils commettent volontiers.

(8)

À partir du moment où ils admirent une théorie, un groupe, une publication, ils ne savent que s'y identifier, sans se demander pour autant s'il ne faudrait pas abandonner certains défauts et vieilles habitudes, bref se remettre quelque peu en question.

Ce qui parle à leur imagination, ce n'est donc pas la pratique de la subversion, nécessairement peu prestigieuse et qu'ils n'ambitionnent même pas de s'approprier, mais le maniement plus ou moins racoleur du vocabulaire qui doit la résumer et la mimer avec fracas. Dès qu'une prétention est affirmée, l'entourage doit affecter de la considérer comme intégralement réalisée. Pour un «radical», toute critique générale de ses erreurs semble pire qu'une insulte, une injustice. À ses yeux, tous les défauts ont une grande importance, sauf les siens.

(9)

Comme ils ne s'intéressent qu'à ce qui leur paraît confirmer leurs marottes, très peu de «radicaux» sont capables de ténacité dès que la situation devient contraire. Ils passent très facilement et d'un seul coup, d'un intégrisme proclamé de la vérité à une indifférence matoise sur cette question. Les polémiques stériles sont des occasions privilégiées pour concentrer les passions rentrées. La mise en scène exigeante des émotions, héritée des milieux de la bohème artistique qui a vécu à Paris jusqu'à la fin des années cinquante, n'a plus pour effet que d'introduire une relation unilatérale entre les faits et les interprétations. Leur irrationalisme se trahit en ceci qu'ils trouvent trop cruel de soumettre leurs vues à la moindre vérification.

(10)

Ils confondent simplisme et «radicalité» parce qu'il leur faut de temps en temps sauter de la passivité à la fuite en avant agitée. Mais c'est là que se manifeste toute l'incongruité de leurs errements : alors qu'ils en remontent à tout le monde sur la «question de l'organisation», ils sont incapables de seulement s'associer au-delà de leurs cercles de copinage, commodité de relation que ces gens confondent régulièrement avec l'amitié. Quand un groupe de ce genre n'est pas trop éphémère, ses membres finissent par se persuader d'avoir toujours eu raison sur l'essentiel.

Tout regroupement auquel ils daignent participer un instant serait appelé à devenir le regroupement révolutionnaire de l'époque, destin que seule une adversité incompréhensible ou de troubles malveillances empêcheraient d'atteindre. Les pires ne savent que s'enfermer dans un bavardage illimité, qu'il est évidemment hors de question de seulement nommer. Ils se conforment ainsi à la caricature du «bavard d'arrière-salle de café», que l'ancien mouvement ouvrier traitait sans indulgence.

(11)

Les «radicaux» ne pouvant assumer en toute conscience l'immense décalage qui sépare aujourd'hui les aspirations des actes immédiats, ils choisissent de l'annuler en paroles. Quelle que soit leur manière, ils retombent toujours sur les procédés formels de ce *jargon de l'authenticité* décrit par Théodor Adorno.

Mais cette reproduction involontaire du dialecte dominant ne conduit à un conformisme particulier que par inertie, par facilité, bref par mimétisme, et non par intérêt. Leurs discours sont davantage des

coquilles vides que des idéologies. Leur langue sacrée ne peut faire illusion sur les profanes et s'ancrer dans leurs émotions, parce qu'elle n'est pas celle de tous les jours.

(12)

L'essentiel de ces comportements où la dissociation entre actes et paroles est si forte a longtemps trouvé un appui dans le mythe de l'Internationale Situationniste, dont le souvenir a pesé sur de nombreux esprits de ce genre. Tous les «radicaux» voudraient rejouer l'aventure de ce groupe dont l'action a pris pour eux, qui connaissent très mal tous les courants critiques du siècle, l'apparence d'une ouverture qualitative vers une compréhension nouvelle du monde.

Ces «radicaux» se refusent de toute façon à comprendre que s'il y a de rares périodes de fondation, qui cristallisent des bilans de mouvements antérieurs et qui exigent des délimitations vigilantes, il y a surtout des périodes de développement historique, qui requièrent d'autres qualités que la volonté d'en découdre les uns contre les autres et de croire par ces petites guerres privées combattre le monde entier. Mais ils ne peuvent cesser de penser selon cette réflexion de d'Alembert (qu'ils ignorent évidemment !) : « *rien n'est si dangereux pour le vrai et ne l'expose tant à être méconnu que l'alliage ou le voisinage de l'erreur* ». La recherche d'une pureté abstraite les obsède et les paralyse.

Il y a un mythe de l'Internationale situationniste en ceci que ce groupe ne fut original que dans la synthèse qui lui permit d'agencer des aspects préexistants de la critique moderne en un tout particulier (et contestable). La vérité de cette synthèse dépendait strictement d'un pari sur la fusion, alors vue comme imminente, de nouveaux mouvements sociaux en une totalité retrouvant et dépassant les qualités de l'ancien mouvement ouvrier. Le fait que cette fusion ne se soit pas réalisée est escamotée par ces admirateurs de l'Internationale situationniste

Celle-ci reste donc pour eux absolument parfaite. Ils la prennent comme un modèle d'action historique bien qu'elle n'ait même pas constitué de véritable organisation, son existence ayant été suspendue au rôle de catalyseur d'un individu. Cet attachement irrationnel à une image fétiche renvoie à un mécanisme social dominant : aujourd'hui on ne devrait entreprendre une activité historique qu'à la condition d'être le premier dans son genre. Ce serait la seule manière d'apparaître aux yeux d'autrui et donc à soi-même.

Certains ne se consoleront jamais d'avoir été précédés dans la voie qu'ils auraient prétendu frayer. La tendance à vouloir incarner la théorie de l'époque tire son origine des mécanismes sociaux qui valorisent le narcissisme individuel. « *L'individu dépossédé de tout se cramponne à lui-même* » (T. Adorno).

Si l'Internationale situationniste a nourri des défauts accablants chez des suiveurs qu'elle n'avait ni souhaités ni prévus (et dont la trace vénéneuse commence aujourd'hui heureusement à se perdre), c'est qu'elle était loin d'être indemne de ces traits. Bien qu'elle les ait critiqués de façon répétée, ils se sont diffusés infiniment plus aisément que ses «qualités» revendiquées.

Le rapport qu'elle a entretenu avec ces partisans embarrassants ne provient pas seulement de ces derniers. De même que l'on a pu dire que certains courants politiques avaient bénéficié de la croyance que le paradis social fût réalisé sur terre, dans quelque Etat lointain, de même l'Internationale situationniste a attiré parce qu'elle donnait l'impression d'être le lieu éloigné de tous, où aurait été atteinte une maîtrise de la subversion sociale.

L'Internationale situationniste n'a évité la paralysie que dans la mesure où ses membres ont réussi à corriger au coup par coup cette pente, dont ils n'ont jamais pu se défaire. Il est ainsi remarquable que ce groupe ait pu énoncer l'essentiel de la critique qu'il méritait sans que cela ébranle pour autant son aura : dans *La véritable Scission*, les auteurs constataient que nombre de ses membres étaient demeurés « *au-dessous du militantisme politique* ». L'indifférence à une remarque aussi énorme n'a qu'une explication : ce défaut, loin de disparaître, est devenu encore plus fréquent dans ces milieux.

La dissolution de l'Internationale situationniste ne fut pas cette victoire secrète et paradoxale que la légende dorée de ses partisans a proclamée. L'expérience des vingt années écoulées est là pour montrer à quel point le danger qu'apparaisse une bureaucratie situationniste était illusoire. Les «pro-situs», ces fans impuissants, n'avaient pas l'étoffe de dangereux récupérateurs, du moins sur le terrain de l'action politique. Ils exprimaient seulement la vérité macroscopique de leur modèle.

Les minuscules courants que l'Internationale situationniste a inspirés n'ayant exercé aucune influence notable sur le cours des événements depuis leur naissance, les milieux «radicaux» s'en sont, à demi consciemment, plus ou moins détournés, avec une pointe de nostalgie pour tant de promesses, et beaucoup de rancœurs refoulées. Celles-ci jaillissent parfois avec l'incohérence énergique qui accompagne les retours de flamme.

La consommation de théorie alterne avec les affirmations abstraites les plus extravagantes. L'ostentation de la théorie tend à devenir théorie de l'ostentation, et la manie de l'exagération, le plus commode des refuges (on prétendra par exemple que la société moderne est semblable à Auschwitz, etc.).

Orphelins d'un père idéologique, ils s'en inventent des substituts grâce à un intégrisme redoublé du concept.

(13)

Les plus cohérents sont ceux qui affichent aujourd'hui un anti-démocratisme avéré, qui leur permet d'exposer une bonne partie de ce qu'ils pensent vraiment. Leur formalisme verbal se condense en une espèce d'idéologie, qui n'a pas pour autant d'ancrage dans la sphère matérielle : c'est le sort étonnant de ces «sectaires sans sectes».

Leur anti-démocratisme théorique leur permet de justifier par avance leurs comportements (obsession de la supériorité du groupe ou du courant auquel ils s'identifient, indifférence à la vérité objective quand le cœur du système idéologique est concerné, absence de zones neutres dans leur esprit). Ces gens-là sont évidemment incapables de voir que toute tentative pour forcer l'histoire ne conduit qu'à détruire le sens d'une démarche critique. Ils compensent ce défaut accablant en l'aggravant par un optimisme de la crise, qui dans toute situation concrète tourne au triomphalisme de la décomposition : plus ça va mal, et plus les temps nouveaux approchent.

Chez eux, la «discussion» ne doit servir qu'à transmettre les ordres de la théorie, l'absence de règles étant présentée comme le profond secret qui permettrait de décrocher la victoire en toute circonstance. Ce qui était extrêmement pesant chez les bordiguistes historiques (dont les affirmations procédaient néanmoins d'un long mouvement réel et constituaient des tentatives de réponse à des problèmes pratiques précis, dans le cadre d'un reflux historique sans précédent) est devenu prétention creuse chez ces successeurs. Leur inconsistance se trahit à ce simple fait que ces remarquables esprits doivent changer de concept fondamental tous les quatre ou cinq ans, sans pouvoir s'en expliquer.

Alors même que ces «radicaux» voudraient posséder l'image de la totalité critique, la déformation métonymique (prendre la partie pour le tout, le contenant pour le contenu, la cause pour l'effet, le signe pour la chose désignée, etc.) réduit leur perception de l'histoire à une algèbre morbide, qui se présente comme le reflet d'un déterminisme «naturel». Il s'agit là d'un symbolisme dégradé, qui exacerbe les défauts de tout symbolisme :

« Du point de vue causal, le symbolisme se présente comme une espèce de court-circuit de la pensée. Au lieu de chercher le rapport entre deux choses en suivant les détours cachés de leurs relations causales, la pensée, faisant un bond, le découvre, tout à coup, non comme une connexion de cause ou d'effet, mais comme une connexion de signification et de finalité. Un rapport de ce genre pourra s'imposer dès que deux choses auront en commun une qualité essentielle qu'on peut rapporter à une valeur générale. Ou, pour employer la terminologie de la psychologie expérimentale : toute association basée sur une similitude quelconque peut déterminer immédiatement l'idée d'une connexion essentielle (...). [le symbolisme] est lié indissolublement à la conception du monde qu'on a appelée au moyen âge Réalisme,

et que nous appellerions, quoique moins exactement, idéalisme platonique » (J.Huizinga, Le Déclin du Moyen Age).

L'objectivisme impersonnel devient une orthodoxie qui tient lieu de pensée. L'abstraction du «parti historique» permet de ne donner aucun contenu concret au processus révolutionnaire, pourtant espéré comme le messie. Ils attendent tout d'un mouvement dont ils ne peuvent ni ne veulent rien savoir et s'en sortent par un esprit de contradiction, qui s'affiche comme originalité théorique : quoi qu'il arrive, le «mouvement communiste» est toujours autre chose. Le goût du paradoxe est un moyen incomparable pour se singulariser et se placer au-dessus de tout mouvement réel. Certains vont même jusqu'à cristalliser en concept ce principe de la négation systématique (ils parlent péjorativement de «programmatisation» pour toute esquisse de contenu positif et concret dans un mouvement de contestation sociale).

(14)

Ceux qui sont irrigués par un jargon «radical» voient tout à travers lui, parce qu'il s'agit pour eux de définir un discours qui ait l'air plus satisfaisant que le processus historique lui-même. Les plus patauds expliquent même qu'on ne peut accepter la distinction courante entre apparence et réalité (certaines références absurdes au surréalisme permettent une telle opération), ou que le temps ne nous est pas extérieur (ce qui leur permet d'oublier que toute activité est tissée au temps).

La force de ces errements n'est pas à négliger parce qu'ils rencontrent et justifient à leur manière le décervelage général, au lieu de s'y opposer. La dépossession atteint un tel degré aujourd'hui que l'abus de la force, y compris contre le langage, semble seul à portée de main, et tout le reste ne serait que «littérature».

(15)

Dans cette usure des références, la défense de tout système comme s'il s'agissait d'une orthodoxie qu'il est hors de question de discuter, mène tôt ou tard à un néant théorique : «se définir contre» reste le dernier moyen d'«affirmation». Il suffit alors de brandir des slogans à résonance plus ou moins philosophique (la «publicité de la misère», la «domination réelle du capital», la «subsumption réelle du travail au capital», le «spectaculaire intégré», etc.).

Le jargon préserve son auteur « *du désagrément d'avoir à s'exprimer sérieusement sur une matière à laquelle il ne comprend rien, et lui permet cependant de feindre, si possible, un rapport tout à fait réel à cette matière. Ce jargon est parfaitement approprié parce que, de lui-même, il unit toujours l'apparence d'un concret absent avec l'ennoblissement de ce concret* » (T. Adorno).

Au-delà des mots, une constante perdue, un comportement sans phrase fondée sur des abstractions creuses. Certains pousseront l'inconséquence jusqu'à parler de «démocratie directe», mais ils se débandent à la première occasion où il faut argumenter sérieusement. La «pratique» n'est invoquée que pour mettre abruptement en œuvre, une logique du tout ou rien dans les rapports personnels, qui dispense de l'ouverture d'esprit. Comme le manque complet de recul par rapport à soi-même doit, dans le même temps, s'accorder avec la décomposition moderne de l'individu, un comportement de mimétisme inconscient en est la résultante monotone. Le ton cassant est ainsi la marque indispensable (et suffisante) d'une volonté de rupture sans retour avec le monde. Cette pirouette n'a rien d'original : il a toujours été plus prudent de feindre démonstrativement la révolte que de l'effectuer sans bruit.

(16)

Le noyau du comportement «radical», c'est de s'attendre à être choisi par l'histoire, plutôt que d'aller au-devant d'elle par une patiente transformation personnelle. Les «radicaux» font de leur participation à un mouvement un critère de qualité pour ce dernier. Mais quand ils comprennent la relative difficulté d'une telle jonction (plus que jamais, la révolte et la lucidité isolent dans cette société), le problème cesse vite de les intéresser. Ils misent peu là-dessus tout en espérant à chaque fois gagner beaucoup. Comme ils ne peuvent que perdre régulièrement, ils se consolent au plus vite de leurs déboires,

en recommençant immuablement leurs rituels fondés sur la complaisance réciproque. S'en étonner passe pour une faute de goût.

(17)

Leur incapacité à prendre du recul vis-à-vis d'eux-mêmes et de ce qui les entoure les amène à plaquer des schémas sur toutes les situations rencontrées, et ainsi à décliner la bêtise selon des principes variés. Non seulement l'esprit de contradiction est érigé en norme théorique, mais les erreurs personnelles sont projetées rétrospectivement sur le mouvement réel (les attentes déçues vis-à-vis du prolétariat sont par exemple retournées en incapacités absolues de ce dernier, les tendances vaincues de l'histoire ayant nécessairement été complices de leur défaite, etc.).

(18)

Aujourd'hui encore, les «radicaux» sont incapables de penser la récupération et les reflux qu'ils sont habités par une rhétorique de l'identique : ils cherchent à retrouver en toute circonstance les signes qu'ils vénèrent. En illustrant une forme paradoxale de mort de la raison, tout en érigeant cette attitude en norme, ils appartiennent doublement à cette époque.

(19)

Ils croient qu'il suffit d'avoir vaguement compris une théorie pour s'en approprier l'image. Ils négligent donc toute mise en forme confrontant ce qui est intériorisé et ce qui est vécu. Quand ce ne sont pas gens d'un seul livre, d'une seule théorie (défaut banal, mais qui prend chez eux des formes d'une variété infinie), ils prennent de toute façon les idées comme objets d'attachement et non comme moyens de compréhension du monde. « *Leur jargon de prédilection est sacralisé comme langue d'un royaume invisible* » (T. Adorno). Ces sectateurs de la Révélation sont victimes d'un aspect dominant de l'époque, l'effondrement des capacités d'expérience personnelle, et adoptent le même comportement tautologique que celui des bandes : qui n'est pas comme moi est contre moi.

(20)

Le prolétaire ordinaire, l'employé conformiste, l'ouvrier prudent qui «évite les ennuis» manifestent plus de dignité dans leur aliénation que les «radicaux» avec leur lucidité incertaine et capricieuse, parce que ces derniers reproduisent tous les défauts de l'intellectuel sans s'approprier aucune de ses qualités. La «radicalite» est une conséquence du provincialisme français, qui ignore le monde au-delà des frontières nationales. Jamais le goût pour les marottes théoriques n'aurait pu connaître une telle extension dans un autre pays que celui-ci, où tant d'esprits ont, depuis des siècles, aimé croire que l'écriture de quelques pages pourrait changer le sort du monde. L'anti-intellectualisme des «radicaux» couvre utilement leur mimétisme honteux.

Guy Fargette (Mai 1989)

DEBAT SUR LE SIONISME ET L'ANTISEMITISME

Dans le numéro 1 de *Ni patrie ni frontières*, l'article *Un amalgame criminel. Les limites de l'antisionisme* tentait de montrer comment l'analyse marxiste de la prétendue « question juive » présentée dans certaines publications révolutionnaires les amène à tenir un discours ambigu sur Israël, le sionisme et les Juifs, quelles que soient leurs louables intentions initiales.

J'avais parallèlement envoyé une courte lettre à *Socialist Worker* (qui comparait la répression de Jenine à celle du ghetto de Varsovie) et à *Socialisme* (qui avait présenté côte à côté la photo d'un soldat israélien et celle de soldats nazis). Voici les réponses de John Mullen de *Socialisme* et les lettres de deux lecteurs de *Socialist Worker*, suivies de mes commentaires. (Y.C.).

. * *

. *

John Mullen

A propos de la politique israélienne

Bonjour Yves !

Une très rapide réponse à certains de tes questionnements, qui sont d'ailleurs les bienvenus.

Pour moi, les deux photos côte à côte d'un nazi et d'un soldat israélien constituent une erreur grave. - L'implication est évidente, que le sionisme soit une forme de fascisme est radicalement faux.

Il y a, je suis d'accord, un antisémitisme de fond en France depuis très longtemps (chaque sondage à ce sujet le confirme). Néanmoins, dans le contexte d'une campagne *sioniste* de dénonciation de l'antisémitisme en France *pour construire l'Etat d'Israël*, déclarations de ministres israéliens à l'appui, il me semble important de souligner les liens entre les actes contre les lieux de culte et les Juifs en France, et la situation au Moyen-Orient. Il ne faut pas non plus oublier les attaques du Betar, une milice paramilitaire sioniste, en France récemment.

Dans chacune des manifs Palestine auxquelles j'ai participé, tout antisémitisme a été dénoncé par la quasi-totalité des manifestants et des organisateurs. Ce n'est pas dire que les actes antisémites ne sont pas graves, mais que la campagne actuelle qui cherche à rejeter la faute sur les Arabes est dangereuse. L'Etat d'Israël, bien sûr, puisqu'il déclare parler AU NOM DE TOUS LES JUIFS fabrique ainsi de l'antisémitisme à la chaîne. Les gens qui se sentent solidaires des Palestiniens, tués et traités comme du bétail dans l'indifférence des autres gouvernements, en concluent que ce n'est pas seulement la faute de Sharon mais de tous les Juifs, puisque c'est ce que disent l'Etat d'Israël et un certain nombre de dirigeants des organisations de la communauté juive.

Il est évident que cet Etat apparaît aux yeux de la majorité des Juifs de ce monde comme une garantie contre les pires excès de l'antisémitisme ; mais je crois que c'est un piège absolu. L'Etat d'Israël ne protège pas contre l'antisémitisme (une partie des dirigeants ne voudraient pas le faire). Je ne peux pas retracer ici l'histoire du sionisme, mais il me semble qu'une partie de sa nature est de refuser la lutte contre l'antisémitisme en faveur d'une séparation des Juifs. C'est Abraham Léon dans son livre «Critique matérialiste de la question juive» qui me semble avoir mieux expliqué l'histoire.

John Mullen

* * *

Elizabeth Terzakis

Le sionisme ne remet pas en cause l'antisémitisme
10 mai 2002

Cher *Socialist Worker*,

En réponse à la lettre d'Yves Coleman parue dans *Socialist Worker* du 19 avril, je tiens à affirmer que le sionisme n'est pas le judaïsme. On ne le dira jamais assez.

Le judaïsme est une religion. Le sionisme est une idéologie impérialiste. Le judaïsme existe depuis des milliers d'années, le sionisme est né à la fin du XIXe siècle et, même à cette époque, on envisagea de créer un Etat purement juif non seulement en Palestine mais aussi en Ouganda.

En insistant sur le fait que le judaïsme et le sionisme sont les deux faces d'une même médaille, Coleman ne sert pas les intérêts des juifs, mais ceux des États israélien et américain. Ceux qui tracent un trait d'égalité entre sionisme et judaïsme, antisionisme et antisémitisme, fournissent une excuse aux atrocités impérialistes qui n'ont absolument rien à voir avec la foi juive.

A l'intérieur et à l'extérieur d'Israël un nombre croissant de Juifs critiquent l'occupation israélienne et s'y opposent très violemment. Ces juifs sont-ils antisémites ? Ou sont-ils scandalisés que l'on piétine les droits de l'homme en leur nom ?

Coleman a raison de se préoccuper de la montée de l'antisémitisme en Europe. En tant que révolutionnaires socialistes, nous devons combattre sans relâche l'antisémitisme. Les centaines de milliers de gens qui ont manifesté dans les rues pour protester contre la montée du fasciste Jean-Marie Le Pen ont montré la meilleure façon de le faire.

Mais la création d'Israël n'a jamais eu rien à voir avec la lutte contre l'antisémitisme. Au contraire, elle a constitué un refus de mener cette lutte, et cette création n'a été possible qu'en servant les intérêts des puissances impérialistes — d'abord la Grande-Bretagne puis les Etats-Unis.

Oui, nous devons lutter contre l'antisémitisme. Mais la défense d'Israël n'est pas la bonne façon. Le sionisme n'est pas le judaïsme.

Elizabeth Terzakis, Oakland Californie

* * *

Alpana Mehta

Il n'existe pas de position intermédiaire dans la guerre raciste d'Israël
Nous sommes du côté des Palestiniens
26 avril 2001

Cher *Socialist Worker*,

La lettre d'Yves Coleman parue dans *Socialist Worker* du 19 avril m'a laissé perplexe. Coleman accuse *Socialist Worker* d'apporter de l'eau au moulin de l'antisémitisme parce que ce journal a cité un officier israélien qui pensait que l'armée israélienne devrait utiliser la tactique utilisée par l'armée allemande contre le ghetto de Varsovie.

Première question : Coleman a-t-il écrit une lettre au journal israélien *Maariv* (qui a le premier cité ce commandant israélien) en les accusant d'antisémitisme ?

J'ai l'impression que Coleman ne tient pas à discuter de l'antisémitisme. Il cherche en fait à excuser le colonialisme, l'apartheid d'Israël et l'impérialisme. Il reconstruit l'histoire en prétendant que les Israéliens n'occupent pas un pays étranger. Son raisonnement n'est pas loin de la justification raciste sioniste qui a permis de mettre la main sur la Palestine pour créer Israël : « Une terre sans peuple pour un peuple sans terre. »

Peut-être Coleman n'a-t-il jamais entendu parler de la résolution 194 des Nations unies qui revendique le droit au retour des Palestiniens qui ont été expulsés de leurs maisons dans le pays qui est maintenant

Israël Peut-être considère-t-il comme « antisémites » les documents de propriété et les clés que possèdent de nombreux réfugiés palestiniens pour leurs anciennes maisons à l'intérieur d'Israël ?

Je me demande ce qu'il pense du récent massacre de Jenine où des tanks ont enterré vivants des gens dans leurs maisons.

La question est, depuis 1948, toujours la même : soutient-on les droits des Palestiniens ou soutient-on le colonialisme ?

Socialist Worker est fier de s'être toujours battu contre l'antisémitisme et le colonialisme. Ce journal soutient l'idée d'un Etat séculier où Juifs et Arabes vivraient ensemble et bénéficieraient des mêmes droits.

Si un officier israélien choisit d'utiliser la tactique employée par l'armée allemande pour écraser le ghetto de Varsovie, alors nous devons célébrer les courageux combattants de la Résistance juive clandestine qui ont combattu les nazis par tous les moyens.

Leur but était de se libérer de l'oppression. Et cela a tout à voir avec le socialisme.

Alpana Mehta, Boston

* * *

Limites de l' « antisionisme » (2)

Qu'est-ce que le sionisme ?

Il existe toutes sortes de définitions du sionisme et toutes sortes de sionistes : religieux, athées, socialistes, de droite, de gauche, d'extrême droite, etc. Il ne me semble pas utile d'entrer dans le détail de toutes les nuances ou des divergences qui les séparent. Il suffit d'indiquer que le sionisme est une forme de nationalisme, donc une idéologie qui repose sur une communauté d'intérêts imaginaire entre des individus appartenant à des classes sociales différentes. Le sionisme tente de mobiliser de façon totalement acritique le peuple juif (à l'échelle internationale) et les citoyens juifs d'Israël derrière le gouvernement de l'Etat qui s'est édifié au Moyen-Orient depuis 1948.

Existe-t-il un peuple juif ?

Pour les deux lecteurs de *Socialist Worker*, les Juifs seraient uniquement les pratiquants d'une religion, au même titre que les catholiques, les protestants, les hindouistes ou les bouddhistes et il n'existerait donc pas de peuple juif. Par conséquent les Juifs n'auraient aucun « droit » à un Etat, du moins c'est ce que leur lettre sous-entend. Effectivement, si l'on nie qu'il existe un peuple juif, et que ce peuple a éventuellement droit à une terre quelque part sur la planète, il est bien plus facile de « résoudre » le problème... sur le papier. Malheureusement pour nos doctrinaires bornés, il existe bien un peuple juif, et aujourd'hui un peuple et un Etat israéliens. On ne peut plus revenir en arrière.

Mais il faut approfondir un peu le problème. Les marxistes défendent depuis toujours le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes comme une revendication démocratique qui pourrait éventuellement débloquent certaines situations inextricables. C'est ainsi, par exemple, que Trotsky envisagea un moment la possibilité que les Noirs américains créent leur propre Etat, face au racisme indéfectible des Blancs. Ou que, d'un autre côté, Marx s'opposa aux luttes de libération nationale de certains peuples d'Europe centrale car elles ne lui semblaient pas aller dans le « sens de l'Histoire ».

Aujourd'hui, on peut tirer le bilan de ces positions : les révolutionnaires socialistes n'ont eu aucune influence sur le développement des différentes luttes de libération nationale et le XX^e siècle a vu apparaître de multiples nouveaux États indépendants. Apparemment ce processus de morcellement en États-nations n'est pas terminé, y compris au sein de la vieille Europe où les mouvements autonomistes prospèrent, de l'Ecosse au Pays Basque et à la Catalogne en passant par la Corse. Cette volonté de repli sur soi, ce besoin d'identité locale, régionale ou nationale s'est malheureusement avéré beaucoup plus fort que l'internationalisme prolétarien, la solidarité de classe entre les exploités.

On peut le regretter, dénoncer le nationalisme comme une impasse, mais comment fermer les yeux sur ce phénomène et s'étonner que le peuple juif ait voulu, lui aussi, avoir son Etat ? Rien n'exclut un jour de penser que les Roms, minorité anti-étatique s'il en est jusqu'à présent, réclament un jour, eux aussi, d'avoir un Etat-nation quelque part sur la planète.

C'est donc dans ce cadre plus général qu'il faut situer la force du nationalisme juif, l'intérêt renouvelé de beaucoup de Juifs laïcs ou athées pour leur culture et leur religion, etc. A cette situation générale est venue s'ajouter l'élimination de 6 millions de Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. L'Holocauste n'a pu que convaincre (définitivement ?) les Juifs qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes et que leur seul moyen de ne pas se faire massacrer encore une fois était de faire bloc, d'appuyer la constitution d'un Etat disposant d'une puissance militaire imposante et de conclure toutes les alliances militaires ou économiques possibles, y compris avec les États les plus crapuleux.

Le nationalisme des opprimés est-il moins nocif que le nationalisme des oppresseurs ?

Ce qui se cache derrière le soutien souvent acritique aux mouvements de libération nationale, c'est à la fois l'idée que le nationalisme des vieilles nations serait plus nocif que celui des jeunes nations, mais aussi que les luttes de libération nationale pourraient accélérer l'avènement d'une révolution socialiste.

Cette analyse est totalement erronée.

Aucun mouvement de libération nationale victorieux dans les pays du tiers monde n'a débouché sur une révolution sociale. Quant à la domination coloniale ou impérialiste, elle a été remplacée par des dictatures implacables sur la classe ouvrière et les classes exploitées, de la Chine à l'Algérie en passant par Cuba. Cela ne signifie pas pour autant qu'il ne fallait pas s'opposer aux guerres coloniales, mais cela fixe les limites du soutien que l'on peut apporter aux luttes de libération nationale et surtout aux organisations qui en prennent la tête, et aux illusions que font naître ces mouvements. En clair : soutenir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes oui, porter les valises des futurs exploités, non !

A moins que, à l'instar des tiers-mondistes indémodables du *Monde diplomatique*, on veuille encenser des politiciens comme Nasser, Ben Bella, Torrijos, Chavez, Castro ou Noriega, en les parant de vertus socialistes ou anti-impérialistes que ceux-ci n'ont jamais eues.

Le sionisme est-il colonialiste ?

Oui. Israël est une colonie de peuplement dont l'évolution ressemble à celle des Etats-Unis, de l'Australie, voire, par certains côtés de l'Afrique du Sud. Cette dernière comparaison est cependant dangereuse car la situation des Palestiniens en Israël n'a, pour le moment, aucun rapport avec celle des Africains noirs en Afrique du Sud avant la fin de l'apartheid et qu'elle criminalise dangereusement non seulement le gouvernement mais tous les citoyens israéliens. Israël s'est construit sur l'expropriation violente des terres et des biens du peuple palestinien et ce processus ne s'est jamais arrêté.

Le sionisme est-il impérialiste ?

Si l'on entend par là que l'Etat d'Israël a des visées expansionnistes, oui. Mais que dire alors de l'invasion du Koweït par l'Irak, du Liban par la Syrie, pour ne prendre que deux exemples dans la région ? Si l'on utilise le mot « impérialiste » dans le sens d'expansionniste, cela est vrai d'un nombre impressionnant d'États sur terre que les gauchistes ne passent pas leur temps à dénoncer à longueur de temps comme ils le font avec Israël.

Mais les gauchistes emploient ce mot dans un autre sens également : ils considèrent qu'Israël serait un « valet de l'impérialisme américain ». Tout mouvement qui se réclame d'une idéologie nationale peut être amené à s'allier avec une ou plusieurs puissances dites impérialistes. C'est ce qu'ont fait le FNL algérien, le FLN vietnamien, tous les mouvements de guérilla d'Amérique latine et d'Afrique, l'Etat cubain, etc., avec l'impérialisme russe. C'est ce qu'ont fait les résistants afghans en acceptant l'aide américaine. Les gouvernements israéliens ont, eux, choisi l'impérialisme américain après avoir été directement aidés par les Soviétiques, au moment crucial de la création de l'Etat d'Israël, en 1948. Donc oui, l'Etat israélien a de fortes affinités avec les grandes puissances impérialistes, mais cela ne fait pas de lui un impérialisme au sens économique et financier du terme. Ou en tout cas, il faudrait le démontrer, chiffres à l'appui, et ne pas se contenter d'invectives.

Le sionisme est-il raciste ?

Toute idéologie nationaliste peut, à un moment ou un autre, employer des arguments racistes. Et tout Etat national utilise à un moment ou un autre l'arme de la xénophobie ou du racisme. Le nationalisme, l'Etat et le racisme marchent parfois ensemble, parfois séparément mais il n'existe aucune incompatibilité majeure entre les trois. C'est d'ailleurs pourquoi les révolutionnaires sont favorables à la disparition des nations, des frontières et des États.

Donc, oui le sionisme a une dimension raciste potentielle, mais comme n'importe quelle autre idéologie nationale et nationaliste, y compris celle des Palestiniens, et **pas davantage qu'une autre.**

Signalons d'ailleurs qu'au sein même d'Israël il existe de puissants préjugés racistes entre les Juifs eux-mêmes, préjugés dénoncés depuis des dizaines d'années par les Juifs orientaux ou éthiopiens, et sources de discriminations réelles en Israël.

Cependant, souligner constamment les tendances racistes du sionisme, tout en faisant l'impasse sur les tendances racistes des nationalistes palestiniens est extrêmement dangereux. L'utilisation systématique de cet argument est relativement nouvelle, comme l'a montré la conférence internationale de Durban sur le racisme où Israël fut condamné comme un Etat raciste par la majorité des présents. Ceux qui veulent absolument démontrer que le sionisme est une idéologie raciste jouent sur l'indignation morale qu'a suscitée l'Holocauste et essaient de la retourner contre Israël. Ce procédé est crapuleux car il aboutit, par touches successives, à faire un parallèle entre sionisme et nazisme. Et c'est justement ce que faisait *Socialist Worker* en comparant les Palestiniens de Jenine aux Juifs du ghetto de Varsovie et *Socialisme* en juxtaposant des photos de soldats nazis et israéliens. De telles comparaisons ne sont pas du tout innocentes, car elles constituent une des armes favorites des négationnistes et des antisémites qui veulent à tout prix montrer que les Juifs sont aussi racistes que les autres, voire davantage.

Enfin, à force d'être banalisée, l'accusation de racisme devient une espèce de tarte à la crème qui lui enlève tout sérieux aux yeux de la majorité de la population, renforçant le nouveau credo des réactionnaires qui prêchent, sur le ton du bon sens, que tout le monde est raciste et que l'on ne pourrait rien y faire.

Un Etat ou deux États ?

Les lecteurs de *Socialist Worker* prônent la création d'un Etat qui regrouperait Juifs et Palestiniens. Leur position est incohérente. On ne peut pas à la fois prétendre que les Juifs ne seraient que les pratiquants d'une « religion », qu'ils occupent un territoire « étranger », que leur Etat est « raciste », « colonialiste » et fait le jeu de « l'impérialisme » et en même temps croire que les Juifs pourraient demain vivre sur le même territoire que les Palestiniens. Les lecteurs de *Socialist Worker* n'emploient même pas le terme d'Etat binational, ce qui est logique, puisqu'ils nient, du moins dans leurs lettres, qu'il existe un peuple juif et donc une nation juive.

Si les Juifs d'Israël sont les « pieds noirs » de la Palestine, ou bien une simple bande de religieux fanatiques ou illuminés, alors il faut en tirer la conclusion : ils doivent retourner dans les métropoles « impérialistes » d'où ils sont partis, comme c'est arrivé aux centaines de milliers de Français qui vivaient en Algérie ou aux Portugais qui habitaient l'Angola, le Mozambique ou la Guinée-Bissau. Rappelons que ce fut le credo de l'OLP pendant des dizaines d'années (cf. les déclarations de Choukeiry qui voulait « jeter les Juifs à la mer »), que son timide changement de position n'est que très récent (1988), et que c'est toujours la position des organisations terroristes comme le Hamas et le Djihad islamique qui posent des bombes en Israël.

Nos deux lecteurs le savent bien mais évitent soigneusement de poser le problème. Et pour rendre la situation encore plus inextricable, ils se réfugient derrière une résolution de l'ONU qui, si elle énonce un droit parfaitement juste, est inapplicable. On voit mal comment les 4 millions de Palestiniens de la Diaspora pourraient récupérer les terres et les maisons dont ils ont été expropriés ainsi que les emplois dont ils ont été privés. Où iraient les expropriateurs, c'est-à-dire les Israéliens ? Autant le versement d'une indemnisation semble raisonnable, autant le « droit au retour » est une aberration pour les Palestiniens — mais aussi pour les Juifs du monde entier.

Les Juifs ont constitué un Etat en s'appuyant sur la force, comme tous les peuples qui ont cherché à avoir un territoire à eux. La légende sioniste veut qu'ils soient arrivés dans une région inhabitée mais aujourd'hui même une partie des historiens israéliens ont démonté ce grossier mensonge. Les compromis auxquels il faudra bien arriver un jour seront forcément douloureux et injustes pour les deux parties. C'est pourquoi j'avais écrit à *Socialist Worker* que les Israéliens « n'occupaient pas un pays étranger » et que la situation était « plus complexe » qu'une occupation coloniale classique d'un lointain territoire. Les

frontières de l'Etat d'Israël sont par nature extensibles puisqu'au départ ni cet Etat ni l'Etat de Palestine n'avaient d'existence reconnue et par conséquent de frontières claires.

Vu la situation actuelle, et l'idéologie nationaliste qui mobilise les deux peuples concernés, il semble impossible de concevoir que Palestiniens et Israéliens puissent vivre dans un même Etat. Il faudra donc bien deux États et non un seul.

L'Etat d'Israël fabrique-t-il de l'antisémitisme ?

Non, cette accusation est absurde. Ou bien seulement dans le sens où tous les États fabriquent de l'hostilité contre leurs ressortissants lorsque leurs armées commettent des actes criminels. L'intervention armée des Etats-Unis en Serbie, en Afghanistan, en Irak ou en Somalie fabrique de l'anti-américanisme : de nombreuses personnes, de toutes tendances politiques, méprisent globalement les Américains. Mais aussi on pourrait dire aussi que Chirac, en ce moment, suscite des réactions anti-françaises en Côte d'Ivoire ou que Mitterrand en a provoquées auparavant en Afrique et au Moyen-Orient.

C'est donc aux révolutionnaires de répéter inlassablement que l'on ne peut amalgamer les citoyens d'un Etat avec la politique de leur gouvernement et de faire connaître le combat des Israéliens qui s'opposent à leur gouvernement et luttent pour la paix, quitte à risquer la prison dans leur pays et à être considérés comme des traîtres par leurs compatriotes.

Et c'est aux révolutionnaires d'expliquer les différences entre Israéliens (citoyens d'Israël), Juifs (membres du peuple juif) et juifs (pratiquants du judaïsme). Les crétins antisémites sont en fait mobilisés par leurs pulsions racistes et non par les actes criminels de l'armée israélienne. Ce n'est pas l'Etat israélien qui fabrique l'antisémitisme, ce sont les antisémites eux-mêmes. La lutte contre l'antisémitisme a besoin d'explications sérieuses sur les origines du racisme pas de raisonnements tordus, à l'allure d'excuses.

L'Etat d'Israël va-t-il « nous » entraîner dans la guerre, voire dans une guerre mondiale ?

Cette façon de poser la question révèle peut-être une des vraies raisons pour lesquelles le conflit israélo-palestinien suscite tellement de passions en France alors qu'il s'agit quand même d'un conflit mineur, du moins par rapport à d'autres conflits beaucoup plus meurtriers sur la planète. Beaucoup de gens ont l'impression que, à cause d'Israël (en clair à cause des Juifs) le monde occidental serait de nouveau au bord de l'explosion, ou en tout cas menacé par le terrorisme. Et le milliardaire Ben Laden les renforce dans cette illusion en faisant croire qu'il s'intéresse au sort des Palestiniens. On touche là au problème de l'origine profonde des guerres. Même si l'Etat d'Israël n'était pas né en 1948, il y aurait quand même des rivalités très fortes entre les grandes puissances impérialistes pour se tailler des zones d'influence et des marchés au Proche et au Moyen-Orient, pour s'emparer des gisements de pétrole ou au moins pour contrôler son prix à l'échelle internationale. Et les États nationaux locaux joueraient des divergences d'intérêts entre les grandes puissances impérialistes pour essayer de tirer leur épingle du jeu. Il existe des conflits d'intérêts très réels entre l'Europe et les États-Unis : le pétrole moyen-oriental, s'il est vital pour la première, ne l'est pas pour les seconds. On peut dire que l'existence d'Israël et sa dépendance économique totale vis-à-vis des Etats-Unis compliquent un peu plus la situation, mais ils ne sont absolument pas à l'origine des tensions fondamentales entre les puissances impérialistes, entre les États nationaux du monde musulman, et entre les pays riches et les pays pauvres. En clair, ceux qui prennent Israël comme bouc émissaire, qui croient que sans cet Etat le monde occidental vivrait en paix, oublient les deux guerres mondiales, la guerre froide et toutes les guerres coloniales depuis un siècle.

Le rassemblement des Juifs dans un Etat séparé constitue-t-il une démission devant l'antisémitisme ?

Non. Pendant quelques dizaines d'années, des centaines de milliers d'ouvriers et d'intellectuels juifs ont cru au socialisme, voire à la révolution sociale. Aussi bien en Europe qu'en Amérique du Nord et en

Amérique latine, le mouvement ouvrier a compté de très nombreux militants et théoriciens juifs, athées et révolutionnaires, aussi bien dans les mouvements anarchistes que marxistes. Mais vu la passivité ou l'inefficacité du mouvement ouvrier international devant les persécutions et les massacres des Juifs notamment avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, on peut comprendre que la majorité des Juifs tirent un constat d'échec des tentatives d'une forte minorité d'entre eux de résoudre la prétendue « question juive » par une révolution socialiste. Le moins qu'on puisse dire est que l'Union soviétique, considérée comme un exemple par l'immense majorité des gens de gauche sur la planète pendant des décennies, n'a pu que servir de repoussoir, vu l'importance de l'antisémitisme dans ce pays et la façon dont les staliniens l'ont utilisé, y compris dans les démocraties populaires.

Ce que les gauchistes demandent aux Juifs c'est de leur faire confiance les yeux fermés, de croire que les petits groupuscules révolutionnaires, si jamais leurs idées s'emparaient des masses, ne commettraient pas les mêmes crimes et rendraient, pourquoi pas, l'humanité meilleure. C'est beaucoup demander, non ? Surtout lorsqu'on sait qu'une (petite) partie des négationnistes français vient des rangs de l'extrême gauche. Cette même extrême gauche n'hésite pas à défiler avec des groupes qui brandissent les drapeaux du Hamas et qui crient « Mort aux Juifs » dans les rues de Paris. Encore récemment, le samedi 12 octobre, un appel à manifester en « solidarité avec les Palestiniens », appel signé par des dizaines d'organisations d'extrême gauche et de gauche dénonçait justement la politique israélienne actuelle mais *sans mentionner une seule fois les attentats terroristes* qui ont fait des centaines de victimes en Israël. De plus, qui peut affirmer sérieusement que l'antisémitisme disparaîtrait dans un monde socialiste, si jamais celui-ci voit le jour ?

Enfin, il est faux de prétendre que l'Etat israélien ne combat pas l'antisémitisme. Au contraire, il ne fait que cela depuis 50 ans. Il mobilise toutes les énergies contre l'antisémitisme à l'échelle internationale. Que cette propagande ne fasse pas disparaître l'antisémitisme, c'est une évidence (mais quelle propagande le pourrait ?) ; qu'elle ait imposé des limites à son expression publique dans les pays démocratiques occidentaux est difficilement contestable.

Entre les Palestiniens et le colonialisme (ou l'impérialisme), qui doit-on soutenir ?

Vu la façon dont la question est posée, les Palestiniens, bien sûr, mais tout dépend de ce que l'on entend par là. Le peuple palestinien ou l'OLP ?

En fait, cette façon de poser les problèmes n'est que la reprise d'un vieil argument que les staliniens et la bourgeoisie internationale utilisaient déjà pendant la guerre froide. « Qui n'est pas avec nous est contre nous. » Il est curieux que ce genre de raisonnement soit repris par les sympathisants d'un courant politique qui est justement né du refus de choisir entre l'impérialisme américain et l'impérialisme russe. *Socialist Worker* est le journal de l'International Socialist Organisation dont les ancêtres se sont battus dans les années 1940, 1950 et 1960 à la fois contre les staliniens et contre la bourgeoisie américaine. Aujourd'hui et demain, comme hier, il n'y a aucune raison de choisir entre Sharon et Arafat, entre la corde et le peloton d'exécution. Si un jour une solution se dessine entre Israéliens et Palestiniens, elle se fera contre les nationalistes des deux côtés, sionistes, membres de l'OLP ou des mouvements intégristes. Alors autant annoncer dès maintenant la couleur — si c'est ce que l'on pense mais que l'on n'ose pas dire pour des raisons tactiques.

L'Autorité palestinienne est tout autant l'ennemi du peuple palestinien que les partis de droite et de gauche israéliens actuels sont les ennemis du peuple juif. (Y.C.)

LECTURE UTILE

La lettre de *Mouvement communiste* (N° 5, novembre 2002) s'intitule « Palestine, deux États contre le prolétariat » et en douze pages très denses propose une analyse politique solide, axée notamment sur le « rôle central de la dimension économique du conflit ». Pour l'obtenir, vous pouvez la trouver à Paris aux librairies Le Point du jour (58 rue Gay-Lussac, 75 005 Paris) ou La Brèche (27, rue Taine, 75012 Paris) ou bien écrire sans autre mention à BP 1666, Centre Monnaie, Bruxelles.

REACTIONS ET LETTRES DE LECTEURS

21. 10. 2002

« Bonjour,

« O. me dit que vous aimeriez connaître mon sentiment sur Sans patrie ni frontières. Cela ne m'est guère facile, car je suis totalement extérieur à ce qui m'a semblé être votre démarche : une (auto-)critique du trotskisme et des groupes politiques qui s'en réclament, et ne puis donc rien vous apporter sur ce plan, fût-ce sur le mode de la polémique. Pourquoi, me direz-vous, avoir alors pris la peine d'acheter la revue? Quelques mots à ce sujet : 1) L'attrait du titre. 2) Une « lecture » cursive en librairie souvent ne permet de se faire qu'une idée très approximative d'un texte, de sa dynamique, etc. 3) M'intéressaient les textes d'Emma Goldmann et l'étude sur Bordiga, et, de ce point de vue, je suis pleinement satisfait. Voilà, c'est bien peu, je l'admets. Bonne fin de journée, B.R. »

* * *

27.10.2002

« Bonjour Yves,

« J'ai bien reçu ton bulletin de traductions et je t'en remercie. Étant d'origine française et vivant à Montréal, je mesure moi aussi, chaque jour, l'étanchéité entre les luttes américaines, canadiennes et européennes. L'idée m'était d'ailleurs venue de rechercher des textes d'Emma Goldman ou de militantes ouvrières canadiennes de l'entre-deux-guerres dans les universités américaines notamment à l'U. de Boston, à l'U. du Michigan ou même aux archives canadiennes. Il existe beaucoup de textes inconnus parce que non traduits et un travail de mémoire à ce propos s'impose. « Mais il existe aussi en parallèle, un oubli presque total des luttes de ce temps au Canada notamment et sans doute aux U.S., chose qui est encore pire. Un travail de conscientisation passe-t-il par là ? Sans doute mais je peine à voir comment les jeunes particulièrement (j'ai 50 ans) peuvent être sensibilisés par des textes qui traitent de points (certes importants et cruciaux) internes eux mêmes à des situations historiques dont ils ignorent à peu près tout.

« Enfin malgré l'intérêt de ces textes, je ne puis te suivre sur le terrain de la politique révolutionnaire qui détermine ta position théorique. Il me semble que le projet révolutionnaire est indissociable d'une critique de la politique, de toute forme-parti et surtout de l'idéologie sous quelque forme qu'elle se présente. Bien sûr il est louable de proposer les termes d'un débat mais il ne faut pas que celui-ci s'énonce dans des termes identiques aux impasses connues et identifiées. Retrouver au détour de tes pages Bordiga, Lutte ouvrière, les médias de gauche, un nouveau parti anticapitaliste, me semble non pas un recul, mais du sur-place, mais une seule et même erreur : celle de ne pas vouloir ou ne pas accepter d'aller jusqu'au bout de tes interrogations et de ta critique théorique.

« La question la plus actuelle n'est pas contenue dans les formes spectaculaires et événementielles que prend l'idéologie du moment pour se manifester, à travers la guerre israélo-palestinienne remplaçant le Chili ou le Vietnam et les élections en France comme une reddition (ce sont les élections qui ont toujours posées problème) ou la démocratie parlementaire transformée en perversion libérale (la démocratie bourgeoise a toujours servi à nous écraser) où le terrorisme qui mord la main de celui qui l'a nourri (la critique du terrorisme existe au moins depuis Netchaïev jusqu'à Debord ou Cesarano pour l'Italie). Il faut accepter d'aller au fond des choses comme disait Marx, non pas rester en surface.

« Par contre ce que tu nommes le prétendu mouvement antimondialisation recèle sans doute plus de futurs car la plupart des groupes qui se sont constitués en dehors des ONG sont plutôt antiautoritaires proclamés, à la fois produits et acteurs d'un débat de fond qui nous concerne : comment reconstituer un mouvement radical approprié à l'arasement en cours des valeurs humaines? Un débat doit voir le jour sur l'organisation, sur l'idéologie et la question de classes, mais il doit surtout réaffirmer en quoi et comment une théorie radicale peut encore influencer sur le monde, sur les comportements, sur les mentalités, en se

réalisant offensivement, non pas dans une illusoire résistance au pouvoir, au chaos, ou à quoi d'autre. Il convient qu'une théorie et une pratique s'énonce et se comprennent comme des moments de liberté et d'émancipation sinon il devient impossible de communiquer notre volonté à vouloir d'un monde différent. C'est donc comme rupture qu'une théorie et une pratique adaptées doivent voir le jour. Amicalement R.S. »

* * *

Nicolas, du Cercle social, a réagi à l'expression « le Borgne de Saint-Cloud » (de mauvais goût je le reconnais volontiers) que j'ai employée dans le numéro 1 de *Ni patrie ni frontières* à propos de Le Pen. Il m'a indiqué un article (« **Les idées faciles d'accès : les handicaps comme critiques politiques** ») sur le site *demainlemonde* (<http://www.geocities.com/demainlemonde/xenophobie.htm>) dont j'extrai le passage suivant, sans autres commentaires, malgré mon désaccord sur l'optique de l'article :

« «Un borgne, c'est un infirme qui n'a droit qu'à un demi-chien.»

Journal de Jules Renard -1893-1898.

« Xénophobie, la haine de l'Autre, peut être déclinée à l'envi tant elle s'adapte à toutes les formes de haine. Cependant si l'on évoque couramment le racisme, l'homophobie, le sexisme, rares sont les débats touchant les handicapé-e-s. Certain-e-s militant-e-s se sont penché-e-s sur les handicapé-e-s dit mentaux surtout pour fustiger les asiles, milieux carcéraux et aliénants, ou pour dénoncer la réalité de certains handicaps mentaux (par exemple, travaux de Michel Foucault). Ici, mon propos ne sera pas d'évoquer les problèmes d'accès à la santé ou les difficultés matérielles que rencontrent les handicapé-e-s dans la société de profit, que j'essayerais d'évoquer ultérieurement mais bien de m'attaquer à l'utilisation de l'image du handicap physique par des militant-e-s de « gauche », à travers deux exemples sensibles. Il semble qu'à l'instar de nos adversaires politiques xénophobes, certain-e-s utilisent pleinement le handicap comme procédé de condamnation et de disqualification.

« Le premier exemple analyse les attaques concernant le handicap visuel du président de Front National, Jean-Marie Le Pen.

Le délit de faciès de Le Pen

« Dans les années soixante-dix, Le Pen portait un bandeau noir. Je me souviens d'avoir vu sur les tracts électoraux cet homme très droit, la tête haute, fier d'arborer ostensiblement ce bandeau. A travers ce symbole manifeste, Le Pen affirmait sa blessure de guerre, celle qu'il aurait eu lors de la guerre d'Algérie. L'impact était visuel, fort. Il jouait (consciemment ?) sur les deux tableaux : primo, je suis un militaire qui affronte le combat, et preuve de ma mâle bravoure, j'ai perdu un œil. Secundo, mon allure rigide et martiale doit inspirer la frousse, je désire impressionner, je suis un vétéran, un vieux briscard.

« Dans les années quatre-vingt, suite peut-être au relooking médiatique de la politique (c'était le début des grands shows, il fallait savoir être " recevable " à la télé, séduire les masses par une apparence standardisée, etc.), comprenant que le port du bandeau noir le rend peu sympathique, Le Pen change d'image. Ses scores électoraux confirment que sa nouvelle apparence est bienvenue. Visuellement, Le Pen a deux mirettes ! Le Borgne n'est plus. Ce qui est intéressant, c'est que ce changement n'empêcha pas certains antifascistes de continuer à le traiter de borgne.

« Or, être borgne est un handicap difficile à porter au quotidien. Quand on parle de borgne, ce n'est pas un simple terme descriptif, neutre, car il existe précisément tout un imaginaire accolé à ce nom : signe de disgrâce physique mais aussi signe de méchanceté. Les personnes concernées préfèrent le terme médical d'amblyope unilatéral. On retrouve cet imaginaire pour les bossu-e-s, pied-bots, boiteux-ses, etc. On comprend mieux, dans ce contexte, pourquoi il est si facile de stigmatiser Le Pen sur son handicap : cela renforce les préjugés les plus éculés sur le " méchant borgne ". L'iconographie de Le Pen à travers les caricatures (par exemple, Charlie-Hebdo) ou les textes de chansons de rock " alternatif ", qui ont usé et abusé de cet amalgame facile, sont extrêmement dangereux, car ils génèrent une haine viscérale, où la raison est absente.

« Or, en attaquant Le Pen sur ce handicap, on attaque tous ceux qui ont le même handicap et on utilise la même rhétorique que ceux qu'on combat. C'est une évidence, mais elle ne semble pas toujours avoir

effleuré les grand-e-s militant-e-s de l'antiracisme et de l'antifascisme ! Attaquer Le Pen sur ses idées et non sur son handicap, c'est précisément refuser la "lepenisation des esprits".

« Cela fait une nouvelle fois le jeu des idées réactionnaires, car la méchanceté gratuite est à la portée du/ de la premier-e stupide venu-e. Effectivement cela demande aucune remise en question. Ces " idées faciles d'accès " montrent qu'il manque une véritable prise de conscience de certains préjugés ou plis mentaux. A cet égard, les militant-e-s, les médias militants ont un rôle essentiel à jouer. Ces situations ne peuvent se développer que si on les encourage ou même si on les tolère, car le droit au respect passe par le langage et l'attitude réciproque. Entre signer des pétitions, manifester pour soulager sa bonne conscience et réfléchir au quotidien sur les préjugés pour tenter de trouver des solutions, il y a un monde. (...) »

Syb (2002)

Trotskyisme et anarchisme :

Une lettre de J.P. Cannon ⁽¹⁾

Un camarade trotskyste, soucieux de me montrer que son courant n'avait pas toujours eu une opinion entièrement négative sur le mouvement anarchiste, m'a transmis la lettre suivante de James P. Cannon dirigeant du Socialist Workers Party américain (trotskyste orthodoxe, du moins à ses débuts), à une amie, Myra Tanner Weiss, dont voici les extraits les plus significatifs :

Los Angeles, Calif.
29 juillet, 1955

Chère Myra,

J'ai reçu ta lettre du 9 juin. Je dois avouer que le fait de t'envoyer ma brochure sur les IWW (2) était une manœuvre calculée de ma part. Je savais que ce texte allait réveiller la vieille Wobbly qui sommeille en toi.

Murry a en partie raison lorsqu'il pense que je t'ai envoyé ce pamphlet parce que je te considère comme une « anarchiste ». Mais il a complètement tort s'il croit qu'il s'agit pour moi d'un terme péjoratif. L'anarchisme est une bonne chose, lorsqu'il est sous le contrôle d'une organisation. Cela peut sembler une contradiction dans les termes, mais sans l'anarchisme qui nous habite nous n'aurions pas besoin de la discipline de l'organisation. Le parti révolutionnaire réalise l'unité dialectique de ces forces opposées. Dans un sens, il représente la fusion de la révolte individuelle instinctive avec la conscience que cette révolte ne peut être efficace que si tous deux se combinent et s'unissent en une seule force puissante que seule une organisation disciplinée peut fournir.

Dans ma jeunesse, j'entretenais des relations amicales avec les anarchistes, et mon comportement était spontanément anarchiste. J'adorais ce mot de « liberté » qui était le mot le plus important de leur vocabulaire. Mais mon attirance spontanée pour ce courant fut bloquée lorsque je compris que la réorganisation de la société, qui peut seule rendre possible la liberté, ne peut s'accomplir sans l'aide d'une organisation. Et qui dit organisation dit discipline et subordination de l'individu à la majorité. Je voulais tout avoir à la fois, en fait j'ai toujours les mêmes aspirations, mais je n'ai pas encore réussi à savoir comment cela pourrait se réaliser.

Ceux qui sont nés après la révolution russe et la Première Guerre mondiale ne savent pas et ne peuvent pas vraiment comprendre ce que représentait le mouvement anarchiste avant 1914, avant que ses hypothèses théoriques fussent soumises au test décisif de la pratique. On considérait alors l'anarchisme comme la forme la plus extrême de radicalisme. Les anarchistes attiraient des gens merveilleux ; ils se voulaient les continuateurs des martyrs de Haymarket (3), et tous les cercles révolutionnaires ou radicaux les respectaient. Lorsque Emma Goldman et Alexander Berkman venaient à Kansas City durant une de leurs tournées de conférences, nous les Wobblies, nous invitons les gens à venir assister à leurs réunions.

Goldman était une grande oratrice, l'une des meilleures que j'ai jamais entendues et Berkman un personnage héroïque, d'une grande noblesse. C'est lui qui avait organisé le premier comité de défense et le mouvement pour Tom Mooney (4), après que ce dernier fut condamné et lorsqu'il était sur le point d'être exécuté, quand tout le monde avait peur d'élever la voix. Je me souviens de sa venue à Kansas City, au cours d'une tournée nationale de conférences, où il était venu pour organiser la première coordination des comités de défense de Mooney. Je me rappelle avec orgueil avoir été un membre actif du premier comité organisé par Berkman. (Moi et Browder (5)!)

Les pulsions de révolte des premiers anarchistes étaient merveilleuses, mais leur théorie ne tenait pas la route et n'a pu survivre au test de la guerre et de la révolution. J'ai honte de rappeler que les anarchistes espagnols sont devenus ministres dans un gouvernement bourgeois à l'époque de la révolution espagnole ; et que certains vieux anarchistes américains de New York, ou plutôt ce qu'il en restait, sont

devenus des sociaux-patriotes pendant la Seconde Guerre mondiale. Rien n'est aussi mortel qu'une théorie fausse (...)

James P. Cannon

Notes du traducteur

1. James P. Cannon (1890-1974) Né dans un milieu d'ouvriers catholiques radicaux du Kansas, il devint un organisateur des IWW et fut personnellement formé par Bill Haywood. Il adhéra au Socialist Party à l'âge de 18 ans et fut un des dirigeants de la tendance favorable aux bolcheviks qui scissionna en 1919 pour créer le Workers Party (l'un des premiers partis communistes aux Etats-Unis) dont il devint le secrétaire général en 1919. Il s'allia à William Z. Foster dans l'espoir d'implanter les idées révolutionnaires dans le mouvement ouvrier américain. Il participa très activement à la campagne pour la défense des anarchistes Sacco et Vanzetti. En 1928 alors qu'il assistait au Sixième Congrès de l'Internationale communiste Cannon fut convaincu par les critiques de Trotsky contre la bureaucratie stalinienne. A son retour, il fut exclu du PC et fonda la Communist League of America qui publiait *The Militant* avec Max Schachtman. Après une brève période d'entrisme dans le Socialist Party, Cannon créa le Socialist Workers Party en 1938, qui devint la plus grande section de la nouvelle Quatrième Internationale. En 1941, aux côtés de 17 autres dirigeants du Parti, il fut arrêté en raison du Smith Act, loi anticomuniste et le PC américain applaudit à son incarcération. En 1943, il fut condamné à 16 mois de prison et libéré en 1945 à la fin de la Seconde Guerre mondiale. James P. Cannon a écrit plusieurs livres dont un seul est traduit en français.

2. IWW (Industrial Workers of the World), et Wobblies . Syndicat révolutionnaire fondé en 1905 par des syndicalistes radicaux qui s'opposaient à la politique conservatrice et pro-patronale de l'American Federation of Labor. Les Wobblies, comme s'appelaient les membres de ce syndicat, comprenaient beaucoup de membres du Socialist Party of America, du Socialist Labor Party et d'autres groupes radicaux de gauche. Pendant les années 1910, les IWW jouèrent un rôle important dans la lutte pour les droits des travailleurs américains. Des militants célèbres comme John Reed (auteur du classique « Dix jours qui ébranlèrent le monde »), Mother Jones, Bill Haywood, Joe Hill et d'autres prirent parti pour l'idée d'un grand syndicat en espérant que les travailleurs du monde entier pourraient s'unir et combattre ensemble contre leurs oppresseurs capitalistes. Mais le gouvernement lança une répression féroce contre les activités des IWW en 1917 et l'influence du syndicat baissa rapidement. Les IWW devinrent anarcho-syndicalistes. Cette organisation existe toujours aujourd'hui mais ne regroupe que quelques centaines de militants.

3. Martyrs de Haymarket. Suite à la manifestation du 1^{er} mai pour la journée de huit heures à Chicago une bombe explosa parmi la foule. Cinq anarchistes furent accusés. L'un se suicida en prison et les quatre autres furent pendus.

4. Tom Mooney (1882-1942), syndicaliste des IWW, inculpé de meurtre suite à l'explosion d'une bombe à San Francisco en 1916 qui fit 10 morts et 40 blessés. Sa condamnation à mort fut commuée en peine de prison. Il fut gracié en 1939 et formellement disculpé en 1961.

5. Earl Russell Browder (1891-1973) Originaire d'une famille nombreuse et très pauvre, il arrêta l'école à 10 ans pour commencer à travailler. Il adhéra au Socialist Party à l'âge de 15 ans et milita dans l'aile gauche du syndicat de l'American Federation of Labor. En 1917 Browder fut condamné à 16 mois de prison pour son agitation contre la guerre. Il adhéra au Parti communiste américain, travailla pour le compte de l'IC en Chine en 1926 et épousa tous les tournants de la politique stalinienne de la défense du pacte Hitler Staline (qui lui valut de passer plus d'un an en prison) jusqu'à l'alliance américano-soviétique contre le fascisme, alliance qui l'amena à dissoudre le PC dans le parti démocrate ! Exclu du PC américain en 1946, il continua à défendre ses idées jusqu'à sa mort.

Echanges de publications

Bulletin de la CNT 2e UR, lettre d'information de 8 pages.

L'Oiseau tempête, revue de 68 pages. Correspondance : Oiseau-tempête c/o Ab Irato — BP 328 75 525 Paris Cedex 11 France. Les anciens numéros sont disponibles sur le site web <http://internetdown.org/oiseautempete/plan.php3> Au sommaire du N° 9 : *Fascisme de la misère, misère de l'antifascisme*. Où en est-on avec le mensonge moderne de masse ? *Emeutes en Argentine*. L'effet Chomsky ou l'anarchisme d'Etat. *Soulèvements en Algérie, etc.*

Dissidences, revue d'histoire des mouvements révolutionnaires

A contre-temps, bulletin de comptes rendus de livres anarchistes

Présence marxiste

Découverte !

Si vous vous intéressez au Brésil, la revue *Maira* vous apportera de solides informations comme le dernier numéro (65) consacré aux « Feintes dissidences dans le Brésil globalisé : les exemples du Parti des travailleurs et du Mouvement des sans-terre ».

Au sommaire des numéros précédents : N° 55-56 A table ! — **N° 57-58 et 59-60** On n'a pas tous les jours 500 ans — **N° 60-61 et 62-63** Présences juives au Brésil — **N° 64** Feintes dissidences : le PT et le MST.

A travers des articles courts mais bien documentés, on apprend plein de choses et surtout c'est pas écrit en langue de bois gauchiste ou sectaire. Y a même des recettes de cuisine dans le N° 55-56 et des cours de capoeira pour garder la ligne (pas la ligne politique heureusement, l'autre) !

Abonnement pour 6 numéros par an (en principe...) 7,62 euros. Libellez votre chèque à l'ordre de Maira. Correspondance : Maira, 4 sentier des Joncs 94230 Cachan. E-mail : associationmaira@aol.com. T. : 01 46 65 19 83.

ERRATA ET PRECISIONS

Quelques erreurs se sont glissées dans le numéro 1 de *Ni patrie ni frontières*. Merci aux lecteurs attentifs qui nous les ont signalées !

Page 8. *L'Épopée d'une anarchiste* a été réédité en poche chez Complexe en 2002, mais il s'agit toujours d'une adaptation, non de la traduction complète.

Page 95, note 1 : Le livre de Barrington Moore (*Les Origines sociales de la dictature et de la démocratie*) a été traduit en français et publié aux éditions La Découverte en 1983.

Page 95, note 7 : Il ne s'agit pas du numéro 16 mais du numéro 6 de *Discontinuité*. Quant à l'adresse de François Bochet elle est dorénavant François Bochet Le moulin des chapelles 87 800 Janailhac.

P. 96, note 25. La brochure *Communisme et fascisme* est de nouveau disponible aux Editions Programme, 3 rue Basse-Combalot, 69007 Lyon.

Page 97 L' « Histoire de la Gauche Communiste d'Italie » (*Storia della Sinistra Italiana*) compte 5 tomes (et non 4) publiés en italien. Les trois premiers sont disponibles aux Éditions Programme. Et la totalité chez IPC, BP 211, 75865 Paris Cedex 18.

Page 97. La brochure du CCI (*La Gauche communiste d'Italie*, 1981) n'a pas été écrite par Jacques Camatte mais par Philippe Bourrinet.

Page 112. L'ouvrage d'Abraham Leon ne s'intitule pas *Les Marxistes et la question juive* (titre d'un livre d'Enzo Traverso) mais *La Conception matérialiste de la question juive* !

Page 112 *La Société juive à travers l'histoire*, ouvrage collectif édité sous la direction de Schmuël Trigano, a été publié en 1992 et non en 2000.

Page 149 « Pour un bulletin de traductions » : les grandes occupations d'usines et autres entreprises au Portugal ont eu lieu en 1974-1975, pas en 1975-1976.

Pour un bulletin de traductions

« Le communiste moyen, qu'il soit fidèle à Trotsky ou à Staline, connaît aussi peu la littérature anarchiste et ses auteurs que, disons, un catholique connaît Voltaire ou Thomas Paine. L'idée même que l'on doit s'enquérir de la position de ses adversaires politiques avant de les descendre en flammes est considérée comme une hérésie par la hiérarchie communiste. »

(Emma Goldman)

Au moment où l'Europe tente de réaliser son unification politique, les divisions linguistiques, politiques et culturelles sont encore suffisamment fortes pour entretenir l'isolement entre les militants de différents pays.

Certes le capitalisme repose aujourd'hui sur des multinationales, les États possèdent de multiples structures de dialogue et de confrontation, les possédants et les technocrates utilisent la visioconférence, mais le mouvement ouvrier semble encore très en retard par rapport à ses adversaires.

A l'heure où la prétendue lutte contre la mondialisation a le vent en poupe, force est de constater que l'isolement national se perpétue dans les luttes de classe. Malgré Internet, les voyages militants à Seattle, Gênes, Göteborg, Barcelone ou Porto Alegre, et la multiplication des chaînes de télévision, le flux d'informations qui circulent n'a, en fait, que peu d'incidences sur la vie quotidienne, les pratiques des groupes existants et les luttes des travailleurs dans chaque pays.

C'est un tel constat pessimiste qui nous incite à vouloir créer ce bulletin. Mais c'est aussi la conviction qu'une autre attitude est possible face au riche patrimoine politique et théorique qui existe à l'échelle internationale.

Pour débloquer la situation, toute une série de conditions seraient nécessaires, conditions qui ne sont pas liées à la simple volonté de ceux qui rejettent absolument cette société et toute solution de rafistolage. Mais nous pourrions au moins commencer par discuter et réfléchir ensemble autrement.

Dans les milieux d'extrême gauche, en effet, on débat rarement dans le but d'avancer, d'apprendre des autres « camarades », qu'ils militent en France ou dans d'autres pays. Il s'agit surtout de « (con)vaincre » son interlocuteur, de le coincer, de le dominer.

Il n'est pas vraiment utile de connaître les positions de son vis-à-vis, toujours perçu comme un « adversaire ». Un petit vernis politicien et un bon bagout suffisent largement à la tâche.

Non seulement on est fier de son ignorance, mais on la théorise : les autres groupes ne diraient rien d'essentiel, ils feraient tous le jeu du réformisme ou de la bourgeoisie ; ce seraient d'obscurs intellectuels souvent carriéristes, toujours confus ; la situation dans telle ou telle région du globe serait trop différente ; les autres organisations seraient « activistes », « ouvriéristes », « syndicalistes », etc.

Le stock d'anathèmes et de faux-fuyants est inépuisable. Pourtant la réflexion politique et théorique n'avance pas du même pas, suivant les États et les continents, et — ne serait-ce qu'à ce niveau — les échanges devraient être fructueux.

Malheureusement, chaque groupe se contente d'un petit « capital » de références qui, avec les ans, non seulement ne s'accroît pas mais s'amenuise régulièrement.

Plus grave encore : l'indifférence à la réflexion ne se limite pas aux questions dites « théoriques ».

Elle concerne aussi la réalité des luttes ouvrières, des pratiques syndicales ou extra-syndicales dans d'autres pays. Lorsque des centaines de milliers d'ouvriers portugais ont occupé leurs usines en 1974-1975, qu'ils ont essayé de les gérer eux-mêmes, il ne se s'est trouvé que fort peu de militants pour se mettre à leur écoute et les soutenir efficacement. Certains ont fait le voyage jusqu'au Portugal ou se sont précipités sur les différents journaux militants pour avoir des « nouvelles ». Mais toute leur attention était centrée sur le groupuscule ou le parti qui allait grossir le plus vite, voire qui allait prendre le pouvoir. Résultat, les travailleurs portugais ont dû se dépatouiller tout seuls avec leurs problèmes. On pourrait établir la même constatation à propos de l'Iran au moment de la prise de pouvoir par Khomeyni (où l'agitation ouvrière ne fut presque jamais évoquée), de Solidarnosc, des grèves ouvrières dans la Russie de Poutine, sans parler de l'Argentine ou du Venezuela actuels.

Dans tous les cas, on a l'impression que seuls comptent les discours des possédants et les récits dithyrambiques des « victoires » minuscules des groupuscules ou des partis politiques. Les luttes des travailleurs, les formes originales d'organisation qu'ils créent, tout cela passe à la trappe — à l'exception

de quelques revues confidentielles qui s'en font l'écho. Et l'incompréhension est encore aggravée par le fait que, les rares fois où on les interroge, les militants ont souvent du mal à synthétiser leur expérience et qu'ils adoptent, sans le vouloir, un langage de politicien ou de commentateur, qui affadit la valeur de leur témoignage.

A notre échelle, nous ne sommes évidemment pas en mesure de renverser une telle situation. Mais nous pouvons poser quelques infimes jalons, notamment en traduisant des textes théoriques et politiques classiques qui ont formé des générations de militants dans d'autres pays et ne sont jamais parvenus jusqu'à nous, ainsi que des textes plus récents, liés à l'actualité.

Quels seront nos critères de choix ? Tout d'abord la lisibilité. Ce qui exclut les commentaires verbeux, les sempiternelles et vaines exégèses de textes sacralisés. Nous ne sommes pas opposés aux polémiques, mais à condition qu'il ne s'agisse pas de diatribes sectaires et stériles. L'objectif n'est pas de rassurer, de ronronner, mais d'apprendre quelque chose. Nous puiserons dans les traditions marxistes, libertaires, ou autres, sans exclusive. A condition que leurs auteurs soient mus par une saine révolte contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Nous souhaitons éveiller la curiosité, le sens critique. Nous voulons sortir des carcans mentaux et idéologiques imposés par de longues années d'isolement. Rien ne nous est plus étranger que le patriotisme, y compris sa variante étriquée : le patriotisme d'organisation. Le célèbre : RIGHT OR WRONG, MY PARTY (Qu'il ait tort ou raison, c'est mon parti et je défends sa ligne et ses frontières) a montré ses aspects catastrophiques pour tous les aspects du mouvement d'émancipation.

Ce minuscule bulletin essaiera, en tâtonnant, de provoquer la réflexion et l'échange, en ces temps d'apathie et de désintérêt pour les idées, et de peur de la discussion. Il présentera des positions différentes voire contradictoires, avec la conviction que de ces textes, anciens ou récents, peut naître un dialogue fécond entre les hommes et les femmes qui prétendent changer le monde.

Enfin, ce bulletin se prononcera aussi sur la situation française puisqu'il paraît dans ce pays. Notre contribution à la clarification politique consistera à rappeler quelques principes et à mettre en évidence les conceptions, à notre avis erronées, qui sous-tendent les schémas d'interprétation les plus courants.

Liste des traducteurs et remerciements

Le PCI italien et les femmes a été traduit par Jean-Pierre Laffitte.

Hommage à Arturo Peregalli a été traduit par François Bochet.

Les luttes paysannes et le Mouvement des sans-terre au Brésil a été traduit et mis en forme par plusieurs collaborateurs de l'*Oiseau-Tempête*.

Les textes de Chris Crass, Voltairine de Cleyre et Lindsey German ont été traduits par Yves Coleman.

Tous nos remerciements à Bookmarks, l'*Oiseau-Tempête*, J.-P. Laffitte, F. Bochet, S. Saggiaro, P. Pasciola, et L. German.

Toute reproduction de ces textes est soumise à l'autorisation des personnes mentionnées ci-dessus, notamment Bookmarks pour le chapitre extrait du livre de Lindsey German.

— Déclaration au Parquet du Tribunal de Grande Instance de Paris (Bureau des publications)
faite le 5/09/2002. Récépissé N° 20 418

— Bibliothèque nationale : en attente de l'ISSN.

COMBIEN CA COÛTE ?

Bonne nouvelle : le coût de fabrication du numéro 2 a baissé par rapport au numéro 1 de *Ni patrie ni frontières*. Néanmoins, fabriquer 125 exemplaires de 152 pages coûte encore 415 €, soit 3,32 € l'exemplaire : (227 € pour l'impression, 125 € pour le papier, 37 € pour les couvertures couleur et transparentes et 26 € pour les baguettes de reliure ... sans compter l'amortissement de la machine à relier et du massicot — qui ont coûté respectivement 328 € et 890 €.) Ce qui explique le prix de ce bulletin, les libraires retenant 30 % du prix de vente et le coût d'un envoi par la poste étant de 2,44 €.

VENTES

— N° 1 de *Ni patrie ni frontières*

59 exemplaires vendus dont 13 abonnements.

— *Sur la révolution russe* (brochure rassemblant les textes d'Emma Goldman parus dans le N°1 de *Ni patrie ni frontières*)

10 exemplaires vendus

ABONNEMENT ET CONTACTS

Ni patrie ni frontières coûte 7,5 euros l'exemplaire. Si vous souhaitez recevoir les 6 numéros suivants, vous pouvez envoyer un chèque de 45 euros (à l'ordre de Yves Coleman) ou bien la même somme en timbres. Si vous désirez collaborer à notre bulletin, émettre des critiques ou des propositions vous pouvez écrire à :

ou :

Yves Coleman (*sans autre mention*)

10, rue Jean-Dolent

75014 Paris

Téléphone : 01 45 87 82 11.

Tarifs des abonnements (6 numéros)

France : 45 euros

Europe : 66 euros (rapide) 54 euros (lent)

Amérique du Nord : (rapide) 84 euros ; (lent) 60 euros

Le prochain numéro de *Ni patrie ni frontières* contiendra, entre autres, des textes inédits en français de Voltairine de Cleyre, Paolo Casciola et Hal Draper.

Prix : 7,5 euros